



## LA NOUVELLE VICTOIRE ÉLECTORALE DES SOCIALISTES ESPAGNOLS

### M. Gonzalez entend « assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe »

#### Stabilité

Si les socialistes espagnols ont perdu quelques sièges aux élections du 22 juin, ils gardent, au terme de quatre ans de législature, la majorité absolue. Le royaume est actuellement le pays d'Europe occidentale qui vote le plus à gauche. Le souvenir de quarante années de dictature franquiste joue certainement son rôle là-dedans, mais de façon indirecte seulement. Le fait est que les conservateurs n'ont pas encore réussi à jeter les fondements d'une droite radicalement nouvelle, moderne et modérée.

Même si ses dirigeants ont adhéré sans réserve aux institutions démocratiques, la Coalition populaire défend encore des valeurs dont l'Espagne d'aujourd'hui ne veut plus. Son chef, M. Fraga, est marqué par son passé franquiste, et il ne s'est trouvé jusqu'à présent personne d'une envergure politique suffisante pour lui faire échec et construire le centre droit dont manque le royaume.

On pourrait penser aussi que si l'Espagne vote à gauche, c'est parce que, dans un pays où les revenus sont encore distribués de manière très inégale, on n'a pas remis autant qu'ailleurs le dirigisme économique. On bien qu'on y est moins sensible au conflit Est-Ouest et qu'on y conserve de quoi nourrir un anti-américanisme persistant.

Mais ces tendances ne sont pas la clef du succès des socialistes, au contraire. Elles expliquent, en revanche, que M. Adolfo Suarez ait renforcé sa position en menant une campagne de séduction personnelle sur la base d'un projet politique dont la cohérence laisse à désirer mais qui proposait notamment plus d'indépendance à l'égard de l'OTAN ou bien la création d'emplois par les investissements publics. Elles expliquent aussi que la Gauche unie, rassemblant des mouvements assez divers autour du PCE, ait réalisé un beau score avec le slogan « La gauche, ou en a besoin » - qui sous-entendait que le Parti socialiste ne la représentait pas.

Le socialisme espagnol a effectivement renoué, avant son homologues français, à certains dogmes en matière économique, au prix parfois d'une politique très douloureuse pour de larges secteurs de son propre électoral. Il a renoué aussi à son anti-américanisme d'autrefois et à quelque peu brutalisé ses électeurs en mars dernier, en leur demandant par référendum d'approuver l'appartenance à l'OTAN.

S'il l'a fait avec succès, c'est d'une part parce que l'Espagne a encore besoin, plus que tout, de stabilité et que lui seul peut la lui offrir dans un pays où le jeu démocratique n'est pas suffisamment ancien pour qu'on se risque à des coalitions ou à des gouvernements minoritaires. C'est aussi parce qu'il incarne seul quelque chose de beaucoup plus ample qu'un projet marqué par des idéologies vieillottes : le puissant désir de modernisation qui est actuellement le ressort fondamental de l'Espagne. C'est enfin parce que le charisme du premier ministre, M. Gonzalez, a été pour les socialistes l'un de leurs meilleurs atouts.

Malgré un recul en voix, le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, conserve la majorité absolue aux Cortes, tandis que la droite conservatrice de M. Manuel Fraga maintient à peine ses positions. M. Gonzalez a déclaré dimanche soir : « Une nouvelle étape s'ouvre pour l'Espagne, dans laquelle nous allons assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe communautaire. »

#### De notre correspondant

Madrid. - Mission accomplie pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) : tout en perdant 2 % des suffrages exprimés et 18 sièges (1) par rapport à la consultation d'octobre 1982, la formation de M. Felipe Gonzalez a de nouveau remporté la majorité absolue aux élections législatives du dimanche 22 juin : 184 députés sur un total de 350, avec 44 % des voix. L'abstention a été de 29,2 %, près de 10 % de plus qu'en 1982.

Après quatre ans d'une politique d'austérité souvent impopulaire, le PSOE ne pouvait aspirer à conserver le nombre élevé de sièges qu'il avait obtenus en 1982. Bien que son recul soit sensible, il reste pourtant la première force politique dans la plupart des régions d'Espagne : dans treize des dix-sept « communautés autonomes », la représentation socialiste au Congrès des députés sera la plus nombreuse. Seule la Galice a désigné davantage de députés appartenant à l'opposition conservatrice. Les deux principales formations politiques du pays arrivent par ailleurs à égalité dans les Baléares, la Navarre et la Rioja.

Les voix perdues par le PSOE ne sont pas allées, toutefois, à la principale formation d'opposition, la Coalition populaire, regroupée autour de l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga. Au contraire : celle-ci ne progresse que très légèrement en voix (de 25,3 % à 26 %), et enregistre un tassement en nombre de sièges, passant de 106 à 105 députés. C'est là un piètre résultat pour une formation qui, avait d'autres ambitions, et qui n'a pas été capable de réduire de manière significative l'écart qui la séparait du PSOE.

Le coût, extraordinairement élevé, du traitement de ces malades pose un problème considérable à tous les États concernés. Il dépasse d'ores et déjà en Amérique du Nord le coût total de toutes les maladies infectieuses. Il est clair que les pays africains ne peuvent faire face à une tragédie de cette ampleur qui, là-bas, atteint autant les femmes et les enfants que les hommes. Devant ce que d'aucuns nomment le « génocide en puissance » de l'Afrique noire, les Occidentaux nourrissent le projet d'une aide considérable que centraliserait l'Organisation mondiale de la santé et qui bénéficierait des revenus des tests de dépistage du SIDA.

Si ce projet est mené à bien, il pourrait mettre un terme à la querelle qui oppose Français et Américains en une lutte fratricide et dérisoire au regard d'un drame qui devrait mobiliser toutes les ressources de la science moderne. Un drame dont la seule issue sera la découverte d'un vaccin dont les premières étapes seront commentées à Paris tant par les Français que par les Américains.

(Lire page 12 l'article de D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.)

## UNE ÉPIDÉMIE EN CROISSANCE CONTINUE

### Des milliers d'experts du SIDA se réunissent à Paris

Des milliers de participants assistent durant toute cette semaine au congrès international sur le SIDA, qui se tient au Palais des congrès de Paris et qui sera suivi du congrès mondial sur les maladies sexuellement transmissibles. Les dernières données montrent l'ampleur - et la progression continue - de ce qui est devenu l'un des problèmes de santé publique les plus préoccupants de ce siècle.

50 000 malades condamnés à 200 000 de sujets contaminés en Afrique - 22 500 malades et 1 à 2 000 000 de sujets contagieux aux États-Unis. 2 542 malades en Europe, dont 707 en France, et 100 000 à 200 000 Français contaminés. L'épidémie de SIDA, loin d'être endiguée comme on l'avait espéré, ne cesse de s'étendre, et il semble bien qu'à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, plus aucun continent, plus aucun pays ne soit épargné par ce rétrovirus né, manifestement, au cœur de la forêt équatoriale et dont le double jeu de la promiscuité sexuelle et des échanges intercontinentaux a porté les effets meurtriers dans le monde entier.

Le ministère de la santé américain estime que, dans cinq ans, les États-Unis compteront 145 000 malades (dont 30 000 enfants), avec un nombre de morts plus élevé que celui des accidents de la route. En Europe, l'augmentation du nombre des cas atteint, en un an, 183 %.

Le coût, extraordinairement élevé, du traitement de ces malades pose un problème considérable à tous les États concernés.

concernés. Il dépasse d'ores et déjà en Amérique du Nord le coût total de toutes les maladies infectieuses. Il est clair que les pays africains ne peuvent faire face à une tragédie de cette ampleur qui, là-bas, atteint autant les femmes et les enfants que les hommes. Devant ce que d'aucuns nomment le « génocide en puissance » de l'Afrique noire, les Occidentaux nourrissent le projet d'une aide considérable que centraliserait l'Organisation mondiale de la santé et qui bénéficierait des revenus des tests de dépistage du SIDA.

Si ce projet est mené à bien, il pourrait mettre un terme à la querelle qui oppose Français et Américains en une lutte fratricide et dérisoire au regard d'un drame qui devrait mobiliser toutes les ressources de la science moderne. Un drame dont la seule issue sera la découverte d'un vaccin dont les premières étapes seront commentées à Paris tant par les Français que par les Américains.

(Lire page 12 l'article de D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.)

## FRANCE-RFA APRÈS LA VICTOIRE CONTRE LE BRÉSIL

### Double revanche sur Séville

Les demi-finales de la Coupe du monde de football opposeront, le mercredi 25 juin, d'une part la France, vainqueur du Brésil (5 à 4) à l'Allemagne fédérale qui a battu le Mexique (4 à 1), et, d'autre part, l'Argentine (2 à 1) contre l'Angleterre (4 à 1), et la Belgique qui a sorti l'Espagne (6 à 5).

Le onze tricolore retrouvera à Guadalajara l'équipe allemande qui l'avait éliminé en 1982 à Séville lors des demi-finales du précédent Mondial.

#### De notre envoyé spécial

Guadalajara. - Il faut enfin qu'il cesse le délicieux tourment, le football comme un supplice chinois. Il faut en finir avec cette tortueuse incertitude du sport, fraise du dentiste sur des nerfs à vif. Séville, Guadalajara. L'histoire ne se répète pas, elle radote. Quatre ans pour vieillir d'un siècle, sortir d'un stade encore la jambe flagellante, le cerveau en yaourt.

On dit ici que, quand ils n'ont rien d'autre à faire, des policiers de la route, flâneurs de l'Apocalypse, s'offrent une petite partie de roulette russe. Comme cela. Simplement pour voir ce qui va sortir, la suerie ou la muerie, la chance ou la mort. Cette consoune qui fait toute la différence, c'est en somme la proposition tyrannique faite aux joueurs de football. Quand cent vingt minutes de jeu, crispant, trépidant, n'ont suffi à les départager, il ne reste plus d'autre choix :



appuyer sur la détente, les tirs de penalties. Et voir.

L'histoire radote. Mais j'ai menté à Séville, contre l'Allemagne fédérale en 1982, ce fut soir de muerie. A Guadalajara, devant le Brésil, jour de suerie. Avec la promesse d'une sulfureuse revanche, un nouveau France-Allemagne en demi-finale, comme un procès en appel.

L'histoire se mord la queue. Et il faut ne pas s'en plaindre. Cela place les matches au rang des plus grands dramatiques, vers les plus grands dénouements, cruels et superbes. Le Brésil est tombé, le nez dans le gazon mexicain. Comme la France en Espagne. Le Brésil se trouve avec ses seuls regrets, avec la certitude désormais d'avoir à remâcher toujours et encore ce match, comme un encombrant chewing-gum trop acidulé, parfumé au chagrin.

Ce n'est point que le Brésil ait perdu. C'est qu'il n'a pas gagné. C'est ainsi. L'équipe de France sait tout cela. Elle a déjà donné. Et sept de ses joueurs, l'amicale

## LES CENT JOURS DE M. JACQUES CHIRAC

### L'action avant la gestion

par JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Jacques Chirac est un homme heureux. Heureux d'avoir obtenu, après bientôt cent jours passés à Matignon, la libération de deux des otages français détenus au Liban (en attendant les sept autres et... les faux époux « Turange »). Heureux d'être à Matignon, de gouverner, d'agir. Comme si, chez lui, l'action comportait en elle-même sa propre finalité.

Pour gagner, il continue de miser sur le même triptyque : privatisation, dérégulation, confiance. Mais, avant de gagner, il lui faut s'accommoder d'une situation plus difficile qu'il ne l'attendait, au point qu'il apparaît comme victime de l'idéologie et du retour de la politique.

La plate-forme, rien que la plate-forme, mais toute la plate-forme : la séduction de ce programme commun, au respect duquel M. Giscard d'Estaing s'empresse de le rappeler, n'avait attiré, le 16 mars, que 42 % des électeurs. L'étroitesse de sa propre majorité parlementaire oblige

pourtant le premier ministre à s'y conformer, au moins au niveau des mesures à forte charge symbolique.

Cette étroitesse et l'incertitude que la cohabitation fait peser sur le calendrier politique expliquent que les mesures contenues dans ce document au fort parfum d'idéologie ont dû être annoncées rapidement, quand elles n'ont pas été votées au forceps.

Aller vite, c'est la seule façon pour M. Chirac de priver M. Mitterrand de sa seule arme : la maîtrise du calendrier politique. Car celui qui voudrait rompre la coexistence, pour prendre l'opinion à témoin, ne pourrait le faire que sur un bon prétexte. Il ne peut donc agir trop tôt. En agissant vite, très vite même, M. Chirac dégage le terrain : passés les six premiers mois de l'actuel, il restera la gestion.

M. Mitterrand n'aura donc plus de motif de se plaindre, ou de se démarquer. Il sera à son tour prisonnier du calendrier. Apparaît alors un risque que M. Chirac avait peut-être négligé.

(Lire la suite page 7.)

## Le Monde

### ÉCONOMIE

- Que devient la reprise aux États-Unis ?
- La pensée économique française.
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 33 à 36

Et si ce match de football n'avait pas été autre chose qu'un byzance à la vie, la merveilleuse revanche d'un bonhomme ? Il faut pour comprendre cela raconter un fait. En 1982, au moment même où l'équipe de France jouait son pile ou face sévillan, José Bats bloquait un sacré penalty sur un lit d'hôpital.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 10.)

Les défis, les victoires et les techniques de l'homme qui incarne la France qui gagne.

BERNARD

# TAPIE

# GAGNER

180 000 exemplaires en un mois

Collection "VÉCU"

ROBERT LAFFONT



# débats

## Sécurité : le consensus ?

Nous retrouvons les valeurs fondamentales de la société qui prennent appui sur un mot : la confiance

par JEAN TIBERI (\*)

Le domaine de la sécurité est pour une commune de la taille de Paris riche d'enseignements. Dans une grande métropole, tous les problèmes liés à la violence, à l'action de la police, de la justice, à la réponse possible de la collectivité locale et des citoyens, prennent une résonance particulière.

A Paris, depuis ces dernières années, la réalité s'imposait avec vigueur. Parmi toutes les libertés démocratiques, celles d'aller et venir sans crainte, d'être physiquement en sécurité, de voir ses biens protégés, étaient peu à peu rognées. Les structures mêmes des atteintes à la sécurité révélaient une montée sans précédent de la violence sous toutes ses formes et une extension du fléau de la drogue.

Celle-ci progressait dans des proportions telles qu'une infraction sur deux qui se commettait à Paris était directement ou indirectement liée à elle. Le nombre d'étrangers délinquants dans les prisons parisiennes a augmenté de façon alarmante, alors que le nombre des étrangers en France est d'environ 5%.

Avec Jacques Chirac, nous nous sommes interrogés sur les raisons de ces progrès alarmants. Nous sommes arrivés au constat que les institutions de l'Etat chargées de la sécurité ne répondaient pas à l'attente que les Parisiens mettaient en elles. Mais nous nous heurtons à l'impossibilité dans laquelle nous étions de suppléer à ces défaillances. La Ville de Paris ne possède en effet aucun pouvoir de police, et à plus forte raison, aucun pouvoir d'impulsion sur la politique criminelle.

### Casser les idéologies

La police, tout d'abord, n'avait plus les moyens d'accomplir sa mission. Les agents, en nombre insuffisant, voyaient leurs possibilités d'action amoindries. Les conditions morales de travail étaient inacceptables. Des suspensions récurrentes, des licenciements, des démissions étaient à l'ordre du jour. Le commandement était affaibli au profit de chefs syndicalistes politisés.

La justice, également, perdait ses moyens. L'idéologie qui présidait à la suppression de la peine de mort sans qu'une peine de substitution

soit instaurée, à la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat, de la loi anticasseurs, de la loi sécurité et liberté, des quartiers de haute sécurité dans les prisons, créait un climat de laxisme, d'impunité, de désordre, qui ne pouvait qu'encourager indirectement la délinquance.

Dans ces conditions, un débat permanent agita l'opinion publique. Des courants de pensée entretenus professionnellement par des idéologues s'affrontaient, tantôt au nom d'une prévention pensée, tantôt au nom d'une répression sans nuance.

Face à cette confusion des idées glissant trop facilement sur le terrain politique, les citoyens vivaient une grave crise de confiance envers les institutions traditionnellement chargées de la sécurité publique. Le doute et la démobilisation gagnèrent ceux qui étaient en première ligne de la défense de la société, de même qu'ils gagnèrent l'ensemble des citoyens, qui en venaient à ne plus même intervenir lorsqu'ils étaient témoins d'agressions. Il importait de revenir très vite au sens commun et de casser les idéologies. Les discours de spécialistes ne servaient, en effet, qu'une récupération politique, sans voir qu'à la base, au niveau quotidien des citoyens, les perceptions changeaient.

Il est peut-être tôt pour parler d'une formation progressive d'un consensus, mais des façons majoritaires de voir les choses se dégagent enfin. Sous la pression des faits, devant les résultats des « expériences », une sorte de révolution morale vient donner la victoire à bon sens, qui accompagne le changement politique.

La sécurité des citoyens d'une démocratie est enfin reconnue comme un droit de l'Homme au même titre que sa liberté ou sa propriété. Le caractère républicain des missions d'autorité, notamment de celles de la police, n'est plus remis en cause. C'est sur ces principes que se forme lentement une majorité d'idées. Les grands axes d'un retour

(\*) Député et premier adjoint au maire de Paris.

## POLICE ET JUSTICE

L'Assemblée nationale va discuter des questions de sécurité à partir des projets d'Albin Chalandon. Jean Tiberi part de l'exemple de la Ville de Paris pour entrevoir une sorte de révolution morale donnant la victoire au bon sens. A propos des droits des étrangers, Philippe Viannay estime, lui, que l'on surévalue les missions de la police. Enfin, J.-B. Grasset plaide pour le cas Dedeyan.

## Défendre la France

Ce n'est pas à la police d'être juge du droit des étrangers

par PHILIPPE VIANNAY (\*)

L'HONNEUR de la France est en danger. La manière dont le gouvernement propose de résoudre les problèmes posés par l'immigration, mal maîtrisée dans le passé, risque de porter de graves atteintes aux valeurs fondamentales auxquelles la France prétend souscrire.

Les dispositions qui viennent d'être arrêtées en conseil des ministres, malgré les atténuations qui ont été apportées au projet initial du ministre de l'intérieur et qui vont être présentées au Parlement, sont triplement dangereuses : par l'esprit qu'elles révèlent ; par l'alliance de fait qu'elles risquent de susciter entre la droite démocratique et l'extrême droite ; par les conséquences qu'elles entraîneront dans la pratique.

Le style des mesures proposées est xénophobe. L'étranger ne sera plus accueilli mais toléré. Il sera o *provisoirement* suspect et ne bénéficiera plus des lois qui protègent les citoyens français, à partir du moment où, pour une cause dont seule l'administration sera juge et non plus la magistrature, il pourra être considéré comme indésirable.

La peur de l'étranger est mortelle pour l'âme d'une nation. La France ne serait plus la France sans la présence sur son sol de personnes venues d'ailleurs, qui lui apportent non seulement leurs bras mais aussi leur ardeur au travail, leur intelligence et leur culture. Je voudrais que ceux qui nous gouvernent, et en particulier Jacques Chirac, dont je connais la piété filiale pour la Résistance, méditent ce simple fait : quand j'ai créé Défense de la France, ceux qui m'ont aidé dès l'origine étaient pour moitié des étrangers ou des Français de « fraîche date ». Eux avaient un idéal à défendre : l'idée qu'ils se faisaient de la France qu'ils avaient choisie, tandis que tant de bons petits Français natisse souciaient à leurs examens, à leur ravitaillement, à leurs vacances quand même et faisaient confiance à Vichy qui les protégeait contre le devoir de l'honneur. Des mesures sans doute nécessaires. Faut-il pour autant rendre périlleuse et aléatoire, moralement mineure et soumise à des certificats de bonne conduite, la présence sur notre sol de personnes qui portent pourtant ce beau nom d'étranger ?

Devant le Parlement, que se passera-t-il si, dans la majorité démocratique, plusieurs, dont je connais la juste sagesse et de cœur, votent contre le projet de gouvernement, que celui-ci ne peut quand même pas faire échapper au débat ? Ce projet sera-t-il alors ratifié en raison d'une alliance contre nature du pouvoir avec les ennemis de la liberté ? En faisant voter le rétablissement du scrutin uninominal, dangereusement abandonné par un pouvoir socialiste devant des électeurs de se consolider que de protéger la France contre ses extrémistes, le gouvernement a sans doute diminué la nuisance du Front national. Mais

l'histoire montre que les compromis avec les adversaires de la démocratie ont toujours des fruits amers. Ils ne respectent qu'en apparence les règles du jeu, pour mieux étouffer la liberté quand ils se sentent assez forts, c'est-à-dire bien avant qu'ils ne disposent d'une majorité légale, qu'ils savent ne jamais pouvoir atteindre.

### Mise en garde

Les conséquences enfin des mesures proposées risquent d'être redoutables, à partir du moment où la police jouira d'un pouvoir discrétionnaire, notamment aux frontières.

Je n'ai aucun mépris pour la police, dont le bon fonctionnement et la qualité des membres sont essentiels à la démocratie. J'ai fait mon mieux dans ma vie professionnelle, dans le cadre du Centre d'information sur les médias, pour contribuer à l'insertion de la police dans la communauté nationale par une formation à la communication, dans une confiance réciproque. Mais je connais aussi la pesanteur et les déterminismes d'une administration peu portée au respect de la personne, notamment quand elle n'est pas française, et dont certains cadres sont parfois déformés par des idéologies sommaires. Mais surtout, la police, qui doit avoir tous les

(\*) Fondateur de Défense de la France, vice-président du Centre international de journalisme.

moyens de sa fonction au service du judiciaire et du politique, ne saurait se voir confier des responsabilités qui ne peuvent être exercées, au-dessus du pouvoir politique du moment, que par des magistrats dont la charge est de veiller au respect de la loi et du contrat national exprimé par la Constitution. Le respect du droit des étrangers fait partie du devoir moral et légal de la France, au moins autant que la défense de ses propres enfants, et ce n'est pas à la police d'en être le juge.

L'immigration abusive, le terrorisme, la délinquance ont troublé les esprits en Europe. Rien n'est plus dangereux que la peur, disait Roosevelt. L'attitude rogne ou méprisante, bêtes fréquentes, des forces de police et de douane, l'absurdité de certaines règles de séjour et de déplacement rendant impossible d'être en règle, l'agressivité parfois de la population causent déjà un tort incalculable à plusieurs nations d'Europe, et le Parlement européen vient à juste titre de voter une mise en garde. Un jeune et brillant journaliste indien m'a déseigné au terme de son stage en Europe : pourquoi faites-vous venir des étrangers pour les humilier sans cesse et les empêcher de réaliser ce qu'ils sont venus faire : vous comprendre ? L'action de la France, souvent exemplaire en faveur des étrangers, ne doit pas être anéantie par la hantise de la sécurité et la généralisation de la suspicion à l'égard. Défendre la France, ce n'est pas seulement défendre les Français.

## L'affaire Dedeyan

« Nous sommes tous des Arméniens du Liban »

par JEAN-BAPTISTE GRASSET (\*)

Au mois de mai 1968, des centaines de milliers de manifestants scandaient : « Nous sommes tous des juifs allemands ! ». Daniel Cohn-Bendit venait d'être interdit de séjour. Il faudra plusieurs années pour que cette mesure soit rapportée.

Mais elle le sera. Peu importe le détail juridique : il s'agit là, au fond, d'une amnistie. Tout comme Alain Geismar, Serge July, Roland Castro et bien d'autres encore, Dany le Rouge a cessé de faire peur. Les acteurs de mai 68 et de la période d'agitation qui suivit ne sont plus considérés comme des dangers pour l'ordre public.

Il faudrait une dose effrayante de stupidité réactionnaire, revancharde, versailleuse, pour revenir dix-huit ans plus tard sur cette évidence : la société française a digéré la crise contestataire, elle a même su en tirer parti pour se renouveler. Pourtant, en mai 1986, un autre ex-gauchiste, Vasken Dedeyan, fait

l'objet d'un arrêté d'expulsion. Il serait « lié à un groupe d'action violente » (qui n'est pas nommé), représenterait « une menace particulièrement grave pour la sécurité publique » et devrait en conséquence quitter le territoire français en « urgence absolue ».

Vasken Dedeyan n'a eu aucune activité politique depuis quelque dix ans. Et jamais de sa vie il n'a été un terroriste.

Les amis palestiniens qu'il avait à son époque militante ont été abattus par des terroristes palestiniens. Parce qu'ils cherchaient le chemin de la négociation et de la paix. Quant aux terroristes arméniens, ils le tiennent pour un ennemi, parce qu'il a toujours refusé d'entrer dans leur jeu de mort.

Plusieurs Arméniens sont morts récemment au Liban pour le même crime : la modération. Expulser Vasken Dedeyan vers son pays d'origine, cela aurait été rétablir subrepticement en France la peine capitale.

On s'est, heureusement, arrêté à temps. Mais la demande d'expulsion, malgré la prétendue « urgence absolue », peut rester indéfiniment comme une épée de Damoclès au-dessus de Vasken Dedeyan, provisoirement assigné à résidence pour un mois à Paris. Curieux choix, s'agissant d'un présumé terroriste.

Cet arrêté doit être abrogé, non comme en une assignation évidemment absurde. D'ailleurs, document public par nature, il appelle une plainte pour diffamation.

L'auteur de ces lignes se battra contre cette mesure scélérate parce qu'il est lié d'amitié avec Vasken Dedeyan, son épouse française, leur petite fille Anaïs. Mais aussi parce qu'il s'agit là d'une affaire extrêmement grave pour les libertés publiques en France. Si cette expulsion injustifiée et injustifiable avait lieu, combien d'autres pourraient suivre ?

Vasken Dedeyan, sa femme, ses amis, en appellent au secrétariat d'Etat aux droits de l'homme. Ils en appellent au ministre de l'intérieur. Ils en appellent au garde des sceaux. Ils en appellent au premier ministre. Ils en appellent au président de la République.

Et à tous les démocrates de ce pays.

(\*) Ecrivain.

## La récolte de Tchernobyl

Tebernobyl aura des conséquences graves et durables. Que font les Russes de la récolte qui est en train de monter dans un secteur comparable en étendue et en densité au Bassin parisien ? Les végétaux emmagasinent les nucléides sans que, jusqu'ici, on perçoive la moindre conséquence pathologique sur leur organisme. Nous ne savons presque rien là-dessus, les Russes non plus, les Américains pas davantage.

L. LABEY, président du CEGERNA (Centre d'études pour la gestion des ressources naturelles - Paris.)

## Connaissiez-vous Romorantin ?

Dans l'édition du Monde du 13 juin 1986, je lis en page huit un article intitulé « Romorantin et la Pologne ».

Je sais que l'on raille Romorantin-Lanthenay en en faisant le symbole du trou provincial. Mais permettez-moi de souligner à l'adresse de vos lecteurs ce que peut-être ils ignorent : Romorantin-Lanthenay est la capitale de la Sologne, elle compte 19 000 habitants ; elle est la deuxième ville du Loir-et-Cher ; elle est le siège de Matra Automobiles, qui fabrique l'Espace ; elle est la patrie de Claude de France ; elle organise chaque année des journées gastronomiques rassemblant près de 25 000 personnes ; sa population croît continuellement... et elle s'est même dotée, en 1985, un maire socialiste de trente-six ans.

Ce qui, vous en conviendrez, n'est ni le signe d'une léthargie quibète, ni l'apanage de l'immobilisme stérile... JEANNY LORGEUX, maire de Romorantin.

## Pourquoi de l'argent ?

Pourquoi M. Pasqua a-t-il proposé à nos compatriotes de l'argent contre une lettre de dénonciation ? Nos compatriotes, ou tout au moins ceux qui vivaient du temps de l'Occupation, étaient très entraînés à ce genre de correspondance.

Au moment de la Libération, et même un peu avant, j'avais moi-même à l'usine Moreane de Surcamps et de nombreuses personnes des deux sexes sont venues me demander de procéder à des arrestations de gens

ayant collaboré ou travaillé avec les Allemands. Je répondais toujours : attendez, asseyez-vous, et mettez cela par écrit. Je n'ai arrêté personne, car tous les dénonciateurs se sont, comme on dit, « dégonflés ».

G. WIESSLER alias DALSACE (Boulogne-Billancourt.)

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
TÉLEX MONDPAR 650572 F  
Téléphone : (1) 45-23-06-81  
TÉL : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Aronson (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, président, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Veret.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

---

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
TÉL : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
304 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
657 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

Impression de « Le Monde » : 7, rue des Italiens PARIS-75

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

---

### Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
TÉL : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Hongrie, 120 H. ; Italie, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 6 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Singapour, 285 F CFA ; Suède, 6 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

## Essentiel

### Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours

Jean-Jacques CHEVALLIER, Gérard CONAC

Pour comprendre deux siècles de problèmes constitutionnels français.

DALLOZ

APRES LE RETOUR EN... M. Chirac entend tout... libération des autres... Le rapprochement avec...

Handwritten text in a box at the bottom of the page.

# étranger

## APRÈS LE RETOUR EN FRANCE DE GEORGES HANSEN ET DE PHILIPPE ROCHOT

- M. Chirac entend tout mettre en œuvre pour obtenir la libération des autres otages
- Le rapprochement avec l'Iran se poursuivra

L'affaire des otages a appris la prudence et la circonspection à tous ceux qui s'en sont occupés. Ainsi, au lendemain de la libération de Philippe Rochot et Georges Hansen, personne ne voulait se risquer à un quelconque pronostic quant au sort des sept autres Français encore détenus à Beyrouth. C'est avec mesure que l'on fait preuve d'optimisme dans les milieux officiels français. La double libération de vendredi est un signe évidemment encourageant, dit-on, tout en souhaitant que la crise des otages soit entrée dans une nouvelle dynamique.

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'est borné à constater que ces premières libérations montrent « qu'il peut se passer quelque chose » ; « Il est évident, a-t-il ajouté, que le gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir pour libérer les autres otages ». Son conseiller diplomatique, M. François Bujon de l'Estang, « est plus optimiste, lors d'une déclaration faite dans l'avion qui ramenait les otages à Paris : « Les autres vont suivre, j'espère le plus rapidement possible ; il s'agit d'un processus de négociation qui doit, je l'espère, aboutir à la libération de tous les Français détenus au Liban ».

C'est à l'évidence la rétablissement d'un climat plus confiant entre la France et l'Iran qui a permis ces premières libérations ; le risque était maintenant que le gouvernement soit confronté à un chantage croissant de la part de ravisseurs qui feraient dépendre les autres libérations de l'évolution de la négociation du contentieux franco-iranien. Dans les milieux officiels français, on se refuse à y croire ; il n'y aura pas, dit-on, de « marchandage par pellets », pas de concessions particulières en échange de nouvelles libérations. On insiste, en revanche, sur l'importance de poursuivre le rapprochement avec l'Iran, dont plusieurs émissaires sont attendus prochainement à Paris pour continuer à discuter des modalités du remboursement du prêt consenti par Téhéran au Commissariat à l'énergie atomique en 1974.

La leçon des libérations de vendredi est qu'il y a bien deux « clés » dans l'affaire des otages : l'Iran, bien sûr, et la Syrie ; mais l'intervention de cette dernière, décisive sur le terrain, ne peut être effective auprès des groupes

pro-iraniens qui détiennent les otages que si est amorcé préalablement un réchauffement des relations entre Paris et Téhéran. Pour la Syrie, il s'agit d'améliorer son image de marque dans l'opinion occidentale et de faire reconnaître son action au Liban.

Dès dimanche, M. Chirac a téléphoné au président syrien, M. Hafez El Assad, afin de le remercier « pour le rôle joué par la Syrie dans le dénouement de l'affaire », indique-t-on à Matignon. Selon l'Agence syrienne Sana, le premier ministre a fait part « de la grande estime de la France à l'égard du rôle de la Syrie dans la région et du souhait (de la France) d'approfondir les relations entre Damas et Paris en vue de promouvoir les relations entre les deux pays ». M. Bujon de l'Estang a souligné la « gratitude, toute particulière de la France » envers le président Hafez El Assad. Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a adressé un message de remerciements à son homologue syrien, M. Farouk Al Chareh. L'opération s'achève à l'égard de la Syrie est claire : on ne pourrait guère faire plus.

### Un premier rendez-vous manqué

Est-ce la volonté syrienne de « récupérer » en partie les libérations de vendredi qui explique le fait, pour le moins curieux, que l'ambassadeur de France au Liban, M. Christian Graeff, n'ait pu rencontrer les deux otages à Beyrouth avant qu'ils ne partent pour Damas dans la matinée de samedi ?

Après un premier rendez-vous manqué en fin d'après-midi, vendredi, à l'hôtel Beauvillage, à Beyrouth-Ouest, où devaient être libérés Philippe Rochot et Georges Hansen, M. Graeff a regagné son ambassade à Paris. L'ambassadeur de France affirme n'avoir alors vu aucun responsable syrien dans l'hôtel alors qu'il attendait. Quelques heures plus tard, les deux journalistes arrivaient à Beauvillage, siège des observateurs militaires syriens dans la capitale libanaise, sans que personne songe à alerter M. Graeff. Enfin prévenu, l'ambassadeur arrivait samedi matin

à l'hôtel, mais pour apprendre que Philippe Rochot et Georges Hansen venaient de quitter Beyrouth pour Damas, sous escorte syrienne. Le directeur de l'hôtel a expliqué qu'il n'avait pas été possible de joindre l'ambassadeur au téléphone du fait d'un problème de ligne et qu'il avait, en conséquence, pris des dispositions pour le départ des otages vers Damas.

L'explication est peut-être un peu étonnante, quand on sait que l'ambassadeur aurait pu emmener les deux hommes avec lui et les faire transférer à Chypre, où attendait depuis vendredi après-midi un Mystère-20 du gouvernement français, avec à son bord, outre M. Bujon de l'Estang, MM. Michel Rocard, chef de cabinet du premier ministre, et Eric Desmaret, directeur de cabinet de M. Jean-Bernard Raimond. Mais

alors, l'étape de Damas n'aurait pas eu lieu.

Toujours est-il que lorsqu'ils arrivent à Beauvillage, vers 23 heures dans la nuit de vendredi, Philippe Rochot et Georges Hansen ne trouvent personne pour les accueillir - ni diplomates ni journalistes - si ce n'est un haut responsable des services de renseignement syriens à Beyrouth. « Nous avons dîné puis nous avons parlé toute la nuit, Georges et moi », raconte Philippe Rochot. « A 9 heures du matin, nous avons quitté Beyrouth pour Damas ».

Entre-temps, le Mystère-20 du GLAM avait gagné Damas, où le délégué français s'est immédiatement rendu au ministère des affaires étrangères pour être reçu par le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk Al Chareh. « Nous étions accompagnés par l'ambassadeur de France (en Syrie), à ramené M. Bujon de l'Estang, et quand nous nous sommes assis dans la salle, M. Chareh nous a précisés : « Laissez ces deux places, elles sont pour les otages ». Lesquels devaient, effectivement, arriver quelques instants plus tard.

« Je crois que cette libération, dira un peu plus tard M. Bujon de l'Estang, est principalement due au fait que nous avons utilisé les canaux officiels de notre diplomatie pour réussir (...). Par ailleurs, nous avons mis sur une discrétion totale, ce qui nous a permis d'avancer ; nous avons dû négocier pour libérer l'ensemble des otages français, et nous construiront à les faire. » Critique implicite de l'utilisation par l'ancien ministre « d'émissaires officieux », et bruyants, dans l'affaire des otages ? Sans doute.

M. Pierre Mauroy s'est pour sa part félicité, dimanche, que « les actions conjointes à la fois du président de la République et du gouvernement ont permis une heureuse solution pour deux otages (...). Je trouve qu'en des côtés les plus stupides de la cohabitation, c'est sans cesse cette recherche de savoir qui a fait cela, qui ne l'a pas fait ». Son successeur, M. Laurent Fabius, a relevé, de son côté, « qu'après de patients efforts, beaucoup de contacts, d'espoir et de déception, la libération de deux de nos compatriotes détenus au Liban est une très bonne nouvelle ». (AFP, Reuter, AP.)

### LIBÉRATION DES DEUX OTAGES CHYPRIOTES

Les deux étudiants chypriotes, enlevés le 28 avril à Beyrouth-Ouest ont été libérés samedi 21 juin, après cinquante-quatre jours de détention. Les deux jeunes gens, M. Panayotis Tirkas et M. Yannis Stavros, étudiants ingénieurs à l'université américaine de Beyrouth, ont été enlevés, alors même qu'ils se rendaient à leurs cours, par quatre hommes qui les ont menacés de leurs armes. Malgré leurs cris de protestation, « Nous ne sommes ni Britanniques, ni Américains, nous sommes d'innocents Chypriotes », ils furent transportés dans un coffre de voiture jusqu'à une cachette avec deux matelas par terre d'où ils n'ont plus bougé pendant toute la durée de leur détention. Selon leur témoignage, ils n'ont jamais vu voir leurs gardiens qui leur demandaient de se retourner contre la mur quand ils leur apportaient à manger.

Le rapit des deux étudiants n'a jamais été revendiqué. Leur libération a été obtenue grâce à la médiation du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, et aux efforts du gouvernement et du président chypriote, M. Spyros Kyprianou. Les deux jeunes gens ont été transportés samedi à Beyrouth-Est à Chypre par un hélicoptère de l'armée libanaise. (AFP.)

### La joie et la retenue au Pavillon d'honneur à Orly

Bausculades, embrassades, moment d'intense émotion : il est 20 heures, samedi 21 juin, à Orly, lorsque Philippe Rochot et Georges Hansen descendent l'échelle de coupée du Mystère-20 « FMO011 » du GLAM qui les ramène de Damas.

Après cent cinquante jours de détention au Liban, les deux journalistes, un « chemise bleue et jeans », tombent dans les bras de leur femme, enfants et amis. Ils paraissent amaigris. Georges Hansen laisse éclater sa joie ; Philippe Rochot est plus réservé. On a déroulé le tapis rouge, sur la piste, face au pavillon d'honneur ; M. Chirac et son épouse sont là, ainsi que les ministres des affaires étrangères et de la communication, MM. Jean-Bernard Raimond et François Léotard, et M. Hubert Védrines, conseiller diplomatique de M. Mitterrand.

Moment de grande joie, sûrement, pour ce retour de deux otages, qui, tout au long de leur détention, n'ont eu aucune communication directe avec leur famille. Mais ce sont des instants d'émotion contenue, un fête pudique, très digne, sans triomphalisme ni débordement : sept autres Français sont toujours retenus au Liban, et bien sûr, ce samedi soir, chacun y pense. A commencer par Philippe Rochot, interviewé en direct, sur la piste, par ses confrères d'Antenne 2 lors d'une brève interruption de France-Bretail - autre fête...

« On a pris l'engagement de ne pas parler, dit Rochot ; il y a encore deux types bloqués à Aïrafat Cornea et Jean-Louis Nriemandit, les deux autres membres de l'équipe

d'Antenne 2, capturés, eux aussi, le 8 mars dernier) et ça, c'est terrible. J'ai été choqué pour être libéré avec Georges, pourquoi ? Je n'en sais rien. Finalement, c'est moi qui dirigeais l'équipe, c'est moi qui les avait amenés à Damas, pour moi ce ne sont pas des vacances, parce que l'histoire n'est pas terminée. Précisément « parce que l'histoire n'est pas terminée ». M. Chirac, comme les autres représentants du gouvernement venus témoigner de leur satisfaction, s'abstiendront de tout commentaire ; ni déclaration officielle ni petites phrases à la presse.

Philippe Rochot, chaudement applaudi par une cinquantaine de journalistes, cameramen et photographes, agglutinés dans le pavillon d'honneur, dira encore : « Ça s'est passé correctement pour une détention de ce type ; on avait à manger, on avait un matelas, on dormait dans un problème, c'était qu'on était complètement coupé des informations ; ne pas savoir ce qui se passait, est-ce qu'on était là pour un mois, deux mois, trois mois, un an, on ne savait pas. (...) On était dans un endroit fermé, on ne savait pas où ; les ravisseurs s'occupaient de nous assez bien ; le problème, c'est qu'ils étaient toujours en cage ».

Dans la foule, deux femmes dant les époux sont toujours détenus : Aurora Cornea et Joëlle Kauffmann, outrageusement venues saluer les premiers libérés. « En venant ici, je garde espoir, explique M<sup>me</sup> Kauffmann, j'espère que c'est la répétition générale. »

AL. Fr.

### M. Shamir en visite à Paris

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, commence, ce lundi 23 juin, une visite en France, au cours de laquelle il s'entreprendra avec MM. Mitterrand, Chirac et le chef de la diplomatie, M. Jean-Bernard Raimond.

M. Shamir inaugurerait une chambre de commerce qui devra s'attacher à resserrer les liens entre Israël et les pays membres de la CEE. Les entretiens en France de M. Yitzhak Shamir porteront essentiellement sur les relations bilatérales, les échanges commerciaux entre la Communauté européenne et Israël, le terrorisme international et le processus de paix au Proche-Orient, a affirmé le porte-parole israélien.

M. Shamir participera également au Sénat à la cérémonie de fondation des Amis d'Israël-CEE. Prévu initialement pour durer plus de quarante-huit heures, le voyage de M. Shamir sera écourté ; le chef de la diplomatie israélienne a, en effet, indiqué qu'il retournerait en Israël dès mardi 24 juin pour faire le point des derniers développements de l'affaire du chef des services secrets israéliens, M. Avraham Shalom. Une enquête doit être ouverte sur le rôle de M. Shalom dans le meurtre de deux terroristes palestiniens qui avaient détourné en mai 1984 un autobus civil israélien sur la route qui mène de Tel-Aviv à Ashkelon.

### ASIE

#### Vietnam

### Six ministres responsables de l'économie sont limogés

De notre correspondant

Bangkok. - Le vice-premier ministre en charge des affaires économiques, M. To Huu, ainsi que cinq ministres responsables de secteurs clés de l'économie, le ministre de la culture et le directeur de la Banque nationale ont été relevés de leurs fonctions par le Conseil d'Etat du Vietnam. C'est samedi 21 juin, dans la soirée et sans le moindre commentaire que l'agence vietnamienne d'information a rendu publique la nouvelle.

Les ministères des communications, des finances, du commerce intérieur, du commerce extérieur, de l'alimentation et de l'industrie, des mines et du charbon ont ainsi changé de titulaire. La principale victime du remaniement, M. Tu Huu, âgé de soixante-six ans, est membre du bureau politique depuis le congrès du Parti communiste de mars 1982. Poète très officiel, il était considéré comme le premier responsable de la gestion économique du pays, depuis le renvoi du vice-premier ministre M. Tran Phuong en janvier dernier. M. Tu Huu, « libéré de ses fonctions », est remplacé par M. Vu Chi Cong, membre du bureau politique depuis 1976.

Cet important remaniement survient alors que se confirme l'échec quasi total des mesures décidées il y a exactement un an par le huitième plénum du comité central. Le dong (monnaie locale) avait été dévalué, les salaires liés à la production et les subvides aux produits alimentaires supprimés, ce qui avait provoqué un regain d'inflation. Depuis des mois, la presse de Hanoi met régulièrement en cause les fonctionnaires chargés de l'application des réformes plutôt que les réformes elles-mêmes.

Si certains des ministres touchés par le remaniement s'étaient, en effet, signalés par leur inefficacité, la présente crise dépasse de loin de simples problèmes de personnes.

Le Vietnam connaît actuellement des difficultés économiques qui évoquent les pires moments de l'après-guerre, la fin des années 70. Ces difficultés sont aggravées par le climat d'attente et d'incertitude dans lequel vit le pays tandis que se poursuivent partout les travaux préparatoires au sixième congrès du Parti communiste qui doit, en principe, se tenir en novembre.

Il y a quelques semaines, la presse écrite et la radio avaient fait grand cas d'un texte de M. Le Due Tho, l'un des plus importants membres du bureau politique, dénonçant avec vigueur l'incompétence des fonctionnaires et avouant les « erreurs très graves commises dans de nombreux secteurs de la politique économique ». Il ne se passe, en outre, pas de jours que le Nham Dan, quotidien officiel du parti, ne se fasse l'écho de la vaste campagne d'auto-critique qui souffle depuis des mois sur le Vietnam.

Le dernier plénum, qui s'est achevé à Hanoi le 6 juin, a été mouvementé. Il y fut épinglé discuté d'un éventuel rajustement du bureau politique en vue du prochain congrès. Mais, selon un diplomate en poste à Hanoi, « il n'est pas encore certain que les membres les plus âgés du bureau soient disposés à prendre leur retraite. Il est encore moins certain que leur éventuel départ entraînerait un changement radical dans la gestion économique du Vietnam ». Le congrès de 1982 avait, lui aussi, été précédé d'une grande campagne d'auto-critique. Quatre ans plus tard, le ton des discours officiels n'a guère changé.

JACQUES BEKAERT.

### DANS L'AVION DU RETOUR

## « Dis, Georges, crois-tu qu'ils vont vraiment libérer les autres ? »

De l'entrevue spéciale de l'AFP SAMMY KETZ

A bord du Mystère-20. - Retirés par force du monde extérieur pendant trois mois et trois jours, Philippe Rochot et Georges Hansen ont commencé, dans le Mystère-20 du Groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM) qui les ramenait samedi 21 juin à Paris, à « remonter le temps ».

Ils sont stupéfaits en apprenant que Marcel Dassault et Gaston Defferre sont morts. Georges Hansen veut, savoir le nom du film qui a eu la Palme d'or du Festival de Cannes. Personne dans l'avion n'est capable de lui répondre. « Depuis que je traverse l'océan, je n'ai pas eu le temps d'aller au cinéma », répond en s'excusant M. François Bujon de l'Estang, le conseiller diplomatique du premier ministre, venu chercher les deux otages à Damas.

Dans leur géolie, ils ont eu vent de bribes d'information. Tchernoïl : « Nous avons entendu ce nom, mais nous ne savions pas de quoi il s'agissait », souligne la camarade. La Coupe du monde 7 e Les géoliers nous ont parlé de bons résultats de l'équipe de France et nous ont montré le match France-URSS, mais nous ne savions pas si la France s'était qualifiée pour les huitièmes de finale », souligne Georges Hansen.

Philippe Rochot et Georges Hansen ont su que M. Jacques Chirac était devenu premier ministre. « J'ai eu peur qu'avec la cohabitation l'Elysée et Matignon ne se tiennent dans les pattes. »

« Dès que M. Chirac est devenu premier ministre, il ne s'est pas passé un jour sans que le

problème des otages soit évoqué. Le gouvernement a pris en charge ce dossier et s'est formé tout le temps l'Elysée des grandes lignes de son action », répond aussitôt M. Bujon de l'Estang.

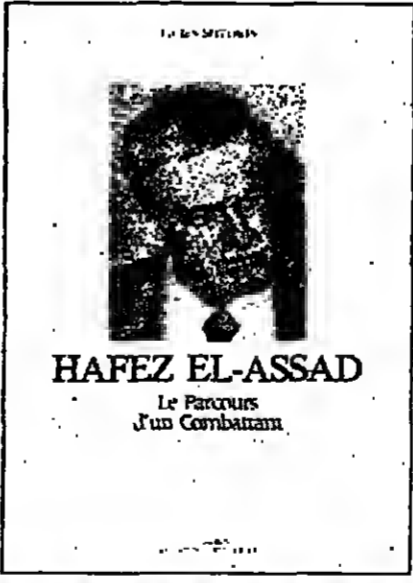
Philippe Rochot est épuisé. Il ne comprend pas que lui, le chef de l'équipe d'Antenne 2, ait été libéré avant ses confrères. Le conseiller diplomatique tente en vain de le rassurer. « Ne vous en faites pas, le temps d'Elysée des grandes lignes de son action », répond aussitôt M. Bujon de l'Estang.

Georges Hansen mange des fruits. Philippe Rochot grignote son repas. Les trois émissaires français ouvrent une bouteille de champagne pour fêter cette libération. Les deux « hommes libres » se contentent de trapper leurs lèvres. « Nous n'avons pas du alcool depuis trois mois... et puis, notre joie n'est pas totale puisque Aurel [Cornea] et Jean-Louis [Normandin] sont encore là-bas, disent-ils.

A 19 heures, le commandant de bord vient lui-même annoncer dans la cabine que l'avion est entré dans l'espace aérien français. Par les hublots, les huit passagers du Mystère-20 voient les cimes enneigées des Alpes. Quarante minutes plus tard, l'appareil se pose à l'aéroport d'Orly, où le premier ministre et une centaine de journalistes attendent les héros de la soirée. « Dis, Georges, crois-tu qu'ils vont vraiment libérer les autres ? », demande encore une dernière fois Philippe Rochot avant de descendre de l'avion pour être bappé par la foule.

## ENFIN UNE BIOGRAPHIE D'HAFEZ EL-ASSAD...

... personnage resté mystérieux qui, depuis 1970, gouverne la Syrie avec une main de fer dans un gant de velours.



Lucien Bitterlin, l'auteur, jette un éclairage nouveau sur les événements qui se sont déroulés dans ce pays et dans le monde arabe ces dernières années et nous rappelle quelques pages d'histoire de l'Europe et plus particulièrement la France ont laissé des traces.

Préface de Fernand Rouillon ancien ambassadeur de France à Damas.

LES ÉDITIONS DU jaguar  
3, RUE ROQUEPINE - 75008 PARIS  
DIFFUSION : VILO

Le Monde

EUROPE

LA VICTOIRE ÉLECTORALE DES SOCIALISTES EN ESPAGNE

« Assumer les défis de la pleine intégration à l'Europe »

(Suite de la première page.)

La thèse, souvent avancée à Madrid, suivant laquelle M. Fraga est incapable de dépasser le « plafond électoral » atteint en 1982...

(Centre démocratique et social) de l'ancien premier ministre M. Adolfo Suarez, est en revanche l'un des grands vainqueurs de la consultation...

dem ? Tout comme lui, il reposera sur un centre-gauche majoritaire suivi à grande distance par la droite conservatrice...

préoccuper de menaces sur sa droite. L'élection de dimanche a montré à la fois qu'il n'existe aucun option conservatrice crédible en dehors de l'Alliance populaire...

Si la droite - traditionnelle - que symbolise l'Alliance populaire a fait un score décevant...

Ces derniers, leur côté, ont réalisé un score honorable : la formation gauchiste unie, formée autour du PCE (Parti communiste espagnol) sur la lancée de la campagne anti-OTAN...

Restructuration à droite ?

Les socialistes devront donc davantage « se garder à gauche » au Parlement : ainsi, par exemple, le Congrès comptera désormais trente-cinq députés opposés à l'alliance militaire bilatérale avec les Etats-Unis...

THIERRY MALINIAC.

(1) Les caractéristiques de système électoral espagnol font qu'un faible déplacement de voix peut se traduire par une importante redistribution de sièges.

Le succès de M. Suarez

Paradoxalement, l'« aventure madrilène » de M. Roca n'aura finalement profité qu'à la formation d'origine, Convergència i Unió, la coalition des nationalistes catalans...

Ce résultat est d'autant plus satisfaisant pour le PCE « officiel » que la formation rivale lancée par son ancien secrétaire général, M. Santiago Carrillo, aujourd'hui en dissidence...

Le penalty gâcha la fête...

De notre envoyée spéciale

Madrid. - L'Espagne s'est laissée voler par les Belges sa soirée électorale. Un maudit penalty manqué à la Coupe du monde de football vous passe sous le nez...

l'assistance, massée devant les écrans, n'avait plus d'yeux à de voir que pour les footballeurs espagnols. La soirée fut encore longue : l'Espagne menée 1-0, puis l'égalisation « transcendantale » dans les toutes dernières minutes...

A 20 heures, la télévision, reçue sur des écrans géants dans et devant l'hôtel, avait donné les premières estimations : majorité assurée pour M. Felipe Gonzalez. Mais ce n'était pas une surprise...

Du côté de la Coalition populaire, qui recevait dans un autre hôtel de luxe, la douzaine de sièges était venue dès 20 heures, avec les estimations de la télévision : vingt sièges en moins, la gifle. En fait, c'était une erreur, mais de toute façon la soirée était gâchée...

Enfin, c'est peut-être chez M. Adolfo Suarez, dans un troisième hôtel de luxe, qu'avec une petite vingtaine de sièges Cortés ont tiré le mieux la fête, du moins jusqu'au début du match...

CLAIRE TRÉAN.

AU PAYS BASQUE

Progression des nationalistes radicaux

De notre correspondant

Madrid. - S'il est un résultat électoral qui n'a guère suscité l'enthousiasme des socialistes, c'est bien celui du Pays basque. D'une part parce que la représentation du PSE pour cette région se réduit, par rapport à 1982, de huit à sept sièges...

qui, contrairement à Herri Batasuna, rejette la violence, - progresse également, passant d'un à deux députés. Herri Batasuna - dont les représentants élus refusent traditionnellement de siéger au Parlement de Madrid et entendent maintenir cette attitude - avait cette fois affiché de manière particulièrement ostensible ses liens avec ce qu'elle appelle l'« organisation armée »...

NOUVEAUX INCIDENTS A MELILLA

Melilla (Reuter). - Des heurts entre policiers et manifestants ont éclaté dimanche 22 juin à Melilla, enclave espagnole au Maroc, pour la deuxième journée consécutive.

Des Espagnols ont manifesté devant la résidence du délégué du gouvernement de Madrid à Melilla, Andrés Moreno. La police est intervenue pour disperser les manifestants et de nombreuses personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles Carlos Benet, candidat de droite aux élections législatives espagnoles.

Cet incident survient après les heurts de samedi, qui avaient mis aux prises Espagnols et musulmans de l'enclave espagnole. La police avait également dû intervenir, faisant usage de balles en plastique et de gaz lacrymogène. Les musulmans de Melilla ont organisé samedi de fausses élections, en raison du refus de Madrid de leur accorder la nationalité espagnole. Ils ont indiqué que M. Ahomar Mohamedi Dudu, président du Parti démocratique de Melilla, avait été « élu » à une majorité écrasante.

Th. M.

Yugoslavie

Les critiques du système se multiplient à la veille du congrès national de la Ligue des communistes

De notre correspondant

Belgrade. - Si une personne « non initiée » avait assisté à chacun des congrès de la Ligue des communistes et des deux autres organisations dites « sociales » des six républiques et deux régions autonomes...

citoyens hautement appréciés dans la société d'autogestion. Il est vrai que ce terme dû à M. Kardelj, ancien grand idéologue du système yougoslave, ne souffre pas d'un excès de précision...

En effet, toutes ces assises, qui précèdent le congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie prévu pour le 25 juin, furent marquées par des critiques du système politique et économique, de la vie culturelle, par la dénonciation des « inaliénables » différences sociales, des « privilèges » dont jouit la classe dirigeante et qui « menacent l'autogestion et le fonctionnement normal de l'Etat, voire son indépendance ».

Un immense remue-ménage

Les congrès ont fait émerger des centaines de nouveaux dirigeants. En revanche, les vieux cadres, surtout ceux de la guerre, ont presque totalement disparu de la vie politique. Certains se sont retirés de leur propre gré ; d'autres, et non des moindres, qui s'étaient cramponnés à leurs fonctions, ont été battus aux divers scrutins ; d'autres encore ont été nommés dans les « conseils de la fédération » ou les « conseils des républiques »...

L'irresponsabilité, l'inefficacité et la bureaucratie furent impitoyablement stigmatisées. « Nous parlons sans arrêt de la stabilisation économique, de l'inflation, des investissements manqués », a dit par exemple un des délégués au congrès du parti serbe, sans jamais prononcer le nom de ceux qui en sont responsables. Cela ne peut plus durer.

« Débarassons-nous des dirigeants communistes incapables », s'est écrit un autre. « Notre crise économique est peu de chose par rapport à la crise morale que nous traversons », a lancé un troisième. Le congrès de la jeunesse, tenu la semaine dernière, a été particulièrement mouvementé. Des orateurs ont revendiqué notamment la suppression de la loi sur le « délit verbal », qui autorise la poursuite des dirigeants, des nationalistes et des autres adversaires du régime, et une réforme substantielle du « rituel » des célébrations de la Journée de la jeunesse (le 25 mai) appliqué depuis plus de trois décennies et, cette année encore, le jour de l'anniversaire de la naissance de Tito.

Les « producteurs directs »

L'organisation de la jeunesse elle-même fut critiquée parce qu'elle « prépare les cadres pour le parti et la bureaucratie et non des hommes qui feront progresser notre vie économique et sociale ».

Parallèlement aux changements effectués dans les organismes dirigeants de ligues et des organisations sociales, les républiques et les régions autonomes ont constitué leurs nouvelles assemblées et leurs gouvernements. La Fédération, pour sa part, en a fait autant. Là, également, sont apparus des centaines de noms nouveaux, peu ou pas connus du public. Logiquement, le « sommet » du parti sera à son tour profondément remanié à l'occasion du congrès de la Ligue des communistes. Seule la direction collégiale de l'Etat a été préservée de cet immense remue-ménage... Elle ne perd rien pour attendre : son tour arrivera en mai 1987, date de l'expiration de son mandat de cinq ans.

PAUL YANKOVITCH.

APPEL INTERNATIONAL « JUSTICE POUR MASSIMO CARLOTTO »

Le 20 janvier 1976, à Padoue (Italie), Massimo Carlotto (alors âgé de 19 ans) était accusé du meurtre d'une jeune femme qu'il avait trouvée égarée et à laquelle il avait tenté de porter secours. Après avoir porté témoignage à la police il fut emprisonné. Malgré toutes les transgressions et irrégularités judiciaires qu'il s'est dû subir, Massimo Carlotto n'a jamais été accusé de crime son innocence a été soutenue, dans son combat pour la vérité et la justice, par ses amis, sa famille et une grande partie de l'opinion publique de Padoue : articles de presse, recueil de signatures, manifestations de rue, etc. Après 2 ans et 4 mois de détention préventive, le tribunal de Padoue l'acquitta le 5 mai 1978 sur les excuses favorables à la défense ont montré que les prétendues preuves de l'accusation manquaient de fondement. Malgré cela le ministère public et le procureur général, non satisfaits du verdict du tribunal de Padoue, réclamaient un autre procès. La Cour d'appel de Venise, qui ne prit pas en compte toutes les preuves qui avaient démontré Massimo Carlotto innocent, le condamna - après un procès de deux jours - à 18 ans de réclusion criminelle en décembre 1978. Cette condamnation fut confirmée par la Cour de cassation le 19 novembre 1982. Depuis sa condamnation par le tribunal de Venise, Massimo Carlotto, profitant de l'absence d'ordres de détention (chose très bizarre et insolite), a vécu un certain temps en Italie, puis s'est exilé vers la Suisse. Expulsé de ce pays vers l'Italie le 31 janvier 1985, il est resté en prison dès son arrivée à Milan. Il est transféré plus tard à la prison de Padoue où il peine actuellement sa peine (il lui reste encore 15 ans !). A nouveau, il ne cesse de clamor son innocence, soutenu par l'opinion publique de Padoue. La défense prépare un nouveau combat judiciaire en vue de la révision du procès.

CONFÉRENCE DE PRESSE Le 1er juillet 1986 à 11 h 30 à la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 PARIS.

- Premiers signataires en France: René Allo, cinéaste; Frank Apprendis, cinéaste; Jorge Amado, écrivain; Luis Aranda, sculpteur; Arne Arvidson, écrivain; Jeanne Aron, traductrice; Ingénieur au CNRS; Ruben Barrero-Segura, écrivain; Patrick Baudouin, secrétaire de la FIDH; Sergio Bello, artiste peintre; Oanis Berger, universitaire; Charles Bettelheim, économiste à l'ENRS; Claude Bourdet, journaliste; Michel Cahen, universitaire; Clara Candiani, journaliste; Jean Cardonnel, père; Christiana Caroli, directeur de recherche au CNRS; Frank Casanova, cinéaste; Georges Casse, biologiste; Marie-José Castaing, professeur; Corine Casterède, écrivain; Michel Capella, président de l'académie d'agriculture de France; grand officier de l'ordre « el merito della Repubblica »; Jean-Pierre Chamailla, avocat; Jean Chesneau, historien; Pascale Cluzard, enseignante; Loretta E. Cahin, journaliste; Françoise Osoques, réalisatrice; journaliste; Régine D'Argeas, écrivain; éditeur; Jean-Jacques De Falco, avocat; Marilim Déar, président de SOS Racisme; Jean Dreville, cinéaste; Marguerite Duran, écrivain; Laf Forster, avocat; Dominique Fournet, institutrice; Sylvain Gay, instituteur; Ruthymène Georgiades, artiste; François Geze, éditeur; Christian Guadagnoli, professeur; Sergio Graz, parlementaire d'association; Félix Guattari, psycho-analyste; Ognal Guerin, écrivain; Laurence Guillaume, assistante maternelle; Pierre Halbwachs, journaliste; Gérard Hardy, comédien; Berthil Heuberg, professeur; Albert Jacquard, biologiste; Patricia Jarez, professeur; Alain Jassau, cinéaste; Alfredo Joignant, comptable; Alain Kaiser, cinéaste; Jeanne Karam, traductrice; Zbigniew Kowalewski, sociologue; anonyme dirigeant Solidarnosc; Alain Krivine, secrétaire général de la LCR; Georges Labico, philosophe; Alain Labrousse, journaliste; Denis Langlois, avocat; écrivain; Bernard Lantier, éditeur; Paul Lajeune, écrivain; C. Martin, bibliothécaire; Genevieve Massad, économiste; Jean Miry, historien; Gérard Molina, professeur; Ariane Mouchoules, maître en science; Théodore Monod, membre de l'Institut; Henri Nadet, économiste; Ghelmi Nammani, ouvrier; Marc Ogata, artiste; Gérard Pastre, professeur à l'ENS; Gilles Perrault, écrivain; Roger Pic, journaliste; Dominique Playouat, enseignant; Frédéric Pottecher, journaliste; écrivain; Marc Prin, comédien; Aïme Raillard, traductrice; Oghasti Rama, photographe; Renaud, chanteur; Jean-Pierre Richard, traducteur; Emmanuel Rivu, comédien; Eric Rohmer, cinéaste; Vladimir Rojas, artiste peintre; Claudius Romeo, universitaire; Maurice Rosencof, écrivain; Thierry Sallot, libraire; Catherine Saragat, artiste; Myra Schlenker, psychologue; Christian Schneider, musicien; Irène Terral, écrivain; Emmanuel Tronard, écrivain; Christine Van de Putte, cinéaste; Ana Vasquez, chercheur au CNRS; Pierre Vidal-Naquet, historien; Marisa Vialy, écrivain; Mauricette Vaquer, écrivain; Georges Wayand, universitaire.

COMITÉ INTERNATIONAL « JUSTICE POUR MASSIMO CARLOTTO » (s/c J. SABALLI) B.P. 41 - 75622 PARIS CEDEX 13

La fuite en ...

QUELLE RÉ...

Un roi pour les républicains

JUAN CARLOS La grande biographie de Philippe Nourry 1936-1986 L'homme qui a enterré la guerre civile. le Centurion

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Nicaragua

La fuite en avant des commandants sandinistes

De notre envoyé spécial

Managua. - Les sandinistes n'en font qu'à leur tête. Ce qu'ils veulent, c'est que tout le monde s'aligne sur leurs positions et approuve sans broncher la politique du Front. Leur sectarisme les conduit à une attitude hautaine et condescendante à l'égard des organisations démocratiques et anti-impérialistes. Ils courent ainsi le risque de s'isoler du peuple, de se marginaliser eux-mêmes. Pareils propos n'étonneraient pas dans la bouche d'un représentant de l'opposition au Nicaragua. Ils sont cependant révélateurs de malaise quand c'est le secrétaire général du Parti socialiste, en fait d'obédience prosoviétique, M. Gustavo Tablada, qui les tient.

Militant communiste depuis vingt-cinq ans, M. Tablada a étudié la médecine, puis s'est spécialisé en psychiatrie à l'université Lomumba de Moscou. Il rappelle qu'il a connu, lui aussi, les geôles de Somoza. Son parti continue d'apporter son soutien critique à la révolution, mais la critique n'est pas tendre.

Dans l'intérêt même de la révolution et en tant que marxistes, fait remarquer M. Tablada, nous ne saurions nous cantonner dans la politique de l'autruche et ignorer la multiplication des signes de mécontentement populaire. Certes l'agression impérialiste a largement contribué à la détérioration de la situation, mais il est faux de rendre l'impérialisme responsable de tous nos maux.

Plus critique encore se montre M. Virgilio Godoy, chef de file du Parti libéral indépendant (PLI), qui se situe désormais résolument dans l'opposition intérieure au régime. Appartenant à la fraction du vieux Parti libéral ayant combattu la dictature de Somoza, il avait fait un bout de chemin avec les sandinistes, dont il avait été le ministre du travail jusqu'en 1984.

Comme la dizaine d'autres partis, de l'extrême gauche au centre, qui perséverent à respecter les règles du jeu fixées par le pouvoir, le PLI ressent durement la suspension des libertés fondamentales décrétée en

octobre 1985. En principe, dit M. Godoy, l'état d'urgence et les mesures d'exception sont destinées à combattre les « contras ». Mais peu leur en chaut. Les premiers affectés sont ceux qui agissent dans le cadre légal. Si la Contra n'existait pas, le gouvernement devrait l'inventer, car il en a besoin pour justifier sa politique et réduire au silence la société civile.

En vertu de l'état d'urgence, les réunions publiques de l'opposition sont interdites. Ses représentants n'ont pas accès aux moyens d'information. Ils peuvent intervenir au Congrès, mais leurs déclarations sont soumises à la censure si d'aventure La Prensa, seul quotidien indépendant, souhaite les reproduire. Les députés de l'opposition se montrent assez amers. L'Assemblée législative, dit M. Godoy a été faite pour l'exportation. Dans la pratique, elle n'a aucun pouvoir, c'est une fiction.

Marché noir et corruption

L'agression impérialiste sert d'alibi à toutes les intransigeances. Dernièrement, cinquante-sept ouvriers de l'entreprise textile ENAVES ont été délogés par la police parce qu'ils empêchaient les autres de travailler. Rappelant que les grèves étaient actuellement illégales, le ministère du travail a ensuite autorisé leur licenciement immédiat. Un responsable de la CGT (communiste) a dénoncé ces entraves à la liberté syndicale.

Selon les responsables de La Prensa, la censure devient chaque jour plus arbitraire et tatillonne.

Dans tous les domaines, l'appareil militaire et de sécurité pèse comme une chape de plomb. Les services de sécurité interviennent dès que se manifeste la moindre velléité de contestation, ou qu'un groupe cherche à s'organiser. Alors que Somoza s'attaquait surtout aux cadres moyens, la majorité des prisonniers politiques ne sont pas aujourd'hui des dirigeants, mais des militants de base. Si les estimations varient sur leur nombre, l'Assemblée nationale a été saisie de plus de deux mille de-

mandes de grâce, uniquement pour les détenus politiques condamnés de trois à six ans de prison et ayant déjà accompli la moitié de leur peine.

La population est solidement tenue en main par les comités de défense sandinistes (CDS), que le ministre de l'Intérieur, M. Tomas Borge, appelle « les yeux et les oreilles de la révolution ». Organisés par quartiers, et calqués sur le modèle cubain, les CDS servent de courroie de transmission au régime.

Les autres partis leur reprochent de ne pas fonctionner sur des bases démocratiques, de favoriser la déflation et de se livrer à un travail de prosélytisme politique. Nombre de Nicaraguayens se plaignent des abus commis par certains petits chefs ou responsables de CDS, par exemple en les obligeant à se rendre à des manifestations sandinistes ou dans la distribution des cartes de rationnement, voire l'attribution de logements. Les CDS exercent un chantage permanent sur la population, surtout en ces temps de pénurie.

Le mécontentement s'est amplifié à mesure que s'accroissaient les difficultés d'approvisionnement et que grandissait le marasme économique.

Nous manquons de tout, entend-on. L'huile, le sucre, le riz et le savon sont rationnés. Les médicaments, comme les pièces de rechange, font cruellement défaut. Mais on peut tout se procurer, y compris de l'essence, à des prix prohibitifs au marché noir. Le plan d'austérité décrété en 1985 pour lutter contre la spéculation n'a rien arrangé. Au contraire, il a provoqué une hausse vertigineuse des prix des produits de base jusqu'à leurs subventionnés.

Au supermarché de Ciudad Jardín, les clients doivent montrer patte blanche, c'est-à-dire leur carte de rationnement, pour entrer. De longues queues se forment devant des étalages de détergents ou de poudre à lessive polonaise. A moitié vides, les étagères offrent des boîtes de sardines soviétiques ou des conserves de viande bulgares.

Les dirigeants sandinistes reconnaissent eux-mêmes que la situation économique devient chaque

jour plus dramatique. Le manque de devises pour importer des équipements et des matières premières entraîne une paralysie croissante des entreprises. La production de haricots, de maïs et de riz a considérablement diminué. Le cheptel est également en régression. Historiquement, constate M. Tablada, le peuple nicaraguayen a su produire sa nourriture de base.

Avec le gonflement de l'appareil d'Etat, un autre fleau a pris des proportions inquiétantes : la corruption. Une commission spéciale a d'ailleurs été créée il y a un an pour la combattre. Le gouvernement y voit d'abord le poids de l'héritage de la dictature somoziste, mais l'opposition de gauche comme de droite conteste cette analyse.

Pour Avance, organe du Parti communiste, indépendant de Moscou, « la cause fondamentale de la corruption réside dans la conception du pouvoir du Front sandiniste ». La revue donne pour exemple les salaires « maintenus secrets » des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, ainsi que les privilèges matériels dont ils jouissent. Selon un dirigeant du Parti social-chrétien, ce phénomène s'explique par l'apparition d'un groupe de privilégiés dans la société, en particulier ceux qui accèdent à des positions supérieures dans le parti gouvernemental.

Un nouveau Vietnam

La population ressent d'autant plus les sacrifices qui lui sont imposés qu'une minorité n'en a cure. Pendant que la majorité se bat pour sa subsistance, les représentants d'une nouvelle « nomenklatura » vont s'approvisionner dans des magasins spéciaux.

Tout pour la guerre, tout pour les combattants. Plus que jamais, la priorité est donnée à l'effort de défense. A elles seules, les dépenses militaires absorbent au moins la moitié du budget national. Afin de justifier ces options, la propagande officielle entretient une véritable psychose de l'agression et de l'encerclement. Sous prétexte d'assurer la survie du processus révolutionnaire,

le pays a été déclaré en « économie de guerre ». Nous devons nous habituer à nous contenter du minimum, dit un conseiller économique du gouvernement. L'austérité va durer encore plusieurs années.

Alors que l'économie va à vau-l'eau, l'armée et les services de sécurité fonctionnent beaucoup plus efficacement. Avec plus de cent mille hommes sous les drapeaux, le Nicaragua dispose, et de loin, de l'armée la plus importante d'Amérique centrale. Bien équipée par l'Union soviétique et encadrée par des conseillers cubains, elle n'a jamais été sérieusement inquiétée par les quinze mille « contras » qu'elle combat.

Insidieusement mais sûrement, commente un intellectuel, les sandinistes sont en train de gaspiller l'immense capital de sympathie que la révolution pouvait avoir à ses débuts et encore, dans une certaine

mesure, aux élections de 1984. Nous avons fait cette révolution pour être maîtres de notre destin. Mais ces danoiseaux fanatiques, qui n'étaient qu'une minorité, se sont arrogés les postes clés pour n'en faire qu'à leur guise. Par leur obstination, ils nous entraînent dans la confrontation Est-Ouest et veulent nous engager dans une guerre ouverte contre les Etats-Unis. Sans tenir compte du contexte de l'Amérique centrale ni du fardeau que représente une armée de cent mille hommes pour un petit pays d'à peine trois millions d'habitants, ils rêvent d'un nouveau Vietnam pour expérimenter leurs théories.

Sans guère se soucier des réticences d'une opinion publique sous contrôle, les commandants sandinistes semblent avoir délibérément choisi la fuite en avant.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

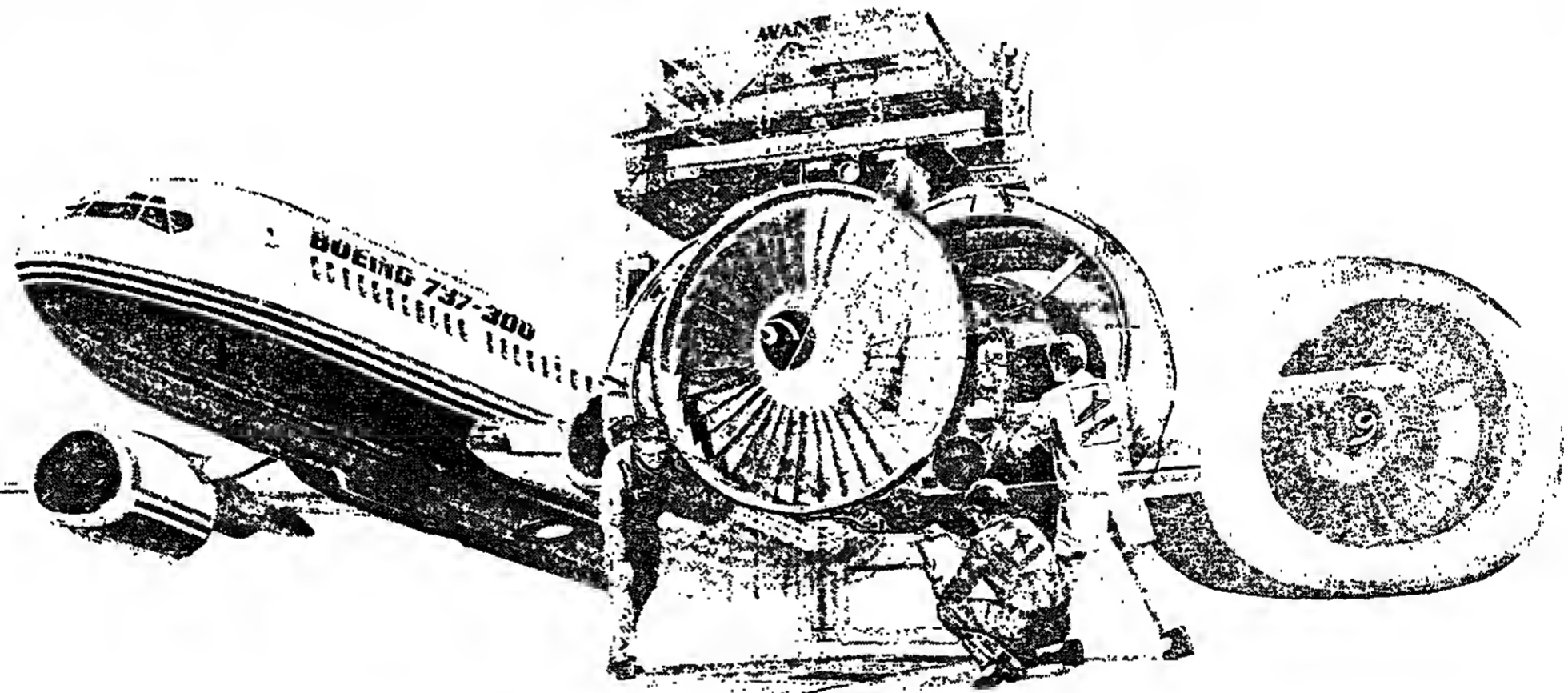
HEMISPHERES

SOLDES

22, av. de la Grande-Armée 75017 PARIS

1, bd Emile-Augier 75116 PARIS

QUELLE RÉUSSITE POUR LA FRANCE !



La plus belle réussite de l'aéronautique civile française en 1985 a été... le Boeing 737-300 !

Exclusivement équipés de moteurs CFM56 coproduits en France par la Snecma, les 737-300 vendus par Boeing au cours de la seule année 1985 ont représenté pour la France un chiffre d'affaires supérieur à celui engendré par la participation française à tout autre programme d'avion civil.

Ce succès est le fait d'une collaboration exemplaire qui a vu Boeing investir des centaines de millions de dollars sur ses fonds propres pour réaliser le mariage cellule-moteur parfait qui permet à Boeing de proposer le seul CFM56 pour la motorisation de ses 737-300.

Cette coopération a largement prouvé son bien-fondé. Elle est porteuse également de grandes promesses pour l'avenir.

BOEING

# AFRIQUE

## Tunisie

### LA FIN DU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE DESTOURIEN M. Mzali de plus en plus isolé

De notre envoyé spécial

Tunis. - Un homme de plus en plus isolé sont les mois, sinon les semaines, sont comptés. Telle est la situation de M. Mohamed Mzali, le premier ministre, au lendemain du douzième congrès du Parti socialiste destourien (PSD), qui s'est terminé samedi 21 juin sur un nouveau coup d'éclat du Combatant suprême: il a purement et simplement décidé de supprimer l'élection des membres du comité central et a fait lire aux congressistes la liste du nouveau comité central qui avait été préparée au palais de Carthage. Dans la foulée, M. Habib Bourguiba a fait publier la liste des nouveaux membres du bureau politique, prérogative qui lui reconnaissent, en revanche, le statut de parti.

Un rapide examen de ces deux listes suffit à s'en persuader: c'est un nouveau coup qui est porté à l'autorité de M. Mzali. Tous ses amis disparaissent du bureau politique, y compris sa femme, ministre de la famille et de la promotion de la femme. Quant à ses partisans, parmi les quatre-vingt-dix membres du comité central, c'est sur les doigts d'une seule main qu'on peut les compter. Il y a plus subtilement encore: si M. Mzali reste secrétaire général du PSD, il n'est plus secondé que par trois secrétaires généraux adjoints, alors qu'auparavant tous les membres du bureau politique (ils sont vingt, en comptant le président Bourguiba) avaient droit à ce titre. Et, comme on peut s'en douter, les trois hommes choisis pour « encadrer » M. Mzali ne comptent pas parmi ses amis, puisqu'il s'agit de M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel et ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, M. Amor Chadli, le médecin particulier du président, qui a été récemment « bombardé » ministre de l'enseignement supérieur et du général Zine El Abidine Ben Ali, auquel a été confié il y a

quelques semaines le ministère de l'intérieur dont était responsable auparavant M. Mzali.

Autre humiliation pour M. Mzali: le Combatant suprême s'était fait amener vendredi dernier au palais des Congrès pour, au cours d'une intervention surprise, déplorer la faible pourcentage de candidats (13 %) reçus au baccalauréat et annoncer la création d'une commission spéciale chargée d'étudier la réforme de cet examen. Cette intervention constitue un désaveu supplémentaire pour M. Mzali, puisque ce dernier a intensifié l'arabisation de l'enseignement ces dernières années, contrairement semble-t-il aux vœux de M. Habib Bourguiba. La querelle, en fait, masque mal un problème fondamental: celui d'un pays auquel a été imposé un système d'enseignement classique calqué sur le système français, mais dont le niveau s'est lentement dégradé et qui n'est pas adapté aux besoins de la Tunisie. Il en est résulté une incroyable course à un « bac » à la fois dévalué, mais considéré aussi comme indispensable et un engorgement de véritables usines à émousser et des lieux d'agitation qui font la joie des intégristes. Le faible pourcentage d'élus enregistré cette année s'explique avant tout par la courageuse décision qui avait été prise par le ministre de l'enseignement: pour la première fois les copies d'examen de candidats d'un gouvernement ont été envoyées à corriger dans un autre gouvernement. Cette innovation a considérablement réduit les abus et les fraudes qui étaient jusque-là considérés comme tout naturels. Ne serait-ce que chaque gouverneur tenait pour son prestige personnel à pouvoir faire état d'un taux de réussite satisfaisant...

Plutôt que de regretter le faible pourcentage de bacheliers enregistrés cette année, les dirigeants tunisiens devraient au contraire profiter de l'occasion pour remettre en cause

leur système d'enseignement technique, tant il est vrai qu'une certaine sélection sera, finalement, inévitable. Mais à l'heure où il est bon de crier « haro sur Mzali! », il est à craindre que l'occasion ne soit perdue et ne serve qu'à quelques nouveaux règlements de comptes.

**Les méthodes autoritaires du président**

Les méthodes autoritaires utilisées par M. Habib Bourguiba n'ont guère été bien reçues par les congressistes, dont certains ont d'ailleurs regagné leurs circonscriptions avant la fin des travaux. Elles ne risquent pas de rendre quelque dynamisme à une formation de plus en plus sclérosée et qui souffre de tous les maux d'un parti unique: langue de bois, culte de la personnalité, fonctionnarisme, opportunisme, rupture avec la base, surtout dans les grandes villes. Mais le président Bourguiba, étonnamment actif depuis quelques mois, n'en a cure et paraît vouloir de nouveau régner en maître absolu. Il faut donc s'attendre à de nouvelles manifestations de force du genre de celle lancée contre M. Habib Aebour, le chef de la centrale syndicale UGTT, qui a été récemment condamné à trois ans de prison et qui a été remplacé par un fidèle du président de la République, M. Ismail Lajeri. M. Lajeri a d'ailleurs été propulsé au bureau politique, ce qui en dit long sur la notion d'indépendance syndicale qu'on nourrit au palais de Carthage.

Le président de la République est encouragé dans sa reprise en main par quelques personnes en quête d'aventures politiques ou de règlements de comptes. La plus influente est sans doute M. Saïda Sassi, la nièce de M. Habib Bourguiba, qui poursuit de sa vindicte les anciens amis politiques et les proches de M. Wassila Bourguiba, la femme du chef de l'Etat, qui a préféré se réfugier aux Etats-Unis. Mme Sassi,

qui déclarait récemment dans une interview à un journal suisse qu'elle s'occupait du président « comme si c'était son bébé », est âgée de soixante ans et elle avait été un moment évacuée au palais de Carthage par Mme Bourguiba. Plus personne aujourd'hui ne peut approcher M. Habib Bourguiba sans son accord.

Le personnage le plus ambitieux du groupe de Carthage est sans conteste M. Mansour Skhiri, directeur du cabinet présidentiel. Cet ingénieur, spécialiste du béton armé, s'est gagné les faveurs présidentielles du temps où il dirigeait le gouvernement de Monastir — la ville d'origine de M. Bourguiba où celui-ci passe encore deux mois par an; il est lui aussi omniprésent au palais de Carthage. Il faut encore mentionner pour être complet que M. Chadli, le médecin du président, et M. Bel Hassine, chargé de mission auprès de M. Mabrouk, l'ambassadeur de Tunisie à Paris. Pour autant qu'il nourrisse un projet politique, le groupe de Carthage est sans doute favorable à une attitude musclée et paraît avoir convaincu le président que tous les malheurs de la Tunisie proviennent du « laxisme » de M. Mzali, notamment de ses ouvertures passées en direction de l'opposition.

Il y a fort à parier que l'offensive contre M. Mzali va reprendre avant même les élections législatives prévues pour le mois de novembre prochain. Les ennemis du premier ministre ne veulent pas en effet qu'il soit encore au pouvoir au lendemain de la consultation, car, en cas de décès du président Bourguiba, il assurerait sa succession pour les cinq années à venir. Il est vrai que dans sa brève allocution de clôture du congrès, M. Habib Bourguiba a affirmé espérer présider les prochaines sessions du parti... dans cinq ans.

JACQUES AMALRIC.

## LA DÉMISSION DU COLONEL KAMOUGUÉ

### N'Djamena invite l'ancien vice-président du GUNT à rentrer au Tchad

Le colonel Wadal Abdelkader Kamougué, qui a annoncé, le 9 juin, sa décision de mettre fin à ses fonctions de vice-président du GUNT, est-il l'homme de la situation pour favoriser un règlement politique au Tchad? Celui qui, en avril 1975, favorisa le coup d'Etat du général Malloum contre le président Tombalbaye, se défend de « chercher à être un recours », mais, lorsqu'on insiste, il indique: « Je ne suis pas une alternative (mais) je pourrai l'être. » Persuadé que sa démission « a été bien basée juridique » au GUNT (mouvement d'opposition au régime du président Habré, ce président M. Goukouni Oueddei), le colonel Kamougué veut créer une « dynamique » en mettant en place des « structures susceptibles d'inspirer toutes les communautés tchadiennes », et propose « une formule du genre de Lagos » (1).

Le GUNT a estimé que son ancien vice-président a choisi « sans ambiguïté le camp des ennemis du peuple tchadien ». Selon un communiqué de ce mouvement, « la démission du colonel Kamougué, marginalisée au sein du GUNT pour son incohérence politique, ses absences sur le terrain, son goût du luxe, ne saurait être ni une surprise, encore moins un événement ».

Bien qu'étant un chef « historique » du sud du Tchad, le colonel Kamougué a, en effet, vu son audience nettement décliner depuis plusieurs années et, en dépit de ses affirmations, il n'a jamais contrôlé

les maquisards « codés » du Snd, dont la rébellion semble d'ailleurs avoir pratiquement cessé. Tout en se défendant de rejoindre le président Habré, il n'est pas hostile à la perspective d'aller « discuter » avec les autorités tchadiennes l'Y tout, saluant dans son geste un « acte de courage », mais estimant que le colonel Kamougué doit « pousser plus loin sa décision en rentrant au Tchad ».

A l'évidence, la défection de l'ancien chef de la gendarmerie tchadienne nura peu d'incidence sur l'état des forces de M. Goukouni Oueddei. Tel ne serait pas le cas si MM. Faço Ballam, « ministre des affaires étrangères », et Achekh Ibn Omar, chef de la principale tendance politico-militaire du GUNT, les CDR, déclinaient, eux aussi, de se rapprocher du pouvoir de N'Djamena.

Son départ — qui ressemble beaucoup au ralliement, il y a quelques mois, du général Djogo — confirme au moins que nombre d'éléments de l'opposition tchadienne cherchent à se recaser, et ne peut que servir les intérêts politiques du président tchadien.

L. Z.

(1) Onze tendances tchadiennes ont signé, le 21 août 1979, les accords de Lagos, portant création d'un Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT).

## LA VISITE EN FRANCE DU GÉNÉRAL KOUNTCHÉ, CHEF DE L'ÉTAT NIGÉRIEN

### La pauvreté à côté d'un trésor inutile...

Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat nigérien, est reçu en France pour une visite d'Etat, du lundi 23 juin au mercredi 25. C'est son premier séjour officiel à Paris depuis sa accession au pouvoir, il y a douze ans.

**De notre envoyé spécial**

Niamey. - En contrebas des jardins de la présidence de la République, le Niger cède au débit d'étage. Le général Seyni Kountché regarde, songeur, le ciel ensoléillé. « Aurons-nous de la pluie ce soir? », se demande-t-il à haute voix. Au cours du « Club de la presse du tiers-monde », organisé par Radio-France Internationale avant son départ pour la France, il a répondu aux questions de « grande politique » - l'intégrisme, la Libye, l'uranium, sa conception de la démocratie, etc. - mais, son inattention le trahit, tant cela est du bavardage au regard de la question que tout Nigérien se pose en ce début d'hiver: la période, de la mi-juin à octobre, au cours de laquelle les nuages doivent normalement crever au-dessus du pays.

Chaque année, le sort des populations et, accessoirement, celui du gouvernement se jouent pendant ces mois-là. Si, le 15 avril 1974, le lieutenant-colonel Kountché, alors chef d'état-major, a pu prendre facilement la place de M. Diour Hamani, une des figures marquantes de la première décennie des indépendances africaines, c'est parce qu'il avait des raisons d'inviter « l'indifférence du régime pré-cédent à l'égard du peuple » éprouvé par une longue sécheresse.

« Plus jamais ça », promettent les militaires à un pays totalement sinistré, et de s'engager à « reconstruire totalement la politique de production » grâce à de grands travaux d'irrigation. On imagine leur inquiétude quand, dix ans plus tard, il apparaît que la situation était presque aussi critique après un mauvais hivernage. Un cheptel décimé, une récolte de mil et de sorgho à peine égale à la moitié de la normale et seulement 60 000 tonnes de stocks pour parer au plus pressé. Au cours de l'été 1974, les autorités évaluèrent leurs besoins à 350 000 tonnes de

céréales et lancent un appel à l'aide internationale. La France est la première à répondre, mais il faut un long délai pour que les vivres arrivent dans ce pays enclavé. Plusieurs milliers de tonnes de farine sont débarquées à Cotonou en décembre et les premiers camions pénètrent au Niger en janvier 1985. Le gros de l'aide est reçu pendant l'été 1985.

Une partie est stockée pour éviter un nouvel état d'alerte, l'autre est distribuée par l'armée, dans des conditions d'équité que se plaisent à souligner les donateurs. L'hivernage de l'an dernier a été bon et cette année s'annonce favorable, bien que les pluies se fassent toujours attendre dans le régime de Niamey.

Le pire a été évité, mais, malgré des initiatives méritoires, notamment en matière de culture dites de contre-saison, c'est-à-dire en début de période sèche sur les bords des cours d'eau, le grand programme d'irrigation n'est pas réalisé. Le président Kountché a pris le pouvoir au moment où le Niger misait sur les ressources de son sous-sol. La découverte d'importants gisements d'uranium dans la région d'Arlit était un cadeau du ciel inespéré pour ce pays aux seules ressources agricoles. Il se voyait soudainement érigé au rang de « zone stratégique » en Afrique et, tant les imaginations travaillaient, certains attribuaient la chute de M. Diour Hamani à son refus de brader à la France une matière première vitale pour elle dans le contexte économique de l'époque.

Il a fallu déchanter au début des années 80. Pauvre en tenon, situé dans une région inhospitalière, le minerai nigérien ne trouve plus preneur sur un marché devenu très sélectif. Principale actionnaire, avec l'Etat nigérien, des deux sociétés de service qui exploitent les gisements d'Arlit et d'Akouta, la France es pratiquement le seul pays à enlever les quelque 3 000 tonnes de « yellow cake » (le minerai concassé et enrichi avant de subir de nouvelles transformations hors du Niger) produites chaque année et vendues 600 F le kilogramme, un prix d'un tiers supérieur à celui du marché « spot ».

Trésor devenu inutile, l'uranium n'apporte plus que le dixième des recettes de l'Etat. Le président Kountché reconnaît que la

COGEMA, principale partie prenante, « fait des efforts », mais il n'a pas perdu espoir que les perspectives s'améliorent au cours de contacts informels avec la France. La question ne sera pas soulevée à son niveau au cours de sa visite d'Etat, car, explique-t-il avec un grand franc-parler, ce n'est pas au cours de ces « mandantés » que les affaires se traitent.

**Inquiétude des commerçants français**

Avec leurs familles, les ingénieurs et techniciens français d'Arlit ne sont guère plus de cinq cents. En diminution constante depuis des années, l'ensemble de la communauté française au Niger s'est réduit à trois mille personnes. Une quarantaine d'entreprises françaises font tourner l'essentiel de l'économie non agricole, dans les secteurs, fort modestes, du bâtiment, des transports et des services. Les grandes sociétés de commerce traditionnellement présentes en Afrique, telles que la CFAO, le COCA, Pérysson, se heurtent à la concurrence « sauvage » des « El Hadji », les riches Haoussas qui ont fait le pèlerinage à La Mecque.

L'appartenance du Niger à la zone franc a bien des avantages pour lui, mais un effet « pervers » est que la faible monnaie du voisin nigérien à un taux parallèle avantageux. Echappant pratiquement à tout contrôle, les « El Hadji » s'approvisionnent à bon compte au-delà de la frontière et revendent la marchandise à des prix contre lesquels les commerçants français ne peuvent pas lutter. Une Peugeot passée par la frontière nigérienne revient infiniment moins cher que celle importée de France. En 1985, les commandes ont été de 292 véhicules contre 2 430 en 1982.

A cette éventuelle s'ajoutent les amendes et la fiscalité nouvelle qui frappent durement les seules entreprises à tenir une comptabilité, celles des Européens. Entretien de ces problèmes, le président Kountché répond que les consignes de rigueur de la Banque mondiale l'obligent « à mettre de grosses lunettes, car malheureusement le monde des affaires est un monde de truands et de tricheurs ». Le propos ne s'applique pas seulement aux Français, mais il n'est pas de nature à rassurer des agents économiques dont le dossier semble plus sérieux que les habitudes débonnaires des expatriés dans une Afrique de plus en plus « dure ».

Avec la même absence de précautions oratoires, le président Kount-

ché avait demandé en mai 1974, le départ immédiat du détachement militaire français stationné au Niger en vertu d'un accord de défense qu'il dénonçait, car « tout accord militaire présuppose l'existence d'un ennemi potentiel », ce qui, estimait-il alors, n'était pas le cas pour son pays.

Malgré la menace libyenne, le successeur de M. Diour Hamani n'est jamais revenu sur cette décision. Plus de cinquante militaires français travaillent actuellement au Niger, mais au titre de la coopération. Le président Kountché sait qu'il peut compter sur l'aide de la France en cas de demande de sa part, mais il ne tient pas à s'attirer les foudres du colonel Kadafi. Il avoue qu'il a « refusé quelque chose » à Paris lors de l'opération Manta au Tchad, sans vouloir préciser quoi. Ce n'est ni la survie de son territoire, comme on l'a dit à tort, mais, peut-être, l'installation de moyens d'écoute. Il admet lui-même que les adversaires de M. Fissène Habré - un homme qui est, dit-il, « sur la bonne voie » - passent « tout près du Niger pour descendre vers N'Djamena ».

**Visées américaines?**

S'ils tiennent leurs promesses, les Américains supplanteront cette année les Français en matière d'aide militaire avec 5 millions de dollars pour la formation et l'équipement. Mais, malgré la rumeur, il n'y a pas un Américain en uniforme au Niger. C'est aux Etats-Unis qu'une unité parachutiste est formée, et ce sont des civils qui sont appelés à refaire la piste de Diour dans le grand erg du Ténéré, pour la rendre accessible aux avions gros porteurs en cas de besoin.

Né en 1931, le général Kountché a été formé dans une école d'enfants de troupe française, puis a été admis à l'école de formation des officiers de Fréjus. Il a servi sous l'uniforme français en Indochine. Les questions sur une éventuelle rivalité franco-américaine au Niger le font sourire. La France, dit-il, est un partenaire important, « mais elle ne peut pas faire face à tous les besoins de l'Afrique ».

Sa présence à Washington lors du sommet franco-africain de Banjumbura de 1984 avait été diversement commentée. Il a reçu le président Mitterrand en 1982, mais, depuis son accession au pouvoir, il n'a jamais accompli de visite officielle en France. Ce retard lui vaut d'être le premier chef d'Etat africain à faire l'expérience de la cohabitation à Paris.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## GHANA

### Seize exécutions

Accra. - Seize personnes, dont sept étaient accusées de complot, ont été exécutées, dimanche 22 juin, dans trois villes du Ghana, a annoncé Radio-Accra. Neuf condamnés étaient coupables de meurtre ou de rapt d'enfants, les sept autres faisaient partie d'un groupe de quinze « comploteurs » dont les agissements présumés avaient été rendus publics à la fin de l'année dernière. Reconnus coupables par un tribunal populaire en mai dernier, leur appel avait été rejeté début juin par le cour d'appel d'Accra. Il s'agit de cinq civils, MM. Godwin Mawuli Kofi Dra-Goka, Yaw Breri Berko, Kyereme Djan, Samuel Boamah Panyin et Ahmed Brahmamari, et de deux militaires, MM. Samuel Charles Lartey Aforo et Charles Koomson. - (Reuter, AFP.)

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

LORE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

**MBA** Master of Business Administration  
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

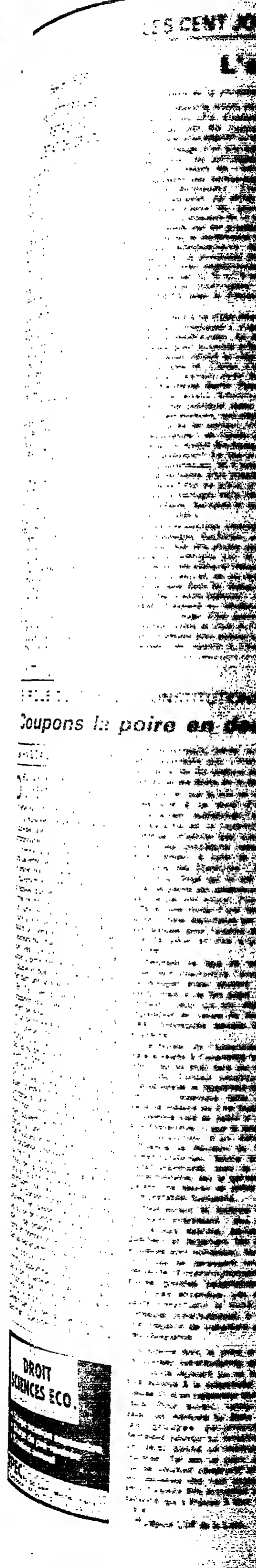
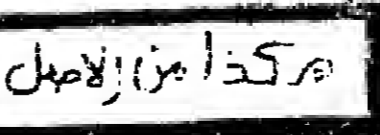
**3e CYCLE** Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2e CYCLE Intensif**  
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

**AMS American Management Studies**  
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections: E.U.A.  
3 Imp. Rover Collard 1st Floor, Paris 75005 - (1) 46 34 66 06  
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

**CEPES**  
57, r. Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.09.13  
**médicine pharmacie**  
stage pré-entrée septembre - soutien annuel - classe prépa.  
5 centres : Courbevoie, Neuilly, Nanterre, Clichy, Orsay.



مذا من لامل

# politique

## LES CENT JOURS DE JACQUES CHIRAC

### L'action avant la gestion

(Suite de la première page.)

Les mesures prises, ou annoncées, ont eu un effet d'autant plus fort qu'elles ont été rapprochées, et d'autant plus négatif qu'elles ont installé l'image d'un gouvernement qui agit pour les privilégiés, pour les « gros », contre les « petits » (pour reprendre une terminologie chère à Pierre Birbaud). Trois chiffres résument l'impact de ces trois mesures-choix du gouvernement Chirac : l'annonce de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, le vote de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, et la prochaine privatisation de TF1 sont respectivement décriés par 72 %, 62 % et 60 % des personnes interrogées (enquête SOFRIS pour le *Nouvel Observateur*).

S'ajoute à ce triple désaveu le fait que la « confiance » n'est toujours pas au rendez-vous. Au demeurant, il était pour le moins présomptueux de vouloir refaire le coup de 1958. Parce que ce n'est pas de Gaulle, mais de Chirac, qui a dit M. Raymond Barre. Parce que de Gaulle avait bénéficié d'un consensus politique assez large. Or la « cohabitation », qui prend parfois des allures de combat, n'est pas la cohabitation : de Gaulle avait Guy Mollet et André Bouloche dans son gouvernement ! En lieu et place de cet accommodement, M. Chirac vit sous la surveillance d'un président qui a retrouvé l'état de grâce, et avec une majorité partagée entre chrétiens, gaullistes, baristes et maintiens « léotardiens ».

Les déclarations péremptoires de la campagne électorale, auxquelles ont succédé des propos pessimistes, aussitôt corrigés par le premier ministre, les allées et venues contradictoires sur tel ou tel dossier (de préférence dans les domaines gérés par les « ultra-libéraux » que sont MM. Léotard et Madelin), ont donné l'image d'un gouvernement hésitant entre le frein et l'accélérateur. Comme pour ajouter à la maladresse, les appels à l'embauche

adressés aux patrons pour prix des concessions qui leur étaient faites - c'était un peu un « Messieurs, faites votre devoir de classe » - ont achevé d'enfermer le gouvernement dans un schéma idéologique, la droite réussissant ce tour de force d'effacer son propre pragmatisme.

Quand bien même s'agirait-il d'être « libéral », encore faudrait-il éviter d'être passifiste. De 1974 à 1983, la France a, grosso modo, vécu sur son capital (ce qui est le signe le plus grave de l'affaiblissement). Ce n'est qu'à partir de 1983, et du second plan de rigueur Mauroy-Delors, que le partage du revenu national entre les ménages et les entreprises a commencé de s'inverser, au profit de ces derniers (1) ; cette évolution conditionnée naturellement le renouvellement de ce capital. Dans le même temps, on est passé d'une priorité séculaire à la rente foncière, aux placements immobiliers, à une priorité à l'industrie : l'impôt sur les grandes fortunes, en pénalisant les rentes immobilières, y a aidé. Une rente foncière inférieure au profit industriel, c'est aussi le bilan du capitalisme version Fabius ; et c'est une évolution positive même si elle s'est traduite par un chiffre tragique, celui de la chute du nombre des logements.

### Contresens

Et voilà que le capitalisme façon Chirac réhabilite l'or et la pierre, encourage (par ses projets fiscaux) ceux qui sont riches plutôt que ceux qui aspirent à s'enrichir ! Ce pourrait bien être là, à terme, le contresens majeur de nos gouvernements.

Pour l'heure, ils doivent s'accommoder d'un retour de la politique qui prend deux formes : l'agitation présidentielle et la réurgence bariste. L'une et l'autre doivent beaucoup à l'allié privilégié, mais obligé, qu'est M. Léotard. Se servir du chef de file du PR comme d'un obstacle sur les routes de MM. Giscard

d'Estaing et Barre n'était certes pas une mauvaise idée. Mais les effets pervers n'ont pas manqué, à commencer par l'impression fâcheuse que ce gouvernement n'était décidément préoccupé que par l'échecance présidentielle, au moment où les enjeux économiques comme l'opinion réclamaient la stabilité.

Surtout cette mise sur orbite d'un ministre de charme et un *contrario* permis à M. Barre de retrouver des adeptes, aux dépens de la solidarité gouvernementale. Et tandis que M. Barre, toujours globalement silencieux, retrouve une bonne cote dans l'opinion (elle est, selon l'IFOP, désormais supérieure à celle de M. Chirac), les baristes substituent une critique à une autre. Délaissant le claque des institutions (tant que la cohabitation perdure, ils ne peuvent que se taire), ils retrouvent un langage « social ». Eux ne céderaient pas à l'idéologie ; eux ne feraient pas la politique des « gros » ; eux, en un mot, ne seraient pas, comme le dit M. Millon, « réactionnaires » ou, comme le dit M. Alphandéry, « ringards ».

Qu'à cela ne tienne ! Le gouvernement, lui aussi, a décidé de donner une finalité « sociale » au libéralisme. Du « social », il fut donc question devant les patrons réunis à Paris. Ce n'était là que le point de départ d'un vaste effort de communication et d'explication qui mobilisera tous les membres du gouvernement.

A quoi l'on peut répondre (ce que certains ont déjà fait valoir auprès du premier ministre) : faites-moi une bonne communication ! Une bonne politique ? M. Edouard Balladur en a peut-être donné le clé, samedi, lorsqu'il a lâché : « Le sérieux doit tempérer le libéralisme ». Le sérieux, personne ne lui en voudra.

JEAN-MARIE COLOMBANI.  
(1) M. Raymond Barre y avait déjà réussi pour la seule année 1979.

### Selon l'IFOP M. MITTERRAND RETROUVE L'ETAT DE GRACE

Un sondage fait par l'IFOP du 2 au 7 juin auprès de mille huit cent trois personnes et dont les résultats ont été publiés par le *Journal du dimanche*, le 22 juin, indique que 55 % des Français sont « satisfaits de François Mitterrand comme président de la République » (cette proportion était de 52 % en mai) et que 34 % d'entre eux en sont « mécontents » (30 % en mai).

M. Jean-Luc Parodi, conseiller pour les études politiques de l'IFOP, indique, dans son commentaire, que la « cote » de M. Mitterrand, qui dépasse d'un point son plus haut niveau antérieur atteint en juin 1981, résulte de « l'adhésion d'une popularité de leader de la gauche dans l'opposition et d'une popularité d'arbitre inactif à droite ».

46 % des Français, selon cette enquête, sont « satisfaits » de M. Jacques Chirac (43 % l'étaient en mai), et 37 % d'entre eux en sont « mécontents » (28 % en mai). Le premier ministre conserve l'appui des électeurs du RPR et progresse chez ceux de l'UDF (+14), mais il fait des mécontents chez les socialistes (+18) et chez les communistes (+8). Il conserve, toutefois, un solide positif sans égal, dans le passé, à l'exception de celui de M. Pierre Maurois en 1981-1982. Les personnes interrogées estiment, en outre, que la cohabitation bénéficie au premier ministre (34 %) plutôt qu'au président de la République.

Parmi les personnalités de droite, M. François Léotard arrive en tête (49 % de « bonnes opinions »), suivi par M. Raymond Barre (47-38), M. Simone Veil (47-34) et M. Valéry Giscard d'Estaing (40-48). A gauche, M. Michel Rocard (53-28) devance MM. Laurent Fabius (46-40), Jacques Delors (44-26), et Lionel Jospin (36-45).

### POINT DE VUE

## LE ROLE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL Coupons la poire en deux

par PASCAL CLÉMENT (\*)

Dieu que le jugement est doux lorsque le demandeur obtient satisfaction ! L'inverse est encore plus vrai...

Il y a quelque chose de malséant à apprécier une décision du Conseil constitutionnel comme un jugement. N'a-t-on pas vu en 1982 certains parlementaires de gauche laisser éclater leur colère en dénonçant le gouvernement des juges ? Peut-on rappeler que le Conseil constitutionnel ne se saisit pas lui-même d'un texte législatif et que, si la saisine a été ouverte à soixante députés ou sénateurs, ce sont les utilisateurs qui, par trop de saisines répétitives, peuvent conduire le Conseil à cette dérive dénoncée par la gauche et que rétorque le Parlement dans une unanimité rare.

En 1981, les parlementaires de l'opposition assistaient à un « changement de société ». Qu'il s'agisse des lois de nationalisation, de la loi sur la presse, de la Calédonie, à chaque fois, la soixantaine de députés ou de sénateurs qui saisissent le Conseil constitutionnel s'estimeient fondés à le faire. Or fait, les questions posées étaient d'importance. Personne ne peut être qu'un dévotionniste quant à l'institution : celle d'être saisie tellement souvent qu'elle obligeait le Conseil à une prudence juridique que d'aucuns interprétaient comme une prudence politique. Et de voir les neuf « sages » descendre au niveau de la procédure parlementaire et d'être appelés là où le constituant ne les attendait pas. Bref, le Conseil constitutionnel est peut-être en passe de devenir le lieu où se prolonge le débat politique. Il se prolonge par les différents et nombreux motifs invoqués par les signataires du recours.

Le conseiller constitutionnel nommé rapporteur prend connaissance de la saisine et parfois prend l'initiative de rencontrer tel parlementaire signataire du recours. Devant cet état de fait, le président Badinter, considérant la pratique

dés rapporteurs, pensa qu'il serait plus équitable que l'intimé aussi soit entendu. En quelque sorte faire respecter les droits de la défense.

L'avocat que je suis ne reste pas insensible à ce souci d'équilibre. Pour autant, auditionner l'auteur de la saisine et le rapporteur en défense, n'est-ce pas s'acheminer étrangement à celle de la Cour suprême des Etats-Unis : à l'occasion d'un litige qui lui est soumis, chaque partie est assistée ou représentée par son avocat. Pour chaque affaire, une durée d'une heure seulement (une demi-heure par avocat) est allouée pour l'exposé des arguments pour et des arguments contre.

Pendant ce laps de temps, le juge peut interrompre l'avocat pour l'interroger aussi souvent qu'il le veut, mais il ne fait appel à aucun témoin. Ceux qui ont élaboré la législation en cause ne sont donc pas convoqués devant la Cour suprême.

Le bureau de l'Assemblée nationale a rejeté à l'unanimité la proposition qui lui était faite par le président du Conseil constitutionnel, d'auditionner le rapporteur du projet de loi. J'approuve cette position dans la mesure où il ne faudrait pas - comme cela se passe si souvent aux Etats-Unis - que la seule force de conviction d'un défenseur influence la décision du Conseil constitutionnel. Notre bloc de constitutionnalité, dont le Conseil constitutionnel est le gardien et le garant, ne saurait se prêter à une interprétation fluctuante.

Pour autant, M. Badinter soulève un point intéressant : seul l'auteur du recours exprime, souvent longuement et largement (les moyens soulevés sont nombreux), les conditions qui lui paraissent fonder sa demande d'inconstitutionnalité. Les autres groupes parlementaires ne sont pas entendus. Les débats seuls constituent le matériau du conseiller constitutionnel. Il y a là une inégalité de traitement quelque peu choquante.

Coupons donc la poire en deux. Le Conseil constitutionnel est saisi d'un texte législatif qui ne doit pas être soumis à la subjectivité (subjectivité ?) d'un rapporteur parlementaire. Pour autant, lorsqu'il est saisi, un mémoire lui étant remis, les groupes parlementaires devraient pouvoir lui remettre dans un délai donné un mémoire en réponse. Tel est ce point de vue qui se voudrait constructif afin que les décisions des neuf sages puissent toujours être accueillies avec le sérieux qui s'impose à tout démocrate.

(\*) Député UDF de la Loire.

### LU

## UNE COURONNE POUR DEUX de Nicole Kern, Pierre Pellissier et Daniel Seguin Les cent jours de la cohabitation

Il ne peut y avoir de sacre en notre République. Et pourtant, ils sont bien deux à se partager la couronne du royaume. Ou plutôt le détenteur prioritaire a dû accepter de renoncer à son monopole. Et voilà comment ce projet de loi a été adopté, depuis un quart de siècle, les textes autorisés mais que les électeurs refusaient. Cet aboutissement est décrit par nos trois confrères du *Figaro* avec talent et minutie.

Tal est donc le premier livre - car d'autres sont en préparation - qui décrit la genèse de cet insolite partage du pouvoir entre adversaires. L'ayant « bouclé » un mois seulement après l'alternance, les auteurs se gardent de préjuger l'avenir de la cohabitation, prévoyant seulement que ce n'est pas la plus forte mais la plus fin qui en tirera profit.

En revanche, ils révèlent des tractations souvent secrètes entre protagonistes d'un même camp. On apprend ainsi que M. Barre a dissuadé les cer-

tristes en leur disant : « N'allez pas porter le chapeau des mesures sociales », que M. Simone Veil a songé à devenir premier ministre et que l'Elysée pensait aussi à elle, que des contacts indirects ont eu lieu entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing. On suit le montage du Parti républicain et de M. Léotard comme interlocuteurs privilégiés de M. Chirac, à la place de l'UDF. On participe aux négociations, aux marchandages clandestins entre les équipes, on est dans les coups préparés et dans les ripostes échafaudées par chaque camp, et ils furent nombreux. Cet ouvrage, bien que trop rapidement écrit, permet de mieux connaître « les secrets des grandes manœuvres » qui ont précédé et accompagné le 16 mars 1986 pour en faire une date historique.

ANDRÉ PASSERON.  
\* Une couronne pour deux. J.-C. Lattès, 223 pages, 89 F.

● Rapatriés : le RECOURS s'impatiente. - Le conseil national du mouvement du RECOURS, réuni le vendredi

BERGER-LEVAULT  
JEUNESSE  
Pour apprendre et se distraire.  
L'histoire et la vie d'un monument (co-édition CNMHS) :  
● Le château de Versailles  
● La cathédrale

20 juin à Montpellier, a « déploré que l'espérance donnée par Jacques Chirac aux rapatriés, récemment renouvelée, ne se concrétise que d'une façon limitée au plan de la communication et de la concertation, dans la préparation des nouvelles lois, avec le secrétaire d'Etat aux rapatriés.

Les propositions faites au cours des deux seules séances de travail n'ont trouvé à ce jour aucun écho de la part du secrétaire d'Etat aux rapatriés, indiquent les dirigeants de la confédération. Le RECOURS estime qu'il serait préférable que les rapatriés soient plus étroitement associés à la préparation des lois ».

LE DESSOUS DES JEUX Loto, PMU, loterie, casinos... A qui profite le hasard ?

SCIENCE & VIE  
ECONOMIE JUILLET/AOUT

### Propos et débats

#### M. Fabius : Loto

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre et député socialiste de Seine-Maritime, affirme dans un entretien publié par le quotidien marseillais *Le Provençal* du lundi 23 juin, à propos de la politique du gouvernement : « En cent jours, pas mal de choses ont commencé à être défrutées, et pas grand-chose de construit ». M. Fabius, qui se dit surtout frappé par « les contradictions et un certain enfouillage » dans l'action gouvernementale, ajoute : « Le gouvernement est en train d'opérer vis-à-vis de sa plate-forme majoritaire un peu comme on joue au Loto, c'est-à-dire qu'il coche les cases. Mais ce n'est pas parce qu'il aura coché toutes les cases que la situation du pays sera satisfaisante. » L'ancien premier ministre attend « un retour du balancier », après « un effort soutenu de reconquête ».

#### M. Mauroy : utopie

M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre et député socialiste du Nord, a affirmé, le dimanche 22 juin lors de l'émission « Forum » de RMC : « La grande erreur de Jacques Chirac, ce n'est pas d'avoir un gouvernement conservateur, c'est d'avoir un gouvernement réactionnaire : c'est l'excès en tout dans sa politique depuis trois mois et je pense que c'est ce qui ne colle pas avec le mentalité des Français. » A propos des élections présidentielles, M. Mauroy a affirmé : « Les socialistes n'ont pas à se poser le problème des présidentielles. C'est presque incongru, au PS, de se dire présidentielles [L.] Je pense que les socialistes seraient bien inspirés, actuellement, de ne pas parler de la présidentielle, de ne pas se cirer candidats à la présidentielle, et de soutenir le président de la République comme le font tous les Français. »

M. Mauroy juge qu'il ne faut pas « mélanger » les problèmes d'adaptation du PS avec le problème de la présidentielle, car il considère le PS « comme au-dessus d'un septennat, au-dessus des gouvernements ». L'ancien premier ministre a souligné : « Moi, je suis pour que le Parti socialiste reste une idéologie, reste une utopie. »

#### M. Mermaz : sagesse

M. Louis Mermaz, ancien président de l'Assemblée nationale et député socialiste de l'Isère, a déclaré, le samedi 21 juin lors de l'émission « Les cahiers du mégahertz-98 FM-le Matin de Paris » : « Il faut mettre fin au climat de guerre civile larvée, que la gauche cause donc de considérer qu'elle a tout perdu et que c'est la dictature. Qu'elle critique plus la droite n'importe comment et avec excès. Qu'elle apprenne l'alternance et sa sagesse. » « Je demande aux socialistes, a ajouté M. Mermaz, de ne pas diminuer, par leurs propos ou leurs actes, le caractère présidentiel de François Mitterrand en parlant comme d'un futur candidat. Le chef de l'Etat doit exercer pleinement ses prérogatives durant deux ans encore. C'est la moitié du mandat du président américain. »

Pour M. Mermaz, le PS « est devant un très grand choix : soit il prend le titre d'une grande coalition, type FGDS, qui le fédère avec des partis alliés, soit il se transforme en un grand parti ouvert à l'extérieur, un parti où pourraient s'ancre tous les talents ».

#### M. Fiterman : refaire 36

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du PCF, a jugé, le dimanche 22 juin, à Lyon, qu'il faut recommencer 36 en plus fort, plus large et plus durable. M. Fiterman, qui participait à la fête de l'Humanité Rhône-Alpes, a ajouté : « Il ne faut pas rabocher son amertume, mais défendre nos droits. Le baromètre de la combativité remonte, alors que le PS tente en vain de se refaire une virginité bien perdue. Peut-être pensiez-vous que le PS était « moins pire » que la droite ? Nous ne voulons pas le mettre sur un pied d'égalité avec la droite. Mais quand la PS domine, il abandonne le terrain de la transformation sociale. Il faut sortir de ce faux choix. Seuls les communistes ne sont pas comme les autres. »

## des atlas pour soulever le monde

**BRASIL**  
BRÉSIL / BRAZIL

**ESPAÑA**  
ESPAGNE / SPAIN

**ZONES FRANCHES**  
LES ZONES FRANCHES

FAYARD / RECLUS

**DROIT SCIENCES ECO.**  
Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé  
46, bd Salet-Michel, Paris 07  
Téléphone : 46.53.51.23 / 43.29.02.71.

POLITIQUE

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

M. Giraud n'exclut pas la perspective de devoir ralentir le déploiement de certaines forces nucléaires

Les Français approuvent la cohabitation, parce qu'ils n'aiment pas les idéologies... M. Giraud a déclaré : « François Léotard a fait un parcours particulièrement brillant jusqu'ici. Je suis bien placé pour savoir tout ce que représente d'expérience et de compétence les fonctions présidentielles. L'instabilité qui peut y conduire est une course de fond. Puisque c'est un marathonien, je peux employer ce terme, il a dit : « Pourquoi pas ? Je dis : Pourquoi pas ? Mais, pour l'instant, nous n'en sommes pas aux présidentielles et je crois que, pour l'instant, tout ce qui est susceptible de détourner les hommes politiques de la question essentielle, qui consiste à gouverner avec efficacité, n'est pas souhaitable. »

La bombe à neutrons et le SX en question

Tout en leur conservant la priorité parce qu'elles sont à la base de la défense nationale, M. Giraud n'exclut pas la possibilité de venir ralentir le déploiement de certaines armes nucléaires... Des considérations technologiques (dans le cas du SX, il s'agit de concevoir un mode de déploiement susceptible de conserver toute son efficacité, malgré les progrès d'un bouclier spatial anti-missiles) et des considérations intermédiaires (dans le cas de la bombe à neutrons, il s'agit des conséquences au Europa des négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques) sont à l'origine de ces nouvelles réflexions sur la modernisation de la panoplie nucléaire française.

SEPT ÉLECTIONS PARTIELLES Bonne tenue de la gauche

Les trois seconds tours qui avaient lieu le dimanche 22 juin auront été marqués par le statu quo : le RPR a gardé le siège de Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne) où sa candidate était restée seule en lice ; le PC en a conservé deux. Dans l'un (à Beauvoisin), il s'agissait d'une succession que le premier tour prévoyait délicate ; dans l'autre (à Chalette-sur-Loing), même s'il lui a manqué des voix de gauche, le représentant du PC précédemment invalidé l'a emporté.

Cinq cantonales...

ALPES-MARITIMES : canton de Beauvoisin (2<sup>e</sup> tour). Ins., 9 413 ; vot., 5 393 ; suffr. expr., 5 264 ; MM. Roger Benatti, PCF, maire de Beauvoisin, 2 661 voix ; ELU : Victor Nicolaï, div. d., 2 529 ; Jean-Paul Bernardi, RPR, 74. LOIRET : canton de Chalette-sur-Loing (2<sup>e</sup> tour). Ins., 12 662 ; vot., 7 595 ; suffr. expr., 7 191. MM. Jean Louis, PCF, de Chalette, 4 037 voix ; ELU : Maurice Lantourne, cons. mun. d'Amilly, 3 154. HAUTE-MARNE : canton de Laferrière-sur-Amance (1<sup>er</sup> tour). Ins., 1 567 ; vot., 1 095 ; suffr. expr., 1 075. MM. Christian Toussaint, div. d., 407 voix ; Pierre Sommier, PS, 308 ; Jean-François Guénio, div. d., 288 ; Marcel Vautrin, PCF, 72. Il y a ballottage.

... et deux municipales

ISÈRE : Tullins-Fures (2<sup>e</sup> tour). Ins., 3 738 ; vot., 2 585 ; suffr. expr., 2 485. Liste conduite par M. Vallin, PS, 1 268 ; 22 ÉLUS ; liste conduite par M. Couturier, ss éq., 1 217 ; 7 ÉLUS. LOIRE ATLANTIQUE : Broussay (2<sup>e</sup> tour). Ins., 2 251 ; vot., 1 940 ; suffr. expr., 1 922. Liste conduite par M. Georges Le Guellaff, m.s., UDF-CDS, 909 voix, 20 ÉLUS ; liste conduite par M. Yves Prat, sout. PS, 819 ; 6 ÉLUS ; liste conduite par M. Clément Richard-deau, sans éq., 194 ; 1 ÉLU.

UN BANQUET DOMINICAL A L'EXTRÊME DROITE « Jean-Marie Le Pen est un réformiste qui se trompe car la démocratie n'est pas amendable... »

M. Jean-Marie Le Pen a été vué aux gémonies par plusieurs de ses anciens compagnons d'armes, au cours d'un banquet qui a réuni, le dimanche 22 juin, dans une brasserie parisienne, les dirigeants et près de quatre-vingt sympathisants du groupe d'extrême droite Militant, à l'occasion du 20<sup>e</sup> numéro de la revue mensuelle qui porte ce titre et qui fut longtemps l'un des organes du Front national. Pour les animateurs de ce courant, entré en dissidence avec le Front national en 1981, le chef de file de l'extrême droite est devenu trop mou et se représente plus qu'un « conservatisme droitier socialement réactionnaire ». Son « dévotionisme » a été dénoncé successivement par MM. Jean-Claude Patrice Chabaille et Pierre Pauly, qui ont surtout reproché au président du Front national d'avoir utilisé le thème de l'immigration comme un tremplin électoral sans remettre en cause la sacro-sainte démocratie.

Le président du groupe, M. Pierre Bousquet, s'est borné à quelques mots d'introduction : « Je parle mal », nous a-t-il expliqué. Ses convictions demeurent pourtant aussi fortes qu'elles l'étaient quand il s'engagea volontairement dans la Waffen-SS : « Si je couchais ce fait, je ne serais pas valable, dit-il aujourd'hui. J'ai fait cela quand j'étais jeune. Non, je ne considère pas cet acte comme un erreur de jeunesse. Mes motivations ? Les idées de l'Europe nouvelle de l'époque, qui correspondaient à mes positions. Cela ne veut pas dire que je n'admets pas non plus les fautes de l'époque. Par exemple, en admettant que j'ai eu des camarades à gaz et des tortures, je les condamne.



Alors, le che de l'extrême droite

HEC - SCIENCES-PO - MÉDECINE - PHARMACIE. La préparation au succès. Toutes préparations à. Préparation au succès. 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> classes préparatoires HEC de France. 10 ans d'efficacité pédagogique.

RÉSULTATS DE LA PROMOTION 86. TOUS nos étudiants ont été admis en cycle MBA, dans l'une des 25 premières universités américaines. En particulier : WHARTON (2<sup>e</sup>) 1<sup>re</sup> université en finance, INDIANA (9<sup>e</sup>), DARTMOUTH (15<sup>e</sup>), ANN ARBOR (10<sup>e</sup>), NEW YORK UNIVERSITY (16<sup>e</sup>), CORNELL (13<sup>e</sup>), PURDUE (17<sup>e</sup>), DUKE (23<sup>e</sup>) 1<sup>re</sup> université en gestion informatique.

MBA INSTITUTE. Études françaises et américaines de management. 38 rue des Blancs Manteaux 75004 Paris - Tél. (1) 42.78.95.45. Enseignement Supérieur International Privé.

Advertisement for Hennessy cognac. Includes text: 'Hennessy', 'J'étais un soldat, j'ai fait la guerre, un point, c'est tout.', 'Et cet homme tranquille se raconte : fils de militaire, il est névrosé, en 1940, par le défilé des milieux de l'armée et entre au comité central des Jeunes Français à vingt et un ans. Un beau jour, je me suis dit : feu qui on y aille ; on ne va pas rester là descendant des cons à envoyer les autres. Condamné à mort à son retour en France, il fait en réalité deux ans et demi de prison, en sort et se marie. Il n'a eu de cesse, depuis lors, de créer un parti « pour maintenir la pensée nationale et la rendre plus compréhensible ».

Handwritten signature or note.



(Publicité)



Françoise Delafosse et Pierre Homsy

## A la recherche de l'excellence en publicité.

**L**e monde de la publicité évolue. Les agences se différencient de plus en plus. Comme les banques ou les restaurants, elles n'offrent pas toutes le même service ni la même qualité. Il nous a semblé utile pour les annonceurs et pour ceux qui ne nous connaissent pas encore très bien de préciser notre philosophie.

La perfection n'existe pas en publicité. On ne peut que l'approcher au plus près. Cette approche constante de la perfection, nous l'appelons l'excellence. Pour nous, elle tient en quelques points principaux.

### 1 - Créer des campagnes qui durent.

Une image de marque, ça se construit. Avec du talent mais aussi avec de la persévérance et du temps. Pas en faisant des "coups publicitaires" qui sont souvent dangereux et trompeurs. Nos campagnes durent plusieurs années parce qu'elles reposent sur des concepts qui positionnent fortement les produits et en définitive font les marques vedettes. Nos annonceurs y gagnent doublement. Leurs marques s'implantent solidement et ils réalisent souvent une économie importante sur les frais techniques en années 2, 3, 4, comme ce fut le cas pour les campagnes Marie Brizard, "33" Export, Camel, etc.

### 2 - Faire du sur-mesure à partir des produits.

Chez nous, c'est le produit qui est toujours la vedette de la campagne. La publicité que nous créons ne comporte rien de gratuit. Quand nous utilisons l'humour, le comparatif ou le suggestif, c'est toujours au bénéfice de la marque ou du produit.

### 3 - Aider les annonceurs à gagner de l'argent.

La publicité doit permettre aux annonceurs de valoriser fortement leur image de marque. Une publicité bien faite permet à l'annonceur de rentabiliser son investissement en donnant une "valeur ajoutée" à ses services ou à ses produits.

### 4 - Mettre en face des annonceurs des publicitaires professionnels qui ont fait leurs preuves.

Le rôle d'une agence de publicité est avant tout de faire de la bonne création. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans ce domaine. La création est placée sous la supervision de Françoise Delafosse. Les équipes créatives de très haut niveau constituent un potentiel capable de diriger 3 agences de notre taille. Quelle que soit la taille de leurs budgets ou le service qu'ils demandent, nos clients sont assurés de trouver à l'agence, outre la Direction, des seniors qui sont des professionnels de talent. C'est pour tout annonceur un gain de temps et une sécurité.

### 5 - Créer des campagnes qui obtiennent des résultats commerciaux. Et pas seulement des prix publicitaires.

Nous n'envoyons nos travaux à aucun de ces "concours" car nous croyons avant tout au score d'impact des campagnes objectivement établi ainsi qu'aux résultats obtenus par les produits que nous défendons : progression de leur image, augmentation de leur demande par les consommateurs.

### 6 - Acheter l'espace au meilleur prix.

Notre agence est unanimement reconnue pour la qualité de son media planning et de son achat d'espace. Dans ce domaine, les besoins des annonceurs sont différents. Certains veulent les prix les plus bas. D'autres souhaitent le meilleur rapport qualité/prix, ou recherchent du rédactionnel. D'autres encore sont sensibles à la créativité media.

Or, nous sommes la seule agence en France qui réalise la quasi totalité de l'achat d'espace de ses clients. De grands groupes, qui ne sont pas nos clients en création, nous confient leur achat d'espace. Pourquoi ? Parce que nous sommes compétitifs quel que soit le problème média d'un annonceur.

### 7 - Refuser les campagnes spéculatives qui sont faites au détriment des clients acquis.

Refuser les campagnes spéculatives n'est pas une position facile à tenir, mais c'est pour nous avant tout une question de principe et de logique. Nous pensons que la publicité est aujourd'hui adulte. Alors, pourquoi choisir une agence sur une campagne spéculative quand on choisit un avocat ou un chirurgien sur ses succès et sa réputation ?

Lorsque les agences acceptent de faire des campagnes spéculatives, elles y consacrent leurs meilleures équipes. Cela au détriment des clients acquis.

### 8 - Proposer un système unique qui fait de notre agence une agence unique.

Est-ce qu'une agence qui appliquerait nos méthodes avec rigueur, qui déboucherait certains de nos collaborateurs, pourrait réaliser d'aussi bonnes performances ?

Nous ne le pensons pas. Le succès de notre agence est basé sur la fidélité de nos clients qui apprécient un système, un conseil de haut niveau, et aussi une ambiance de travail.

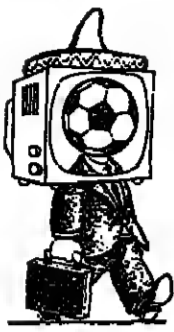
Notre objectif est d'attirer les meilleurs annonceurs, ceux qui comprennent la publicité, qui travaillent avec leur agence en partenaires et qui exigent la très haute qualité. Nous savons qu'avec de tels annonceurs, nous aurons des campagnes efficaces, de bons résultats financiers et une croissance assurée.

Enfin, nous voudrions répéter ici un principe à ne jamais perdre de vue : la compétence régulière et sûre d'une agence ne doit pas se mesurer à 3 ou 4 campagnes réussies mais à l'ensemble de sa production.

Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A. 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au (1) 45 44 38 67.

Nous avons 50 produits à défendre. Nous avons 50 campagnes à montrer.

*Homsy Delafosse & Associés S.A.*



# sports

## LA TREIZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

### Salut aux couleurs

Paris avait prévu de saluer en musique. Paris a salué la victoire en fanfare. Samedi, le football était harmonie, mais la joie était tintamarre. Les crâcrales, les trompes et les airs incertains d'une *Marseillaise* massacrée à pleins poumons ont régné tard dans la nuit sur les Champs-Élysées, mais aussi à Lyon et à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux, où les centres-villes étaient paralysés par des embouteillages joyeux. Jusque dans les plus petites localités, les supporters de l'équipe de France ont ainsi laissé déborder leur enthousiasme, trop longtemps contenu, en de bruyantes farandoles motorisées. Réactions à la mesure de l'angoisse précédemment endurée. Jolie à l'ampleur sud-américaine, mise par une

pointe évidente de nationalisme, mais partagée par d'innombrables francophiles.

A Beyrouth, les miliciens aussi bien chrétiens que musulmans ont célébré par des tirs d'armes automatiques la victoire de la France. Un milicien chrétien de Beyrouth-Ouest a avoué qu'il souhaitait, au départ, un succès du Brésil, mais qu'il n'avait pas pu s'empêcher de saluer par une salva d'honneur le « jeu superbe des Français ».

Manifestation encore plus insolite à Hanoï, où cent cinquante Vietnamiens enthousiastes se sont rassemblés spontanément devant l'ambas-

sade de France aux cris de « Phap, Phap » (France, France). A la fin du match, il était 4 heures du matin à Hanoï.

La « performance héroïque des Français » est évoquée par une presse italienne peu raucieuse, qui considère que « France et Brésil nous ont fait cadeau d'une rencontre pour cinématographe ». C'est la qualité du jeu tout autant que le résultat heureux qui a motivé la valse des messages de félicitations : François Mitterrand, Jacques Chirac et Christian Bergelin ont adressé aux joueurs français des télégrammes élogieux, sans diatribe, mais sincèrement heureux. Même le ministre marocain de l'Intérieur n'a pu s'empêcher d'envoyer un message à son homologue, Charles

### Double revanche

(Suite de la première page.)

Bats se battait alors contre un cancer. Et depuis sa chambre, il avait assisté à l'épreuve des tirs au but Franco-Allemande. Avec un certain détachement, une capacité toute évidente à faire le tri entre l'émotion et l'essentiel.

Joël Bats sait tout de l'immense solitude du gardien de but. Joël Bats qui depuis écrit des poèmes, comme l'on pose un acte thérapeutique goûte dans l'exercice de ses fonctions, une activité assez secondaire, empêcher un ballon de franchir une ligne blanche, la manifestation évidente de sa plus grande victoire. Il sait tout cela dérivatoire, par référence à sa vieille compagne et le dit : « Encaisser un but, ce n'est rien de côté de la mort. Pour l'avenir coté, ma vie à un autre sens ».

Et bien Joël Bats, l'homme détaché, réservé, presque décalé par rapport à bien des gestuulations, est le seul, ce jour, à pouvoir murmurer « J'ai gagné, j'ai gagné », quand les ruses et les foules le scandent sur l'air des beaufs. Il est venu, lui, à Guadalajara, trancher le débat, repousser la vie, nier cette consonne béatante.

Joël Bats a battu le Brésil. Et ce ne sera pas son moindre titre de vie. Il l'a battu avec d'autres, avec cette fameuse *suerte* dans son dos. Mais il l'a fait, par une série d'arrêts-réflexes, dans cet état second qui est parfois l'aboutissement du grand gardien de but. Au grand moment, Joël Bats est un virtuose. Il paraissait absent, indifférent, vaguement bêtard au Mexique. Ailleurs, en somme, à l'abri derrière une défense solide, et puis lorsque la partition est devenue meilleure, l'orebestre menacé, Joël Bats a surgi, sans se presser, Zorro masquant sous son allure nonchalante, un bien beau talent, c'était le bon jour et le bon moment.

Un match aussi dense, aussi fou que ce France-Brazil ne se raconte pas. Il peut se décrire, selon une comptabilité épicière, la colonne des occasions manquées, celle des occasions réussies, avant inventaire de fin de rencontre. Sur ce plan, l'inventaire brésilien paraît un peu plus avantageux.

Ce n'est pas que les Brésiliens aient eu plus d'occasions que les Français. C'est, si l'on ose dire, qu'ils les manquèrent mieux, deux tirs sur le poteau, un pénalty raté par Zico. Ou plutôt arrêtés par Bats : « Il m'a semblé que Zico s'était légèrement décalé, donc qu'il allait tirer sur ma droite. Alors, j'ai anticipé ».

Un match peut aussi se rapporter avec la minutie taillonneuse d'un procès-verbal de gendarmerie. Savoir qui a franchi la ligne blanche et dans quel virage ? N'est-ce pas Socrates, l'insoumis au visage de faune, venu aux bymnes avec un bandeau frontal « Non à la violence » et reparti, mardi, pour avoir manqué en fin de prolongation une première balle de match, à trois mètres des buts français ? Et comme si cela ne suffisait pas au malheur de son pays, pour avoir aussi raté un tir au but, le premier de la série, Socrates s'en pendu. Ou,

à tout le moins, renvoyé à son second métier, la pédiatrie.

Un match, enfin, peut tout simplement se résumer à un grand mouvement symphonique. Et en ce sens, France-Brazil fut une symphonie inachevée, mais superbe. Les cuivres et les percussions étaient brésiliens, les cordes françaises. Le Brésil, celui de nos souvenirs, de ces fontballeurs capables des gestes techniques les plus insensés avec une facilité déconcertante, le pays du football délié, enchaîné, comme dansé, était bien au rendez-vous.

Vers la vingtième minute, quand ce s'est mis à partir dans tous les sens, un feu d'artifice, quand les tambours des sambas faisaient trembler, vibrer et stade comme marteaux-piqueurs, quand, comme dans ce navet terrifiant de notre

pendu, il avait choisi une solution originale : ne point le remplacer à son poste. Faire jouer l'équipe de France avec seulement trois arrières et cinq d'attaques. A charge pour Fernandez, l'insubmersible, d'être au four et au moulin. La solution, paraît-il, fit merveille, naguère contre les Belges. Certes, mais là les Belges étaient Brésiliens. Arrière, c'est un métier. Bref, l'essai dura ce que durent les aventures. A la dix-huitième minute, une combinaison Junior-Socrates-Careca, superbe et imparable, comme un décalage créé en rugby, mit fin à l'expérimentation. But de Careca (1-0) et grandes manœuvres françaises : Amoros à droite toute, Tousseau en arrière toute, l'ordre était restauré.

Mais pas le score. Les Brésiliens menaient. Ils avaient le stade pour

trente et onzième anniversaire. Michel Platini n'est pas au mieux de sa forme. C'est peut-être pour cela qu'il n'a marqué qu'un but, planté qu'une bougie sur ce match-gâteau.

On dit cela pour tous ceux qui n'en finissent plus de disserter sur les langoues platinienne, ce mal étranger, la vieilleries peut-être, dont il serait atteint. Michel Platini était nû il faut être et quand il le fallait : démarqué, au coin des bois, pour inscrire un but canaille, une balle centrée par Rocheteau, tout ravigné ces temps-ci, convoitée par Stopyra, sa tête de page dans les crampons du goal brésilien, histoire de le fixer là. Michel Platini, lui, finit le travail, poussant le ballon dans le but vide (42 minutes).

On a vu de plus beaux buts. Rarement d'aussi bien venus. C'était remettre le revolver sur le temps brésilienne. Recommencer le match. Le reste fut comme un long suspense, un constant balancement, l'oscillation permanente du pendule.

La chance, la « suerte », ne voulait point choisir entre deux équipes pareilles. Ni pendant la partie « légal » ni pendant les prolongations, sorte de supplément de plaisir et de surcroît de torture. Il ne restait plus que les tirs au but, le jugement de Dieu, la main dans l'huile bouillante et que meure le plus douillet. Pour dire comme c'est sérieux les tirs au but, Zico avait manqué un penalty dans le match. Socrates en manqua un après, Julio César, le meilleur des Brésiliens, expédia un boulet sur la barre. Et Michel Platini envoya un satellite à Guadalajara. Bref, ce fut la loterie, et pour qu'elle soit parfaitement paradoxale, la qualification française vint d'un coup de billard, un tir de Bellone, le poteau droit, un ricochet sur le dos du gardien, le ticket pour Franco-Allemande.

Ce sera donc la revanche. Avec remontée en ligne pour les sept survivants de 1982 : Bossis, Batistoni, Amoros, Tigana, Platini, Giresse, et Rocheteau. Avec déjà le regard sur la ligne bleue de Guadalajara où l'Allemagne sera l'hôte des Français. Avec déjà comme un slogan, la vieille ritournelle « l'Allemagne paiera ». Comme on ne doute pas un instant que la France entière attend désormais la reprise des hostilités et la reconquête de Séville, inutile d'en rajouter. Simplement, en tant que correspondant de football, sur la ligne de front, une remarque. Il se peut bien que les troupes du Kaiser Beckenbauer ne soient plus ce qu'elles étaient. Il se peut que l'un de ses meilleurs éléments, Berthold, pui pour avoir boxé un Mexicain, soit suspendu. Il se peut que Karl-Heinz Rummenigge, son joker, ait des petits ennuis de santé.

Il n'empêche, les Allemands sont arrivés pour la septième fois depuis la guerre en demi-finale, record absolu. Même devant les Brésiliens. La ce n'est plus de la « suerte », de la chance, mais une manie. Et la France, qui en une semaine a battu l'Italie et le Brésil, jolies séries, ferait bien de ne pas l'oublier. Elle en a les moyens désormais.

PIERRE GEORGES.



Ouf ! Le gardien français Joël Bats est sorti vainqueur de l'épreuve des tirs au but.

enfance, la Maraboune grondait, le pire fut à redouter. Les cordes françaises gémissaient, miaulaient presque. Giresse, toujours lui, l'avait dit : « On pourrait s'entraîner pendant cent ans, on n'arriverait pas à avoir cette facilité apparente, ce délié incroyable. Ils ne touchent pas la balle. Ils la caressent, l'enchaînent ».

Ce moment-là, où tout le talent brésilien s'exprimait, ces déferlantes successives, fut réellement superbe. Et inquiétant. Bossis, le bon Bossis, qui avait chargé d'âme et ordre de maîtriser Careca, n'y pouvait rien. Autant contrôler un incendie de forêt un jour de mistral. Careca caramba !, lui en faisait tant voir au pauvre Maxime qu'on le crut en perdition. Un Careca passe encore, trois Careca, est attelage brésilien, enchaîné par des séries de passes, bonjour les dégâts.

Henri Michel, l'entraîneur français, avait fait un pari. Et une petite faute. Pour remplacer Ayache sus-

aux. Gentiment, mais pour eux. Ils avaient le vent, la musique, l'espoir pour eux. Et, évidemment, le talent. Il faut une équipe diablement forte pour, dans ces moments-là, ne pas se laisser emporter, ne pas sombrer, ne pas paniquer. La France l'a, cette équipe, composée de vieux brisards, tout couronnés, tout médaillés, vingt-huit ans de moyenne d'âge. Et donc le sang-froid nécessaire pour coopérer.

Alors, à sa manière, la petite musique de l'équipe de France, entêtante, parfaite, commença à se faire entendre. A la virtuosité du talent par répliquant celle de l'exécution en finesse. Le quatuor central enchaînait les mouvements allègrement. Fernandez, à l'allure de charneau, à l'élégance robotique, mais à l'efficacité d'une moissonneuse-batteuse. Tigana, cousin germain des surdoux d'en face, Giresse, tenant en permanence le balla sous son maillot ou entre ses pieds, ce qui revient au même. Et, enfin, Michel Platini, venu fêter sur ce terrain son

### RFA BAT MEXIQUE 0-0 (4-1), A MONTERREY

#### La fiesta est finie

De notre envoyé spécial

Mexico. — Sur l'estrade dressée au pied de la colonne de l'ange, place de l'Indépendance, pour célébrer les succès mexicains et, accessoirement, la fête de la musique, l'animateur de la « banda azteca » s'efforce en vain de créer l'ambiance : « Neus sonnes besterous parce que la fête continue dans l'oligarchie qui caracérise les Mexicains. Tous ensemble : d la bim, à la bam, d la bim-bam-baol Mexico, Mexico, Ra, Ra, Ra! » Seules quelques très jeunes filles ont repris le refrain du Mundial 86. Les Mexicains n'ont pas le cœur à agiter les petits drapeaux distribués sur le Paseo de la reforma. D'ailleurs, un orage tropical qui va se prolonger tard dans la nuit mettra bien vite fin à ce simulacre de fête.

Ville morte durant la rencontre de quart de finale entre le Mexique et la RFA, disputée à mille kilomètres de là, à Monterrey, Mexico n'a pas réussi à reprendre vie samedi soir. Comme absurde par ces deux heures d'un suspense qui a mal fini avec la victoire des Allemands dans ce quart de finale de pied au but (0-0 après prolongation et 4-1).

Dix-huit mois de préparation en commun pour les sélectionnés, une belle série de victoires sur quelques-unes des meilleures équipes du monde venues se tester en altitude entre deux avions, le retour au pays de l'avant-centre Hugo Sanchez, après une saison triomphale sous le maillot du Real Madrid, avaient fait naître l'espoir démesuré de voir le Mexique tenir un rang de favori dans la treizième Coupe du monde de football.

Les difficultés rencontrées par les Allemands de l'Ouest pour venir à bout des Mexicains avaient encore renforcé cet espoir. Comme les Magyars, les Latino-Américains pouvaient miser sur leur vivacité, sur leur meilleure acclimatation à la chaleur, pour bousculer l'organisation allemande.

Les premières escarmouches du match ont d'ailleurs été à l'avantage des Mexicains, combattus jusqu'à l'échec par l'arbitre colombien, Jesus Diaz, devait distribuer les premiers avertissements. Mais le premier coup dur survint pour les Centra-Américains après une demi-heure de jeu avec la sortie sur blessure de leur capitaine Tomas Boy. A défaut de compter parmi les grandes

vedettes de ce Mundial 86, le numéro 10 mexicain apportait sa lucidité au centre du terrain où ses jeunes coéquipiers ne faisaient pas toujours preuve de discernement.

Le deuxième tournant du match sera l'expulsion, à la soixante-cinquième minute, de l'arrière droit allemand, Thomas Berthold, pour une brutalité sur un adversaire qui venait de commettre une faute sur l'ailier mexicain. Cette expulsion qui aurait dû avantager les Mexicains allait au contraire permettre aux Allemands de serter leurs rangs et d'opter résolument pour la résistance.

L'expérience des Allemands, maladroits et peu inspirés dans l'offensive, mais beaucoup mieux organisés et efficaces pour défendre leur but, allait dès lors se révéler prépondérante. En dépit de la rentrée de Francisco Javier Cruz, idole de Monterrey, celui-ci, âgé de vingt et un ans, a fait part, avant le Mundial, de son intention de renoncer à sa carrière professionnelle pour devenir pasteur évangéliste. Les Mexicains ont malgré tout perdu leur sang-froid au fil des minutes. Dans ce combat de tranchée, le plus affairé a encore été l'arbitre : il a distribué dix avertissements — dont un à Hugo Sanchez qui a privé le public mexicain du moindre coup d'éclat durant la compétition — et a même dû expulser Javier Aguirre durant la première mi-temps des prolongations.

Comme quatre heures plus tôt entre le Brésil et la France, c'est l'épreuve des coups de pied au but qui devait désigner le deuxième qualifié pour la demi-finale du 25 juin à Guadalajara. Le suspense à cette fois fut de courte durée. Dès la deuxième tentative mexicaine, Manuel Quirarte, le capitaine, a vu son tir repoussé par Harald Schumacher. Les perfs de son partenaire Raul Servin, désigné pour lui succéder, n'y ont pas résisté. Son tir, peu appuyé et mal placé était une aubaine pour le gardien de but allemand.

Dix-huit mois de préparation et le soutien inconditionnel d'un public « mobilisé » pour l'aventure n'avaient pu compenser l'expérience des grands rendez-vous. Comme en 1970, où le pays avait accueilli pour la première fois la Coupe du monde, l'aventure mexicaine a pris fin en quart de finale.

GERARD ALBOUY.

### BELGIQUE BAT ESPAGNE 1-1 (5 à 4), A PUEBLA

#### Le grand jeu de Pfaff

Puebla. — La Belgique s'est qualifiée pour la première fois de son histoire pour les demi-finales d'une coupe du monde en battant, le dimanche 22 juin à Puebla, l'Espagne 5-4 lors de l'épreuve des tirs au but (1-1 à l'issue des prolongations).

Les Belges, qui avaient pris l'avantage par l'arbitre colombien, Ceulemans après trente-cinq minutes de jeu, n'ont été rejoints qu'à cinq minutes de la fin du temps réglementaire sur un tir victorieux de Juan Antonio Senor.

Des cinq tireurs de penalty belges, Nico Claesen, Enzo Scifo, Hugo Broos, Patrick Vervoort et Leo Van der Elst, aucun n'a failli, tandis que Jean-Marie Pfaff a qualifié son équipe en arrêtant le tir d'Eloy Olaya.

Avant d'être le héros de l'épreuve des coups de pied au but, Pfaff avait réalisé un grand match, sauvant à plusieurs reprises son camp par ses interventions dans les pieds des att-

quants espagnols. Dès le coup d'envoi, les hommes de Miguel Muñoz se montrèrent en effet très pressants, et Ramon Caldera adressa le premier tir du match après trente secondes de jeu. Puis Michel tira un bon coup franc qui passait de peu à côté du but belge et Emilio Butragueño manquait un tir après une belle percée.

A partir de la vingtième minute, les Espagnols baissèrent de rythme et les Belges ouvrirent la marque. Au départ, Nico Claesen s'échappait sur la droite puis donnait en retrait à Eric Gerets, dont le centre passait devant le but espagnol. Mais Frankie Vercauteren pouvait le récupérer sur l'aile gauche et déposait le ballon sur la tête de Jan Ceulemans, qui marquait devant Andoni Zubizarreta, absolument sans réaction.

Les Espagnols tentaient bien de refaire leur retard, mais sans réussir grand-chose jusqu'au repos.

Après cinq minutes en seconde mi-temps, les Belges obtenaient une occasion unique de porter le coup de grâce, mais Daniel Veyt la gâchait d'un tir trop mou qu'Andoni Zubizarreta pouvait dévier.

Pfaff lui a fini par s'incliner à la quatre-vingt-cinquième minute de jeu. Victor donnait un coup franc en retrait à Senor, qui décochait un tir violent du gauche de 25 mètres. Le gardien du Bayern de Munich, masqué par une forêt de jambes, ne voyait pas venir le coup assez fort pour pouvoir s'interposer.

Pendant les prolongations, chaque équipe eut une occasion : les Espagnols, par Caldera, qui tira à côté ; les Belges, par Georges Grun, qui ne parvenait pas à exploiter une erreur de la défense adverse, mais la faute pesait de plus en plus sur le jeu, et les deux camps se résignèrent rapidement à se départager aux tirs au but.

**il y est ! c'est gagné !**

Allez la France, **AGF** avec vous

**TWA Flâner**

2 nuits d'hôtel gratuites

LES DEUX PHARES

79 ans

Argentine

pour une semaine

مركز لادبي

AU MEXIQUE

Pasqua, pour le féliciter de la brillante prestation de l'équipe nationale française.

Pendant ce temps, le Brésil comptait ses morts (quatre crises cardiaques à Rio et un mort par balles dans une dispute) et ses blessés (une centaine de personnes en état de choc nerveux ont été hospitalisées).

ARGENTINE BAT ANGLETERRE (2-1), A MEXICO

Signé Maradona

De notre envoyé spécial

Mexico. - Risquait-on une nouvelle guérilla pour les îles Malouines, dimanche 22 juin au stade Azteca de Mexico, à l'occasion du quart de finale de la Coupe du monde de football, entre l'Angleterre et l'Argentine ? Le cessez-le-feu n'ayant toujours pas été signé et les deux pays n'ayant plus de relations diplomatiques depuis avril 1982, le caractère hautement symbolique de la rencontre n'avait pas échappé aux milieux politiques.

dans les rues faisant redouter des affrontements. Des Sud-Américains avaient brûlé des drapeaux britanniques tandis que les Anglais chantaient : « Argentins, qu'est-ce que ça vous fait, de perdre une guerre ? »

Comme son homologue britannique, c'est à eux que l'ambassadeur d'Argentine au Mexique avait adressé un message : « Ce sera une rencontre de football et pas une guerre, on devra jouer et se comporter dans les tribunes avec esprit chevaleresque et sérénité, pour démontrer que les peuples s'entendent mieux dans certaines occasions que leurs propres gouvernements. »

COMMENTAIRE

De nombreux télespectateurs du match de quart de finale de la Coupe du monde Argentine-Angleterre, diffusé en direct dimanche sur TF 1, ont été choqués des propos « racistes » du commentateur Thierry Roland, à l'adresse de l'arbitre tunisien, M. Ali Bannacek.

En 1977, au cours d'un match Bulgarie-France, Thierry Roland avait été sévèrement critiqué pour avoir traité l'arbitre britannique Ian Foot de « salaud ». On l'avait également critiqué après les affrontements du Heysel en mai 1985, jugeant que ses commentaires sportifs n'étaient pas adaptés au drame qui venait de se produire.

de la République, M. Raoul Alfonsín, de retirer la sélection argentine de la Coupe du monde afin de faire « un acte démontant l'affirmation permanente des droits du pays sur les Malouines et les îles de l'Atlantique sud ». A défaut, ils réclamaient avant le coup d'envoi une minute de silence en mémoire des victimes de la guerre.

Après la réponse du secrétaire d'Etat aux sports, M. Rodolfo O'Reilly, qui estimait que l'Argentine « ne gagnerait rien » dans ce conflit si elle rappelait son équipe du Mexique, le président argentin avait lui-même exhorté les footballeurs de son pays à jouer « avec beaucoup de calme », mais à faire « tout ce qu'ils peuvent pour gagner ».

Sifflets

En fait, si joueurs et entraîneurs des deux équipes avaient affirmé leur intention de disputer leur quart de finale sans arrière-pensées, le risque pouvait venir de la présence dans les tribunes de quelque cinq mille jeunes Britanniques et de huit mille Argentins, dont cinq mille résidents au Mexique. A la veille de la rencontre, quelques provocations

Cela n'avait pas empêché les Argentins et sans doute quelques Mexicains sensibilisés par les articles de presse sur les footballeurs, ou désireux de soutenir le dernier représentant du continent américain après les éliminations, la veille, du Mexique et du Brésil, de siffler copieusement le Go Save the Queen avant le coup d'envoi.

De la main

Sur le terrain, le pacte de non-agression était respecté au-delà du souhaitable. Grâce à leur incomparable technique individuelle, les Argentins monopolisaient le plus souvent le ballon, sans toutefois parvenir en position de tir. Comme les Anglais ne se montraient pas plus dangereux sur leurs contres, le spectacle se déplaçait dans les tribunes où des supporters des deux équipes, sans doute pour tromper leur ennui, se livraient à quelques chauffonnées, vite réprimées par les militaires ou les forces de police.

Heureusement, Diego Maradona, seule star du football égale à sa réputation dans ce Mondial 86, allait accaparer l'attention du public et faire basculer le match en deuxième mi-temps. A la 51<sup>e</sup> minute tout d'abord, où il sollicitait un « une-deux » avec Jorge Valdano et devançait la sortie de Peter Shilton pour inscrire, de la... main, le premier but.

Trois minutes plus tard, il récidivait et s'élançait de son propre camp au milieu de trois défenseurs anglais qu'il prenait de vitesse. Dans sa course, il en dribblait deux autres, puis Peter Shilton sorti à sa rencontre et, toujours avec son pied gauche magique, il poussa le ballon dans le but vide.

Cent mille spectateurs debout pouvaient acclamer l'auteur de ce but d'anthologie. Malgré un but à dix minutes de la fin de Gary Lineker - son sixième depuis le début du Mondial dont il est le meilleur marqueur à l'issue des quarts de finale, - l'Angleterre n'a pu se relever de ce doublé de Maradona, qui fait de l'Argentine le seul qualifié pour les demi-finales qui n'ait pas eu recours aux coups de pied au but.

G. A.

LES DEMI-FINALES

- (25 juin)
● France-RFA à Guadalajara, TF1 à 19 h 55\*.
● Argentine-Belgique à Mexico, A2 à 23 h 55\*
\* Sauf modification en cas de grève.

AUTOMOBILISME

Ayrton Senna repasse en tête

Vingt-quatre heures après le football toujours aux Amériques, mais cette fois plus au nord, dans les rues de Detroit, baptisé « Motown », la capitale mondiale de l'automobile le Brésil et la France étaient à nouveau en compétition.

Le Brésil d'abord, avec la victoire du pilote Ayrton Senna au volant de sa Lotus, qui, lors de son tour d'honneur drapeau jaune et vert à la main, manifestait sa joie d'avoir « vengé » la défaite de la sélection de football.

La France ensuite, avec le joli début de course des deux Ligier-Gitanes pilotés par René Arnoux et Jacques Laffite, ce dernier finissant à eux seuls deuxième de l'épreuve.

La France toujours avec la troisième place d'Alain Prost au volant de sa McLaren, qui perd toutefois la première place au championnat du monde de formule 1 au profit de Senna.

Dès son arrivée à Detroit, jeudi 19 juin, Alain Prost expliquait qu'il avait en horreur ce circuit urbain.

De plus en plus bosselé, il est encore pire que l'année dernière.

Les bleus en fête

« Je suis très fier », expliquait Senna après sa victoire. Celo a été un grand prix épuisant pendant lequel j'étais partagé entre le désir d'attaquer et celui de conduire prudemment pour ne pas taper les murs qui bordent la chaussée, dont j'ai eu peur pendant toute la course.

C'est à ce moment que les deux Français René Arnoux et Jacques

Laffite prenaient la tête et la gardaient pendant quatre tours. On n'avait pas vu les bleus à pareille fête depuis longtemps. Les deux Ligier battaient les records du tour et Jacques Laffite passait son coéquipier (18<sup>e</sup> tour) pour se porter en tête. Mais, derrière, la bataille faisait rage. Arnoux, Mansell, Prost et Piquet se retrouvaient « dans un mouchoir ». Senna remontait à une vitesse vertigineuse. Le champion du monde, d'ailleurs, ne pouvait pas résister aux deux Brésiliens, tandis que René Arnoux laissait un instant ses adversaires s'expliquer pour un arrêt au stand (pneus), tout comme, un peu plus tard, Prost (30<sup>e</sup>), Mansell et Laffite (31<sup>e</sup>).

Piquet en tête devant Senna, le sort de la course s'était peut-être joué dans les stands. Un arrêt de près de 20 secondes pour la Williams, 8 seulement pour la Lotus. En fait, Senna avait comblé ce handicap, Piquet était victime d'un accident qui l'obligeait à abandonner et à laisser son compatriote face à trois Français, Arnoux, Prost et Laffite.

Avec 15 secondes de retard, Arnoux accélérât l'allure afin de

lenter de revenir sur le Brésilien. Mais lui aussi allait être victime d'un accident (47<sup>e</sup>). Les freins, particulièrement mis à l'épreuve à Detroit, étaient la cause de ces incidents. Les poursuivants de Senna (Prost, Laffite, Mansell et Alberto) avaient décidé de réduire considérablement l'allure, de laisser filer la Lotus-Renault qui prenait même un tour à la Ferrari de Michele Alboreto et à la Williams-Honda de Nigel Mansell.

Désireux de ne pas perdre l'occasion de marquer des points au championnat, Prost évitait tout risque, les freins de la McLaren ne lui permettant plus de garder un rythme normal. Prost ne résistait pas à Laffite qui s'installait à la deuxième place derrière Senna, à huit tours de l'arrivée. « Quand j'étais devant Prost, je me suis contenté de lui montrer que je pouvais accélérer dès qu'il s'approchait de trop près », expliquait le « Fleux », comme il s'est défini lui-même à la fin de la course, ajoutant avec un sourire : « De toute façon, je ne l'aurais jamais laissé passer ».

ATHLÉTISME

La saison des records

La saison athlétique, qui doit culminer en septembre prochain avec les championnats d'Europe à Athènes, est déjà bien lancée. Deux records du monde ont en effet été améliorés ce week-end au cours de la rencontre URSS-RDA disputée à Tallin (Estonie) et gagnée 210 à 168 par les Soviétiques.

Samedi 21, l'Allemande de l'Est Heide Dreschler a réussi un saut en longueur de 7,45 mètres, soit 1 centimètre de plus qu'il y a neuf mois à Berlin-Est. Depuis que la Soviétique Wilma Bardauskene (7,07 m) a été la première femme à passer la barre des 7 mètres en 1976, la spécialité a donc progressé de près de 40 centimètres, grâce successivement aux Roumaines Anisoara et Smir (7,15 m, puis 7,21 m et 7,43 m) et Vali Ionescu (7,20 m), avant de redevenir l'apanage d'une Allemande de l'Est avec Dreschler.

Dimanche 22, c'est le Soviétique Yuri Sedikh qui a amélioré de 32 centimètres son record du monde du lancer du marteau en réalisant un jet de 86,66 mètres. C'est la cinquième fois que Sedikh a fait progresser ce record depuis qu'il l'a détenu pour la première fois en 1980 avec un jet de 80,36 mètres. Son principal rival dans cette spécialité est son compatriote Sergei Litvinov, qui, entre-temps, s'est approprié trois fois le record avec des

lancers allant de 81,66 mètres à 84,14 mètres.

A l'occasion de la réunion internationale de Saint-Denis, le 21 juin, aucune performance de niveau mondial n'a été enregistrée. Toutefois, outre les bonnes prestations du hollander Stéphane Caristan (13 s 42 sur 110 mètres haies) et du sauteur en longueur Norbert Brige (8,02 mètres), il faut relever le record de France du triple saut établi par Serge Hélan. En dépit d'un vent défavorable de 1,34 mètre par seconde, il a atteint 16,95 mètres, soit 1 centimètre de plus que Benoist Lamitié en 1979. Agé de vingt-deux ans, Serge Hélan, originaire de la Guadeloupe, devrait être en mesure de dépasser les 17 mètres prochainement grâce à la vitesse de sa course d'approche et à sa maîtrise technique, ainsi qu'aux facilités d'entraînement que lui procure un emploi à bordiers aménagés à l'UAP. Toutefois, un gabarit modeste (1,76 mètre pour 70 kilos) ne devrait pas lui permettre d'atteindre le niveau mondial, proche des 18 mètres. Au cours des championnats des Etats-Unis ce même week-end, trois triple-sauteurs ont franchi 17,50 mètres, le vainqueur, Charles Symkins, atteignant 17,97 mètres, soit la seconde meilleure performance de tous les temps.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES 25 KILOMÈTRES (A Motocycle-Viel)
● Hommes. - 1. Louisno (CSGC), 1 h 18 mn 25 s ; 2. Pêtriment (V-S), 1 h 18 mn 30 s ; 3. Madelon, 1 h 18 mn 31 s.

● Femmes. - 1. Langlois (AUC), 1 h 32 mn 6 s ; 2. Rapet (ENGAB), 1 h 33 mn 32 s ; 3. Saugnac (ASPTTB), 1 h 36 mn 30 s.

Automobilisme

GRAND PRIX DE FORMULE 1 DE DETROIT
1. Senna (Lotus-Renault), les 253,465 km en 1 h 51 mn 84 s (moyenne 136,753 km/h) ; 2. Laffite (Ligier-Renault), à 31 s ; 3. Prost (McLaren-TAG-Forsche), à 31 s 8 ; 4. Alboreto (Ferrari), à 1 mn 30 s 9 ; 5. Mansell (Williams-Honda), à 1 tour ; 6. Patrese (Brabham-BMW) ; 7. Dumler (Ligier-Renault) ; 8. Palmer (Zakspeed) ; 9. Streiff (Tyrrell-Renault) ; 10. Warwick (Brabham-BMW), à 3 tours.

● Classement provisoire de championnat du monde. 1. Ayrton Senna (Bré.), 36 pts ; 2. Prost (Fr.), 33 ; 3. Mansell (G-B), 29 ; 4. Piquet (Bré.), 19 ; 5. Rosberg (Fin.), 14 ; 6. Laffite (Fr.), 13.

Golf

CHAMPIONNAT DE FRANCE PROFESSIONNEL (à Villeneuve-la-Comtesque)
Le Toulonnais Michel Tapia a remporté le championnat de France professionnel FF4 de golf, le 22 juin, en cofiant sur le fil Gery Watine, qui passait à 5 coups d'avance sur lui avant la quatrième et dernière journée de compétition. Il fallut attendre le putting du 7<sup>e</sup> et dernier trou pour que Tapia, qui n'avait pas gagné de tournoi depuis 1981, remporte son premier titre de champion de France avec 279 coups.

Motocyclisme

SIX HEURES DE ZELTWEG (Autriche)
L'équipage français Gérard Coudray - Patrick Igoa (Honda), tenant du titre mondial et vainqueur des dernières 24 heures du Mans, l'est une nouvelle fois imposé, le 22 juin, dans la deuxième épreuve du championnat du monde d'endurance, les Six Heures de Zeltweg. Ils ont précédé de deux tours les Français Malineau et Le Bihan (Suzuki) et de six tours l'équipage anglo-suédois Oxley-Kultalahi (Yamaha).

CYCLISME

L'autre Madiot

On attend du championnat de France qu'il désigne le meilleur Français de l'année, mais il est rare que ce résultat soit aussi évident, une épreuve d'un jour restant ouverte à toutes les incertitudes.

A Châteaulin (Finistère) dimanche 22 juin, sur le très beau circuit de l'Aulne envahi par plus de 70000 spectateurs, la victoire a récompensé Yvon Madiot, vingt-quatre ans - frère de Marc, l'évainqueur de Paris-Roubaix, qui obtient son premier succès de la saison. Succès usurpé ? Certainement pas. Le coureur angevin s'était classé neuvième du Tour des Flandres, puis treizième de Liège-Bastogne-Liège, terminant chaque fois en tête des « tricolores », et il avait démontré à différentes reprises sa valeur grandissante.

Ce très bon équipier de Laurent Fignon, installé aux avant-postes pour contrôler les mouvements offensifs, fut d'ailleurs le plus prompt à enrayer l'attaque décisive de Jean-Claude Bagot, une dizaine de kilomètres avant l'arrivée. Il devait finalement gagner au sprint devant Jean-Claude Leclercq, qui complétait le trio de pointe. Or, ce même Leclercq n'était autre que le tenant du titre. Assez discret à la suite de ce coup de force inattendu de l'été passé, il a recouvré opportunément une forme satisfaisante et le doit sans doute à sa participation au Tour de Suisse, dont il porta le maillot de leader l'espace d'une étape.

Moment fort de ce championnat de France, l'action conjuguée de Bagot, Yvon Madiot et Leclercq condamna immédiatement Gomez, Pensee, Caritoux, Jean-François Bernard, Barmeau et Fignon, qui faisaient partie du premier groupe. Ayant tenu sa chance sans parvenir à conclure, Fignon accepta ensuite

de se mettre au service de Madiot et de protéger son échappée. Sa place de sixième dans le sillage de Pensee et de Domicio Arnaud constitue néanmoins un résultat bonifié. Mais, à deux semaines du Tour de France, on continue de s'interroger sur ses réelles possibilités.

En ce sens, l'épreuve de Châteaulin aura confirmé les résultats du Dauphiné libéré et du Midi libre. Elle nous a montré un Laurent Fignon successivement brillant et volubile et qui envisage l'avenir immédiat avec confiance. Bernard Hinault se montre tout aussi optimiste. Il a pourtant effectué une course en retrait, peut-être volontairement effacé, histoire de brouiller les cartes à la veille de la grande boucle, qui risque de s'engager comme une partie de poker menteur. Quant à Gilbert Duclos-Lassalle, le favori parce que le meilleur Français de la saison, il fut éliminé par une chute.

Avant Yvon Madiot, Jeannie Longo avait remporté pour sa part son huitième titre national. Sans le moindre problème. Et sur un parcours qui ne lui convenait guère, la championne du monde de vitesse Isabelle Nicoloso s'est classée troisième.

JACQUES AUGENDRE.

● SPORTS ÉQUESTRES : mort d'un cavalier. - Dariusz Soroka, un cavalier polonais de dix-neuf ans, est mort écrasé sous son cheval, samedi 21 juin, pendant l'épreuve de cross du concours complet international du Touquet. Son cheval, Tajfun, a trébuché sur l'avant-dernier obstacle, à 300 mètres de l'arrivée, et est retombé lourdement sur son cavalier, un étudiant de Drzonkow (Silésie), qui est mort sur le coup.

10 BONS METIERS POUR DEMAIN Un dossier indispensable aux futurs cadres. SCIENCE & VIE ECONOMIE JUILLET/AOUT

TWA Flâneries Américaines : l'affaire de l'été. 2 nuits d'hôtel gratuites. Réservez 5 nuits d'hôtel dans certains Holiday Inns\*. TWA Flâneries Américaines vous offre 2 nuits supplémentaires pour une semaine entière aux Etats-Unis. 3 semaines de voiture gratuites. Une offre fabuleuse de TWA Flâneries Américaines et de Hertz : une location de voiture sans chauffeur\* gratuite. Les bas tarifs transatlantiques TWA. Toutes ces offres, combinées à nos bas tarifs transatlantiques vous permettent de profiter au mieux de l'affaire de l'été : TWA Flâneries Américaines. TWA ouvre la voie vers les USA.

# société

## MÉDECINE

### UN CONGRÈS MONDIAL A PARIS

#### L'épidémie de SIDA ne cesse de progresser

Deux mille cinq cents participants, dont de nombreux Africains, deux cents communications en séances, sept cents autres par panneaux spéciaux. Le succès que rencontre le congrès sur le SIDA, qui s'ouvre ce lundi 23 juin au Palais des congrès de Paris, traduit la prise de conscience mondiale de ce problème de santé publique parmi les plus préoccupants de ce siècle.

L'Organisation mondiale de la santé, co-organisatrice du congrès - présidé par les professeurs Jean-Claude Gluckman et Luc Montagnier - et dont les représentants sont tous à Paris, vient de publier le bilan des cas de SIDA dont le nombre ne cesse de progresser, à l'est comme à l'ouest, dans les vingt-neuf pays d'Europe qui adhèrent à présent au centre spécifique d'épidémiologie qu'elle a créé pour surveiller la progression de la maladie.

Le nombre des malades atteints de SIDA avéré représente, au 31 mars 1986, plus de 50 000 en Afrique, 22 500 aux Etats-Unis et 2 542 pour les 17 pays d'Europe (de l'est et de l'ouest) qui collaborent au centre spécial constitué par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). L'augmentation du nombre des cas - augmentée depuis 1981 - atteint 163 % en un an en Europe, et l'on estime, de part et d'autre de l'Atlantique, que 20 à 30 % des cas ne sont pas déclarés comme tels au moment du décès, pour des raisons multiples d'ordre sociopsychologique.

Le SIDA est devenu la première cause de mortalité chez les hommes âgés de trente à trente-neuf ans dans la ville de New-York et le ministère américain de la santé estime que, dans cinq ans, les Etats-Unis compteront 145 000 malades (dont 3 000 enfants) avec plus de 55 000 décès par an, soit nettement plus que ceux qu'entraînent les accidents de la route (45 000 morts en 1985).

La France dénombreait au 31 mars, 707 cas, dont 320 décès, avec une progression continue de dix nouveaux cas par semaine. La plupart des malades sont homosexuels (68 %), mais 20 à 30 % des hémophiles ont été contaminés par leur traitement et la moitié des toxicomanes par leurs seringues. Selon les données des centres de transfusion (dépistage systématique des donneurs de sang) de 100 000 à 200 000 Français sont contaminés.

Is sont deux millions aux Etats-Unis et plus encore en Afrique où la pauvreté des budgets de santé interdit pour l'instant la mise en place d'un dépistage protecteur. Le président Reagan vient d'adresser 2 millions de dollars à l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) pour contribuer à cette mise en place. Cette somme est équivalente à ce que rapporte, par an, le revenu du brevet sur les tests de dépistage, revenus que se disputent Français et Américains.

#### Plus que les accidents de la route

Outre le poids de souffrances physiques et psychologiques qu'implique cette maladie, son impact économique pour les pays concernés est considérable, en raison même de sa gravité et de la mobilisation hospitalière et thérapeutique qu'elle implique.

Une étude portant sur les dix mille premiers cas enregistrés aux Etats-Unis indique que le coût de leurs soins s'est élevé à 6,3 milliards de dollars (44 milliards de francs), et que ceux-ci ont nécessité un million six cent mille journées d'hôpital, dans des services lourds, de réanimation souvent. Aux fins de comparaison, le coût total pour les Américains atteints du cancer du poumon s'est élevé à 1,6 milliard de dollars (soit quatre fois moins) et celui des accidents de la route à 2,7 milliards de dollars.

A l'heure actuelle, le coût du SIDA, à lui seul, atteint et même dépasse le coût total pour le budget de la santé des Etats-Unis de l'ensemble de toutes les maladies infectieuses.

En outre, 90 % des malades (et des morts) ont entre vingt et quarante-neuf ans. « *Jamaïs auparavant*, écrit un jeune médecin hospitalier américain, nous n'avions vu

Le « Monde de la médecine », qui paraîtra exceptionnellement demain (daté 25 juin), publiera un entretien avec le professeur Luc Montagnier et le bilan épidémiologique de l'Organisation mondiale de la santé.

avant de sujets jeunes, jusqu'alors en bonne santé, mourir aussi vite sans que la médecine, que nous pensions toute-puissante, puisse faire quoi que ce soit pour eux... » Et il demande une formation spéciale pour les médecins résidents, confrontés à une situation de stress sans précédent, tant sur le plan technique que sur le plan psychologique.

Situation sans précédent également pour les compagnies d'assurance dont les représentants seront présents à Paris, comme ils l'étaient à Atlanta ou à Bruxelles aux autres congrès internationaux sur le SIDA. Plusieurs de ces compagnies (anglaises notamment) veulent exiger, avant d'accorder un contrat, la preuve que leur client n'a pas un test positif au virus. Devant les protestations d'ordre éthique que soulève cette décision, elles envisagent de constituer un *high risk pool*, ou fonds commun de réassurance, qui assurerait les quelques 150 000 dollars (1 050 000 F) que coûte en moyenne un malade atteint du SIDA (2).

La sombre perspective d'un demi million de malades répartis, dans cinq ans, entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, sans compter les quatre à cinq millions de personnes contagieuses et dont on ne sait pas encore dans quelle proportion elles feront la maladie, justifie l'ampleur de l'effort scientifique entrepris pour mettre au point un test positif, si ce n'est un vaccin, tant un vaccin qu'une thérapeutique efficace.

#### Génocide en puissance

En attendant cette victoire, à laquelle croient les chercheurs que nous avons interrogés, mais qui n'aurait ni se produire qu'à l'échéance de cinq à dix ans, le seul élément positif réside dans la très faible contagiosité du virus, qui ne se propage que par le sang ou le sperme.

Le bilan qui vient d'être publié sur l'étude entreprise durant deux années chez tous les personnels soignants de Californie amène à étayer journellement les malades atteints de SIDA est, sur ce plan, explicite. Sur les quelque mille personnes suivies mensuellement tant sur le plan clinique que sur le plan du dépistage, deux seulement ont présenté un test positif. Un accident s'était produit chez ces deux infirmières, qui avaient subi la suite d'une erreur de manipulation une pipette profonde par une seringue infectée ayant servi à prélever le sang d'un malade... Or ces hommes et ces femmes qui obtiennent jour et nuit, avec un dévouement inouï, de grands malades, leurs crachats, leurs saignements, leurs plaies infectées, leurs diarrhées et leurs vomissements, sont à l'évidence plus exposés que quiconque dans la population...

Les cas de SIDA avérés observés en France concernent pour 68 % des homosexuels, pour 4 % des drogués, pour 36 % des sujets qui ont subi une transfusion contaminée et pour 0,5 % des hémophiles. La mise au point de tests de dépistage permettront de protéger dorénavant ces deux dernières catégories de victimes. La crainte du SIDA apportera peut-être aux drogués une raison valable pour, selon leur expression, « *s'écarter autrement* ». Les efforts de prévention que déploie la communauté homosexuelle internationale devraient permettre pour leur part - sinon de supprimer - du moins d'endiguer l'extension de la maladie.

La situation est malheureusement plus préoccupante en Afrique, où les femmes (et donc les enfants qu'elles portent) sont atteintes au même degré que les hommes. L'Afrique place dès lors tous ses espoirs dans l'amplification des recherches et l'aide à l'Afrique.

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

1) Vingt-neuf pays adhèrent à présent au Centre collaborateur O.M.S. sur le SIDA (la RDA, Israël et la Roumanie sont les derniers adhérents). Son dernier bilan épidémiologique vient d'être publié par les docteurs J.-B. Brunet et R. Ancelle (hôpital Claude-Bernard, à Paris).

2) Cette somme représente le seul coût hospitalier moyen. Il faut y ajouter les soins à domicile, les médicaments divers, la mise en invalidité et, bien entendu, l'assurance-vie.

## ÉDUCATION

### LES RÉSULTATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

- Près de la moitié des nominations récompensent la région parisienne
- Les vedettes de la province : les lycées Branly à Lyon et Georges-de-la-Tour à Metz.

La soirée 1986 du Concours général confirme les tendances observées depuis plusieurs années. Les candidats ont été cette année encore un peu plus nombreux à se présenter (4 518 au lieu de 4 274 l'an dernier) et les lycées qui s'inscrivent habituellement en haut de tableau gardent la vedette. Ainsi, Louis-le-Grand de Paris, qui s'adjuge cette année treize mentions (six prix et sept accésits) devant le lycée Henri-IV et l'École de chimie de Paris, décrochent ex aequo. Vient

ensuite le lycée international de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

Sur cent quatre-vingt-neuf nominations, quatre-vingt-quatre récompensent des élèves de Paris (cinquante-trois prix et accésits) et de la région parisienne. En province, les lycées les plus souvent cités sont Branly à Lyon, Georges-de-la-Tour à Metz (cinq citations chacun), Pomtes-de-Thiard à Chalon-sur-Saône, Carnot à Dijon et Pontonnières à Stras-

bourg. Parmi les lauréats les plus remarquables, on relève quelques brillants « cumulards », comme Julien Carmona, du lycée Victor-Duruy de Paris (second prix de français et d'histoire), et Stéphane Wandresse, du lycée Rabelais de Meudon (troisième accésit en dessin et deuxième prix en musique). Il n'y a pas eu de premier prix en anglais, en espagnol, en sciences économiques et aucun prix en arabe.

Classes de première		Classes terminales	
<b>COMPOSITION FRANÇAISE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Hélène Frappat (1 <sup>er</sup> A, 1, Michèle, Vanves) ; 2 <sup>e</sup> prix : Julien Carmona (1 <sup>er</sup> A, Victor-Duruy, Paris) et Isabel Violante (1 <sup>er</sup> A, Fontannier, Strasbourg).	<b>COMPOSITION FRANÇAISE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Olivier Zegna (C, Saint-Exupéry, Lyon) et David Fontaine (A, Henri-IV, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>ALLEMAND</b>	1 <sup>er</sup> prix : Kira Tassman (1 <sup>er</sup> A, Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 2 <sup>e</sup> prix : Stefan Ulrich (1 <sup>er</sup> S, Lycée international de Ferney-Voltaire) ; Patrick Boeglin (1 <sup>er</sup> S, Montaigne, Mulhouse).	<b>PHILOSOPHIE</b> (Série A)	1 <sup>er</sup> prix : Julien Cueille (A, Edmond-Perrier, Tulle) ; 2 <sup>e</sup> prix : René Chiche (A, Charles-les-Chausses, Roissy-en-Brie) ; 3 <sup>e</sup> prix : Mathieu Potte (A, Le Font, Thiers).
<b>ITALIEN</b>	1 <sup>er</sup> prix : Isabel Violante (1 <sup>er</sup> A, Fontannier, Strasbourg) ; 2 <sup>e</sup> prix : Frédéric d'Ascenzo (1 <sup>er</sup> A, Voltaire, Paris) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>PHILOSOPHIE</b> (Séries B, C, D, E)	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : Laurent Oules (C, Louis-le-Grand, Paris) et Séverine Lebre (B, Carnot, Dijon).
<b>PORTUGAIS</b>	1 <sup>er</sup> prix : Manuel Jorge (1 <sup>er</sup> S, Camille-Jullian, Bordeaux) ; 2 <sup>e</sup> prix : François Gomes (1 <sup>er</sup> A, Molière, Paris) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>SCIENCES NATURELLES</b>	1 <sup>er</sup> prix : Karine Lignel (D, Le Parc, Lyon) ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : Fabienne Trivi (D, Robert-Schuman, Metz).
<b>RUSSE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Pierre Toromanoff (1 <sup>er</sup> S, Hélène-Boucher, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : Fabienne Akaraz (1 <sup>er</sup> S, Vaugelas, Chambéry) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>SCIENCES PHYSIQUES</b>	1 <sup>er</sup> prix : Jean-Marc Daul (C, A.-Châtelet, Douai) ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : Marc Czarnecki (C, Lakanal, Soaux).
<b>ARABE</b>	Aucun prix décerné.	<b>MATHÉMATIQUES</b>	1 <sup>er</sup> prix : David Harari (C, Louis-le-Grand, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : Nathanaël Enriquez (C, Saint-Charles, Marseille) ; 3 <sup>e</sup> prix : Paul Brousseau (C, Thiers, Marseille).
<b>ESPAGNOL</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Divina Cabo (1 <sup>er</sup> S, Lamartine, Paris) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>GÉOGRAPHIE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Dominique Sanchez (C, Louis-Rascol, Albi) ; 2 <sup>e</sup> prix : Stéphane Fermigier (C, Louis-le-Grand) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>ANGLAIS</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Larisa Dryanitsky (1 <sup>er</sup> A, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Michel Ruis (B, Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>VERSION LATINE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Jean Hadas-Lebel (1 <sup>er</sup> S, Victor-Duruy, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : Mathilde Catz (1 <sup>er</sup> S, Henri-IV, Paris) ; 3 <sup>e</sup> prix : Elém Zsigor (1 <sup>er</sup> S, Jean-Moulin, Lyon).	<b>MUSIQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Pierre Farago (A, Racine, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : Stéphane Wandresse (B, Rabelais, Meudon) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>THÈME LATIN</b>	1 <sup>er</sup> prix : Anne Pradoux (1 <sup>er</sup> S, Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand) ; 2 <sup>e</sup> prix : Christel Dabaouille (1 <sup>er</sup> S, Pothier, Orléans) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>ÉCONOMIE GÉNÉRALE OU ORGANISATION DE L'ENTREPRISE</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Yves Giuliani (G2, Grand-Château, Montéhard) ; 3 <sup>e</sup> prix : Christophe Dupuis (G3, lycée d'Etat mixte, Montoie).
<b>VERSION GRECQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Philippe Gessaux (1 <sup>er</sup> S, Jean-Lucrat, Perpignan) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>CONSTRUCTION</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Jean-René Roubit (E, LÉGIT, Troyes) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>HISTOIRE</b>	1 <sup>er</sup> prix : David Spector (1 <sup>er</sup> S, Louis-le-Grand, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : Julien Carmona (1 <sup>er</sup> A, Victor-Duruy, Paris) ; 3 <sup>e</sup> prix : Benoît Hazebrouck (1 <sup>er</sup> S, Le Corbusier, Poissy).	<b>CONSTRUCTION MÉCANIQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Laurent Bizet (F1, Ghémichen, Châlons-sur-Marne) ; 2 <sup>e</sup> prix : Michel Dorget (F1, Victor-Hugo, Besançon) ; 3 <sup>e</sup> prix : Xavier Balsegur (F1, Jules-Ferry, Versailles).
<b>GÉOGRAPHIE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Pascal Poupep (1 <sup>er</sup> S, Camille-Sée, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : Christophe Brullard (1 <sup>er</sup> S, Georges-de-la-Tour, Metz).	<b>ÉLECTRONIQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Jean-Pierre Martinez (F2, E.-Branly, Lyon) ; 2 <sup>e</sup> prix : Pierre Barrière (F2, E.-Branly, Lyon) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Laurent Frossi (1 <sup>er</sup> B, Joffre, Montpellier) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>ÉLECTROTECHNIQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Christophe Guillet (F3, E.-Branly, Lyon) ; 2 <sup>e</sup> prix : Christophe Issartel (F3, E.-Branly, Lyon) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.
<b>CONSTRUCTION</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : Ludovic Demangel (1 <sup>er</sup> F1, lycée technique Pierre-Mendès-France, Epinal) ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>GÉNIE CIVIL</b>	1 <sup>er</sup> prix : non décerné ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : Patrick Fourbonas (F4, P.-Caramitot, Egletons).
<b>MUSIQUE</b>	1 <sup>er</sup> prix : Marc Coppey (1 <sup>er</sup> A, Racine, Paris) ; 2 <sup>e</sup> prix : non décerné ; 3 <sup>e</sup> prix : non décerné.	<b>PHYSIQUE ET ÉLECTRICITÉ</b>	Pas de prix décerné.

## REPÈRES NUCLEAIRE

### Les retombées de Tchernobyl

Le travail a repris dans six fermes d'Etat proches de la centrale nucléaire de Tchernobyl, mais les ouvriers agricoles sont relégués tous les dix jours, indique la publication soviétique de langue anglaise *Moscow News*. Des pompiers américains de Schenectady, dans l'Etat de New-York, ont décidé de remettre à leurs collègues soviétiques une plaque rendant hommage aux six pompiers ukrainiens morts dans l'accident de la centrale.

En Grande-Bretagne, la vente d'agneaux vient d'être interdite pendant trois semaines dans deux régions de l'Ouest du pays, parce qu'un taux anormal de césium a été détecté après le passage du nuage radioactif. En France, plusieurs milliers d'antinucléaires ont manifesté dimanche 22 juin à Saint-Jean-du-Doigt (Finistère) pour protester contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire.

Divers partis politiques, associations et mouvements se sont joints à l'appel contre le projet de loi sur les étrangers (*le Monde* du 20 juin). Les nouveaux signataires sont : France Pluriel, la Fédération des travailleurs africains en France, l'Association démocratique des Français de l'étranger, Génération 2 000, les Verts, le Parti communiste français, le PSU, le Mouvement anarchiste, Droits socialistes de l'homme, le Ligue de l'enseignement, le Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement gaulliste populaire, le Mouvement des radicaux de gauche, le Nouvelle Action royaliste, la fondation Civisme et démocratie (CIDEM), le théâtre AIR, le SNES, l'Association française d'anthropologie, le Syndicat unifié des impôts, le conseil de la Communauté portugaise et le CEDETIM.

## IMMIGRATION

### Signatures contre le projet de loi

Divers partis politiques, associations et mouvements se sont joints à l'appel contre le projet de loi sur les étrangers (*le Monde* du 20 juin). Les nouveaux signataires sont : France Pluriel, la Fédération des travailleurs africains en France, l'Association démocratique des Français de l'étranger, Génération 2 000, les Verts, le Parti communiste français, le PSU, le Mouvement anarchiste, Droits socialistes de l'homme, le Ligue de l'enseignement, le Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement gaulliste populaire, le Mouvement des radicaux de gauche, le Nouvelle Action royaliste, la fondation Civisme et démocratie (CIDEM), le théâtre AIR, le SNES, l'Association française d'anthropologie, le Syndicat unifié des impôts, le conseil de la Communauté portugaise et le CEDETIM.

Divers partis politiques, associations et mouvements se sont joints à l'appel contre le projet de loi sur les étrangers (*le Monde* du 20 juin). Les nouveaux signataires sont : France Pluriel, la Fédération des travailleurs africains en France, l'Association démocratique des Français de l'étranger, Génération 2 000, les Verts, le Parti communiste français, le PSU, le Mouvement anarchiste, Droits socialistes de l'homme, le Ligue de l'enseignement, le Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement gaulliste populaire, le Mouvement des radicaux de gauche, le Nouvelle Action royaliste, la fondation Civisme et démocratie (CIDEM), le théâtre AIR, le SNES, l'Association française d'anthropologie, le Syndicat unifié des impôts, le conseil de la Communauté portugaise et le CEDETIM.

Divers partis politiques, associations et mouvements se sont joints à l'appel contre le projet de loi sur les étrangers (*le Monde* du 20 juin). Les nouveaux signataires sont : France Pluriel, la Fédération des travailleurs africains en France, l'Association démocratique des Français de l'étranger, Génération 2 000, les Verts, le Parti communiste français, le PSU, le Mouvement anarchiste, Droits socialistes de l'homme, le Ligue de l'enseignement, le Ligue communiste révolutionnaire, le Mouvement gaulliste populaire, le Mouvement des radicaux de gauche, le Nouvelle Action royaliste, la fondation Civisme et démocratie (CIDEM), le théâtre AIR, le SNES, l'Association française d'anthropologie, le Syndicat unifié des impôts, le conseil de la Communauté portugaise et le CEDETIM.

## RELIGION

### Le pape chez les drogués

Le pape a inauguré un centre de réinsertion de drogués, le samedi 21 juin à Rome, fondé par un prêtre italien, Don Mario Picchi. Des ambassadeurs, le ministre Giulio Andreotti, le maire de Rome et le président de la Fiat Giovanni Agnelli étaient venus marquer leur volonté de collaborer en faveur de la réhabilitation des toxicomanes. Jean-Paul II a insisté sur la responsabilité personnelle du consommateur de drogue : « *Personne ne pourra lui tendre la main s'il ne décide pas de la saisir avec la force de celui qui cherche à se sortir de l'eau*. » Il a surtout demandé une coopération de l'information sur « *une tragédie qui s'étend dans une société si angossée et si pauvre moralement* ». Médias, écoles, organisations humanitaires et familles sont invitées à coopérer davantage.

Le pape a inauguré un centre de réinsertion de drogués, le samedi 21 juin à Rome, fondé par un prêtre italien, Don Mario Picchi. Des ambassadeurs, le ministre Giulio Andreotti, le maire de Rome et le président de la Fiat Giovanni Agnelli étaient venus marquer leur volonté de collaborer en faveur de la réhabilitation des toxicomanes. Jean-Paul II a insisté sur la responsabilité personnelle du consommateur de drogue : « *Personne ne pourra lui tendre la main s'il ne décide pas de la saisir avec la force de celui qui cherche à se sortir de l'eau*. » Il a surtout demandé une coopération de l'information sur « *une tragédie qui s'étend dans une société si angossée et si pauvre moralement* ». Médias, écoles, organisations humanitaires et familles sont invitées à coopérer davantage.

Le pape a inauguré un centre de réinsertion de drogués, le samedi 21 juin à Rome, fondé par un prêtre italien, Don Mario Picchi. Des ambassadeurs, le ministre Giulio Andreotti, le maire de Rome et le président de la Fiat Giovanni Agnelli étaient venus marquer leur volonté de collaborer en faveur de la réhabilitation des toxicomanes. Jean-Paul II a insisté sur la responsabilité personnelle du consommateur de drogue : « *Personne ne pourra lui tendre la main s'il ne décide pas de la saisir avec la force de celui qui cherche à se sortir de l'eau*. » Il a surtout demandé une coopération de l'information sur « *une tragédie qui s'étend dans une société si angossée et si pauvre moralement* ». Médias, écoles, organisations humanitaires et familles sont invitées à coopérer davantage.

## RECHERCHE

### Le SGEN : pour le maintien des concours

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection du Comité national de la recherche scientifique (*le Monde* du 21 juin), le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur a décidé d'introduire les concours de recrutement des chercheurs, et de proposer une embauche temporaire aux candidats qui seront jugés aptes par des commissions d'experts. Le SGEN-CPDT vient d'écrire au ministre, M. Alain Devaquet, pour contester cette procédure. Il soutient que les jurys d'admission ont une existence légale indépendante du Comité national dont ils sont issus, et en veut pour preuve que, dans l'enseignement supérieur, des jurys convoqués pour octobre 1985 sont issus d'un conseil supérieur des universités dont l'existence légale cesse le 30 juin. Au contraire, « *les commissions d'experts que vous mettez en place n'ont aucune base légale ou réglementaire* », écrit le SGEN. Ce dernier rappelle aussi qu'il est de tradition « *qu'un concours se déroule selon les modalités annoncées* » et que les candidats seront donc fondés à se plaindre de la solution retenue. Le SGEN demande enfin au ministre de faire voter une loi de validation qui permettrait au Comité national de rester en fonctions jusqu'à de prochaines élections.

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection du Comité national de la recherche scientifique (*le Monde* du 21 juin), le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur a décidé d'introduire les concours de recrutement des chercheurs, et de proposer une embauche temporaire aux candidats qui seront jugés aptes par des commissions d'experts. Le SGEN-CPDT vient d'écrire au ministre, M. Alain Devaquet, pour contester cette procédure. Il soutient que les jurys d'admission ont une existence légale indépendante du Comité national dont ils sont issus, et en veut pour preuve que, dans l'enseignement supérieur, des jurys convoqués pour octobre 1985 sont issus d'un conseil supérieur des universités dont l'existence légale cesse le 30 juin. Au contraire, « *les commissions d'experts que vous mettez en place n'ont aucune base légale ou réglementaire* », écrit le SGEN. Ce dernier rappelle aussi qu'il est de tradition « *qu'un concours se déroule selon les modalités annoncées* » et que les candidats seront donc fondés à se plaindre de la solution retenue. Le SGEN demande enfin au ministre de faire voter une loi de validation qui permettrait au Comité national de rester en fonctions jusqu'à de prochaines élections.

A la suite de l'annulation par le Conseil d'Etat de l'élection du Comité national de la recherche scientifique (*le Monde* du 21 juin), le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur a décidé d'introduire les concours de recrutement des chercheurs, et de proposer une embauche temporaire aux candidats qui seront jugés aptes par des commissions d'experts. Le SGEN-CPDT vient d'écrire au ministre, M. Alain Devaquet, pour contester cette procédure. Il soutient que les jurys d'admission ont une existence légale indépendante du Comité national dont ils sont issus, et en veut pour preuve que, dans l'enseignement supérieur, des jurys convoqués pour octobre 1985 sont issus d'un conseil supérieur des universités dont l'existence légale cesse le 30 juin. Au contraire, « *les commissions d'experts que vous mettez en place n'ont aucune base légale ou réglementaire* », écrit le SGEN. Ce dernier rappelle aussi qu'il est de tradition « *qu'un concours se déroule selon les modalités annoncées* » et que les candidats seront donc fondés à se plaindre de la solution retenue. Le SGEN demande enfin au ministre de faire voter une loi de validation qui permettrait au Comité national de rester en fonctions jusqu'à de prochaines élections.

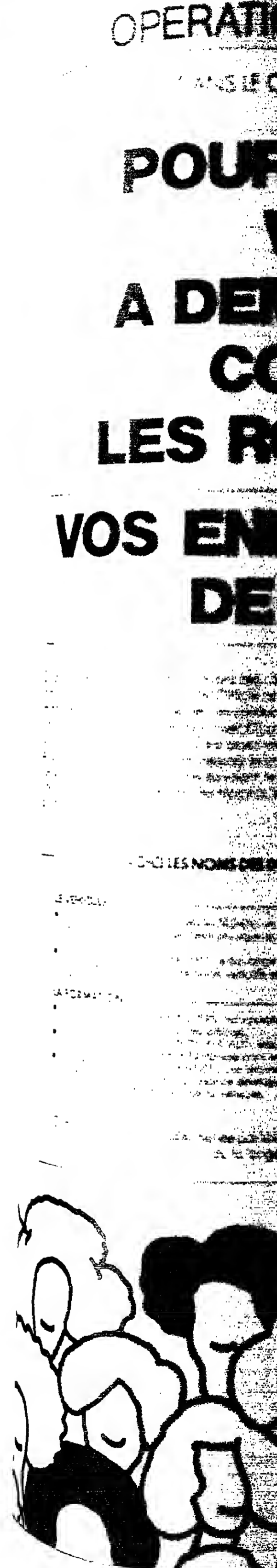
## VIEILLESSE

### La doyenne avait cent douze ans

La doyenne des Français, M<sup>me</sup> Eugénie Roux, s'est éteinte, samedi 21 juin, à son domicile du quartier de Montchat à Lyon. Elle avait cent douze ans.

Née le 24 janvier 1874 dans le Jura, quatre ans après la chute de Napoléon III, M<sup>me</sup> Roux était retraitée du ministère de l'Agriculture. Ses obsèques seront célébrées le 24 juin.

Née le 24 janvier 1874 dans le Jura, quatre ans après la chute de Napoléon III, M<sup>me</sup> Roux était retraitée du ministère de l'Agriculture. Ses obsèques seront célébrées le 24 juin.



كندا من اجل

# OPERATION SECURITE VOLVO



DANS LE CADRE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## POUR LA PREMIÈRE FOIS VOLVO AVEC RTL A DEMANDÉ AUX JEUNES COMMENT RENDRE LES ROUTES PLUS SÛRES.

### VOS ENFANTS VOUS PARLENT DE LEUR SÉCURITÉ.

Et des idées, ils en ont : nous avons reçu 5600 propositions concrètes pour améliorer la sécurité sur la route! Difficile après cela de continuer à parler de manque de maturité chez les jeunes conducteurs. Ces filles et ces garçons qui ont répondu à l'initiative de Volvo avec RTL ont entre 14 et 18 ans. Ce sont eux qui seront sur les routes demain. C'est assez rassurant.

4 grandes priorités, parmi les mesures existantes, ont été largement plébiscitées : la lutte contre l'alcoolisme au volant, le port obligatoire de la ceinture de sécurité, celui du casque pour les motards, la limitation de vitesse sur route et autoroute.

En plus de ces mesures, Volvo avec RTL a demandé aux jeunes d'imaginer celles qui, selon eux, pourraient rendre les routes plus sûres. 4 idées fortes se dégagent :

- l'amélioration technique des véhicules, pour ..... 38%
  - un meilleur contrôle des véhicules et des conducteurs, pour ..... 37%
  - un meilleur aménagement du réseau routier, pour ..... 26,1%
  - une formation et un permis de conduire plus efficaces, pour ..... 20,5%
- Parmi les 5600 réponses, 10 propositions ont particulièrement séduit le Jury de l'opération Sécurité Volvo/RTL.

#### VOICI LES NOMS DES DIX GAGNANTS ET LES MESURES QU'ILS PRECONISENT, POUR EUX ET POUR LES AUTRES :

##### LE VEHICULE

- Jean-François TROCHON 08200 SEDAN : un système sonore associé au volant qui permette de "diagnostiquer" l'état physique du conducteur (fatigue, alcool) par simple pression tactile.
- Etienne LAURENT 88380 ARCHES : le boudage de la ceinture de sécurité du côté de la portière et adaptation d'une barre verticale entre les deux sièges qui pourrait servir d'arcade de sécurité.

##### LA FORMATION

- Hervé RODRIGUEZ 58000 NEVERS : incorporation au permis de conduire d'un examen de pilotage de nuit et sur routes difficiles.
- Liliane RASZUL 59163 CONDE/ESCAUT : établir des cours obligatoires de sécurité routière par la Gendarmerie Nationale dans les lycées et collèges.
- Philippe MARTIN 56000 VANNES : une réforme globale du permis de conduire par étapes correspondant à la puissance développée et associée à des contrôles de la santé du conducteur et de l'état du véhicule.

##### LA REGLEMENTATION

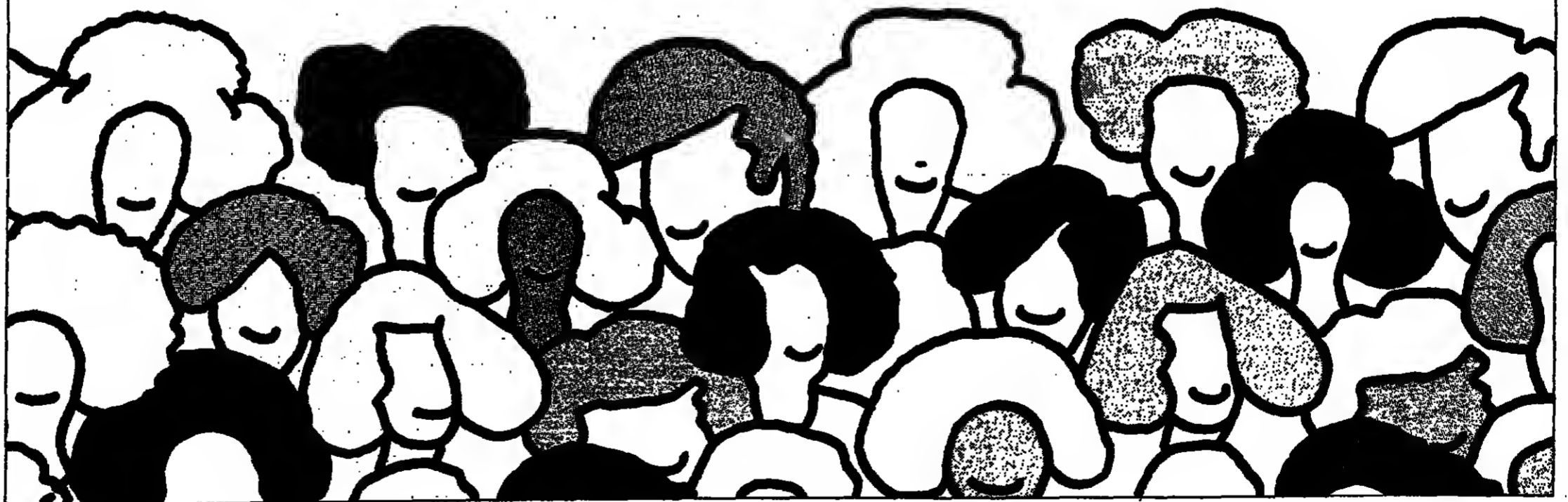
- Mario VEZIN 37700 ST-PIERRE-DES-CORPS : créer un adhésif à appliquer sur le côté du casque comportant l'identité et le groupe sanguin du motocycliste.
- Oriith-Hellen CHEMOUNI 95200 SARCELLES : instaurer la surveillance des sorties d'écoles par les écoliers eux-mêmes.
- Chrystel SGARO 62730 MARCK : un baudrier fluorescent obligatoire pour les cyclistes, cyclomotoristes et piétons circulant la nuit.

##### INFRASTRUCTURE

##### ROUTIERE

- Johanne SEBAG 75006 PARIS : délimiter les côtés des routes nationales par des bandes réfléchissantes.
- Ludovic LANGLOIS 76450 CANY-BARVILLE : installer des ralentisseurs à l'approche des carrefours pour obliger l'automobiliste à réduire sa vitesse.

Cette opération nationale, menée par Volvo avec RTL, a révélé que les jeunes sont aujourd'hui plus sensibles aux arguments touchant la sécurité, la fiabilité ou la longévité qu'à l'attrait de la vitesse. Quand on s'appelle Volvo, on ne peut qu'approuver.



# culture

## La Fête de la musique entre le Mondial et l'orage

L'orage et le Mondial ont donné un caractère particulier à la Fête de la musique qui célébrait des milliers de professionnels et d'amateurs, samedi 21 juin, dans toutes les villes de France et dans le monde entier.

A Paris, M. François Léotard, reprenant une tradition établie par son prédécesseur, a fait dans l'après-midi la tournée de différents lieux qui allaient accueillir les festivités : musique de chambre pour les malades de l'hôpital Laennec, Vivaldi joué par soixante enfants dans les jardins du Luxembourg, chœur de l'Opéra de Paris sur le parvis du palais Garnier. Dans les églises aux portes grandes ouvertes, les passants venaient s'abriter de la canicule en écoutant Bach. Un carnaval antillais s'ébranlait dans la joie porte Dorée.

A l'heure du match, néanmoins, les rues étaient quelque peu désertées et les passants restaient agglutinés à la terrasse des cafés devant les postes de télé. Après la victoire

de la France sur le Brésil, l'allégresse éclatait dans les rues avec une telle violence que la musique, particulièrement sur les grandes artères, fut souvent réduite au silence. A la Bastille, des dizaines de stands de merguez-frites se révélaient inutiles. Au Trocadéro, ronronnaient surtout les cars de touristes. A Saint-Germain-des-Près, la traditionnelle lanterne des Beaux-Arts, seule, se produisait. Au siège de la direction de la musique, rue Saint-Dominique, dès 23 heures, les bouteilles de champagne étaient vides et un unique permanent veillait.

Même scénario en province, comme nous le signalent quelques-uns de nos correspondants. Au Havre, où six cents instrumentistes devaient participer à la création d'une œuvre géante de Pierre Gaudin, une pluie diluvienne a tout annulé. En Argentine, enfin, qui se joignait pour la première année au grand concert mondial, la Fête de la musique est restée introuvable.



Treize heures de guitare pour voir le jour sur la tour Eiffel

## PARIS : le carnaval des supporters

Pluie de confettis verts, maquillages bleu blanc rouge et concerts de klaxons... De l'Hôtel de Ville à l'Étoile, la Fête de la musique a été un immense carnaval de supporters, fendant les rues de banderoles, de cris et de hurrahs cocardiers. « On va brûler un drapeau pour que la France gagne en demi-finale », proposait un mari à son épouse, en franchissant la nef de l'église Saint-Luc-Saint-Gilles, rue Rambuteau. Curieuse ambiance aux Halles. Patriotes à la coupe iroquois, copines bondissantes, tous applaudissaient le passage des voitures bardées de drapeaux, déchirant une foule surchauffée. La rockeuse, plantée devant une poissonnerie normande, avait beau s'égarer, son nez ne passait pas. La Fête de la musique faisait penser à une petite fille qui n'arrête pas de boire la tasse, à

un chanteur qui attend éternellement son tour. On regardait les musiciens, on ne les écoutait pas. Les voitures toussaient de joie, écrasant les malheureuses flûtes incas de pin-pon et de vroum-vroum épaissons. C'était la libération à Daytona-Beach, un samedi soir gros comme dix samedis soir, un torrent de bière et de folie.

Sur l'avenue des Champs-Élysées, les bras des « fans » enveloppaient les réverbères parce qu'on voulait, tendu vers le ciel, décrocher le fanion de la victoire.

Autour, des paquets de touristes ébahis, des enfants aspirés par un vent rageur. La journée caniculaire explosait. On tapait sur des casseroles, on s'enfourrait dans le dernier métro en machonnant bomburgers

et renigains franchouillards. Les marcheurs fous eurent raison de la fête. On a vu des punks faire le petit train devant un flot de tam-tams, des partitions s'envoler et des piétons presser leurs aversisseurs à poire.

Au milieu de ce délire cocardier, quelques filets d'émotion : le gros camion des Restos du cœur avançant comme un paquebot fatigué dans la rue de Rivoli, des petits garçons aux Halles : « Coluche est mort, vive Coluche ! », un écheard chantant du bel canto près du BHV, un guitariste de la station Concorde qui, à 1 heure, n'avait récolté que 4 francs. Sourires fugitifs, étrangers à cette formidable pression, qui ne fut, au dire d'un supporter, qu'un léger frémissement. « La vraie fête, c'est mercredi prochain... »

LAURENCE BENHAIM.

## STRASBOURG : LILLE : Opéra, dernier round

Cette année, à 20 heures, Strasbourg avait voté pour ses pantoufles : le foot d'abord, après un ver-rail.

Place Broglie, devant le podium de l'APRA (Association pour la promotion du rock en Alsace), c'est l'ambiance des retours de piscine. Moyenne d'âge quinze ans, devant quelques musiciens ahanant sur deux guitares électriques. On joue les badauds, on se salue. Première étape désinvolte. Amoros tire, mais passe à ras du poteau droit.

Place Kléber, il n'y a encore rien. L'ambiance hambourgeois du samedi soir attend le chaland. Rares même sont les voitures. Les groupes furentent, s'interrogent. « Il paraît qu'il n'y a personne à la cathédrale! » - « A l'Opéra, tout à l'heure, on nous promet des airs... » Dix-septième minute : Careca conclut l'attaque Muller-Junior, Bats ne peut rien faire, la France encaisse.

Alors on attrape au passage, par la fenêtre ouverte, la musique d'un autoradio. Radio France-Alsace retransmet toute la fête : la MJC de la Méinau, soixante musiciens de jazz doivent se succéder. Mais l'animateur est interrompu : Platini a forcé le destin, les Français égalisent à la quarante et unième minute. On crie autour des voitures.

### Deux violoncelles bavardent

Direction la cathédrale. Les rues s'empressent petit à petit. Les bruits courent : « Le rock place Gutenberg, c'est plutôt style french-cancan... » - « Ouais, mais ils racontent le match entre les morcaux... » Devant la cathédrale, Claude Lergemuller, musicien-équilibriste, est en train de monter les grandes tubulures de son portique. Sous le portail nord de la façade, on fait demi-cercle autour d'une chorale. Près du transept nord, deux violoncelles bavardent. Au portail sud, la foule glisse vers le château des Roban. Le premier succès populaire, il est là, dans une cour d'honneur offerte à la foule des grands jours : métaux, cuirs et bois, ce sont les Percussions de Strasbourg. Bats fauche Zico, scope d'un pénalty, mais l'arrête. On a en chaud.

Alors, on déambule dans les petites rues piétonnières. Un groupe de rock, quelques guitares devant les terrasses des bistros. A la Petite France, autour des maisons à colombage, la foule s'est enfin décidée, apprend-on d'une oreille. Et de l'autre, qu'il faut jouer les prolongations.

Passage à l'Opéra, dans la fraîcheur de la grande salle rouge et or. En tenue de ville, visiblement amusés, les chanteurs se succèdent près du piano pour interpréter Verdi ou Rossini. On calcule sur sa montre : et il faut expliquer aux néophytes que le match n'est pas fini, que dix coups de pied décident maintenant de la couleur de la joie.

Cette heure moins vingt. Les pantoufes ont sauté en l'air. Strasbourg enfin descend dans la rue. Coups de klaxon, cris, groupes en délire. La place Kléber fait le plein. Le rock se marie en hamburger, et l'on danse la victoire.

Quelque part, un musicien désabusé range sa flûte.

JACQUES FORTIER.

Le promeneur avait beau errer au long des places et des rues piétonnes du centre-ville, il n'allait pas retrouver à chaque pas ces artistes d'un soir qu'il avait découverts l'année précédente au détour d'une rue ou au bord d'un trottoir, qui grattant la guitare, qui soufflant dans l'harmonica, qui encore s'en donnant à cœur joie sur une batterie. Certains étaient là, bien sûr, mais une fois de plus, les milliers de kilomètres de là, ils n'étaient plus tout à fait les héros de la fête.

Malgré tout, le miracle de la Fête de la musique avait eu lieu quelques heures plus tôt. Avec Ravel et les chants-poèmes catalans interprétés au Palais des Congrès par l'Orchestre de Lille, sous la direction de Jean-Claude Casadesu, et le chanteur Luis Llaeh en prélude à une tournée qui les conduira de Paris (le 24 juin) à Barcelone (le 25 juin) et à Toulouse (le 27). Et tout autant avec l'Opéra de Lille qui accueillait, toutes portes

ouvertes en cette première soirée d'été, la foule des grands jours sous ses lambris dorés et le regard de ses angelots joutifs. Lieu prestigieux qui, s'ouvrant ainsi à la ville, semblait retrouver vie et pleine splendeur : peut-être une façon de dire à chacun « regardez cet opéra aujourd'hui menacé (le Monde du 24 mai), regardez comme il vit et comme il respire! ». Pour le dire encore plus fort, il rivaliserait même en décibels avec les groupes de rock qui se produisaient de l'autre côté de la Grand-Place, en diffusant par haut-parleur des œuvres de Mozart, Beethoven et Rossini interprétées par les musiciens, les chanteurs de l'Opéra et le collège instrumental de Bruges, invité du jour.

Il est vrai qu'avec la nuit les rockers pouvaient espérer reprendre pleinement le terrain. Mais les lois du football allaient en décider autrement et les tricolores leur ravir la vedette à des milliers de kilomètres de là.

JEAN-RENÉ LORE.

## BREST : kenavo-rock

Ploudaniel était une des rares communes de l'arrière-pays breton à célébrer la Fête de la musique. Une fête du rock, animée par des groupes amateurs qui se sont succédés sans relâche jusqu'à 3 heures du matin dans la salle omnisports.

« On a fait ça », soulignait Daniel Loïc, président de l'association Sports, loisirs, détente, pour les petits orchestres qui foisonnent dans la région, mais ne jouent que dans les garages et, à la limite, dans un bar ou un bal. La musique, par ici, c'est avant tout le rock. Ainsi, on a été obligé de limiter le plateau à dix groupes. On aurait pu en avoir quinze.

Aussi, cette fête avait-elle des allures de mini-festival avec ses valeurs sûres, ses nouveautés, ses odeurs d'ordre, sa « sono qui craque », ses coiffures punk pour faire plus vrai et, au fond de la salle, tout de même quelques parents. A l'affiche : Kerazan (rock breton), Opium

Nocturne (new wave), Kommando Syncope (punk), etc.

La mairie avait donné son feu vert. Mais elle ne s'était pas trop engagée financièrement en octroyant aux organisateurs une somme de 750 francs sur un budget de 7 000 francs que l'on prévoyait d'équilibrer grâce à la recette des buvettes. « C'est la fête de la musique », précisait Daniel Loïc. Pas question de faire payer l'entrée. On souhaite simplement rentrer dans son bar ou à la location de la sono et au buffet campagnard offerts aux groupes.

A Brest, le rock constituait aussi l'événement de cette fête des musiciens, bâtie comme un tremplin pour les groupes locaux décidés à créer une association comprenant un centre de ressources (instruments, sono), des locaux de répétition, un service de promotion et, pourquoi pas ? un studio d'enregistrement.

GABRIEL SIMON.

### Un chef japonais remporte le concours Malko

Le premier prix du 8<sup>e</sup> concours Nicolai Malko, d'un montant de 4 000 dollars, réservé aux jeunes chefs d'orchestre de moins de trente ans, a été attribué à Copenhague au Japonais Kazufumi Yama Shita. C'est un Néerlandais, Jules Von Essem, qui a remporté le deuxième prix, ainsi qu'un prix spécial couronnant le candidat le plus apprécié des musiciens de l'orchestre symphonique de la radio danoise, qui ont participé, comme à l'ordinaire, à toutes les épreuves imposées aux concurrents. Le troisième prix est allé à Nicoletta Conti (Italie), la première femme qui ait réussi à être finaliste de ce concours qui a lieu tous les trois ans et a été créé en 1965 par la veuve du chef Nicolai Malko (décédé en 1961). Ce dernier contribua à mettre sur pied, vers la fin des années 20, l'Orchestre symphonique de la radio danoise dans sa forme actuelle, avant d'aller terminer ses jours aux Etats-Unis.

Cette année, le jury avait sélectionné vingt-sept candidats appartenant à dix-huit nations. Les participants français se sont fait éliminer le premier jour.

C.O.

C.F.

### GALERIE CAILLEUX

136, faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris

## ARTISTES EN VOYAGE au XVIII<sup>e</sup> siècle

du 20 mai au 5 juillet

## DANEMARK : l'année prochaine, peut-être...

Pour la troisième fois, le Danemark a figuré officiellement sur la liste des nombreux pays qui ont célébré la Fête de la musique le 21 juin. Cependant, cette participation, en dépit d'un progrès très net sur 1984 et 1985 et de signes encourageants pour l'avenir, n'a encore été qu'assez modeste.

A Copenhague, les quelques rares manifestations ont eu lieu essentiellement dans le centre, à l'intérieur du périmètre étroit des rues piétonnières. Le plus audacieux des amateurs à s'y produire aura sans doute été un ténor léger au beau velouté, campé pour pousser la note devant la poste centrale. Quant à la municipalité, elle a patronné un concert d'instruments à vent de la Renaissance dans une cour de l'Ecole des beaux-arts.

S'il fallait décerner la palme du succès 1986, elle devrait plutôt revenir à la province, et plus spécialement à la ville de Silkeborg en Jutland, théâtre d'une véritable explosion de jazz, où se sont fait entendre une vingtaine de groupes, certains jouant sur des barques rétro qui sillonnaient la Gudensaa, la rivière la plus pittoresque du royaume.

## La trêve

blues en français à l'amorce d'un carnaval brésilien et à Debussy à quatre mains dans une église - allait suffire à fêter la victoire.

Si cette Fête de la musique a un sens, c'est évidemment dans des quartiers comme celui-là qu'elle pait au mieux l'exprimer. Il faut des jeunes pour danser sans transpirer, pour larguer les amarres sans vulgarité. Il faut de belles Américaines bronzées pour rendre le port du short supportable. Il faut des immigrés pour créer des « on a gagné » qui ne peuvent pas être mal interprétés. Il faut des Noirs, beaucoup de Noirs, pour faire exploser le rythme sans

donner l'impression de se détouler.

« Je ne suis qu'un minable étudiant », disait ce grand sorcier mauritanien officiant devant des tambours crépitants, sur le flanc de la fontaine Saint-Michel. Tout en parlant de Camus et de Saint-Exupéry, il dessinait, tantôt fauve, tantôt gailloché, des pas compliqués, des figures aériennes, puis s'interrompait pour bien montrer qu'il n'était pas ensorcelé. Revenu homme, il nous glissait : « Quelle drôle d'invention que votre Fête de la musique... Chez nous, on joue et on danse tous les soirs. »

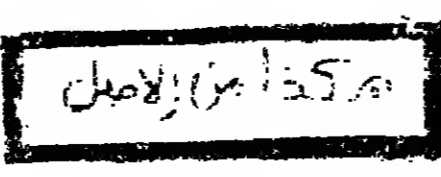
ANNE REY.

## « Halle that jazz »

Miles Davis avait marqué en juillet 1985 la rencontre magique du jazz et de la grande halle de la Ville de Paris. « Halle that jazz » - c'était le nom donné à ce rendez-vous revient cette année avec un programme réparti sur deux jours. Vendredi 4 juillet seront présents : McCoy Tynar tnc, Freddie Hubbard, Joe Henderson et Archie Shepp; à partir de minuit, Eddie Palmieri et Eddy Louiss animeront un bal. Samedi 5 juillet, l'affiche réunira Wayne Shorter, Danior Humair, Jean-François Janny Clark, Larry Schneider, John Lune et The Lounge Lizards.

CAMILLE OLSEN.

JACQUES FORTIER.



Aux Fêtes musicales de Touraine

Richter décevant  
Scott Ross lumineux

Les Fêtes musicales de Touraine ont désormais pour cadre deux granges, l'une du treizième siècle, l'autre, récemment construite dans un exemple.

A quelque 20 kilomètres de la Grange de Maslay, dans le repli d'un vallon de la plaine tourangelaise, une autre grange a été construite à son exemple par un amateur d'art pour servir d'écrin à un orgue extraordinaire du siècle d'or espagnol de la région de Burgos, prise de guerre des troupes de Napoléon et envoyée en France dans des caisses où on l'oubliera.

C'est là que Sviatoslav Richter a choisi de donner deux récitals pour les Fêtes musicales de Touraine. Devant un millier d'amis, venus pour l'occasion de nombreux pays, le grand pianiste russe, toujours très grave et cérémonieux, joue, sur un Yamaha un peu lourd, trois sonates de Josef Haydn (en la bémol, en do et en mi bémol). Homme redoutable qui semble assimiler le maître épique de Beethoven à son élève. Chacune de ces sonates a du charme, une grâce mélancolique, de la vitalité et, sur la dernière, règne un sentiment préromantique assez fort.

Mais ainsi jouées ensemble, avec toutes leurs répétitions, elles tendent à se neutraliser, et l'un n'en peut plus d'entendre toutes ces formules, ces sages variations brodées, ces arpegges

et ces trilles ; malgré des prodiges de sonorité et le caractère qu'il donne à chaque détail, Richter, semble d'ailleurs davantage « lire » ces sonates que les interpréter, et l'on ne ressent pas ce magnétisme intime par lequel il transfigure les œuvres où il s'engage pleinement.

Les Fêtes musicales de Touraine se consacrent cette année aux « musiques de cour », ce qui a permis de ramener la foule des mélomanes (et de combler les trous budgétaires creusés l'an passé par un programme de musique contemporaine). Le soir, nous nous retrouvons à Maslay dans la « grange noire » du treizième siècle pour un récital de Scott Ross.

Le claviériste américain blond et barbu, en pull-over et pantalon blanc, jouait Couperin, Rameau, Haendel et Scarlatti sur un délicieux instrument de Reinhard von Nagel. Et cette musique semblait tellement plus libre, fraîche et spirituelle que les détours alambiqués des sonates de Haydn ! Les portraits si ressemblants - on est sûr - et malicieux de Couperin, les nobles déclarations de Rameau et son tempérament vigoureux, la grande sagesse harmonieuse de Haendel, le lyrisme pétillant, les voix intérieures de Scarlatti qui semble capter dans ses plumes d'or toute la beauté éperdue du monde, tout cela passait à travers le jeu très sobre de Scott Ross, ce flot limpide où chaque note a un goût de miel, où tout est si parfaitement assimilé, et accentué avec tant d'esprit, qu'un pénètre jusqu'au cœur de rêves transmis en musique.

JACQUES LONGCHAMPT.

Les Fêtes musicales de Touraine se poursuivent cette semaine avec Natalia Gutman et Richter (le 26 juin), les Arts Français (le 27), Richter encore et le Lido Concert (le 28), William Christie et le Concerto vocale de René Jacobs, qui interprétera Xerxès de Cavalli (le 29).

«Uncas», de François-Bernard Mâche

Les claviers parlants

La dernière œuvre d'un indépendant, attentif à sauvegarder tous les systèmes sonores, y compris celui des langues mortes ou moribondes.

Non seulement, la tribu des Mohicans a disparu depuis longtemps, mais encore il paraît que la race des locuteurs du roman de Fenimore Cooper est, à son tour, en voie d'extinction.

Aussi François-Bernard Mâche croit-il devoir préciser que le nom de sa nouvelle œuvre, *Uncas*, n'est autre que celui du dernier des Mohicans, car « il symbolise ces peuples qui, comme les espèces animales, d'année en année, disparaissent du monde et les appauvrit, tandis que leur langue meurt avant eux. Or, chaque langue est un système sonore porteur d'une musique spécifique, qui est tout autre chose que les signes dont s'occupent les linguistes ».

Agrégé de lettres classiques, ce compositeur né en 1935 connaît le fragile pouvoir des langues qu'on se réveille difficilement à des langues mortes. Celles qu'il utilise dans sa composition sous forme de bribes citées, le darwa, l'estime, le hude et sept autres encore, ne laisseront pas de traces aussi durables que le grec ou le latin, mais, étant encore parlées, elles offrent sur ces dernières l'incalculable avantage musical de posséder encore une réalité sonore.

Parmi les traits distinctifs de François-Bernard Mâche, on relève généralement la place accordée aux modèles naturels - bruits, sons, langages, chants - enregistrés sur le vif, et souvent diffusés au cours de l'exécution de l'œuvre qui s'en inspire.

L'auteur peut ainsi comparer le matériau élémentaire et son imitation sonore ou moins libre au serré. Le procédé n'est pas sans danger,

car l'association menace toujours : il faut un temps d'accoutumance lorsqu'on a compris que l'instrument suit ou reproduit les inflexions d'une phrase parlée, pour discerner que ces effets successifs sont au service d'une conception supérieure, qu'ils empêchent d'apercevoir si on s'y attache trop.

On découvre alors une poésie sonore d'une fraîcheur rare, qui oblige à une attitude d'écoute débercée d'emblée des critères traditionnels : les instruments semblent parler et les paroles se mettent à chanter.

Il y a pourtant une nouveauté purement technique dans cette œuvre, sans laquelle elle ne serait pas ce qu'elle est, mais qui n'en résume pas l'originalité. Grâce à de petits disques où sont consignés un certain nombre de données, les deux solistes (qui jouent sur des claviers électroniques) peuvent faire dire à chaque touche une syllabe parlée, choisie parmi celles des mots dont on avait entendu auparavant l'enregistrement original.

Le compositeur peut ainsi faire arpéger les paroles, raccourcir ou prolonger les syllabes, avec toute la vélocité du jeu pianistique. Pour obtenir jusqu'à présent un tel résultat, on devait mettre bout à bout d'innombrables fragments de bandes magnétiques. Les échantillonnages Mirage apportent donc une révolution considérable pour la production en direct de ce qui relevait autrefois du montage en studio.

Un programme de l'ensemble 222m au cours duquel *Uncas* a été joué figurent plusieurs œuvres. Il faut signaler *Boas rités, burlés*, de Jean-Marc Singier (né en 1954), pour clarinette seule, joué par Michel Arrignon. Avec une grande économie de moyens et un sens aigu du développement, le compositeur part d'un climat rythmique obstiné et nerveux, pour déboucher insensiblement sur des phrases plus amples, dans une tout autre atmosphère. Ainsi l'auditeur, qui n'attendait qu'un solo comme il y en a tant, mesure rétrospectivement le chemin parcouru, et conclut qu'il s'est passé quelque chose. Cela n'est pas si fréquent.

Des trois courtes pièces de Donat, *Still*, pour soprano coloratur et six instruments, est la plus singulière. Il s'agit d'une paraphrase sur deux mots de la *Fête enchantée*, qui s'achève par un clin d'œil aux vocalises de la Reine de la nuit, et dont l'écriture arachnéenne exerce une véritable fascination. Liliame Mazzoni chante cette page avec une aisance confondante.

Le concert, qui comportait en outre des pages de Jean Barraqué, Karl Ruggles et Guy Roubil, sera diffusé sur France-Musique le 23 juin, à 20 h 30.

ALAIN WAIS.

\* Disque chez Virgin.

COMMUNICATION

La réforme de l'audiovisuel

Le CNCA amende le projet du gouvernement

Le Conseil de la communication audiovisuelle (CNCA) est l'une des rares institutions héritées de la loi de juillet 1982 qui ait trouvé grâce auprès du nouveau pouvoir puisqu'il voit son existence reconduite dans le projet de loi sur la communication. Cela n'empêche pas ce mini-Parlement - représentant les mouvements syndicaux, associatifs, spirituels et professionnels - de se montrer critique envers la politique du ministre de la culture et de la communication. Dans un rapport remis le 20 juin au président de la République, le CNCA exprime « ses inquiétudes et ses réserves » sur la privatisation de TF 1, de Télédiffusion de France et de la Société française de production (SFP).

Toutefois, le CNCA se garde d'entrer dans la polémique politique. Il entend défendre quelques grands principes qui lui semblent faire aujourd'hui consensus à droite comme à gauche : la défense de la production nationale, l'équilibre entre secteur privé et service public, la liberté des télévisions et l'indépendance de l'autorité chargée de garantir cette liberté. C'est au nom de ces principes que le Conseil se permet de proposer quelques amendements au projet de M. François Léotard : maintien des obligations des chaînes envers la SFP et des coproductions cinématographiques ; limitation du volume publicitaire ; affectation du produit de la vente de TF 1 à l'industrie de programmation.

En attendant de contrepropositions qui, sans remettre en question les objectifs du projet de loi, cherchent à en atténuer les effets les plus dérangeants. Dans le même esprit et pour éviter que le système audiovisuel ne soit remis en question à chaque alternance politique, le CNCA souhaite le maintien de la Haute Autorité, le renforcement de ses pouvoirs, la démocratisation de sa composition et son inscription dans la Constitution.

An-déjà de ces propositions, le grand intérêt de ce rapport est qu'il s'appuie sur une copieuse étude de l'économie de l'audiovisuel. La France peut-elle offrir six chaînes de télévision auxquelles s'ajouteraient des stations locales constituées en réseau, le câble et le satellite ? « Equilibre très instable », diagnostique l'étude qui présente plusieurs simulations à partir de l'évolution des sources de financement. Dans l'hypothèse considérée aujourd'hui comme la plus plausible (baisse de plus de 20 % de la redevance et un investissement publicitaire doublant en quatre ans), TF 1 privatisée et A 2, chaîne de service public se tirent d'affaires en 1990 avec des bénéfices de plus de 200 millions de francs. La « 5 » (- 15 millions de francs) et FR 3 (- 68 millions de francs) sont encore dans le rouge. TV 6 et tous les autres ne semblent avoir aucune chance de salut. Seul Canal Plus, qui ne dépend que de ses abonnements, afficherait une santé florissante (1,4 milliards de bénéfices).

L'étude précise que l'équilibre obtenu par TF 1 et A 2 risque de se faire aux dépens de la création française. Pour contenir les charges dans une limite compatible avec une marge bénéficiaire, les deux chaînes n'auront pas d'autres moyens que de réduire légèrement leurs dépenses de programmes (- 5 % en quatre ans selon le rapport). L'évolution est surtout sensible pour la chaîne privée qui devra « choisir entre une rapide rémunération des actionnaires et l'investissement dans la production ». Les auteurs soulignent que si TF 1 passe 100 heures à 200 heures de fiction originale, elle ampute des deux tiers son bénéfice d'exploitation. Pour sortir de l'impasse, le rapport recommande un maintien du taux actuel de la redevance et une sensible augmentation des tarifs publicitaires des chaînes de télévision.

Comme dans ses précédents avis sur les coproductions internationales ou sur les télévisions privées, le CNCA a fait œuvre utile en préférant l'expertise économique aux passions politiques ou idéologiques qui obscurcissent trop souvent le débat sur l'audiovisuel. Il sera intéressant de voir quel sort M. Léotard - qui se dit très ouvert au débat sur son texte - réservera à ces propositions, en particulier au souhait du CNCA de voir son président, M. Lucien Slez, siéger au sein de la future autorité chargée de veiller sur la radio-télévision.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

ROCK

Un entretien avec Peter Gabriel

« La technologie multiplie les perspectives de création »

Chanteur, musicien, touche-à-tout. Depuis qu'il a quitté, en 1975, le groupe Genesis, Peter Gabriel se partage entre les hit-parades et son studio d'enregistrement transformé en laboratoire sonore. So, son nouvel album, vient de sortir.

« So, votre nouvel album, est plus traditionnel, plus servile aussi, que les précédents. Est-ce une volonté d'être plus accessible ?  
- J'ai toujours été partagé dans mes goûts, je le suis dans mon inspiration. J'ai, en moi, un besoin d'expression très physique, qui se traduit surtout par les pulsions rythmiques. L'autre est plus posé, analytique et passe souvent par une recherche sur le son. Les deux ne sont pas incompatibles, au contraire. Simplement, le musique que j'ai composée pour Shy, le film de Alan Parker, m'a permis de développer dans ce sens un travail d'exploration et d'atmosphère. Comme pour faire la balance, avec mon nouvel album, je suis revenu à un format de chansons plus simple et direct. Le prochain sera peut-être de nouveau à la jonction des deux.

« Si l'on excepte votre album enregistré en public et la musique de Shy, pourquoi avoir attendu quatre ans pour sortir un nouveau disque ?  
- Les règles du marché qui consistent à enchaîner disque après disque chaque année me concernent pas même si j'ai conscience d'appartenir à ce marché. Je ne suis pas seulement un chanteur pop. J'ai trente-six ans et mes intérêts sont divers. J'ai notamment travaillé ces deux dernières années sur un projet de pure « attractions » à dimension culturelle, une sorte de Disneyland alternatif où le public au lieu d'être un observateur passif serait un participant actif. Ce projet, qui m'a été demandé et qui devrait trouver sa place à Sydney, est actuellement entre les mains du ministre australien des sciences et des techniques. L'idée est de réunir des musiciens, des peintres, des cinéastes, des scientifiques, des psychologues, des architectes pour le réaliser. Aujourd'hui, on peut tout simuler avec la technologie. Au lieu de faire piloter des avions par exemple, il est facile d'imaginer que l'on va emmener des gens à l'intérieur de l'univers d'un peintre ou d'un musicien.

« Votre intérêt pour la technologie dépasse le cadre des instruments de musique ?  
- Du point de vue politique, économique et culturel, l'œuf est écarté. Parallèlement au fait de la crise, nous vivons de plus en plus dans une société tournée vers les loisirs. Au-delà d'un comportement de vie, c'est une source de travail et de revenus très importants qu'il faut prendre au sérieux.

Pendant la révolution industrielle, on n'a pas pu lutter contre les machines : elles faisaient plus vite, plus efficace et moins cher que nos corps. Avec la révolution technologique, ce sont nos fonctions mentales qui sont en jeu. L'important étant de ne pas entrer en compétition avec les ordinateurs mais de travailler avec, de les mettre au plus vite à notre service plutôt que d'en être les esclaves en les vivant comme des ennemis.

« La préparation des programmes prend beaucoup de temps, les enregistrements sont de plus en plus longs. N'y perd-on pas en énergie et en spontanéité ?  
- La notion de temps n'a rien à voir avec l'énergie ou l'impulsion. Les peintres dans le Japon passent leur journée à préparer les pincesaux, l'encre, le papier, leur esprit, et, au moment de la réalisation, c'est terminé en cinq minutes. On peut adapter ce principe à la musique : une longue préparation pour une réalisation immédiate. Encore une fois, la technologie multiplie les perspectives de création, elle ne la remplace pas.

« On dit souvent que la musique est le plus court chemin vers Dieu, l'autre idée est que la science est son pire ennemi. Comment vous sentez-vous au milieu de ça ?  
- Je ne sais pas, c'est une question de culture. Je suis continuellement à la recherche de nouveaux rythmes. Je pense beaucoup dans la musique africaine qui a souvent une fonction religieuse. La musique a

toujours été une source spirituelle qui rapproche les gens. J'aime l'idée d'une musique, comme le blues, qui soulage les peines de celui qui la chante et de ceux qui l'écoutent.

ALAIN WAIS.

\* Disque chez Virgin.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, LA PROFESSION CINÉMATOGRAPHIQUE ET LE CENTRE NATIONAL DU CINÉMA PRÉSENTENT  
**la fête du Cinéma**  
JEUDI 26 JUIN

**COUP DE FIL-COUP DE CŒUR.**

LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL

TELECOMMUNICATIONS

WILLIAM MOLINA, violon  
Concert organisé par  
ESCALE MUSIQUE  
Les bénéfices de cette soirée  
permettront l'achat d'un violon  
MERCREDI 25 JUIN 20 h 30  
Amphithéâtre Richelieu (Sarboina)

ARTISTES ENVIÉS  
AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE





RADIO-TÉLÉVISION

INFORMATIONS « SERVICES »

VU

Le dernier jour

Dimanche soir, sur FR 3, on a vu la dernière émission « Histoire d'un jour »...

Vergès, avocat de Klaus Barbie, feraient avec son confrère Paul Bouchet...

choisir entre « Tati » et « Histoire d'un jour », explique le PDG, M<sup>me</sup> Janina Langlois-Glandier...

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films...

Lundi 23 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Cinéma : Passion sous les tropiques. Film américain de R. Maté (1952)...

affaire criminelle restée mystérieuse et d'un procès mal conduit...

- 22 h 20 45 Tous en scène: Magazine du théâtre de Pierre Laville.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Série : Les cinq dernières minutes : le Livre blanc aux oreilles noires.

20 h 35, Cible, film de J. Jackin; 23 h 15, Boxe: les 10 de Canal Plus...

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma : L'affaire Dominici. Film français de Claude Bernard-Aubert (1972)...

20 h 30, Cinéma: Haute tension (troisième partie); 22 h 30, Série: La cinquième dimension...

Mardi 24 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

ASPIRATEUR (TV STANDARD - 1000 W) 87 F. SINGER FAmiscère. 600 magasins, 1.500 amis sincères...

Film français de P. Richard (1970), avec P. Richard, B. Blier, M. Paoline, P. Préboist, M.-C. Barrault...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 40 Les grands écrans de TF 1: le Père Amable.

22 h 15 Journaux: Pour ses yeux et pour commenter l'actualité cinématographique...

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma: Duel dans la boue. Film américain de Richard Fleischer (1958)...

20 h 35, le Géométre et les Extra-terrestres, film de J. Girard...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Cinéma: le Distrait.

20 h 30, Spécial record: Le grand saut de mort; 22 h, Concerto pour piano et orchestre...

Assurances

5 MILLIONS DE FRANCS POUR LES VICTIMES DE VIOLENCES

Les associations d'aide aux victimes de violence (agression, vol, accidents de la circulation)...

Dans le cas où les victimes d'une agression ont attendu sans percevoir aucune indemnité...

Le Centre de documentation et d'information de l'assurance incaspé...

EN BREF

- PSYCHOLOGIE: Le deuxième Forum de la psychologie se tiendra du vendredi 27 juin à 14 heures...

VACANCES

HERBORISER DANS LA VANOISE. Au hasard des chemins de la Vanoise, reconnaître les plantes qui soignent...

VOYAGE. Toute nouvelle, la rubrique de Voyage et les promotions de dernière minute...

VOYAGES

GONFLES. En 1783, les frères Montgolfier présentèrent publiquement le premier vol (sans passager) d'un ballon de 900 mètres cubes d'air chaud...

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juin à 0 heure et le mardi 24 juin à minuit:

Le minimum atlantique va se décaler vers l'ouest de l'Irlande. De ce fait, l'air frais et instable régressera vers le nord-ouest du pays.

Mardi matin: le ciel sera très nuageux avec quelques orages localement occasionnels sur la Bretagne.

éclateront en fin de journée sur les Pyrénées et dans le Nord-Est.

Les vents seront modérés de sud-ouest, de la Bretagne aux frontières du nord-est et de la Corse d'Azur à la Corse d'ouest, faibles ailleurs.

Les températures minimales seront voisines de 11 à 13 degrés près de la Manche, de 13 à 16 degrés sur le reste du pays...

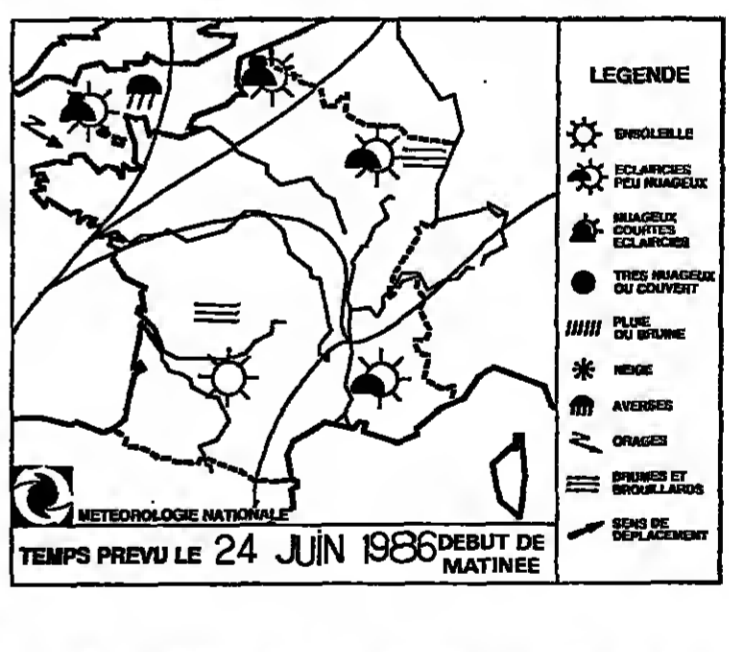
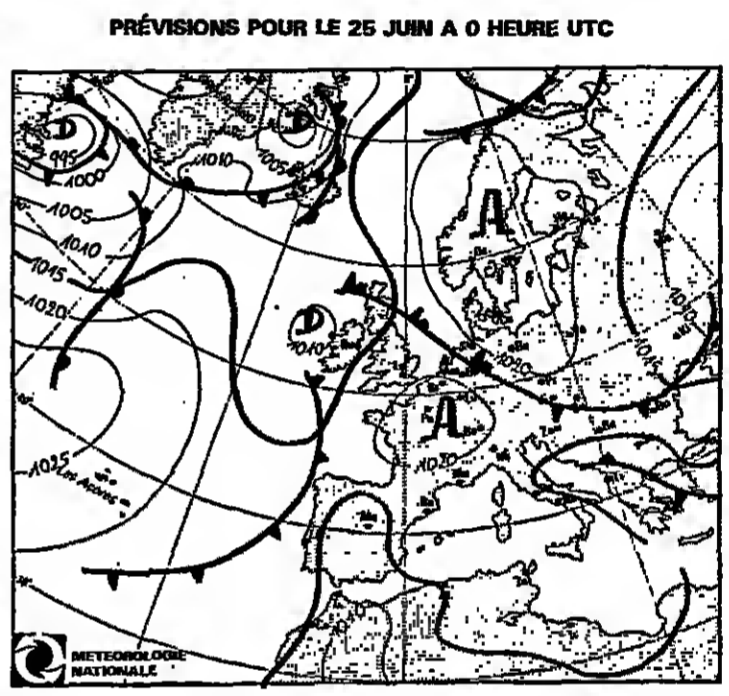
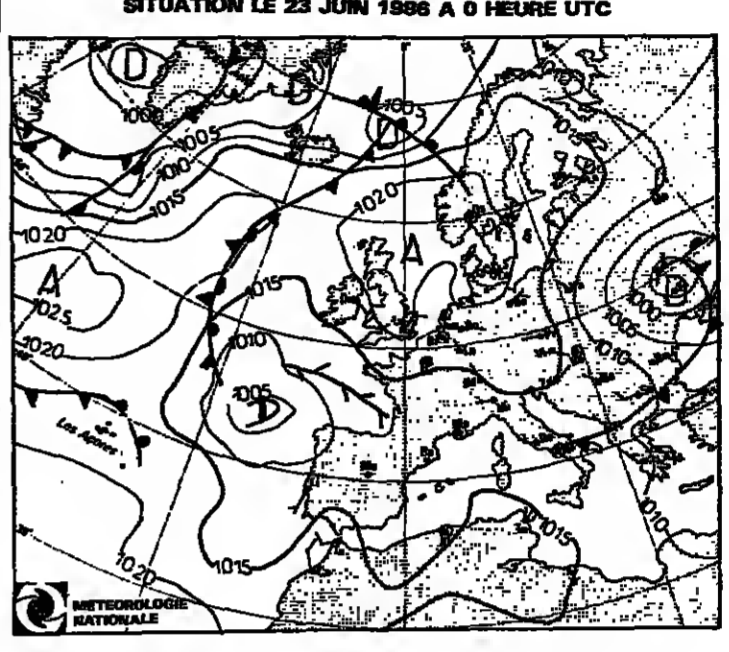


Tableau des températures maximales, minimales et temps observés pour diverses villes françaises et étrangères.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



# Le Monde CADRES

**Important organisme formation continue (Paris) dans le domaine des activités tertiaires recherche son**

**Directeur 300.000 F +**

sous l'autorité du Directeur Général, il participe à la définition des objectifs généraux, assure leur mise en œuvre et le développement de l'organisme sur les plans technique et commercial, conduit une équipe de 60 permanents dont 15 cadres et une centaine d'intervenants extérieurs. Cette équipe est structurée en divisions autonomes et services d'appuis (commercial et gestion).

Vous avez cette capacité d'être à la fois un patron, gestionnaire et commercial. Vous avez une formation supérieure et une expérience confirmée d'au moins 10 à 15 ans acquise en entreprise ou dans des activités de service et vous vous sentez prêt à assumer la direction de cet important centre de formation.

Envoyez votre candidature en précisant : **INTERCARRIERES** 5, rue de Valenciennes - 75008 Paris

**GIBCO BRL**

Life Technologies

**LEADER MONDIAL EN CULTURE CELLULAIRE PREMIERE SOCIETE DE GENIE GENETIQUE POURSUIT SON DEVELOPPEMENT EN FRANCE**

et

recherche pour sa gamme de produits

- culture cellulaire : GIBCO  
- biologie moléculaire : BRL

**1 ingénieur technico-commercial**

chargé des ventes pour la région Sud

- Promouvoir les produits GIBCO et BRL par des ventes et démonstrations.
- Assurer un soutien technique et un suivi étroit de la clientèle.

**IL(ELLE) DEVRA :**

- Posséder une maîtrise de :
  - Biochimie génétique ;
  - Biologie cellulaire ou équivalent.
- Avoir une expérience de la vente de ce type de produit.

**IL(ELLE) BENEFICIERA**

- De l'excellente réputation de notre société.
- D'un bon salaire.
- D'une prime sur l'objectif.
- De frais professionnels.
- D'une voiture de fonction.

SI VOS APTITUDES SONT A L'IMAGE DE CE POSTE nous désirons vous rencontrer et vous remercions de bien vouloir adresser c.v. et photo à : GIBCO/BRL SARL, B.P. 7834, 95851 Cergy-Pontoise Cedex.

Pierre CHATELIER, Président, et Luc LECA, Directeur Associé, de CHATELIER CONSEILS, font part de l'ouverture de leur département

**RECRUTEMENT**

Ce département est confié à Jean-Elie LEYMARIE.

La nouvelle adresse de CHATELIER CONSEILS, à compter du 14 avril 1986, est :

40 ter, avenue de Suffren, 75015 PARIS. Tél. : 47.83.59.45.

**Le ministère de la culture musée d'Orsay**

recrute

**UN PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE**

ayant une solide connaissance de l'histoire des arts et de la culture du 19<sup>e</sup> siècle. Il sera chargé, dans le service culturel du musée d'Orsay, de mettre en place le programme de formation des enseignants. Candidatures à adresser au musée d'Orsay

**SERVICE DU PERSONNEL, PRÉFIGURATION** 62, rue de Lille, 75007 Paris, avant le 15 juillet 1986.

Les candidatures préférentielles seront reçues entre le 21 et le 25 juillet.

**Valeo** Premier fabricant français d'équipements automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux - 28.000 personnes - CA 12 milliards de francs - 50% à l'exportation.

Au sein du département mathématiques appliquées et informatique de la DIRECTION DES ETUDES AVANCEES, VALEO propose un poste à un ingénieur, ayant 1 à 2 ans d'expérience ou débutant, de haut niveau scientifique et technique et de formation ECP, Mines, ENSTA, Doctorat en mathématiques appliquées.

**Ingénieur d'études applications d'informatique technique et systèmes**

Il sera chargé :

- de définir et/ou optimiser les structures et procédures d'exploitation des systèmes informatiques utilisés pour le calcul scientifique,
- de gérer les principaux systèmes (notamment VAX 8500),
- de développer des applications sur mini-ordinateur,
- d'assister les utilisateurs.

Postes : proche banlieue Nord Paris.

Ecrire sous réf. LV 512 AM Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

**INGENIEUR AM, ENSAM, ICAM, ECAM pour d'importantes responsabilités en génie industriel**

**Plâtres Lafarge** CA 1,2 milliard, 1300 personnes, importante branche de Lafarge Coppée, représentant un ensemble industriel de 16 unités très automatisées, recherche un Ingénieur d'études et de projets industriels.

Directement rattaché au Directeur des Etudes Industrielles de la branche, il participera à la promotion du progrès technique,

- par l'amélioration des installations existantes (équipements, procédés),
- par l'étude et la réalisation des investissements concernant des nouveaux projets.

Il participera à des actions d'assistance technique dans le cadre de contrats passés avec des sociétés extérieures ou groupe.

Ce poste nécessite une expérience réussie de 5 ans minimum dans le domaine de la production, du génie industriel, des qualités de créativité alliées à un sens aigu des réalités économiques.

Connaissance de l'anglais nécessaire et pratique souhaitée de l'utilisation de l'informatique.

Large possibilités d'évolution dans le groupe.

Poste : région Sud-Est.

Ecrire sous réf. EP 558 AM Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

**AGRO-ALIMENTAIRE**

Une société leader, ayant plusieurs usines sur tout le territoire, rattachée à un groupe français de premier plan, étoffe ses structures industrielles et offre plusieurs postes opérationnels ouvrant de larges perspectives d'évolution de carrière.

**Responsable de la logistique**

Il organisera et gèrera l'ensemble des flux matière d'une usine jusque et y compris les livraisons quotidiennes aux clients. Il animera une équipe étoffée (70 personnes-4 dépôts).

Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou école de commerce, ayant 5 à 10 ans d'expérience professionnelle (en logistique ou production) témoignant d'un sens marqué de l'organisation et de la gestion ainsi que de solides capacités de commandement.

Poste à Lyon. réf. ET 550 AM

**Ingénieur de production débutant**

Au sein d'une petite usine (80 personnes) rattachée directement au directeur d'établissement, il sera chargé de la production et des progrès techniques.

Ce poste conviendrait à un ingénieur : ENSIA, AM, ENSL, ayant le goût du terrain, débrouillé et capable de commencer sa carrière en assumant d'emblée des responsabilités opérationnelles.

Poste à Strasbourg. réf. FU 551 AM

**Ingénieur débutant travaux neufs**

Au sein d'une usine de 300 personnes, il sera chargé des progrès techniques : études et réalisation des investissements.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste (avec de bonnes connaissances en automatique) ayant le goût de la technique, avec des qualités de créativité alliées à un solide réalisme.

Poste à Marseille. réf. GV 552 AM

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

**Importante société industrielle française, ayant la plupart de ses usines dans le Nord recherche, du fait de sa nouvelle structure, pour sa Direction "Budget et Comptabilité" implantée à Valenciennes**

**Le Responsable du service comptabilité bilan**

Ce poste s'adresse à un Cadre Comptable confirmé disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS) et d'une expérience de 5 ans environ acquise en entreprise ou en cabinet.

Placé directement sous l'autorité du Responsable des Services Comptables, il sera en relation avec les différents établissements de la société et de ses filiales et animera une équipe de cinq personnes.

référence AL 548 CM

**Le Responsable de la cellule "Trésorerie et Consolidation"**

Ce poste s'adresse à un cadre débutant disposant d'une formation supérieure (ESC ou équivalent + DECS).

Placé sous l'autorité du Responsable du Service "Comptabilité Tiers", il aura à animer une équipe de 4 personnes.

référence BM 549 CM

Ces deux postes comportent de larges possibilités de développement de carrière dans la société, ses filiales et le groupe auquel elle appartient.

Ecrire en précisant la référence Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

**ESC + DECS fort potentiel organisation comptable et consolidation**

Un important groupe du secteur tertiaire leader dans son domaine (CA supérieur à 3 milliards) plusieurs filiales à l'étranger recherche un cadre de valeur ESC + DECS.

Au sein d'une petite équipe, il participera au développement des procédures comptables de la Société mère et des filiales (études - mise en œuvre - informatisation) ainsi qu'au développement du système de consolidation du groupe.

Le titulaire du poste devra disposer d'environ 3 ans d'expérience acquise soit dans un grand groupe, soit dans un cabinet d'audit ou expertise et être familiarisé avec l'outil informatique.

Ses qualités de contact, sa rigueur et son sens de l'efficacité lui permettront d'être reconnu en tant qu'interlocuteur et coordinateur par les différents responsables des filiales.

Poste à Paris. Rémunération : 240.000 F. +

Ecrire sous réf. DO 557 AM Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

**Responsable des affaires juridiques France**

Puissant groupe industriel de dimension internationale, nombreuses filiales France et étranger, recherche son Responsable des affaires juridiques France.

Au niveau groupe, le titulaire du poste sera en charge des différents aspects juridiques français concernant la constitution et le suivi de l'ensemble des filiales et établissements français : droit des sociétés, droit des affaires, droit commercial, contrats.

Ce juriste de haut niveau, de formation supérieure Docteur en droit ou maîtrise + DESS ou DEA, devra disposer d'une expérience d'environ 8 ans acquise au sein d'un grand groupe industriel ou cabinet spécialisé de forte notoriété.

Une compétence plus particulièrement marquée en matière de structuration de groupes et sociétés (rapprochements, fusions, apports...) serait appréciée.

Il sera un interlocuteur rigoureux et imaginatif dans l'ensemble des directions opérationnelles, ainsi que les services centraux (plus particulièrement Directions Finances et comptabilité sociale).

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. KU 571 CM Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

ANNÉE A L'ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

dunhill

**Le Monde**  
CADRES

**Directeur commercial**  
350.000 F

Paris - L'un des principaux constructeurs européens de systèmes d'accessoires de câblage électrique pour l'industrie dont la vente est assurée dans le monde entier, recherche son directeur commercial, futur responsable de sa filiale française de distribution. Basé à Paris et rapportant au directeur commercial de la maison-mère, il aura pour mission de promouvoir directement auprès des industriels (marchés aéronautique, électronique, militaire...) un produit performant de haute technologie. Il se verra également confier la responsabilité du développement des ventes des produits standards de la maison mère auprès d'une clientèle de distributeurs français. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique ou justifiant d'un niveau équivalent. Introduit sur le marché des technologies de pointe, il devra posséder une solide expérience de la vente directe de composants techniques (type accessoires de serrage, marquage ou produits d'isolation...) à une clientèle d'intégrateurs. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 350.000 francs et sera assortie d'un bonus et d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R 9160 M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Ingénieur chef de service entretien**

Picardie - Cette société française (1 100 personnes - 1 milliard de chiffre d'affaires) fabrique et commercialise des biens de consommation industrielle. Grâce à la qualité de ses produits et à la puissance de sa structure industrielle, elle est numéro deux de son secteur. Elle recherche pour une de ses usines située en Picardie (100 kms au Nord de Paris), le responsable du service entretien. Rattaché au directeur de l'usine et à la tête d'un service de 30 personnes, il aura la responsabilité des outillages et des ensembles mécaniques et électriques. Il gèrera les achats de son service dans le cadre d'un budget. Enfin, il poursuivra la mise en œuvre d'une nouvelle organisation : entretien préventif des lignes de fabrication et gestion des pièces détachées. Ce poste s'adresse à un ingénieur mécanicien ou électromécanicien, âgé d'au moins 28 ans, disposant d'une première expérience similaire d'au moins 5 ans, réalisée dans une entreprise du secteur métallurgique. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8094 M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Chef du personnel usine**

Picardie - Cette société (1 100 personnes - 1 milliard de chiffre d'affaires) du secteur métallurgique est un des leaders de sa profession. Le directeur d'une des usines (400 personnes) située en Picardie (100 kms au Nord de Paris), recherche son chef de personnel. Outre la gestion courante du personnel (y compris la paye informatisée), il assistera le directeur dans les relations avec les instances représentatives (CE, DP, CHSCT). Il conduira les actions de développement social : animation de groupes de progrès, communication interne, formation. Il aura la responsabilité de la sécurité dans l'entreprise, des services généraux et aura un rôle important dans les relations extérieures (municipalité, inspection du travail, écoles...). En relation avec le directeur des ressources humaines du siège, il participera à l'application de la politique sociale. Ce poste très complet, s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure (DUT de gestion du personnel...). Il aura déjà en une vision globale de la fonction comme responsable ou adjoint. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8095 M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CHARGEURS S.A.



SPONTEX est une société de Chargeurs S.A. qui compte également parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Watson. Première entreprise privée française dans le domaine des transports, Chargeurs S.A. est aussi un Groupe Industriel en Europe et sur le continent américain.

SPONTEX est leader dans le domaine des outils d'entretien ménager destinés au grand public (1 milliard de C.A.). Nous disposons d'un large réseau de filiales et de distributeurs exclusifs qui nous permettent d'être présents sur les 5 continents. Pour compléter l'équipe export, nous recherchons notre

**Responsable de Zone - Afrique Dom-Tom**

Collaborateur direct du Responsable Export, fort d'une première expérience réussie à l'exportation de biens de grande consommation, de formation commerciale supérieure de préférence internationale, et assisté par la cellule marketing export, sa mission comportera plusieurs aspects :

- développer et gérer les relations commerciales établies avec les distributeurs exclusifs en déterminant et en mettant en œuvre avec eux les éléments du marketing mix,
- négocier avec les centrales françaises disposant d'un réseau de distribution dans la zone et avec les acheteurs publics,
- animer les grossistes et points de ventes locaux.

Pour ce poste basé à PARIS, nous attendons des candidats à potentiel, disponibles pour des déplacements représentant 30 à 40 % de leur temps, dotés d'un sens aigu de la communication et de la négociation. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. Celle d'une autre langue peut constituer un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. + lettre + photo et prétentions à SPONTEX - Direction du Personnel - 24, rue des Jeûneurs - 75002 PARIS.

**PARIS/MONACO**  
Secteur Bancaire

Nos clients, qui comprennent les banques les plus prestigieuses en France, recherchent des cadres bancaires pour les postes suivants, (salaires négociables) :

- \* Directeurs de Trésorerie/ Chef Cambistas
- \* Gérants/Exploitants Clientèle Privée
- \* Responsables/Exploitants Grandes Entreprises
- \* Spécialistes en Leasing
- \* Directeurs Commerciaux (banque commerciale et capital markets)
- \* Traders Futures/Options/Change
- \* Dealers en obligations
- \* Directeurs Operations

Veuillez adresser curriculum vitae, photo, avec salaire et prétentions à nos consultants pour la France. Christopher Evans et Jacqueline Boyd, Jonathan Wren International Ltd, 170 Bishopsgate, London EC2M 4LX. Tel: Londres: (1) 623 1266.

London • Sydney • Hong Kong

**Jonathan Wren International Ltd**  
Banking Consultants



**La Banque de France**

recrute  
**LE PERSONNEL DE DIRECTION**  
de ses services centraux et de ses comptoirs par la voie du concours d'adjoint de direction

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un 2ème cycle d'études supérieures ou du diplôme d'une grande école de niveau équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 27 et Dimanche 28 Septembre 1986.

Inscriptions reçues du 23 Juin au 4 Août 1986.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le 31 Juillet 1986.

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 27 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er Janvier 1986. Les candidats seront affectés soit dans les services centraux parisiens, soit dans les comptoirs de province.

Documentation et renseignements à la Banque de France Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours 39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01 - Tél. : 42 92 40 17

**Prendre la Direction d'un centre de ressources industrielles**  
Ingénieur mécanicien

Notre Centre de Ressources Industrielles, prestataire de Services, a été créé dans le cadre d'une importante Organisation Professionnelle. Notre objectif : sensibiliser, conseiller et assister les PME-PMI dans leurs projets de développement d'innovation industrielle.

Nous disposons pour cela d'une équipe de spécialistes et d'outils modernes performants. Responsable du CA de son centre et de la marge d'auto-financement, le Directeur que nous recherchons établira personnellement le contact avec les entreprises de sa région. Avoir identification des besoins et études techniques, financières... il les aidera à réaliser leurs projets.

Il conduit une petite équipe en particulier des techniciens pointus dans leur domaine spécifique d'intervention. Le succès dans ce poste implique une formation d'ingénieur, complétée par une expérience industrielle de 4 à 5 ans et de fortes notions en CAO-DAO.

Lieu de travail : Nord de la France (40 kms de Lille). Ecrivez à notre Conseil, Danielle Julbert vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle s/n° 3181 M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

L'une des principales sociétés françaises de fabrication et de commercialisation de matériel d'éclairage



RECHERCHE

**UN RESPONSABLE DE ZONE EXPORT - MOYEN-ORIENT -**

Ingénieur de formation Electricité/Electromécanique Débutant ou Première expérience. SES MISSIONS ESSENTIELLES SERONT :

- Le développement des ventes à l'intérieur de sa zone pour l'ensemble de nos produits.
- La recherche de nouveaux agents.
- La prospection, la réponse aux appels d'offres.

Le contexte international dans lequel vous travaillerez rend impératives la maîtrise de l'anglais et une grande disponibilité pour les déplacements.

Poste basé à Paris.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions réf. MO 11, Nicole RABIER - EUROPHANE, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.



Proximité littoral méditerranéen

**Chef d'établissement**

Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole : A.M., Centrale, ENSI...

Groupe industriel français - 600 personnes, C.A. 350 MF. - recherche, pour diriger une de ses unités de production - 120 personnes - (hygiène domestique) - un ingénieur de formation mécanique joignant à une pratique industrielle de 8/10 ans (expérience fabrication en grande série : papiers, emballages appréciable) des capacités de synthèse et d'animation lui permettant de diriger la production et de superviser la gestion administrative et commerciale (commandes, expéditions...). La distribution de nos produits est assurée par le commerce intégré ce qui implique tout particulièrement une grande régularité de production en quantité et qualité.

Relevant du PDG du Groupe, il sera membre du Comité de Direction et, en tant que tel, participera à la politique générale. Il aura l'appui d'un encadrement efficace et disposera d'un outil de production bien équipé. Voiture de fonction. Possibilité de résider dans une grande ville universitaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 71722/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

**Sélé CEGOS**

مركز من لاجل

Le Monde CADRES

**CIVIS CONSEIL RECRUTE UN CHARGÉ D'INFORMATION**  
pour animer un centre d'information régional

**Nous recherchons :**

- Connaissance des problèmes d'information locale (écoles, autorités administratives, presse locale, population, etc.);
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication, pendant au moins 3 ans;
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

**Nous offrons :**

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeunes, dynamiques et performants;
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe;
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné par la communication et libre immédiatement écrivez sous réf. CIV/IRP Société Béron, CIVIS Conseil 59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

**Pour une importante filiale de distribution appartenant à un puissant groupe financier en forte expansion, nous recherchons un**

**Jeune chef de personnel et relations sociales**  
environ 3 ans d'expérience

Cette société dispose d'un effectif de 3 000 personnes et d'un CA de 3,5 milliards et de plusieurs établissements décentralisés (de 250 à 400 personnes).

**Sa mission :** Rattaché au Directeur d'un établissement, le titulaire du poste assurera la responsabilité de la fonction personnel et sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social (groupe de progrès...).

Il assurera, au niveau de l'établissement, l'ensemble des relations paritaires et sera l'interlocuteur des responsables opérationnels et du siège.

**Son profil :** Il devra disposer d'une formation supérieure et d'une spécialisation en droit social ainsi que d'une première expérience opérationnelle de 3 ans minimum dans la fonction personnel et relations sociales.

Poste intéressant et réelles perspectives d'évolution pour candidat motivé ayant des qualités de contact et réalisateur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. UK 533 CM Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Directeur Commercial**

Une société française qui fabrique et vend des produits de marque renommée destinés au second œuvre bâtiment, (CA 60 millions de francs), rattachée à un grand groupe industriel, recherche son Directeur Commercial.

Il proposera la politique commerciale, animera un groupe de vente, traitera des problèmes de marketing. Il assurera les liaisons avec la logistique.

Ce poste conviendrait à un candidat, ESC ou équivalent, ayant une bonne connaissance du second œuvre bâtiment (réseaux de distribution et de la vente directe aux entreprises), ayant une expérience de la direction d'équipes, capable d'allier dynamisme commercial et engagement sur des prévisions, des objectifs et des marges.

Poste à Paris Rémunération : 300.000 F

Ecrire sous réf. LW 564 AM Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Groupe bancaire Alsace**  
recherche

**INFORMATIENS PROJETS :**

- Ingénieurs informaticiens ;
- Analystes-programmeurs.

(Niveau MIAGE)

Pour participer à des développements d'applications temps réel.

Veuillez adresser candidature avec c.v. détaillé et précisions sous n° 7 381 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**Petite société, innovante, en progression constante depuis sa création, réalisant des ensembles clés en mains de process thermique de haute technologie (dessalement d'eau de mer, rewamping industriel...) recherche un**

**Jeune ingénieur d'affaires à vocation commerciale**  
ECP, Mines, ENSIC...

Vritable partenaire de la Direction Générale, il sera chargé de la prospection, de la négociation et du suivi d'affaires en France et à l'étranger.

Une formation d'ingénieur Grande Ecole, un goût marqué pour le process et une bonne maîtrise de la langue anglaise, sont indispensables. Une première expérience de la vente d'installations dans un domaine proche serait un atout supplémentaire.

Les qualités personnelles de dynamisme et d'ouverture d'esprit, l'envie de s'investir dans une structure légère, et les capacités de négociation, seront des critères de choix essentiels.

Rémunération attractive et négociable selon expérience.

Poste basé à Saint-Germain-en-Laye (78).

Ecrire sous réf. VF 521 AM Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Une importante société chimique**  
(CA 20 milliards)

rattachée à un des premiers groupes français, renforce son potentiel technique et recherche plusieurs ingénieurs.

**POUR UNE GRANDE USINE BASSE-NORMANDIE**

- Ingénieur génie chimique optimisation - modélisation

ENSIC, ECP, Mines... débutant ou ayant une première expérience, il participera à des actions de progrès techniques sur une grande installation pétrochimique. réf. HW 553 AM

- Ingénieur process confirmé

ENSIC, ECP, Mines (+ ENSPM apprécié) ayant quelques années d'expérience en process pétrochimique (expérience en usine, ou en BE + réalisation appréciée), témoignage de solides compétences en calcul scientifique. Il sera intégré à une équipe process, travaillant étroitement avec la recherche et la fabrication. réf. JH 554 AM

**POUR UN CENTRE DE RECHERCHES A PARIS**

- Ingénieur de recherches physico-chimie

Docteur ès-sciences ou équivalent, il aura de bonnes connaissances en matériaux, physique du solide ou polymères). Spécialiste de microscopie électronique, il sera intégré dans un service de physico-chimie travaillant dans le domaine des phénomènes interfaciaux sur différents matériaux. réf. KZ 555 AM

Tous ces postes ouvrent de réelles possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Ville de Conflans-en-Jarnisy (54)**  
recherche

**UN PROFESSEUR DE FORMATION MUSICALE**  
pour le poste de :

**DIRECTEUR DU CONSERVATOIRE MUNICIPAL DE MUSIQUE ET DE DANSE**

Définition du poste :

- Cours de formation musicale ;
- Direction administrative et pédagogique du conservatoire ;
- Promotion de la musique et de la danse dans l'agglomération.

Formation demandée :

- Formation musicale supérieure (niveau CA ou équivalent), expérience professionnelle réussie.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. et photo à Monsieur le Maire, hôtel de ville, place Aristide-Brizard, 54800 Conflans-en-Jarnisy.

**Emballage plastique alimentaire**

**Gérer et développer les ventes France et export**

Un des grands de l'emballage plastique cherche, dans le cadre de son expansion, un Responsable Commercial de valeur pour lui confier le développement d'une de ses grandes lignes de produit.

Il aura comme clients d'importantes sociétés alimentaires, France et étranger (secteur produits laitiers, viande, surgelés...).

La réussite dans ce poste implique :

- une formation supérieure, école de commerce ou équivalent,
- une expérience commerciale d'environ huit ans (France + export),
- une parfaite connaissance de l'anglais + allemand + éventuellement l'espagnol,
- des qualités de dynamisme, de contact et d'excellent négociateur.

Poste basé : 60 km sud-ouest de Paris. Ordre de grandeur de rémunération : 300.000 F.

Ecrire sous réf. JR 495 AM Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**CHERBOURG**

**Ingénieur contrôles non destructifs**

Puissant organisme industriel d'état, spécialisé dans la conception et l'élaboration des structures (coques), recherche un ingénieur expérimenté dans le domaine des contrôles non destructifs.

Au sein de la section qualité, il devra animer et gérer un service d'une trentaine de personnes chargé de :

- la réalisation des contrôles (radiographies X et gammagraphies, magnétoscopie et ultra-sons) et l'analyse des résultats,
- l'optimisation des procédés actuels et de leur mise en œuvre,
- le développement de procédés nouveaux.

Une formation d'ingénieur, si possible électronicien ou électricien (ENSI, ENI...), une expérience technique similaire et de bonnes capacités d'encadrement seront des éléments indispensables pour la réussite dans ce poste.

Ecrire sous réf. JZ 547 AM Discretion absolue

Membre de Syntec etap 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

**Etude notariale Paris**  
recherche

**ASSISTANTE JURIDIQUE**

Elle secondera le Juriste en Droit des Affaires et assurera les tâches classiques d'un secrétaire de haut niveau. Sa formation supérieure et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquies une bonne connaissance de la vie des sociétés.

Expérience traitement de textes souhaitée. Rémunération motivante.

Envoyer c.v. sous n° 7 382 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**Le ministère de la culture musée d'Orsay**  
recrute

**UN PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE**

ayant une solide connaissance de l'histoire des arts et de la culture du 19<sup>e</sup> siècle. Il sera chargé, dans le service culturel du musée d'Orsay, de mettre en place le programme de formation des enseignants. Candidatures à adresser au musée d'Orsay

**SERVICE DU PERSONNEL, PRÉFIGURATION**  
61, rue de Lille, 75007 Paris, avant le 15 juillet 1986.

Les candidats présélectionnés seront reçus entre le 21 et le 25 juillet.

**Entreprise normande constructeur de réputation mondiale**  
recherche pour le développement industriel de son matériel électronique

**DES TECHNICIENS BTS-DUT CONFIRMÉS**

pour ses services méthodes, test, automatisation, production.

Envoyer c.v. sous n° 7 383 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

**IMPORTANTE BANQUE PRIVEE**  
Filiale d'un Groupe International recherche pour l'une de ses Agences Parisiennes

**ATTACHEE DE CLIENTELE PRIVEE**

Il devra gérer et développer un fonds de commerce composé d'une clientèle haut de gamme de particuliers.

Sont indispensables :

- l'expérience du poste,
- une solide formation, universitaire et/ou I.T.B.,
- une excellente présentation,
- une grande aisance dans les contacts allié à de réelles aptitudes commerciales.

Possibilité d'évolution vers un poste d'encadrement ou sens du rescue.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prêt, sous réf. 9209 à Condesse Publicité 20, av. Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**Le Monde**  
**CADRES**

**V** **INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS**

Vous souhaitez affirmer vos compétences techniques, humaines et commerciales dans le domaine de l'espace et des télécommunications.

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de logiciels de systèmes complexes et vous maîtrisez la langue anglaise.

Nous recherchons des ingénieurs de formation "Grande École" ayant une bonne expérience de l'informatique, pour renforcer nos équipes de Toulouse et Francfort, sur les grands projets spatiaux, français et européens.

SESA - Direction des Ressources Humaines  
30, Quai de Dion  
Bouton 92806  
Putaux Cedex  
Tél. : 18-LM

**SESA**



*Le parfait simple.*

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.

Nous avons développé des technologies et un

savoir-faire exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monériques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, péages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac...

Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

INFORMATION & STRATÉGIQUE

LE DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

recrute  
**UN ATTACHÉ DU CADRE DÉPARTEMENTAL**  
PAR CONCOURS SUR ÉPREUVE

Les renseignements pourront être obtenus et les candidatures déposées à l'Hôtel du Département du Haut-Rhin  
Bureau du personnel départemental  
7, rue Bruni, BP n° 251  
68008 COLMAR CEDEX

ÉCOLE D'INGÉNIEURS

ENSEIGNANT  
CHERCHEUR  
EN PHYSIQUE

Exp. d'ensem. et de recherche, docteur en opto-électronique souhaité. 30 ans environ.

INGÉNIEURS

ELECTRONICIENS

Ces écoles, possédant de bonnes connaissances en électronique, analogique, logique et automatique. Exp. d'ensem. souhaité. 30 ans environ.

INTERVENANTS

EXPÉRIMENTÉS EN

- Expression écrite/orale
- Gestion industrielle/ aide à la décision.
- Formation formateurs techniques.
- Management/ efficacité personnelle.

Entrer avec CV à ESIEE (Docteur) 89, rue Faidherbe, 75014 Paris.

Centre socio-culturel recherche

ANIMATEUR

DUT, DEA, Informatique, Env. CV + photo. 28, rue de Strasbourg, 67280 SARRÉ-UNION.

**MISSION DE CONFIANCE  
POUR CANDIDATS AU SUCCÈS**

**THOMSON SEMICONDUCTEURS** : un taux exceptionnel de croissance, un investissement permanent en hommes de valeur et en moyens de production, une expansion internationale confirmée par le rachat des actifs de MOSTEK (U.S.A.) devant nous conduire à réaliser notre ambition d'être parmi les 10 leaders mondiaux de notre activité en 1990.

Nous cherchons aujourd'hui à intégrer des candidats à fort potentiel susceptibles d'optimiser notre performance et de se préparer à devenir ainsi des

**RESPONSABLES DE HAUT NIVEAU**  
(X, Centrale, Arts et Métiers, HEC, INSEAD...)

Dans un premier temps, pendant une mission de plusieurs mois, au point névralgique de l'organisation, vous testerez vos capacités d'observation, votre créativité et votre pragmatisme. La qualité des résultats que vous obtiendrez constituera un tremplin pour des fonctions de responsable dans le domaine du marketing, du planning ou de la production.

Cette mission s'adresse à des diplômés de Grandes Écoles à fort potentiel, débutant ou ayant une première expérience (1 ou 2 ans) et maîtrisant la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., prétentions) à THOMSON COMPOSANTS  
Direction des Ressources Humaines - 101, boulevard Murat, 75116 PARIS.



**ESPACE EXPANSION PROMOTION**

SOCIÉTÉ DE PROMOTION SPÉCIALISÉE DANS LA RÉALISATION DE GRANDES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT RECHERCHE

**2 Responsables d'opérations  
attachés à la Direction Commerciale**

Mission : « Responsabilité totale ou coordination générale d'une opération immobilière sous tous ces aspects : architectural, technique, commercial, publicitaire, juridique, financier » Recherches, initiation, négociation, montages d'affaires nouvelles.

Profil : « Formation supérieure (Grandes Ecoles commerciales, Sciences Po, E.T.P., E.C.P.) » 35 ans minimum. « Expérience confirmée des contacts et de la négociation. « Réelles capacités d'organisation et de synthèse. « Grande disponibilité.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à ESPACE EXPANSION PROMOTION, Direction du Personnel, 63, rue La Botte, 75008 Paris.

**GROUPE BANCAIRE**

recherche dans le cadre de son expansion

**DES CHARGÉS  
DE CLIENTÈLE HF**

pour ORLEANS, PARIS ET REGION PARISIENNE, POITIERS

Diplômés d'Enseignement Supérieur, les candidats retenus auront acquis une expérience de 3 à 5 ans dans l'analyse financière des PMI, soit dans un établissement bancaire ou financier, soit au sein des services économiques d'organisations professionnelles. L'aptitude à négocier avec des chefs d'entreprise, petites et moyennes, est primordiale.

Adresser C.V. avec mention de la ville choisie, photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5358 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

**Inspecteur des ventes**

Villeneuve-sur-Lot 180-210 000 F



S.A. LARROCHE Frères, leader sur le marché de la conserve alimentaire maïs, haricots verts (CA : 300 Millions de F), nous renforçons l'impact de notre politique commerciale en créant le secteur « Centre Sud-Est - Méditerranée ».

Rattaché au Directeur Commercial et basé à Villeneuve-sur-Lot où se trouvent notre siège et notre principale unité de production, vous :

- réalisez et faites appliquer sur votre secteur notre stratégie en matière de prix, remises, promotion, animation sur les produits...
- conseillez et mobilisez notre réseau d'agents auprès de la distribution moderne et des grossistes traditionnels.
- suivez en direct les clients les plus importants et participez aux négociations avec les centrales d'achat régionales.

Age d'au moins 28 ans, de formation commerciale ou technique (agro-alimentaire). Vous nous apportez la preuve de votre réussite dans la vente et l'animation en milieu « Distribution alimentaire ». Une voiture vous sera fournie.

G. RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 8610, au



**Gilbert Raynaud & Partners**

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 18, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris. Tél. : 47 23 78 20

**BIAO**

AFRIBANK

**formation bancaire**

LA BIAO RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT FORMATION UN CADRE DIPLOMÉ ITB OU CESS, DESIREUX DE COLLABORER PENDANT QUELQUES ANNÉES AU PERFECTIONNEMENT DES COLLABORATEURS FRANÇAIS ET AFRICAINS DU GROUPE, AVANT UN RETOUR PROMOTIONNEL VERS L'EXPLOITATION.

Adresser C.V. détaillé à la Direction du Personnel BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

مركزنا من الامارات

Le Monde  
CADRES

**BERTIN & Cie**

Dans le cadre de son développement notre division **EMERGENTES** recherche

**INGENIEURS THERMiciens**  
Grandes Ecoles pour R et D en Thermique et en Mécanique des Fluides  
réf. AMB/19  
Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés ou possédant une première expérience.

**INGENIEURS NUMERICIENS**  
Grandes Ecoles ou Docteurs pour modélisation mathématique de phénomènes physiques.  
réf. AMB/20

**UN INGENIEUR CONFIRME EN ELECTROTECHNIQUE AVANCEE**  
pour développement de matériels nouveaux : expérience en Electromagnétisme souhaitée. réf. AMB/21

Envoyer C.V. et prétentions, sous référence choisie, à M<sup>me</sup> BENOIT - BERTIN & Cie - BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

**Jeune chef de service juridique**

**LYON**

Une solide formation juridique, environ 5 années d'expérience acquise en Cabinet ou en entreprise vous ont préparé à assumer des responsabilités plus globales au niveau d'une société.

En tant que Directeur Administratif et Financier basé à Lyon, vous aurez à assurer la gestion des affaires juridiques de notre Département. Vous conseillerez et assisterez les directions et services dans toute affaire relevant du droit des Sociétés, droit commercial, droit économique et de la concurrence, contentieux, propriété industrielle, ... Vous participerez, sur le plan juridique, à la mise au point de contrats de licence et d'assistance technique. La diversité et l'étendue des domaines d'intervention et des relations que la fonction implique demandent une assez large polyvalence et d'excellentes qualités relationnelles. La pratique de l'anglais serait un atout.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. R.35 M en précisant votre rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran, 75361 Paris Cedex 08.

**BSN**  
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

**Direction administrative et financière**

Région Parisienne 250 - 300 000 F

Notre client, un important groupe industriel américain, recherche un candidat à fort potentiel pour sa filiale française en pleine croissance (CA 275 MF).

Le poste, rattaché directement au Directeur administratif et financier, comprend les responsabilités suivantes :

- la supervision d'un service comptable important
- la gestion financière
- la trésorerie
- le conseil fiscal
- les procédures administratives.

Les candidats, de formation supérieure (ESC + DECS) doivent avoir une expérience professionnelle d'environ 5 ans, une excellente connaissance de la comptabilité française et anglo-saxonne, une parfaite maîtrise de l'anglais et le désir de travailler dans une société dynamique avec de réelles perspectives d'évolution internationale.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Ivor Alex au 19.44.1.831.0431 ou de lui envoyer un CV complet, en mentionnant la référence P 1089, à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B 5LR, Royaume-Uni.

**MP**  
Michael Page International  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

**SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE**

**PREMIERE BANQUE INTER-REGIONALE FRANÇAISE**  
cherche (réf. 3813 LM)

**UN ORGANISATEUR MAÎTRISANT L'ANALYSE DES COÛTS**

**VOUS ÊTES INTÉRESSÉ :**

**Votre mission :** Vous renforcez l'équipe organisation au sein du Département Assistance Directe au Réseau, en conduisant une étude d'analyse des prix de revient des produits et services de la banque et en participant à la définition du système d'information de gestion analytique.

**Votre formation :** Diplôme d'études supérieures (ingénieur, sup da co...), vous êtes un professionnel de l'organisation et possédez une expérience d'analyse des coûts en milieu industriel ou tertiaire.

**Votre profil :** Homme de communication, vous savez écouter, dialoguer et convaincre. Vous avez des idées, elles sont réalistes et vous savez les vendre.

**Votre avenir :** Après avoir participé pendant trois ans environ à cette mission et acquis une bonne connaissance de notre banque, vous pourrez prendre d'autres responsabilités dans notre réseau d'exploitation ou dans nos directions centrales.

Ecrivez directement à M. Gérard FARJOT, responsable du Département Assistance Directe au Réseau à la Société Lyonnaise de Banque - Chemin Antenne-Pardon - 69160 Tassin-la-Demi-Lune. Joignez votre dossier personnel, une photo et précisez le niveau de salaire souhaité.

Mais pour en savoir plus, téléphonez aussitôt à : M. Gérard FARJOT, au 72.32.64.63. Il vous répondra personnellement, il est responsable du secteur. Vous prendrez votre décision avec lui.

**groupe cic**

**Gestion du personnel**

Société agro-alimentaire de 250 personnes, leader sur son marché, implantée dans le Sud-Est.

souhaite confier la gestion du personnel à un professionnel de formation supérieure maîtrisant tous les aspects de la fonction. En relation directe avec la Direction Générale, vous aurez à structurer la FONCTION PERSONNEL : analyses de postes, de rémunérations, évaluation de potentiel humain, législation, formation, recrutement...

Homme de rigueur et de dialogue, vous gèrerez et planifierez votre action en fonction du développement de l'entreprise.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. 10913, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris. Discretion assurée.

**Média-System**

**Haute technologie**

Groupe industriel français performant à haute technologie, de vocation internationale, nous développons une filiale française de commercialisation (C.A. 85 : 100 MF, dont 30 % export).

Nous recherchons pour cette filiale en plein essor notre Directeur Commercial, dont les responsabilités, d'emblée globales, le conduiront, en cas de succès, à un titre de Directeur Général.

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, vous metrez en œuvre une politique de développement commercial, marchés et produits, et d'animation des hommes tant en France qu'à l'étranger. Votre domaine d'intervention s'étendra également à la gestion administrative et à la logistique.

Vos qualités d'entrepreneur feront le reste.

Diplômé d'études supérieures techniques ou commerciales, vous avez dans tous les cas fait vos preuves dans un contexte de vente de produits industriels et vous souhaitez à présent élargir progressivement votre champ d'expérience...

Dans cette perspective, rencontrons-nous ; auparavant, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, photo et C.V.), s/réf. V/FG/LM, à Raymond POULAIN, qui vous garantira toute discrétion.

**AFCOREM** **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**BANQUE INTERNATIONALE PARIS**

RECHERCHE

**EXPLOITANT**  
GRANDES ENTREPRISES

Le candidat diplômé de l'Enseignement Supérieur devra justifier d'une sérieuse expérience, à la fois dans les relations commerciales et dans l'analyse des crédits.

Il devra de plus, démontrer de réelles qualités d'imagination et d'initiative.

Une première expérience des opérations internationales C.T. et M.T. serait un atout.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions, sous la référence 6302/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS, qui transmettra.

**O.C.B.F. SERVICES**

**VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE**

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES**  
PARIS et RÉGION PARISIENNE  
**PERSONNES**

Parlant et écrivant polonais, roumain, tchèque, ou hongrois, pour réaliser des entretiens dans leur langue.

Tél. : 48-42-00-00  
Bertrane De Karatim.

La ville de Gargèse-Sonessa (plus de 40 000 habitants) recrute par voie de mutation ou concours sur titre

**INFIRMIÈRE PUÉRICULTRICE D.E.**  
**3 INFIRMIÈRES D.E.**  
**3 MONITEURS H.F.**

de jardins d'enfants

Les dossiers de candidature doivent être adressés à M. le maire, Conseiller général 96140 GARGÈSE-LES-GONÈSSE

**UN GRAND DU TRANSPORT**  
recherche

**UN AUDITEUR COMPTABLE QUALIFIÉ**

Niveau de formation DECS (Comptable juridique)  
Classification maîtrise

Cet auditeur comptable ayant des missions à effectuer dans nos succursales et filiales tant en France qu'à l'étranger. Poste à pourvoir en RÉGION PARISIENNE

Si vous êtes intéressé par annonce, veuillez adresser votre C.V. et prétentions sous n° 21.734 (int. à porter sur enveloppe) à : LA PUBLICITE FRANÇAISE 22-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra.

**Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.**

**BULL ENGAGE DES INGENIEURS A FORT POTENTIEL TECHNIQUE**

Vous êtes diplômés des Grandes Ecoles ou de l'Université.

- Vous débutez après une option informatique, ou

- vous possédez déjà une solide expérience d'au moins 3 ans autour de : CGOS/TDS/IDS/COBOL ou MS-DOS/PASCAL ou CTOS/PASCAL

Rejoignez-nous et venez concevoir, développer et maintenir des applications modernes et évolutives dans le domaine de la bureautique, la télématique et l'informatique.

Vous acquérez ou valorisez vos compétences sur nos matériels 0400, BA30/BM50 et DPS7, articulés autour de l'architecture DSA et vous contribuerez à relever nos défis sur les marchés mondiaux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la référence 420/M à Annie BÉNYAYA groupe BULL, FR 0007C 94 avenue Gambetta - 75990 Paris Cedex 20.

**Bull**

GROUPE BANCAIRE  
DES CHARGES DE CLIENTELE

formation bancaire

Le Monde  
CADRES

**PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES.**  
200 à 250 KF.

*Vous disposez d'une formation juridique supérieure (mini : Maîtrise), d'une expérience réussie (3 à 5 ans) de la fonction, soit dans sa totalité, en P.M.E., soit en partie dans une structure plus importante.*

*Vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge l'intégralité de la fonction, sur un site industriel, dans une unité de production de 300 personnes et vous préparer aux fonctions de CHEF du PERSONNEL dans une usine d'un groupe international de renom.*

*Vous recherchez l'opportunité de vous engager pleinement dans une Entreprise qui investit, qui modernise, qui fait des profits et dont les structures et le mode de gestion favorisent l'expression et la communication.*

*Notre société vous offre cette opportunité.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :  
J.-M. Legendre Centre de psychologie du travail  
3, bd. René Levasseur 72000 LE MANS sous réf. 622.



**Négociateur d'affaires**

Fort d'une expérience commerciale acquise dans une institution financière (Banque - Assurances) rejoignez une **activité en plein développement** et une entreprise performante, filiale d'un grand groupe financier de taille européenne. Venez intégrer la **direction Commerciale** où vous serez chargé de proposer à de grandes entreprises des **produits financiers** et de négocier les contrats jusqu'à leur terme, directement avec les dirigeants d'entreprise.

Une rémunération motivante et des possibilités d'évolution sont offertes à un candidat de valeur, âgé de 30 ans minimum et titulaire d'une formation supérieure. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) sous référence 2154 à

**SOURCES** 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra confidentiellement.

**SECURITE ET TECHNIQUES DE POINTE**

FICHET BAUCHE s'impose comme le leader incontesté de la sécurité des biens et des personnes. Notre Division Equipements Professionnels recherche pour son Département Ingénierie un Ingénieur grande école (électronique ou informatique) pour lui confier un poste

**INGENIEUR D'AFFAIRES**

Il participera au développement et à la promotion de notre activité CENTRALISATION et INGENIERIE SECURITE.

Bon négociateur, homme de contact il saura nous apporter son expérience (2 à 3 ans) et ses connaissances techniques et commerciales.

Nous lui proposons une fonction qui, tant en France qu'à l'étranger (Anglais nécessaire pour des courts déplacements), lui permettra de valoriser ses compétences dans un domaine en croissance faisant appel à des techniques de pointe.

Nous étudierons avec attention et discrétion votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. 33 M à FICHET BAUCHE, Direction des Relations Humaines, 15/17, avenue Morane-Sauvinière, 78140 VÉLIZY.

**FICHET-BAUCHE**



**GEO prima Femme Télé Actualité Loisirs**

Filiale d'un groupe international, PRISMA PRESSE est devenu en quelques années l'un des leaders de la presse magazine et cherche à renforcer ses structures de management en recrutant

**ATTACHE(E)S de DIRECTION**

Au sein de la Direction Générale, vous serez chargé(e) de missions variées d'études et de coordination, en relation avec toutes les fonctions de l'entreprise.

Pour une personnalité de valeur, associant rigueur et ouverture d'esprit, ce poste fonctionnel et polyvalent doit déboucher à moyen terme vers une responsabilité opérationnelle.

Vous avez une formation supérieure (niveau HEC, Sup de Co) et une véritable expérience professionnelle, de préférence dans la presse. Vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand.

Si cette perspective vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature à

PRISMA PRESSE - Direction du Personnel  
6 rue Daru - 75008 Paris

**Agro-alimentaire : d'une responsabilité produit à celle de notre marketing**

Specialistes de la distribution de surgelés, nous avons eu ces dernières années un développement fort et régulier. Notre C.A. se situe bien au-delà de 300 millions de Francs. Nous avons acquis notoriété, Image de qualité et pourquoi ne pas le dire... nous sommes devenus un des leaders de notre secteur. Il nous manque au sein de notre équipe de développement l'homme du marketing.

Actuellement, surtout implantés à Paris et en Ile-de-France, où nous avons une centaine de magasins qui nous appartiennent en propre, nous avons décidé d'orienter notre développement vers la province. C'est, dans un premier temps, à la réalisation de cet objectif que vous vous consacrez entièrement. Dans un deuxième temps et parce que vous nous avez convaincus, vos compétences s'exerceront dans le domaine large de notre marketing touchant aux produits, à la promotion, à la communication...

Nous vous voyons âgé de 35 ans environ, diplômé d'école de commerce, avec un professionnalisme acquis dans l'agro-alimentaire ; vous pourriez être, par exemple, dans une fonction de chef de produit ou de chef de groupe et pour vous sentir maintenant à l'étroit vous avez besoin d'évoluer... Le poste est basé en région parisienne sud.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 2381 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

**Jeune ingénieur études et méthodes partagez nos ambitions**

Après un diplôme d'ingénieur (ENSAM, ESTP, EMN...), et 3 à 4 ans dans le bâtiment, vous souhaitez élargir votre expérience et accéder rapidement à des postes de Management.

Le Groupe BRUNO PETIT (1,1 milliard de C.A. - 2 000 personnes), un des leaders de la Maison Individuelle, vous propose de rejoindre la Direction Etudes et Projets au siège du Groupe à Meudon.

- Constantement à l'affût de nouveaux produits et procédés, vous testerez leur efficacité et proposerez leur application sur chantiers.
- Vous serez amené à réaliser également des études ponctuelles nécessitant de bonnes connaissances en calculs de structures.
- Vous aurez comme interlocuteurs privilégiés les responsables travaux régionaux qui, par des contacts fréquents, vous permettront la découverte du terrain.
- A ce titre, vous aurez le souci de concourir à l'excellence des techniques de mise en œuvre et à la rentabilité des chantiers.

Vous êtes intéressé par l'opportunité de faire évoluer rapidement votre carrière, adressez lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 114 B à :

GRUPE BRUNO PETIT - Direction recrutement - BP 33 - 92130 Meudon

**GRUPE BRUNO PETIT**

**L'anti train-train pour 15 ingénieurs**

Jeunes Ingénieurs, vous n'allez pas vous ennuyer ! A peine arrivés, déjà sur chantier. Vous abordez la technique routière et apprenez à motiver vos équipes. Rapidement, vous découvrez la gestion : résultats, amortissements, valeur ajoutée... prennent enfin une dimension concrète. Il ne manque plus que les affaires ! Peu à peu, vous allez

gérer vos relations commerciales et décrocher vos premiers marchés. Motivés et responsables, prenez le chemin de la réussite ! Nous vous aiderons en mettant à votre disposition nos techniques, notre dynamisme et la puissance de notre groupe.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. LM 9

**COLAS**

Service Recrutement/Formation  
39 rue du Colisée  
75008 Paris

**Responsable méthodes Centrale, AM...**

Notre entreprise comporte 5 unités de production autonomes, de 200 à 500 personnes chacune. Les Chefs d'Unité, âgés de 30/33 ans, se comportent en véritables "patrons" de P.M.I. et disposent à cet effet de l'ensemble des Services périphériques à la Production. Pour accéder à cette fonction, il faut impérativement avoir assumé la responsabilité de l'un de ces Services pendant 3 à 5 ans. Aujourd'hui, nous recherchons le Responsable Méthodes de l'Unité Télérie-Traitement de Surface.

30 ans environ, diplômé d'une grande école à dominante mécanique, il valorisera une première expérience de quelques années en Méthodes, en animant un Service de 20 cadres et techniciens et en gérant un budget annuel d'investissement d'environ 15 MF. Notre dimension, qui permet d'intéressantes perspectives, nos produits, connus dans le monde entier, notre gestion et notre politique de management réputées pour leur qualité et leur hardiesse constituent nos meilleures références. Le poste est situé dans une région appréciée (proximité de l'Océan).

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 606473 en précisant si vous le désirez les sociétés auxquelles il ne doit pas être transmis.

55, rue du Rocher 75008 Paris

**ORION**  
l'homme et l'entreprise

**jeune diplômé(e) HEC, ESSEC, ESCP... découvrez l'ensemble du fonctionnement d'un organisme financier**

dès le début de votre carrière. Vous vous joignez, à Paris, à l'équipe d'inspection d'un grand établissement financier qui comprend de nombreuses agences dans la capitale et sa proche banlieue. Après avoir pris connaissance de notre organisation, de nos méthodes ainsi que de la réglementation bancaire et fiscale en vigueur, vous intervenez dans nos succursales. Sous la tutelle d'un Inspecteur sénior, vous vous assurez de l'application des procédures et des normes de sécurité, tout en conseillant les responsables et le personnel dans leur gestion. Vous leur fournissez aussi les informations nécessaires pour la mise en œuvre des nouvelles directives. Vous contribuez également aux études visant à améliorer les moyens d'investigation ainsi que l'assistance apportée aux agences.

Nous vous remercions d'écrire, s/réf. M/029.41, à notre Conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

**SERTI SELECTION** - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

Cor

serete

Informaticien  
mais surtout Gestion

MAY

Handwritten text at the bottom of the page.



Le Monde  
CADRES

VILLE DE SAINT-PIERRE  
(45 000 habitants)

recrute  
pour diriger sa médiathèque

UN/UNE BIBLIOTHÉCAIRE  
1<sup>re</sup> CATÉGORIE

Condition statutaire, concours sur titre.  
Dossier avant le 31-7-86 : Monsieur le Maire,  
Mairie de ville, 69800 Saint-Pierre.

SEDI  
Grâce à notre dynamisme et à la compétence de  
nos prestations, nous recherchons pour notre  
DÉPARTEMENT INDUSTRIEL

Ingénieurs Grandes Ecoles  
(Débutants acceptés)

Expérience milieu industriel souhaitée. Rémunération  
attractive et évolution de carrière intéressante.  
Adressez votre candidature, CV et prestations à  
SEDI 80, av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY

Etablissement industriel clermontois  
(Puy-de-Dôme)

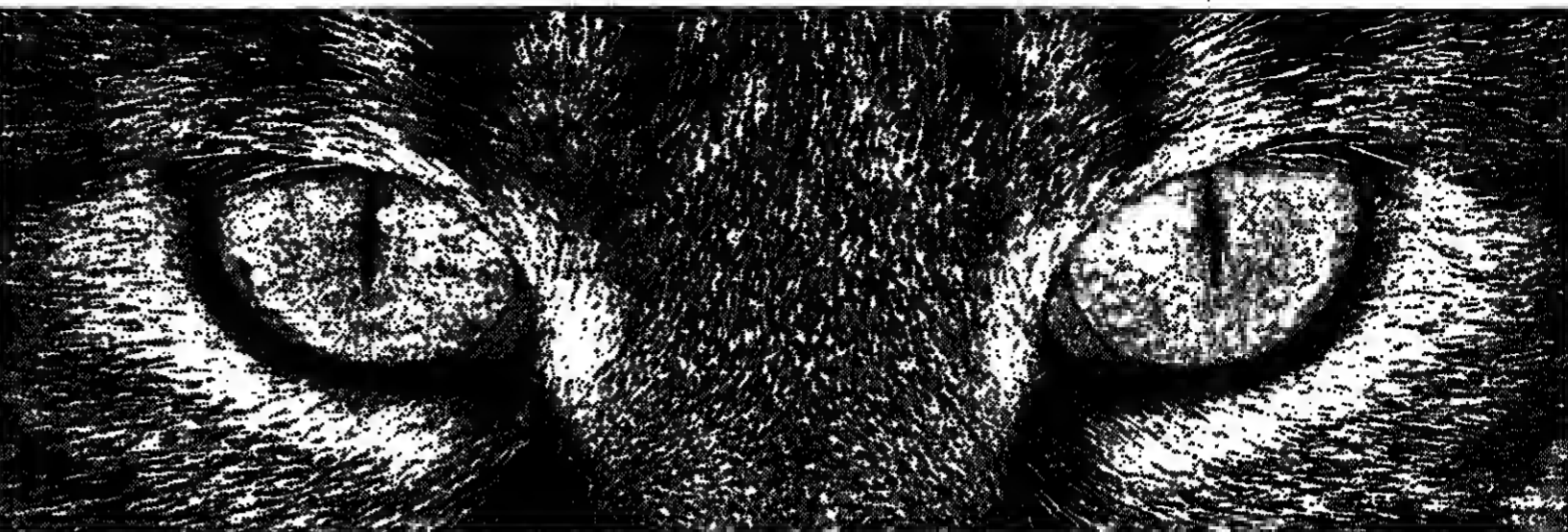
recherche

INGÉNIEUR

pour test système électronique  
embarqué sur avion.

Connaissance en électronique linéaire et numérique  
ainsi qu'en informatique technique nécessaire.

Ecrire avec c.v. à Havas 6300 E Clermont-Ferrand  
Cedex, qui transmettra n° 16 730.



Comment percevoir ce que d'autres ne voient pas.

La curiosité, la volonté de comprendre,  
d'aller plus loin, est un trait commun aux  
hommes de Télé systèmes. Pour développer  
cette capacité à voir plus large, à percevoir  
ce que d'autres ne voient pas, nous offrons  
à ceux qui rejoignent Télé systèmes un par-  
cours que les autres n'ont pas.

Un voyage qui aiguisé l'esprit  
Entrer chez Télé systèmes, c'est avoir l'op-  
portunité d'aiguiser votre esprit, d'échapper  
au quotidien au contact des métiers que  
nous maîtrisons : ingénierie de systèmes et  
réseaux, banque de données, télématique,  
centres informatiques, conseil-assistance et  
développement de logiciels.

Voyager au sein de Télé systèmes sur des  
projets de pointe en France comme dans le  
monde, c'est aussi l'opportunité d'acquérir  
un ensemble de connaissances qui vous  
permet de bâtir une carrière.

Les grands moyens  
Télé systèmes, une des premières SSII fran-  
çaises, forte de ses compétences, de son  
assise financière et de ses moyens de déve-  
loppement, poursuit sa croissance en inté-  
grant, en 1986, 250 ingénieurs :  
ingénieurs d'application - chefs de projet  
ingénieurs systèmes - ingénieurs réseaux  
ingénieurs d'affaires  
dans des environnements Bull, DPS6, DPST,

DPS8, IBM gros systèmes, DEC...  
Si vous êtes de ceux qui veulent percevoir ce  
que les autres ne voient pas, rejoignez-nous.

Envoyez CV et lettre manuscrite à :  
Télé systèmes, Direction du personnel,  
115, rue du Bac, 75007 Paris.  
Tél.: (1)45.44.38.98.

Telesystemes  
Gagnons ensemble.

Gestion des carrières et recrutement

SONY

"Utiliser le plus haut niveau de technologie possible" fonder l'organisation sur la  
valeur de l'individu". Voici un extrait de la charte de notre groupe. La recherche  
du Responsable de la Gestion des Carrières et du Recrutement s'inscrit dans

une volonté d'optimisation des ressources humaines de SONY FRANCE. Directement rattaché au Directeur des  
Relations Humaines, ce nouveau collaborateur aura pour mission de déterminer avec l'encadrement les besoins  
en ressources humaines et de promouvoir l'évolution interne grâce à la mise au point d'une véritable gestion pré-  
visionnelle des carrières. Responsable du recrutement de l'ensemble du personnel (cadres, AM et employés) il au-  
ra le souci de favoriser et de suivre l'intégration de nos collaborateurs dans nos équipes. Il sera chargé de la ges-  
tion des rémunérations et participera étroitement à l'ensemble des actions menées par l'équipe de la fonction per-  
sonnel. Ce poste conviendrait à un homme doté d'une double formation supérieure (ESC, IEP et DESS de  
sciences humaines...) et justifiant d'une expérience de la fonction d'environ cinq ans acquise dans un environne-  
ment international ou dans un cabinet conseil. Le sens de la gestion humaine que nous développons s'appuie sur  
un réel souci de la valorisation des qualités et compétences de chacun, sur l'ouverture, le respect des autres et la  
disponibilité aux idées neuves. Compte tenu de notre expansion, un candidat de fort potentiel trouvera chez nous  
de réelles opportunités d'épanouissement. Le poste est basé à Paris.  
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. 595.86 M à  
notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC



L'informatique  
au crédit foncier de France

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou équivalent

- Vous débutez ou possédez déjà une première expérience, nous vous proposons d'intégrer nos équipes afin de participer activement à la mise en œuvre de notre système d'information.
- Vous recherchez vos fonctions au Service Informatique et Systèmes d'Information (1- de 200 personnes) dans un environnement en pleine expansion IBM 3090, MVS/VS, IMS/DB/DC, DB2, langage de 4<sup>me</sup> génération (AS, FOOLIS).
- Selon votre profil, vous trouverez un poste à vos mesures, aussi bien dans des domaines très techniques (système télécommunications), que dans des activités plus orientées vers l'informatique de gestion (conception, analyse, exploitation).
- Rémunération motivante et nombreux avantages.
- Comment nous rejoindre ?  
En passant le concours organisé les 2 et 3 septembre 1986 (clôture des inscriptions le 6 août).  
Demandez notre documentation complète au CRÉDIT FONCIER DE FRANCE,  
Service du Personnel - Bureau des Concours, 48, rue Cambon, B.P. 65, 75001 Paris Cedex 01  
Tél.: 42.44.80.66/80.67.

crédit foncier de France  
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

Responsable du recrutement

SERETE, est leader sur le marché de l'ingénierie en France dans des projets complexes :  
industries lourdes, industries de transformation et de hautes technologies : productique, aéro-  
nautique, électronique, informatique.

En étroite collaboration avec les Directions opérationnelles, vous mènerez de manière auto-  
nome des recrutements passionnants : jeunes ingénieurs ou experts, automaticiens, méca-  
niciens, thermiciens, électriciens, financiers, etc. Vous assurerez le choix des méthodes  
appropriées et contrôlerez budgets, délais de recrutement et intégration des candidats.  
Une première expérience de la fonction de 2 à 3 ans acquise en cabinet ou entreprise et  
le goût des contacts sont indispensables. Merci d'adresser votre candidature à Serete, Ser-  
vice du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13, sous référence 86.62-M.



Informaticien  
mais surtout Gestionnaire

PARIS



Filière d'un très important groupe de distribu-  
tion, notre développement actuel et nos projets  
d'expansion nous amènent à créer le poste de  
coordinateur informatique. C'est pour nous un  
poste-clé car son titulaire sera chargé de traduire  
les besoins exprimés par nos différents  
départements régionaux en applications informatiques,  
d'assurer leur réalisation par les services info-  
matiques du groupe et de piloter nos  
développements futurs en matière d'outils  
informatiques.

Responsable devant la Direction Générale  
il sera le garant de la bonne utilisation de  
l'informatique au sein de notre société. Nous

venons confier ce poste à une personne de  
formation supérieure, âgée d'environ 30 ans,  
ayant acquis une expérience de mise en place de  
systèmes de gestion, si possible dans une société  
commerciale ou de services. L'utilisation de  
matériels IBM-PC ou compatibles serait  
appréciée.  
Ce poste, évolutif, constitue une réelle chance  
à saisir. Merci de faire connaître votre motiva-  
tion et vos compétences en adressant votre  
candidature sous référence 2293/LM à :  
Daniel LANDEAU, notre Conseil, pour cette  
recherche, qui vous garantit une totale  
confidentialité.

HAY Managers 13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

RHÔNE-POULENC

recherche  
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINÉRALE FINE  
ET SPÉCIALITÉS CHIMIQUES

Ingénieurs procédés  
CENTRALE, ENSIC, ESPCI, ENSCP, ESCI...

Il leur sera confié des postes de DÉVELOPPEMENT et D'ASSISTANCE TECHNIQUE  
après d'unités de fabrication, dans des secteurs de hautes technologies. Différents  
niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des  
candidats, CONFIRMÉS ou DÉBUTANTS.

Les Divisions chimiques de RHÔNE-POULENC, en forte progression en C.A. et en  
résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles  
installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) à travers le monde.  
Elles offrent de réelles opportunités de carrière, en France et à l'étranger, à des can-  
didats à fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous références M 18C à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

**Le Monde**  
**CADRES**



**conduisez au succès le développement de notre système d'information**

Nous sommes parmi les premières Caisses françaises de Crédit Agricole; nous employons 1000 collaborateurs et disposons de deux IBM 43XX/MVS auxquels sont connectés nos 350 terminaux. Notre directeur informatique cherche son responsable du développement pour conduire un projet ambitieux : refondre l'ensemble des applications de notre banque autour d'une base de données décisionnelles.

Venez diriger et coordonner 40 informaticiens, veiller au respect des délais et à la bonne réalisation des applications définies par notre schéma directeur.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure, si possible scientifique, vous avez une solide expérience en conduite de projets et en animation d'équipes importantes. Vous aimez le contact et savez convaincre des utilisateurs exigeants. Cela vous est utile pour réussir chez nous et... progresser rapidement.

Notre consultant, S. BERLEM, vous remercie de lui écrire (rét. 466 LM) à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRETIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



**RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT**  
*une opportunité pour un Professionnel du Bâtiment*

LAMBERT vous propose de prendre rapidement des responsabilités de haut niveau en participant au développement rapide de sa branche "Distribution de matériaux".

Travaillant en liaison étroite avec l'équipe de Direction jeune et dynamique de Lambert Distribution et dans un esprit de profonde concertation, vous serez dans un premier temps chargé en région parisienne du développement et de la réorganisation de l'un des principaux centres de profit de la société, spécialisé en matériaux et bois, et réalisant actuellement un S.A. de 80 MF.

Vous confirmez à travers ce poste vos aptitudes indiscutables au management des hommes et votre sens aigu du profit. Vous aimez également les groupes de réflexion à caractère stratégique au niveau de l'ensemble de la société.

Vous prouverez ainsi vos capacités à étendre ultérieurement vos responsabilités à un ensemble de centres de profit en région parisienne ou en province.

Nous attendons un candidat de formation supérieure, de préférence commerciale, complétée par une expérience réussie dans le milieu du Bâtiment.

Nous offrons une rémunération très motivante pour un homme ambassadeur et à fort potentiel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (c.v., photo et prétentions) s/réf. 2791 à la Direction des Relations Humaines du Groupe Lambert, LAMBERT FRERES & CIE, 5 rue Vermet 75008 Paris.

**Patron d'unité industrielle**  
**BORDEAUX**

Le «continuu» chez HACHETTE, c'est l'impression de documents administratifs et commerciaux pour PME, de listes et de listings pour ordinateurs, de billets d'avion... C'est pour nous un créneau en expansion aux résultats très positifs grâce à une constante volonté d'innovation accompagnée d'investissements importants dans les 4 unités de Limoges, Cholez, Bordeaux et Romans qui font avec 220 personnes 180 MF de CA.

A la suite d'une mutation, nous recherchons le directeur de notre unité de Bordeaux.

Diplômé Grande Ecole, vous avez de préférence une formation d'ingénieur (IDR, ENSI, ICAM...).

A 33 ans minimum, vous avez une bonne expérience des produits fabriqués en séries

unitaires et vous êtes désireux d'élargir votre action pour prendre en charge l'ensemble d'une unité sous tous ses aspects : conception et lancement de nouveaux produits, animation du personnel, gestion, organisation, amélioration de la production. Vous assumez en même temps la fonction commerciale, pilotez votre force de vente, assurez le marketing de vos produits et les relations avec les principaux clients.

Ce poste peut permettre une évolution dans la Branche industrielle du Groupe.



Ecrivez-nous (lettre manuscrite + CV + rémunération), sous réf. 6065 M, au Service Gestion des Cadres, 12 rue François 1<sup>er</sup>, 75008 Paris.

**Etre le second d'une grande agence de communication**

Nous sommes filiale de FCA! Notre activité : la relation entre les hommes et l'entreprise. Notre agence, déjà parmi les toutes premières du marché, poursuit son développement. Pour nous donner les moyens de nos ambitions, nous recherchons celui qui va succéder le Directeur Général.

A ses côtés, il anime, supervise une équipe de professionnels (Chef de groupe, chefs de publicité, productrices...), développe les affaires et gère les budgets (stratégie, conception et rédaction des messages, impulsion création et média planning). Il est en permanence à la recherche de nouveaux supports pour l'entreprise dans nos principaux domaines d'intervention : la communication de recrutement (ponctuelle et institutionnelle) et la communication interne (journaux, magazines, vidéo...).

Cette responsabilité, porteuse d'avenir, peut intéresser un E.S.C. âgé de 30 ans environ, ayant une expérience de plusieurs années d'animation et de gestion de budgets en agence de Publicité et souhaitant, aujourd'hui, prendre son véritable essor en associant son évolution personnelle à celle de l'entreprise.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. CL 679 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTEC

**Un nouvel associé chez SIRCA.**

Associé, pourquoi ? Depuis bientôt 10 ans que nous exerçons avec passion notre métier de conseil en recrutement de cadres, par annonce et par approche directe, nous avons pu apprécier l'intérêt de l'esprit d'association qui fait la cohésion de notre équipe et stimule notre créativité. Nous gardons en toutes circonstances le même souci de haute qualité et de relations de confiance avec tous nos interlocuteurs.

Implantés aujourd'hui à Paris, Lyon et Madrid, nous envisageons favorablement d'autres développements. Dans l'immédiat, c'est pour Paris que nous cherchons un nouveau consultant associé.

Vous vous sentez capable d'apporter un plus à notre équipe tout en respectant notre style et notre système de valeurs. Du tonus, un contact positif, une plume alerte, une démarche commerciale convaincante sont parmi vos atouts. Avant de vérifier ensemble l'intérêt de vos 10 à 15 ans d'expérience, un entretien peut-être par écrit en cabinet, une première lettre en toute confidentialité adressée 64, rue La Boétie 75008 PARIS, sous référence 549 727 M.



Membre de Syntec

Recherche EDUCATEURS (FRANCS) spécialisés en DEFA. Ecrire CV Naves, Cannes, 3639 BP 177.

Laboratoire de matériel médical et pharmaceutique

ANTIBES 06

recherche

**JEUNE RESPONSABLE DE PRODUCTION**

Ingénieur Arts et métiers ou équivalent pour gestion de production, entretien des équipements mécaniques et électromécaniques.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à Pro-Consultant C&G d'Asur 4, place Gambetta, 06400 Cannes.

**CREDIT FORD**  
**JURISTE**

Vous connaissez les avantages de votre profession : contacts, variété des travaux à traiter, pouvoir d'orientation. Vous l'avez choisie pour toutes ces raisons et parce que vous pensez que c'est une position idéale pour s'informer, influencer les actions quotidiennes et les projets.

Nous vous proposons un poste de juriste généraliste consacré à nos activités CREDIT. Vous rédigerez et surveillerez les contrats passés avec nos clients et notre réseau, en particulier dans la prise de garanties. Vous protégerez les intérêts de notre société dans les négociations avec les autorités monétaires. Vos conseils seront aussi demandés dans le domaine fiscal et social. Sur le plan interne vous veillerez à l'application des procédures et au respect de la législation.

Votre évolution passera par un élargissement de votre activité à d'autres secteurs. Elle pourra intervenir en France ou à l'étranger.

De formation juridique et financière (Doctorat ou DES) vous connaissez la législation sur la protection de l'acheteur à crédit et vous avez une bonne pratique du droit des Sociétés ; votre expérience est d'au moins deux ans et de préférence dans un établissement de Crédit à la consommation, une société financière ou dans le service contentieux d'une banque.

La maîtrise de l'anglais est indispensable à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature à FORD FRANCE S.A., Direction du Personnel, 344 avenue Napoléon Bonaparte, 92506 RUEIL MALMAISON Cédex.



UNE VOLONTÉ DE PERFECTION

**JURISTES HAUT NIVEAU**  
**250/300 KF +**

Une société recherche 6 juristes de haut niveau (H.E.).

Pratique professionnelle minimale 5/10 années. Spécialistes en Droit du Travail ou Droit des Sociétés et Droit Commercial, en particulier en matière d'actes juridiques.

Goût et aptitudes pour la recherche et la rédaction. Dynamisme et imagination indispensables. Maîtrise de l'usage des micro-ordinateurs ou acceptation d'une initiation accélérée. Lieu de travail Paris.

Début d'activité : septembre 86. Perspectives de carrière motivantes.



Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 606/86 à IS CONSEIL - 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE Cedex 6.

MARSEILLE - LYON - PARIS

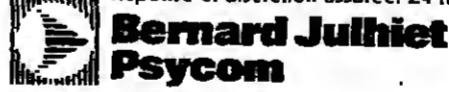
**Jeune auditeur pour nos filiales**

Plus de 300 MF de CA, 300 personnes, nous sommes une société française qui fabrique et commercialise des papiers spéciaux pour l'industrie graphique. Notre outil de production et la qualité de nos produits font de nous un leader de notre profession. Nous exportons 35% de notre CA à travers nos filiales et un réseau d'agents.

Des contrôles et validations de documents comptables à la présentation de rapports et de tableaux de bord mensuels en passant par la surveillance des stocks et comptes clients... Vous facilitez la circulation de l'information de gestion entre les filiales et le siège ; ainsi vous jouez un rôle dans l'amélioration de notre communication interne.

26 ans environ, diplômé d'école de commerce, vous avez complété votre formation de gestionnaire par une première expérience d'audit en société ou en cabinet. Force de caractère, diplomatie, rigueur et ouverture d'esprit sont les qualités que nous souhaitons trouver en vous. Pour ce poste basé en région parisienne mais nécessitant une part de votre temps sur le terrain, vous parlez allemand et bien sûr anglais.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo. Référence 1383 M. Réponse et discrétion assurées. 24 rue Eugène Flachet 75017 Paris.



Membre de Syntec

**Finance Marketing International**

Conseil en commercialisation de produits financiers et d'assurances, recrute, pour faire face au développement de ses activités, un

**Concepteur-Rédacteur Junior - H/F**

La communication vous passionne et vous pouvez faire état d'une première expérience réussie (deux à trois ans au minimum).

Votre formation nous intéresse moins que votre aptitude à pratiquer la communication de manière intelligente et efficace. Vous savez traduire un concept marketing en langage commercial et publicitaire. Vous êtes capable aussi bien de concevoir une annonce de pub que rédiger une lettre de vente, créer une plaquette d'image institutionnelle pour une société ou un document d'information bien structuré sur un produit.

Vous alliez la créativité et la rigueur, le souci du style et celui de l'efficacité. Et vous êtes prêt à vous intégrer dans une équipe fortement motivée avec laquelle vous pratiquerez toutes les techniques de communication commerciale : VPC, publicité presse, édition, information interne et externe.

Pour un premier contact, adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + prétentions) sous référence LM1, à Annie MELIN, Finance Marketing International, 33 rue de Mogador 75009 Paris.

سركا من لاجل

Le Monde CADRES

CREDIT FONCIER DE FRANCE

**l'informatique au crédit foncier de France**

**PROGRAMMEURS**

« De formation IUT ou équivalent, vous débutez ou possédez déjà une première expérience. »

« Nous vous proposons de travailler au sein d'une équipe de projet de taille limitée. Vous disposez des moyens les mieux adaptés à l'exercice de vos fonctions, en matériels comme en logiciels (SCO/SPP...). Outre le COBOL, vous utiliserez des langages de 4<sup>ème</sup> génération (AS, FOCUS) et un générateur de programmes PACBASE. »

« Poste évolutif, rémunération motivante et nombreux avantages. »

« Comment nous rejoindre ? En passant le concours organisé les 18 et 19 septembre 1986 (clôture des inscriptions le 6 août). »

Demandez notre documentation complète au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau des Concours 48, rue Cambon, B.P. 65, 75009 Paris Cedex 01 - Tél. : 42.44.80.66/80.67.

**crédit foncier de france**  
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.

**JEUNES INGENIEURS UNIVERSITAIRES-CADRES ET TECHNICIENS D'ENTREPRISE**

*Votre avenir passe par Douai!*

Un corps professionnel de grande valeur résolument tourné vers les applications industrielles et associé à des moyens matériels importants, une gamme de compétences très large : mécanique, robotique, informatique, automatique, génie énergétique, polymères et composites, métrologie, bâtiment et travaux publics, métallurgie, chimie, voilà l'Ecole des Mines de Douai, une école de renommée et d'audience nationales qui forme des ingénieurs généralistes et opérationnels en prise directe avec le monde de l'industrie. Comme chaque année, nous ouvrons plusieurs cycles de spécialisation.

**INGENIEUR SPECIALISE EN ROBOTIQUE**  
Une compétence technique et scientifique de haut niveau en robotique, voilà l'objectif de cette formation ouverte à 10 étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, DEA ou équivalent. 2 options, conception ou utilisation des robots, sont possibles : sur 1 an un programme de 800 h d'enseignement théorique et pratique et 800 h de stage et projet industriel en entreprise. Des cours assurés par des spécialistes nationaux et internationaux, d'importants moyens matériels en robotique et informatique : une formation top niveau sanctionnée par le « Diplôme de spécialisation en robotique de l'Ecole des Mines de Douai. »

Pour tous renseignements et pour obtenir un dossier d'inscription, téléphoner au 27.87.03.52 ou écrire à Mr François GAJZIK.

**CREATION D'ENTREPRISE INDUSTRIELLE**  
Ingénieur ou technicien, débutant ou confirmé, vous êtes porteur d'un projet de création d'entreprise industrielle. Notre objectif : aider à concrétiser votre idée par la mise au point d'un prototype industriel. Des moyens matériels et humains importants dans des domaines de compétences techniques très larges : une contribution originale et décisive qui associera bien sûr les aspects commerciaux, financiers et juridiques. Votre projet dans notre nursery d'entreprises c'est mettre les meilleures chances de votre côté en bénéficiant de la synergie d'une grande école dans tous les domaines.

**EGOR REGION EST**  
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

Pour tous renseignements, téléphoner au 27.87.18.14 ou écrire à Mr Henri GRATEPANCHE ou Mr Jacques MASUREL.  
B.P. 638 - 69508 DOUAI Cedex.

**BOSSARD CONSULTANTS**

Un des premiers cabinets de conseil français

Recherche pour son activité de

**CONSEIL EN INFORMATIQUE**

(Audit et Planification informatiques  
Conception et Ingénierie de Systèmes d'Informations)

Ingénieurs informaticiens  
X, Centres, Mines...

5 à 10 ans d'expérience professionnelle dans l'informatique.  
Rémunération élevée et développement rapide de carrière pour des candidats de valeur

Envoyer curriculum vitae à :  
B. ESTIENNE et P. WECKX - 12 bis rue Jean-Jarès - 92807 PUTEAUX CEDEX

**Jeunes ingénieurs : des responsabilités opérationnelles dès aujourd'hui, patron de l'une de nos unités demain...**

**RESPONSABLES DE PRODUCTION**

REIMS - POUZAUGES

Notre groupe comprend 8 établissements décentralisés, spécialisés dans la location, le nettoyage et l'entretien de linge professionnel. Il réalise un chiffre d'affaires de 140 millions de Fr sur un marché en plein développement. Afin de former de jeunes ingénieurs à prendre la direction de nos prochaines unités, nous recherchons des responsables de production pour nos centres de REIMS (51) et de POUZAUGES (85), près de NANTES.

Rattaché au directeur d'usine, le responsable de production anime son personnel, veille au respect des délais et de la qualité et participe à l'amélioration de la productivité. Nous souhaitons recruter de jeunes ingénieurs généralistes (AM, INSA...), débutants ou possédant une petite expérience de fabrication. Nous apprécions avant tout des qualités de meneur d'hommes, d'organisateur et la volonté de construire sa réussite sur le terrain.

Notre entreprise est dynamique, nos méthodes de travail sont modernes, nos unités de REIMS et de POUZAUGES sont réellement autonomes. Nos importants projets de développement permettront à des candidats performants et géographiquement mobiles d'évoluer rapidement vers une direction d'unité.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence du poste à :

**EGOR REGION EST**  
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs (345 personnes en 1984, 530 à ce jour), recherche pour renforcer son équipe RELATIONS HUMAINES :

**Chargé de recrutement** H/F

Vous travaillerez en liaison directe avec le Responsable des Relations Humaines et devrez prendre en charge une partie des recrutements, depuis l'étude du poste à pourvoir jusqu'à l'intégration du candidat correspondant au profil recherché. Votre parfaite maîtrise de la langue anglaise vous permettra également d'assurer des missions ponctuelles à l'étranger. Votre autonomie et votre rigueur vous amèneront progressivement à un élargissement de vos fonctions, au sein du département (gestion de carrières, besoins en formation, etc.).

Vous êtes titulaire d'un DESS ou équivalent et une première expérience réussie, en entreprise ou en cabinet, vous rend directement opérationnel au sein de notre équipe.

**ECS** Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. FN700 à ECS, Relations Humaines, 16 rue Washington 75008 PARIS.

**COOPERATIVE AGRICOLE MEUSE-ORNAÏN**  
(160 personnes, 550 MF C.A., Bar le Duc)  
céréales, approvisionnement, machinisme, recherche son

**DIRECTEUR GENERAL**

Expérience de la coopération nécessaire.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 55 à ARGUMENTE 35, rue la Boétie - 75008 PARIS.

**PROMO J** agence conseil en communication spécialisée recruteur enseignement - formation membre de l'ANCP

recrute

**CHEF DE PUBLICITE (H.F.)**

Pour participer au développement de notre agence spécialiste de la "communication écoles".

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur et justifiant d'une première expérience en agence (ou responsable des Relations Extérieures d'une école).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :  
**PROMO J 9, rue Lagrange 75006 Paris**

**GRUPE VERNIER - G.S.P.**  
(CA. 200 MF)  
constructeur machines-outils recherche

**EXPORT MANAGER**

Formation commerciale supérieure. Expérience minimum 5 ans. Niveau chef d'un service export, de préférence dans les biens d'équipement. Anglais indispensable, allemand apprécié. Poste basé à Nice.

Adresser C.V., photo et prétentions B.P. 63, 06340 LA TRINITÉ.

**SOFRES** recherche personne ayant parfaite connaissance langues roumaine, polonaise, pour interview touristes. Se présenter mardi 17 juin à 14 h au 18, r. Barthe, MONTROUGE (metro Porte-d'Orléans).

**BANQUE DE DONNEES** recherche **PHARMACIEN-DOCUM.** expert de la fonction expé. Adresser lettre manusc. + C.V. + photo à Bleu n°je 09 212, 17, rue Labat, 94307 VAN-GENNES Cedex qui transmet.

**U.S. BANK**  
Une des premières banques américaines recherche un

**Correspondant-Banking Officer**

Paris **Excellent salaire**

De formation supérieure et parlant l'anglais couramment, vous avez une bonne expérience dans ce domaine acquise dans le département international d'une banque à Paris.

A environ 30 ans, vous connaissez parfaitement les produits financiers et d'électronique bancaire.

Répondant directement au Responsable du groupe, vous serez le n° 2 d'une équipe de 4-5 personnes en plein développement, dont vous prendrez la responsabilité dans un délai assez bref.

Si ce challenge vous intéresse, veuillez contacter Yves Boissonnat au 19.44.1.831.6431 ou envoyer sous référence 13564 un dossier complet (CV + photo + salaire actuel) à Michael Page International, 39-41 Parker Street, Londres WC2B, SLB, Royaume-Uni.

**MP**  
**Michael Page International**  
Specialists in Finance Recruitment  
London - Brussels - New York - Sydney

**Consultant Formation Bernard Julhiet**

Nous vous proposons de rejoindre Bernard Julhiet Formation, unité spécialisée dans la formation des fonctions marketing, commercial, vente ; cela en collaboration étroite avec les huit sociétés du Groupe Bernard Julhiet, l'un des grands du conseil en France.

Analyser les attentes des Entreprises, concevoir des programmes de formation, animer des stages "inter" et "intra" avec l'appui d'outils audio-visuels et informatiques, c'est un métier enrichissant et sans cesse renouvelé.

Vous êtes de préférence diplômé d'études commerciales supérieures et vous avez une expérience de Formateur acquise en Cabinet ou en Entreprise, ou bien une expérience commerciale (vente, encadrement d'équipe, marketing) au cours de laquelle vous avez apprécié la formation comme élément essentiel d'animation.

D'esprit très "entreprise", le conseil vous tente à condition d'équilibrer pédagogie, opérationnel, efficace.

L'équipe Bernard Julhiet Formation, jeune, dynamique, répondra à toutes vos questions.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, réf. B/F 86 M, à Bernard Julhiet Formation, 28 Bd Belle-Rive, 92500 Rueil-Malmaison.

**BERNARD JULHIET FORMATION**

Jeune Auditeur pour nos Filiales

Bernard Julhiet Paris

Communication

Le Monde CADRES

UNIVERS DE LA GESTION

**Synthelabo**  
Groupe Pharmaceutique Français  
recherche pour l'un de ses Laboratoires  
situé en Banlieue Sud

**UN MEDECIN PRODUIT**

Responsable de la mise en place et des études cliniques de PHASE IV d'un produit à visée cardiologique. Il devra également participer activement à la formation des visiteurs médicaux et à la rédaction des documents scientifiques concernant sa gamme de produits.

Expérience hospitalière en cardiologie au niveau Chef de Clinique. Possibilité de travailler quatre jours par semaine.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 136 à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO  
22, avenue Galilée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

**directeur d'usine à Annecy**

Nous sommes un groupe industriel possédant une dizaine d'usines en France et leader dans notre profession.

Notre usine d'Annecy est "un bijou": bâtiments neufs et lignes de production très modernes. Nos fabrications en séries demandent à nos ingénieurs des compétences de mécanicien et d'organisateur.

Si vous avez la trentaine, une formation type AM, une expérience dans la direction d'un centre de production, venez diriger nos équipes (une centaine de salariés) et vous intégrerez à un groupe en pleine mutation industrielle, dirigé par des jeunes. C'est le début, pour vous, d'une belle carrière de dirigeant. (réf. 1176 LM)

Notre consultante, Mme G. CROUZET, vous remercie de lui écrire.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON  
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

**FDI BORDEAUX**

Constructeur d'engins de maintenance et de terrassement, soucieux de maîtriser une forte expansion (35% en 86) fruit d'une politique de qualité axée principalement sur l'exportation (70% de notre C.A. en 85). Nous recherchons votre :

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

A la tête d'une structure légère vous devrez : participer à l'élaboration et au suivi de notre politique, assurer le contrôle de gestion grâce à la mise en place des procédures internes et externes appropriées, superviser la comptabilité, assurer la direction administrative et les relations extérieures liées aux fonctions ci-dessus.

A 30 ans environ, HEC ou équivalent, vous avez une bonne connaissance des problèmes liés à l'exportation et à la vie d'une PME moderne. L'informatique et l'anglais vous sont évidemment familiers. «Dynamique et sportif, vous VOULEZ vous impliquer à fond pour prendre votre place au sein d'une équipe de gagnants qui apprécie votre rigueur professionnelle et vos qualités humaines. Nous discuterons ensemble de votre rémunération. Merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo et salaire actuel) sous référence FDI 01 à notre Conseil : Demainique de BAILLEUX

**BTS CONSULTANTS**  
84, cours de Verdun  
33000 BORDEAUX  
qui garantit réponse et confidentialité

**Concepteurs**

ENFI Design, un des tout premiers cabinets européens d'études de prospective et de conception en design, aménagement de l'espace et communication, recherche (pour Paris, régions et international):

des concepteurs ayant prouvé leur créativité et leur rigueur, leur sens de la communication, leur sensibilité à l'approche marketing et au dialogue, dans les disciplines suivantes :

DESIGNER, ARCHITECTE,  
ARCHITECTE D'INTERIEUR, GRAPHISTE,  
ayant une expérience professionnelle de 2 à 5 ans.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à l'attention de M. Gérard WOLTON,

**Groupe ENFI Design** 34, avenue Kléber  
75116 PARIS

**ORGANISME DE CONSEIL ET DE FORMATION AGRO-ALIMENTAIRE**  
recherche

**FORMATEUR / CONCEPTEUR**

Mission :  
- Animation de séminaires (compétence pédagogique).  
- Elaboration de nouveaux programmes.  
- Organisation et suivi des actions.  
- Contacts avec la clientèle.

dans les spécialités suivantes :

MARKETING - COMMERCIAL, VENTE

Formation : supérieure (Agro - Ecole de Commerce - IAA - etc.),  
3 années minimum d'expérience en Animation ou opérationnel dans les postes cités.  
Connaissance de l'Agro-fourmures appréciée.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous réf. 928 à :  
SWEETS Publicité 9, rue du Delta 75009 PARIS qui transmettra.

**PROMOTEUR - CONSTRUCTEUR NATIONAL**  
recherche pour sa nouvelle filiale

**Maisons Individuelles**

**Directeur de programmes**

Ce poste basé dans le 8ème et couvrant l'Île-de-France, conviendrait à un candidat de 30-45 ans, riche d'une expérience réussie dans les maisons individuelles, capable de faire la synthèse des éléments techniques, commerciaux et financiers, ayant des qualités de rigueur et un sens développé des contacts.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 9263 à CONTESSA PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. Discretion garantie.

**A vos marques : achetez notre textile !**

**CENTRALE D'ACHATS :** Nous avons 5 ans d'ancienneté et générons un chiffre d'affaires de 800 MF : c'est dire si nous sommes actifs, si nous savons faire les bons choix tant sur le plan humain qu'au niveau des produits. Notre équipe est jeune et très impliquée dans son travail.

Sous l'autorité d'un chef de produit confirmé, vous êtes responsable des achats d'une ligne de produit : Homme/Sport, Femme, Enfant, Chaussures. Vous vous battez pour votre CA et votre marge. Vous discutez avec les fournisseurs tout en construisant vos collections, promotions, liaisons entrepôts... Vous travaillez en temps réel.

Nous vous demandons une forte autonomie, une implication personnelle évidente et le goût d'entreprendre. Votre formation supérieure (IUT, E.S.C., maîtrise), une première expérience réussie à la vente dans la grande distribution et surtout votre ardeur sauront nous convaincre. Les postes sont basés à 70 km Sud de Paris.

Si cette opportunité vous tente, merci de bien vouloir adresser votre dossier sous réf. V/612 M à notre Conseil

**CD Cécile Dargeou**  
34 rue du Pont  
92200 NEUILLY S Seine

**PROMO J** agence conseil en communication spécialisée secteur enseignement-formation membre de l'AACP

recrute

**UNE CHARGÉE DE MISSION RELATIONS EXTERIEURES**

Pour : « La rédaction, la réalisation et la promotion de "La Lettre de la Communication Ecoles" » et Les relations presse de l'agence et de ses clients

Diplômée de l'enseignement supérieur sachant rédiger et justifiant d'une première expérience en agence (ou responsable des Relations Extérieures d'une école).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à :  
**PROMO J 9, rue Lagrange 75005 Paris**

**ORGANISME DE FORMATION**  
recherche

**RESPONSABLE DE CENTRE**

pour son unité basée en banlieue Sud-Ouest

Expérience commerciale administrative et d'encadrement nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. 9263 à CONTESSA PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS qui transmettra.

**ORGANISME DE FORMATION LINGUISTIQUE**  
recherche pour PARIS le

**RESPONSABLE DE SON EQUIPE PEDAGOGIQUE**

La candidature retenue disposera d'une expérience conséquente (TEFL) d'enseignement, d'encadrement pédagogique, etc... Répondre de parlier français couramment.

Envoyer CV, photo, prétentions sous réf. 9263 à CONTESSA PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra  
75040 PARIS qui transmettra.

**Société anonyme d'ALM**  
Rhône-Alpes  
recherche

**CHARGÉ D'OPÉRATIONS**

sous l'autorité et la conduite du responsable.

Il prendra en charge l'opération et le suivi des diverses tâches juridiques, administratives et financières afférentes au montage et à la réalisation d'opérations de construction immobilières (acquisition, aménagement, logements sociaux et d'aménagement).

Niveau : études supérieures, bac+5 minimum.  
Exp. minimum : 3 ans.  
Poste à pourvoir en août 1988. Réponse urgente.

Adresser CV et photo à :  
SOHLM S.P. 125  
39431 ECHIROLLES CEDEX

**TÉLÉPERFORMANCE**  
STÉ LEADER EN MARKETING TÉLÉPHONIQUE

**UNE (E) CHARGÉE (E) D'ÉTUDES**

Ce poste d'adresse à UN ou UNE CANDIDATE MOTIVÉE DISPONIBLE, capable de s'insérer dans une équipe jeune et dynamique. Forte capacité de travail, fort désir d'évolution BAC + 4 de préférence spécialisée en marketing. Appointement mensuel de 450 000 F. ou PASCAL PUCKETT écrit le 30 juin 1988 au 48-28-40-30.

VILLE DE NORT (DEUX-SEVRES) recrute

**Société de location de bureaux**  
recherche

**COMMERCIAL HAUT NIVEAU**

de la profession souhaitée.

Adressez candidature et prêt. MESSY, 20, avenue de Stalingrad, 94362 FRESNES CEDEX.

**CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES** rech. pour

**GRENOBLE FISCALISTE CONFIRMÉ**

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prêt. s/réf. 1258 PASCAL 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

**A COURT TERME UN POSTE DE DIRECTION DANS L'UNE DE NOS FILIALES**

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous parlez couramment l'anglais et possédez une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet d'audit international ou dans un service d'audit interne. Votre rigueur, votre autonomie et votre maturité d'esprit vous permettent de prendre à terme un poste de direction dans l'une de nos filiales à l'étranger.

Nous vous proposons d'intégrer dans un premier temps à Paris le service audit interne du groupe pour lequel vous effectuerez des missions ponctuelles en Afrique, Extrême-Orient, Europe et Amérique du Nord.

L'importance de notre groupe international (11000 personnes) vous assure un encadrement solide et une rémunération très attractive.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 6372 à Media-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

**ÉDITEUR SCIENTIFIQUE DE PREMIER PLAN**  
recherche

**VRP EXCLUSIF**

(fixe + intéressement)  
possédant voiture pour prospecter et animation clientèle libraires et institutions Paris + moitié sud de la France. Qualités exigées : sens du contact, dynamisme, goût de la vente, imagination, fortes motivations pour participer à un développement commercial actif au service d'une équipe jeune et récente.

Ecrire sous n° 7.379 LE MONDE PUBLICITE  
5, rue de Montcaumon, Paris-7e.

**PROFESSEUR DE DANSE TITULAIRE DU CA DANSE CLASSIQUE**

Ce poste est ouvert dans le cadre de la promotion respectivement l'école municipale et école nationale de danse.

- Indice brut 433.801.  
- Horaires hebdomadaires : 16 h.  
- Prises de fonctions : 1<sup>er</sup> octobre 88

Adresser votre candidature avec CV détaillé, jusqu'au 31 août 1988 à M. le Maire Service du personnel, Hôtel de Ville 75023 NORT CEDEX.

**INRA**  
recrute

**UN AGENT CONTRACTUEL SCIENTIFIQUE**

Titulaire DEA obtenu en 1986 Intéressé par les problématiques pour les reptiles, arthropodes, Odon. Contrat 3 ans renouvelable après évaluation satisfaisante.

Rens. au labo. tél. : 80-56-20-12  
Candidatures : INRA 147, r. de l'Université, Paris-7e.

Lycée technique privé Saint-Benoît à Dijon (sous contrat) d'association avec l'Etat recherche pour le rentrée 1988

**PROFESSEUR D'ACTION COMMERCIALE**

Pour classe de BTS titulaires ESCAE ou DECS ou maîtrise Sciences Ec. ou GARET D 2 ou agrégation STE  
Exp. professionnelle souhaitée

Envoyer CV à :  
LPETP Saint-Benoît  
88, rue de Tolant, 21000 Dijon

Nous sommes l'une des institutions Financières parmi les plus cotées en France.

Dans le cadre de notre expansion, nous créons un nouveau poste et recherchons pour notre Siège à Paris, un

**ingénieur gestionnaire**

Vous êtes ingénieur. Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience professionnelle. Vous aimez les défis. Vous êtes capable de faire parler les chiffres. Vous parlez très bien l'Anglais. Vous êtes à un tournant de votre carrière et vous recherchez un challenge pour arriver progressivement à négocier la gestion des millions et même des milliards.

Nous assurons votre formation auprès des meilleurs spécialistes sur le plan national et international.)

Nous vous invitons à envoyer votre C.V., photo et salaire actuel, sous réf. 4745-M à Mamrégies qui transmettra.

**Mamrégies**  
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75016 PARIS

**GRUPE EUROPEEN**  
recherche pour l'une de ses filiales (300 personnes, 250 ME) à PARIS très proche banlieue

**Responsable des comptabilités et du Contrôle Budgétaire 225 KF +**

VOS RESPONSABILITES :

- Diriger la comptabilité générale
- Superviser la facturation
- Suivre les comptes clients
- Etablir les prévisions de trésorerie
- Préparer les budgets et assurer le contrôle budgétaire
- Fournir les tableaux de bord
- Surveiller les comptes de deux filiales
- Animer le collaborateur.

• Votre formation : DECS complet  
• Votre expérience : plusieurs années en comptabilité, utilisation de l'informatique de gestion, direction d'une équipe.  
• Votre personnalité : disponibilité, discrétion, efficacité, esprit d'équipe.

Envoyer CV + photo + prétentions à :  
**CAREER**  
37 C3, avenue Franklin-Roosevelt 75008 PARIS.  
Réponse assurée, discrétion garantie.

**Chef cambiste**

**JEUNE CONTINENTAL PASSEZ A LA MANOEUVRE**

**LE CARBONE LOI**

**CONTROLEUR DE GESTION**  
HEC, ESSEC, ESCP, IEP, Ingénieur

**LES NOUVEAUX ADJOINTS**

**ADJOINT**

**CREDIT CHIMIQUE**

**CAMBISTE CONFIRMÉ**

Handwritten text in Arabic script: 52/1/1/1/1/1

مركز الامم المتحدة

REPRODUCTION INTERDITE

### UNIVERS DE LA GESTION

#### Chef cambiste

Banque - 300/500.000 F

Change comptant interbancaire - Une très importante banque d'affaires française, membre d'un groupe bancaire réputé et très active sur le marché du comptant (transactions dollar/mark, dollar/Paris...) recherche son nouveau chef cambiste. Basé au siège de la banque (centre de Paris), il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur de la trésorerie et des changes, et aura la responsabilité d'une équipe de cinq cambistes performants. Ce poste ne peut convenir qu'à un spécialiste confirmé du change comptant interbancaire; actuellement chef cambiste senior dans une banque réellement présente sur ce marché, et motivé par l'animation d'une petite équipe. Selon l'âge et l'expérience de la fonction (idéalement cinq à quinze ans), la rémunération annuelle brute pourra atteindre 500.000 francs dès la première année. Ecrire à J.P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9159 EM, en indiquant votre rémunération actuelle et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en contact.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Mâtiel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

#### Responsable des systèmes comptables

300.000 F +

"Corporate controller" - Le holding financier d'un important groupe industriel français leader dans son domaine et menant une politique active de diversification internationale, recherche le responsable de ses systèmes comptables. Rattaché au secrétaire général, il sera chargé dans un premier temps d'organiser et de superviser l'activité comptable au siège. A très court terme, dans le cadre des missions d'assistance et de contrôle du holding, il assurera le suivi opérationnel et la mise en place des procédures comptables et financières au sein des différentes filiales - le groupe a lancé un très important plan d'investissements. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP plus DECS) justifiant d'une expérience d'au moins cinq années acquise soit dans une fonction comptable soit dans le contrôle de gestion, familiarisé avec l'outil informatique et capable d'évoluer au sein d'une petite équipe de professionnels. La pratique de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à Neuilly sur Seine. Ecrire en précisant la référence S 8075 M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Mâtiel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

#### Opérations financières

Cadre confirmé

Banque - 200/250.000 F

Une importante banque d'affaires française spécialisée dans le service aux entreprises, recherche un cadre confirmé pour son département des opérations financières. Basé à Paris, il disposera d'une équipe de 6 personnes et devra assurer les montages administratifs et juridiques permettant la réalisation de ces opérations (préparation des conseils d'administration, réunions A.G., contacts C.O.B., problèmes réglementaires, contacts avec le service titres...). Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (droit ou équivalent), et disposant d'une expérience similaire. Le candidat retenu devra notamment justifier d'une connaissance approfondie des techniques du service titres et du montage des opérations financières, acquise au sein de la direction financière d'une banque. Selon l'expérience offerte, la rémunération annuelle brute sera de l'ordre de 200/250.000 francs. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9156M, en indiquant votre rémunération et classification actuelles, et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques auprès desquelles vous ne souhaitez pas être candidat.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04  
Offres PA Mâtiel : 36.14.91.66 code PA  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous sommes une importante Division de THOMSON-CSF spécialisée dans les équipements et les grands systèmes de télécommunications civils et militaires (2.800 personnes). Notre développement commercial à l'étranger (+de 50% de C.A.) exige d'optimiser sans cesse la compétitivité de nos produits... et de faire appel aux techniques et moyens les plus évolués du contrôle de gestion.

Diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP), vous souhaitez, à l'issue d'une première expérience, accélérer votre progression de carrière au sein d'un Groupe d'envergure internationale.

### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

PASSEZ A LA VITESSE SUPERIEURE

Bien droit du Contrôleur de Gestion, votre première mission sera de participer à la mise en place de l'outil de gestion d'un nouveau Département. En parallèle, plusieurs études particulières, notamment sur la rentabilité d'affaires internationales, vous permettront d'acquies une connaissance approfondie de notre Société.

Votre potentiel garantira une évolution à la mesure de vos ambitions au sein d'un groupe très attentif à la carrière de ses cadres de gestion.

Merci d'adresser votre CV à D. BAILLY, Responsable de la Gestion des Cadres, THOMSON-CSF - DTC - 66, rue de Fossé-Blanc - 92231 GENNEVILLIERS CEDEX.

**THOMSON-CSF**  
DIVISION TELECOMMUNICATIONS

Nous sommes une importante BANQUE D'AFFAIRES implantée dans de nombreux pays. Nous bénéficions de l'appui d'un très grand Groupe et poursuivons notre expansion. Notre Direction des Opérations Financières renforce son équipe et recherche:

### UN SPECIALISTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Fortement tourné vers le commercial, il participera au développement de ce type d'interventions (émissions d'obligations, augmentations de capital, introduction sur le second marché...) auprès des grands Emetteurs. Ce poste attirera un Fondé de Pouvoir d'environ 33/35 ans, de formation supérieure, (membre de la SFAP apprécié), déjà bien introduit dans ce milieu, ayant 4 ou 5 années d'expérience des opérations financières, qui a été révélé excellent commercial et souhaite accélérer son évolution professionnelle. L'anglais est indispensable.

Nous offrons de réelles opportunités de progression et d'affirmation. Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et présentations) sous référence 9120 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion totale.

30 rue Pergolèse - 75116 Paris

**Actimman**

### LE CARBONE-LORRAINE

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE  
76% de l'activité exercée à l'étranger. Des positions de leader mondial sur plus de la moitié de son chiffre d'affaires.

Recherche pour son Siège Social à LA DEFENSE:

### CONTROLEUR DE GESTION INTERNATIONAL

HEC, ESSEC, ESCP, IEP, Ingénieur.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, le candidat a quelques années d'expérience (audit, comptabilité, consolidation). Il souhaite travailler dans une équipe dynamique, adapte constamment son organisation pour la maintenir au plus haut niveau technique. Il parle bien l'ANGLAIS et si possible l'Espagnol ou l'Allemand. Il est diplomate, rigoureux et mobile. Evolution possible au sein du Groupe LE CARBONE-LORRAINE ou du Groupe PECHINEY.

Adressez candidature sous réf. 473 M à la Société LE CARBONE-LORRAINE Direction du Personnel et des Relations Sociales Tour Manhattan Cédex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

### Responsable administratif et financier

CREER LA FONCTION GESTION DANS UNE USINE DE MATERIEL CHIRURGICAL U.S. (70 PERSONNES EN 1987)... A SOPHIA ANTIPOLIS

Nous cherchons le responsable administratif et financier de cette usine. Tout ce qui n'est pas la production est de votre ressort : procédures administratives, gestion du personnel, contrôle des coûts sur ordinateur, finances locales.

A 28 ans minimum, ESC + DECS, vous avez déjà l'expérience du contrôle de gestion en usine et une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne. Bien sûr, vous parlez l'anglais. Vous avez le sens de l'organisation et le goût des initiatives.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 496, à notre Conseil - JACQUES FIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

**Jacques fixier s.a.**  
MEMBRE DE SYNTHEC

### LES NOUVEAUX ESPACES

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Financière (Suresnes)

### ADJOINT AU TRESORIER

La personne recrutée, de formation supérieure et ayant une première expérience dans la fonction trésorerie, se verra confier rapidement la trésorerie au jour le jour, le suivi des conditions et frais financiers, les relations avec les banques.

Anglais souhaité.

Vous voudrez bien adresser, lettre, C.V. et présentations sous référence AT/SEP à SNECMA - Département Encadrement - 2, boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

**GROUPE SNECMA**

### CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE recherche

### CAMBISTE CONFIRME

27 ans minimum, expérience minimum 3 ans. Anglais courant indispensable. Allemand souhaité. Intéressé et motivé à la fois par les opérations de change (arbitrage), de trésorerie, de clientèle et les nouveaux instruments.

Adressez lettre manuscrite, C.V., présentations, sous référence 220-M à MAMREGES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra

### GROUPE FIM-FIMOTEL

RECRUTE

Pour son Service

### Contrôle de Gestion Cliniques

UN(E) ASSISTANT(E)

Expérience souhaitée: cliniques ou hôtellerie.

Niveau DECS/IUT de gestion

Ne pas téléphoner. Envoyer C.V. détaillé à Mme CARRIERE FIM - 22, place Vendôme, 75001 Paris.

**TOULOUSE**

### Jeune Cadre Finances Trésorerie

Faisant partie d'un grand groupe, leader sur son marché, notre société et ses 7 filiales emploient plus de 1000 personnes. Notre domaine est l'installation électrique industrialisée où nous intervenons sur de larges secteurs du territoire français.

Nous créons actuellement un poste de responsable financier. Au sein de notre direction financière, il aura pour tâche d'assurer la gestion de notre trésorerie et celle de nos filiales et sera en relation constante avec les banques et les organismes financiers pour mettre en place et assurer le suivi des engagements à moyen et long terme. Il collaborera également aux études de "R.O.I." et participera en liaison directe avec les services financiers du groupe, à l'élaboration de la politique financière de nos sociétés.

Ce poste situé à Toulouse ouvrira à un collaborateur performant de larges perspectives de carrière. Il conviendrait à un jeune diplômé d'école de commerce ayant une première expérience professionnelle (2 ans min.) en milieu bancaire ou en entreprise.

Envoyez votre CV accompagné d'une lettre manuscrite en précisant vos dates de vacances, sous référence 2469 à Lévi Tournay/Ascom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra à notre conseil en recrutement. Discrétion absolue assurée.

**UNIVERS DE LA GESTION**

**Contrôleurs de Gestion**

Nous sommes un grand groupe chimique français (12000 personnes - C.A. : 20 milliards de F.), de renommée et d'activité internationales - plus de 45% de notre C.A. est réalisé à l'exportation.

Au sein de la Direction Centrale Contrôle de Gestion, vous êtes l'interface entre la Direction Générale et différentes divisions fonctionnelles ou opérationnelles. Interlocuteur privilégié de ces divisions, vous les assistez dans leur gestion et la maîtrise de leur budget, recherchez avec eux les causes des "écarts" et proposez des solutions. Vous utilisez des outils informatiques.

Un 1er poste est ouvert à une personne déjà expérimentée (environ 5 ans d'expérience dans une fonction similaire) et de formation supérieure. Réf. 22151/M.

D'autres postes au sein de la même direction sont offerts à des débutants, diplômés d'une grande école de commerce et gestion. Vous serez formés à nos méthodes et outils, et prendrez progressivement des responsabilités. Réf. 22152/M.

Expérimenté ou débutant, votre rigueur et votre contact aisé vous ouvriront de larges opportunités d'évolution au sein de notre groupe.

Veuillez adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions sous la référence choisie, à notre conseil, Christine DEFECHÉ, S&L-CEGOS Tour Chenneceux 92516 BOULOGNE CEDEX.

**S&L CEGOS**

**Un challenge pour un contrôleur de gestion junior. MF**

Un Groupe Industriel de 3 000 personnes, exerçant son activité dans le secteur des produits de la grande consommation, renforce son contrôle de gestion au niveau de ses filiales. L'équipe est jeune et fonceuse, son style direct et participatif.

Par votre dynamisme et votre volonté, vous contribuez à améliorer les performances et rentabilités des unités stratégiques que vous contrôlez. Dans le cadre d'une gestion décentralisée, vous aidez à la mise en forme des budgets annuels et saisonniers. Vous veillez à l'application des méthodes et procédures du groupe, au reporting mensuel et participez à l'informatisation. Vos préconisations pour réduire les écarts sont les bienvenues.

Disponible, motivé, reconnu comme un homme de compétence, de communication, vous avez en jusqu'à aujourd'hui un cursus classique : grande école ou maîtrise de gestion + 3 ans d'audit ou de contrôle de gestion en milieu industriel. Le moment vous paraît venu de choisir un itinéraire plus personnel qui vous permette de viser la responsabilité administrative et financière d'une unité stratégique (environ 150 millions de francs de CA). Vite, un dossier aux consultants de SIRCA - 64, rue La Boétie, 75008 Paris - sous référence 554 812 M.

**Sirca**

Membre de Syntec

**Adjoint au responsable des services comptables H.F.**

Une Banque en fort développement et à taille humaine, recherche pour son siège à PARIS, un Adjoint au responsable des services comptables.

**Mission :**

- établissement des situations réglementaires Commissions Bancaires et des déclarations fiscales ainsi que le suivi des ratios réglementaires,
- suivi de la réglementation bancaire, de la fiscalité et de leurs applications au sein de la banque,
- préparation du bilan et relations avec les contrôleurs externes (commissaires aux comptes, contrôle fiscal),
- suivi de la gestion des immobilisations sur micro-ordinateur,
- suivi des travaux comptables des services :
  - contrôle interne des comptes généraux des services et agences,
  - maintenance et contrôle des procédures comptables,
  - participation à la définition des procédures comptables et analytiques, en liaison avec le contrôle de gestion,
  - participation à l'évolution de l'organisation informatique et bureautique du service.

**Profil :**

- formation supérieure comptable, (ESG, DECS ou équivalent),
- expérience nécessaire de la comptabilité bancaire et connaissance générale de l'informatique et de la bureautique,
- personnalité dynamique indispensable :
  - esprit d'initiative et sens des responsabilités,
  - aptitude à l'encadrement et à l'animation d'une équipe,
  - sens du dialogue et de la communication avec les autres services,
  - rigueur et sens de l'organisation.
- niveau Cadre

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la réf. 3809M à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

**ALSTHOM**

LYON

**AUDIT INTERNE RATTACHÉ AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA DIVISION**

Il assure des missions d'audit comptable. Il contrôle la bonne application des normes comptables au sein des différents établissements et filiales françaises et étrangères. Il étudie le bon fonctionnement des systèmes comptables et de gestion. Il participe à l'élaboration du plan d'audit interne.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure avec DECS, il a une première expérience de l'audit comptable soit dans un Cabinet français ou international, soit dans un groupe industriel.

**LA CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND N'EST PAS INDISPENSABLE MAIS SERAIT APPRÉCIÉE.**

Le poste est basé à VILLEURBANNE. Intéressantes possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 4750-M à MAMRÉGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

LA DIVISION APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE COMPREND 7600 PERSONNES. RÉALISE UN C.A. DE 4 MILLIARDS ET POSÈDE DES FILIALES FRANCE ET ÉTRANGER. DANS LE CADRE DE RECENTS DÉVELOPPEMENTS LA DIRECTION GÉNÉRALE RENFORCE SON SERVICE AUDIT.

**LYON Nouvelle dimension pour un auditeur senior**

Diplômé de l'une des meilleures Ecoles de Gestion, depuis 3/4 ans dans un grand cabinet d'audit anglo-saxon vous souhaitez élargir le champ de vos compétences.

Un grande banque régionale (siège à Lyon) vous propose d'intégrer d'abord son service Audit. Au sein d'une petite équipe très professionnelle, rattachée au plus haut niveau, vous piloterez des missions très diversifiées à vocation générale et organisationnelle.

Ce contexte stimulant va de pair avec les perspectives de développement que nous vous proposerons.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 977 M à Carole de CHILLY, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX

**ALGOE**

**Paris Ingénieur grande école votre carrière commence par la gestion**

Partenaire reconnu des Constructeurs Automobiles Mondiaux, notre groupe (près de 30 000 personnes) a une vocation internationale : 50 % de l'activité est déjà réalisée à l'étranger.

Depuis la Direction Centrale Gestion, l'objectif général de votre mission sera de participer à la diffusion et à l'harmonisation des principes de gestion auprès des activités industrielles du groupe.

La réussite dans cette première fonction ouvrira de larges possibilités d'évolution de carrière, au-delà du domaine de compétences initial.

Après votre diplôme d'Ingénieur (ECP, ECL, Mines, AM...), vous avez acquis une formation complémentaire en gestion, par exemple : CESMA, IAE, IEFSL.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 978 M à notre Conseil ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX

**ALGOE**

**Auditeur opérationnel d'une société industrielle de 12 000 personnes**

Issu d'une grande école X, Mines, HEC, ESC, vous avez déjà une expérience d'environ 3 ans dans le service de production ou d'audit d'une grande entreprise industrielle.

La dimension de notre société 5 MF de CA vous ouvre de larges possibilités d'évolution, mais votre créativité, votre goût pour le travail en équipe, votre mode de communication aisé sont des critères déterminants. Chargé de la réalisation d'audit opérationnel et financier dans plusieurs départements du groupe : • contrôle de la bonne application des décisions de la Direction Générale et des systèmes de gestion, • établissement des recommandations susceptibles d'améliorer la fiabilité et la compétitivité de l'organisation, vous aurez à effectuer de nombreux déplacements en province.

Nous vous remercions pour ce poste basé à Paris des responsabilités, votre potentiel fera le reste. Adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 7600 à Médi-System, 9 rue de la Tour-des-Dames, 75007 Paris.

**ORGANISME PARITAIRE PRIVÉ**

recherche pour PARIS son

**Directeur Comptable et Financier**

Rattaché au Directeur de l'Organisme :

- Il anime un service de 20 personnes.
- Il est responsable de l'établissement et du suivi du budget, de la gestion de trésorerie, des relations bancaires.
- Il assure la gestion de la comptabilité générale et analytique.

Titulaire du DECS, le candidat aura une expérience de 8 à 10 ans de la fonction, et sera parfaitement familiarisé avec l'outil informatique.

Merci d'adresser votre candidature, C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 167 à : PUBLIFOP, 29 Rue Bleue 75009 PARIS qui transmettra.

**Juriste Droit des Sociétés**

Vous avez une licence en Droit. Vous possédez une première expérience professionnelle dans le secrétariat des sociétés.

- Vous serez chargé :
  - de l'organisation des réunions statutaires et du suivi juridique de nos filiales
  - de la mise au point de nos produits financiers

Merci d'adresser votre candidature en indiquant bien le réf.814 à Michel HERTH, C.N.C.M., 88, rue Cardinet 75017 Paris.

**Crédit Mutuel**

15 ANS, ... INSTRUMENTE

UN ATTACHE DE DIRECTION

Gestionnaire de patrimoine

Responsable de l'audit interne

مركزنا من لاصيل

UNIVERS DE LA GESTION

DEPUIS 28 ANS, L'ELECTRONIQUE A UN NOM: TEXAS INSTRUMENTS.

Pionniers dans le domaine de l'électronique de pointe, c'est parce que vous avez un goût que nous avons révisé et préparé votre avenir.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre division SEMI CONDUCTEURS, notre unité de production de circuits intégrés AMOS, basée près de Nice, conceit, fabrique et vend des produits diffusés dans toute l'Europe.

Pour ce poste basé à Villeneuve-Loubet près de Nice, l'anglais courant est indispensable.



Recouvrement

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez plus particulièrement chargé(e) des opérations de RECOURVEMENT concernant notamment des dossiers complexes.

De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de règlement judiciaire et de liquidation de biens vous sont nécessaires.

La poste requiert quelques années d'expérience acquise dans un cabinet d'avocats, chez un syndic ou au service contentieux d'une grande entreprise. (Réf. C/236)

Postes basés à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions, sous la référence choisie, à M. Jean-Michel PIADÉ SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

Contentieux Bancaire

Ce poste implique la prise en charge et le suivi des dossiers judiciaires traditionnels et touchant au contentieux bancaire nouveau. Il nécessite des contacts avec les Agences, les autres Services du Siège, les conseils de la banque et les autres Etablissements bancaires.

Vous devrez posséder une formation supérieure (Droit privé) et justifier d'une expérience certaine des procédures judiciaires, y compris internationales, acquise dans un cabinet d'avocat, de syndic ou dans une grande entreprise.

La pratique de la langue anglaise est requise, une connaissance des opérations financières sera appréciée. (Réf. P/238)

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BANQUE D'AFFAIRES

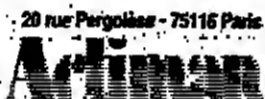
Nous sommes leader de notre profession et en pleine progression. Pour renforcer notre équipe des Opérations Financières nous recherchons

UN ATTACHE DE DIRECTION

Il participera au développement de notre activité en prenant en charge une clientèle d'Emetteurs sur le marché financier.

Pour ce poste basé à Paris, nous offrons une rémunération très attractive, une ambiance ouverte et efficace.

Si ces perspectives vous intéressent, merci de transmettre votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) sous référence 8815 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une discrétion absolue.



REGION MEDITERRANEE

GROUPEMENT DE PRODUCTEURS DE VIN Siège Social : BANVULS SUR MER CHERIF D'AFFAIRES 120 MF (expansion 15 %/an)

recherche son :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Formation supérieure requise : HEC - ESSEC ou équivalent. 30 ans environ. Bonnes connaissances en informatique et bureautique.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V. et prétentions à G.L.C.B. Route du Mas Reig 66650 BANVULS SUR MER.

IMPORTANT BANQUE PRIVEE

recherche pour l'une de ses filiales

GESTIONNAIRE DE PATRIMOINE

Responsable du développement - gestion de portefeuilles privés auprès d'une clientèle de particuliers.

CONNAISSANCES APPROFONDIES DES VALEURS MOBILIERES EXIGÉES

Diplômé de l'enseignement supérieur ou équivalent, vous avez une expérience de 5 à 10 ans et êtes attiré par une réévaluation très motivante.

Le poste est basé à LILLE. Adresser dossier de candidature (C.V., photo) sous référence 9480 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

BANQUE PRIVEE, FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPLANTÉ DANS 45 PAYS DU MONDE, nous recherchons un

Gestionnaire de patrimoine

Il devra :

- Gérer les comptes titres qui nous sont confiés sous mandat de gestion et assurer le développement de cette activité. Créer un fonds commun de placement diversifié, en assurer la gestion et participer à la diffusion de ce produit auprès de nos agences.

28-35 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou de formation universitaire équivalente (néanmoins plus orientée vers les chiffres que vers les lettres), il a une expérience de trois ans minimum dans la gestion de patrimoine.

Une grande rigueur est nécessaire pour une bonne réussite dans ce poste. Anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 497, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



F.F.F. IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER DE PROMOTION ET DE GERANCE cherche

UN CONTROLEUR DE GESTION MF

Au sein du département Contrôle de Gestion/Audit, sa mission comportera l'élaboration et la négociation des budgets annuels, le suivi des tableaux de bord et des travaux d'audit.

Ce poste conviendrait à une personne de formation Ecole de Commerce ou équivalent, possédant une expérience de 2 à 3 ans dans un service Contrôle de Gestion ou d'Audit et déjà familiarisée avec l'outil informatique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., prétentions, à



La filiale d'un important groupe de services (C.A. environ 2 milliards de F.) recherche pour son siège (Paris 8<sup>e</sup>)

UN ADJOINT AU RESPONSABLE COMPTABILITE GENERALE MF

Il supervisera l'ensemble des opérations comptables jusqu'à la production du bilan. Il participera à l'animation d'un service de 6 personnes.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune professionnel titulaire d'une bonne formation de base BTS-DUT, complétée, si possible, par un DECS et pouvant justifier d'une première expérience significative. Vous avez occupé un poste de chef comptable dans une PME ou exercé en cabinet d'expertise.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution au sein de la Direction Financière ou du Groupe, sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 773 M à VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cedex 02.

Filiale d'un des plus grands groupes ETP français, en pleine expansion, nous recherchons un(e)

Responsable de l'audit interne Paris

Rattaché à la Direction Générale, vous serez chargé de vérifier la bonne application des procédures comptables et administratives et de faire des propositions d'amélioration.

Notre gestion est très décentralisée sur nos agences régionales, vous travaillerez donc en étroite collaboration avec les opérationnels.

Ce poste qui se conçoit en pleine autonomie est pour nous le garant de la fiabilité de l'information.

Il est nécessaire, pour réussir, de bénéficier d'une formation supérieure + DECS et au moins 4 ans de cabinet (si possible avec expérience dans un domaine comparable).

Meis vos qualités personnelles seront aussi déterminantes pour nous: bonne affirmation personnelle, grande aisance relationnelle, rigueur.

Ce poste nécessite de nombreux déplacements en Province. Merci d'adresser votre dossier sous réf. 5142/LM à notre conseil, ou de le transmettre à CV PLUS en composant sur votre minitel le 01 43.99.40.25.



TOURS Fisons Horpocle

Jeune D.A.F.

Filiale basée à Tours (71) d'un important groupe Anglo-saxon (CA 7,2 milliards de F), nous comptons parmi les grands noms sur nos marchés et nous recherchons le responsable de notre fonction GESTION.

Rattaché au Directeur Général France, il évoluera dans le cadre d'une organisation et d'une stratégie internationales, aura la charge d'animer une équipe de 6 personnes et couvrira :

- Comptabilité, trésorerie
- Prix de revient
- Contrôle de gestion
- Plan et budgets
- Gestion des stocks
- Informatique
- Administration du personnel
- Reporting Division et Groupe.

Les candidats à ce poste ont environ 28 ans, le D.E.C.S. et une expérience professionnelle réussie acquise en milieu industriel.

De bonnes bases d'anglais sont demandées.

Envoyer votre CV avec lettre manuscrite, photo et prix, en précisant vos dates de vacances s/réf. M 2474 à Lévi Tournay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75005 Paris Cedex 02 qui transmettra à notre conseil en recrutement. Discrétion absolue assurée.

Un Groupe Bancaire en expansion, recherche pour son département Organisation et Informatique (100 personnes) un

COORDINATEUR DE PROJETS Spécialiste produits financiers

capable de prendre en charge d'importants projets dans le cadre du développement de nouveaux services à la clientèle (FCP, Titres Bourse, Echanges Inter-bancaires, Comptabilité, Finances...)

Le candidat recherché a une formation supérieure et une expérience de 4/5 ans en Organisation et Informatique en environnement bancaire comme Chef de Projet ou adjoint, par exemple.

Le fort potentiel exigé assure une importante progression de carrière dans le groupe.

Le poste est basé à Paris-Ouest.

Adresser C.V., détaillé, précisant votre salaire actuel, en rappelant la réf. MO 66, sur l'enveloppe à



Audit d'une opération de 12 000 personnes

Justice Droit des Sociétés

Credit Mutuel





# Le Monde ECONOMIE

## Que devient la reprise aux Etats-Unis ?

### Le réveil des pèlerins

#### Après vingt-cinq ans de torpeur, le Massachusetts est en tête de la croissance américaine

BOSTON

« QUAND j'ai annoncé à Michael Dukakis qu'il briguerait un nouveau mandat de gouverneur, en novembre prochain, en pouvant se prévaloir du plus faible taux de chômage des Etats-Unis, de la plus forte hausse du pouvoir d'achat et d'une baisse historique de la fiscalité, il m'a demandé... si j'avais trop bu. »

Survolé comme toute l'équipe dirigeante du Massachusetts, le secrétaire aux finances, M. Frank Keefe, a de bonnes raisons de jubiler.

Berceau des Etats-Unis, Boston la puritaine, la feutrée, joue à nouveau les pionniers et suscite l'envie de ceux-là même qui, il y a peu, ricanaient : « Si les pèlerins avaient débarqué sur la côte ouest, ils auraient tout juste été capables de créer un vaste parc national. »

Une plaisanterie injuste au regard de l'histoire. Le Massachusetts a été à l'origine de la révolution industrielle d'outre-Atlantique au XIX<sup>e</sup> siècle et du premier saut technologique lié à l'effort de défense lancé par le président Roosevelt durant la seconde guerre mondiale. La chute d'en a été que plus rude. A

l'exception du rebond du milieu des années 60, dû à encore à l'injection de crédits de recherche destinés à la défense, la région a littéralement sombré dans une torpeur économique de vingt-cinq ans, qui n'a pris fin qu'au lendemain d'une très sévère récession, en 1974-75.

Vingt-cinq ans durant lesquels les Américains ont en pour Boston et le Massachusetts les yeux vaguement attendris et condescendants des amateurs de musées ou d'universités prestigieuses qu'ils s'empressent de fuir, leurs études terminées. Vingt-cinq ans dont les responsables de la région entendent bien garder les rudes leçons en mémoire. « Diversifier » est devenu un mot d'ordre, presque une obsession.

#### Un étrange cocktail

« Il n'est plus question de dépendre d'un seul secteur pour assurer notre croissance. Il nous faut jouer le mariage entre le public et le privé en diversifiant les programmes proposés par l'Etat, jouer la haute technologie dans des domaines divers, moderniser lorsque c'est possible les industries plus traditionnelles, mieux tirer parti des recettes touristiques pour que l'avenir reste

brillant », affirme M. Dukakis. Rabié, le sourire éclatant, mais l'œil perçant sous d'épais sourcils noirs, le gouverneur du Massachusetts, étoile montante du Parti démocrate, est un fonceur lucide et pragmatique. Son expérience personnelle l'y a poussé.

Son premier mandat de gouverneur, de 1974 à 1978, marqué par de nouvelles hausses d'impôts dans un Etat surnommé « taxachusetts », lui avait valu une cuisante défaite au profit d'un républicain, M. Edward King, un comble dans ce fief démocrate. Revenu à la tête de l'Etat en 1982, il n'a eu de cesse d'apporter, avec souplesse et imagination, sa part à cet étrange cocktail qui fait aujourd'hui du Massachusetts et surtout du « grand Boston » la région économique la « plus chaude » des Etats-Unis.

La dynamique qui a permis à la région de renaitre tient en effet à une conjonction de facteurs très particuliers : une main-d'œuvre traditionnellement qualifiée, un apport de capital-risque abondant et stimulé par l'action du gouver-

nement, une bonne part de la manne distribuée par le Pentagone et, surtout, élément catalyseur, une richesse universitaire exceptionnelle. Avec cent dix-neuf collèges et établissements d'enseignement supérieur, dont le MIT (Massachusetts Institute of Technology), Harvard, Brandeis ou la Boston University, le Massachusetts mérite de longue date sa réputation de pépinière de chercheurs. L'émergence d'une ère des services et l'avènement de « la révolution de la haute technologie » ont transformé en formidables atouts des avantages épars.

Dans un Etat qui compte moins de 6 millions d'habitants - soit 2,5 % de la population américaine, - cinquante mille nouvelles entreprises, parfois minuscules, ont permis de créer cent soixante mille emplois en deux ans. Un rythme qui ne pourra se maintenir indéfiniment. Le principal économiste et vice-président de la Bank of Boston, M. James Howell, le souligne avec une pru-

dence excluant tout pessimisme : « La maturation des nouvelles sociétés va de pair avec un ralentissement des créations d'emplois, concentrés sur le « grand Boston » qui, à lui seul, assure les trois quarts du revenu de l'Etat », estime ce Texan aujourd'hui passionné par l'aventure du Nord-Est. Autant dire qu'il se sent plus proche de la DRI (Data Resources Inc.) tablant sur 290 000 nouveaux postes d'ici à 1995, que de l'Association nationale de planification, affirmant que 754 700 emplois seront créés d'ici à la fin du siècle dans le « grand Boston ».

#### Les drogués de travail

L'hypothèse basse a malgré tout de quoi faire rêver. Champion américain du chômage avec quelque 12 % en 1974, le Massachusetts est aujourd'hui l'Etat qui compte le moins de sans-emploi (3,8 % en avril, contre une moyenne fédérale de 7,3 %). Et, pour la seconde année consécutive, 1985 lui a permis d'obtenir le ruban bleu des hausses de pouvoir d'achat avec une progression de 7,8 %. Il s'agit, certes, en grande partie d'un rattrapage - les salaires étant longtemps restés en deçà de la moyenne américaine, - laissant encore aux entreprises un

avantage évalué par M. Howell à deux dollars par rapport aux rémunérations horaires de la côte ouest ou de la région des Grands Lacs.

Toutefois, ce que d'aucuns qualifient de « petit miracle économique » ne se serait jamais produit si, au fil des années, la défiance légendaire entre le public et le privé ne s'était atténuée grâce à la multiplication des projets alliant fonds fédéraux ou gouvernementaux, esprit d'entreprise des milieux d'affaires, recherche des milieux universitaires.

Une synthèse dont les succès les plus spectaculaires ont permis la création de Wang, Digital Equipment ou Data General et dont les architectes sont ces « workaholics » (drogués du travail) qui, sur la « route 128 » dans les années 70, jusqu'à la « route 485 » désormais, ont mis en concurrence les surdoués des meilleures universités.

Cette effervescence n'exclut pas un minimum d'organisation. Le MIT, de l'avis général, joue toujours un rôle d'« incubateur » vital, avec ses quelque cinquante laboratoires interdisciplinaires bénéficiant d'un budget de recherche de 1 milliard de dollars par an.

FRANCOISE CROUGNEAU  
(Lire la suite page 34.)

## La pensée économique française existe les Anglo-Saxons l'ont rencontrée

L'ECONOMISTE anglais R. Harrod a raconté qu'en 1930 Keynes croyait que l'Occident connaissait « l'une des conjonctures extraordinaires dans les affaires humaines dont nous pouvons nous sauver par la résolution d'un problème intellectuel - et d'aucune autre façon ». L'histoire lui donna à la fois raison et tort.

Raison car, avec la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie en 1933, Keynes donnait au monde le fondement théorique pour légitimer de nouvelles politiques économiques et sociales. Faute d'avoir pu, par simple persuasion, éviter toutes les erreurs de l'après-première guerre mondiale (les réparations allemandes, le retour à l'étalon-or pour la Grande-Bretagne, etc.), il avait longuement peiné sur la théorie la plus ingrate pour être sûr d'être écouté au lendemain de la seconde guerre mondiale : priorité à l'emploi, gestion du crédit, organisation internationale.

Tort, car il y eut d'autres « façons », d'autres résolutions que les livres et les joutes entre intellectuels et élites financières, industrielles et politiques. Les mouvements sociaux, la dictature, la guerre, la destruction et l'horreur finirent par ouvrir les yeux sur ce que devait être véritablement un programme à long terme de prospérité et de paix.

Aujourd'hui, après plus de dix années de crise en Occident, après surtout l'impact sévère du second choc pétrolier (1979-1980) et la récession complète de 1982, poursuivie en Europe et surtout en France par une quasi-stagnation de la demande intérieure, les économistes français ont-ils résolu le problème semblable qui se pose à eux ? D'une part, savent-ils faire la part entre ce qui est fondamentalement nouveau dans la mutation qui crée aujourd'hui le monde de nos enfants et petits-enfants, et ce qui provient de la phase descendante du cycle long d'accumulation de capital, commencé avec la reconstruction à grande vitesse des économies dévastées, poursuivi par la mise à niveau des richesses et des styles de vie avec les progrès scientifiques et techniques ; cycle qui se termine avec les chocs et ruptures en cours des eighties ?

D'autre part, les économistes français savent-ils, comme Keynes pour la période de 1914 à 1936, prendre suffisamment de

L'innovation a besoin du recul des théoriciens, orthodoxes ou hérétiques

par MAURICE BASLÉ (\*)

recul par rapport aux routines, coutumes et mœurs des divers établissements en place ; d'abord politiques, mais aussi scientifiques, industriels et surtout financiers ? Etablissements où se regroupent des élites dont la noblesse et la garantie de sérieux dans les pratiques quotidiennes sont extrêmes et d'une infinie valeur, mais qui, par position sociale, ne peuvent être, dans tous les cas, le creuset des innovations de survie.

#### Un club fermé

Keynes l'avait perçu en 1930 dans ses Perspectives économiques pour nos petits-enfants, à partir d'un fait curieusement toujours valable aujourd'hui. Il affirmait alors que les systèmes bancaires et monétaires empêchaient les taux d'intérêt de baisser aussi vite que l'exigerait le retour à l'équilibre économique. Nous pouvons reprendre cette idée de Keynes et penser à nouveau que, loin de pouvoir naître du côté des praticiens, l'innovation a besoin des recul des théoriciens : des théoriciens orthodoxes, mais aussi de ceux que Keynes appelait « la brave armée des hérétiques » et les « marginaux » ou « excéntriques », ceux dont Keynes était à partir du groupe « déviant » de Bloomsbury, qui comprenait, en autres, Bertrand Russell et Virginia Woolf (1).

Ce sont eux qui ont posé les bonnes questions, à défaut de répondre à toutes. Il en est ainsi de Hobson, mettant en doute les vertus d'une épargne illimitée ; de Robertson, analysant le cycle en 1928 ; aux Etats-Unis, des nouveaux économistes mettant l'accent sur les institutions comme T. Veblen, W.C. Mitchell, J.M. Clark, après J.R. Commons prédisant l'augmentation du nombre de interventions concertées et collectives de la part des

(\*) Professeur de sciences économiques à l'université de Bretagne occidentale.

sociétés, des gouvernements et des syndicats, etc.

Où en sont les théoriciens français ? La question est délicate pour plusieurs raisons : la première est qu'une grande partie de la pensée économique française ne peut être séparée de celle dont elle s'inspire souvent, soit en la mimant, soit même en la dépassant ou en innovant : la pensée économique anglo-saxonne. La seconde tient à la relative fermeture - par rapport au monde scientifique et aux intellectuels en général - du club des économistes.

Si quelques personnages tiennent quelquefois le haut du pavé, les débats qui les occupent, les outils et les méthodes, l'argumentation, restent encore trop confidentiels. Ou bien ils sont disséminés dans de multiples publications (quotidiens, hebdomadaires, mensuels), et il est difficile de savoir « qui est qui ». Les mots n'ont que rarement fait l'objet d'une définition ou d'un exposé préalable (2). Et même la grammaire n'est pas toujours transparente et accessible.

Pourtant, des économistes en France tentent d'éviter que l'histoire se répète. Ils innovent, et leur réputation a même gagné l'étranger. A défaut de devenir tous des articles d'exportation, ils appartiennent à la communauté scientifique internationale ou sont reconnus par elle. Nous ne pouvons en proposer ici qu'une vision partielle, et non l'exhaustivité, que le lecteur veuille bien nous en excuser (3). Leurs réponses sont de portée inégale face aux défis et aux enjeux du moment, et leur destin encore incertain.

Deux exemples d'écoles françaises peuvent cependant être présentés ici : les spécialistes français du déséquilibre et l'école française de la régulation. (Il faudrait y ajouter au minimum l'école post-keynésienne et les théoriciens du circuit.)

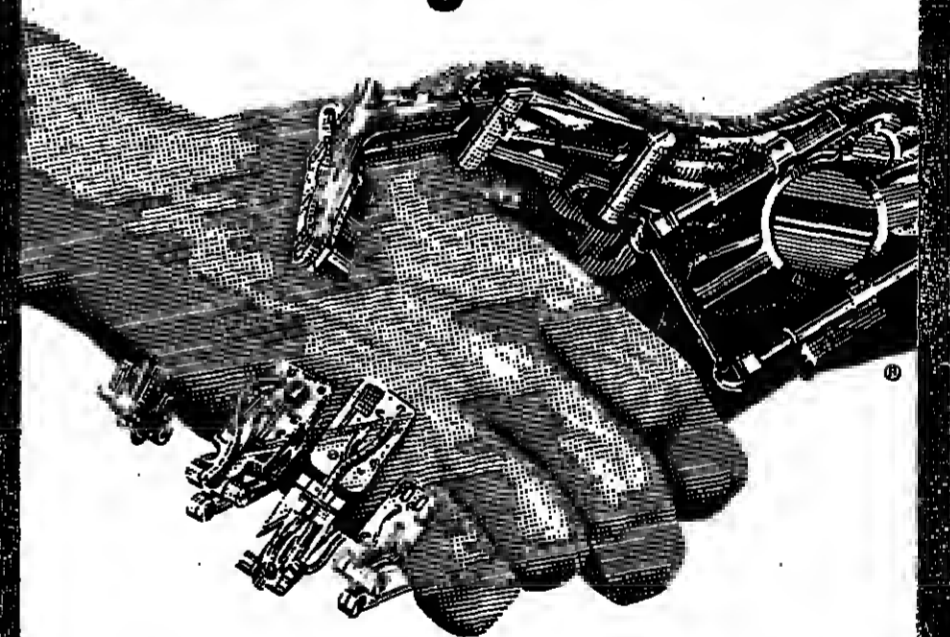
(Lire la suite page 35.)

(1) Pour tous les détails bibliographiques, consulter l'ouvrage hétérodoxe de C. H. Hession, John Maynard Keynes, traduction française, Payot, 1985.

(2) La Sémantique économique en question, de Christian Schmidt, Cahiers-Lévy, 1985.

(3) Pour un panorama des sciences de l'économie en France, on peut utiliser le rapport du CNRS de décembre 1984, ou encore les Cahiers Français de la Documentation Française, n° 217, juillet-septembre 1984.

## Les technologies nouvelles, toutes les technologies nouvelles, et rien que les technologies nouvelles.



### flanders technology international

Salon international des technologies nouvelles

Flanders Technology International - F.T.I. Le plus grand salon de la technologie. Le point de rencontre par excellence de la micro-électronique, de la biotechnologie et des nouveaux matériaux. Les technologies nouvelles y parlent affaires. F.T.I. en est à sa troisième édition. Et le salon passe en troisième vitesse pour surpasser encore les résultats déjà excellents de l'édition 85 : 800 exposants venus de 35 pays, 204 000 visiteurs, dont 117 000 professionnels, un Technology Transfer Center « haute performance » avec une moyenne de 400 contacts commerciaux par participant.

Flanders Technology International aura lieu du 11 au 17 mai 1987 à Gand. Il constitue le point de départ idéal pour le développement, la commercialisation et la mise en application des produits nouveaux et des idées nouvelles.

F.T.I. : un rendez-vous à noter dans votre agenda. Une date à graver dans la mémoire de votre ordinateur. C'est qu'il en soit : un rendez-vous à ne pas manquer.

1 9 8 7

Veillez me faire parvenir la brochure Flanders Technology International 1987.

Nom : \_\_\_\_\_  
 Fonction : \_\_\_\_\_  
 Entreprise/société : \_\_\_\_\_  
 Spécialisation : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_

Flanders Expo c/o Internationale Jaarbeurs van Vlaanderen, Internationaal Congressentrum, B-9000 Gent, Belgique

LA REPRISE AUX ETATS-UNIS

Le réveil des pèlerins

(Suite de la page 33.)

La liaison avec les milieux d'affaires est assurée par un petit organisme de cinquante personnes, le Programme de liaison industrielle bien connu des entreprises américaines, mais aussi étrangères.

« Contre un droit d'entrée modeste, 40 000 dollars pour les plus grandes sociétés, nous assurons l'accès aux recherches du MIT », indique le directeur adjoint du Programme, M. Thomas Moebus, un New-Yorkais, lui aussi séduit par l'effervescence de Boston. « Quelque 35 % des compagnies inscrites sont désormais étrangères : pour moitié européennes - 9 françaises, fort peu d'allemandes jalouses d'assurer leur propre recherche - et pour moitié japonaises. »

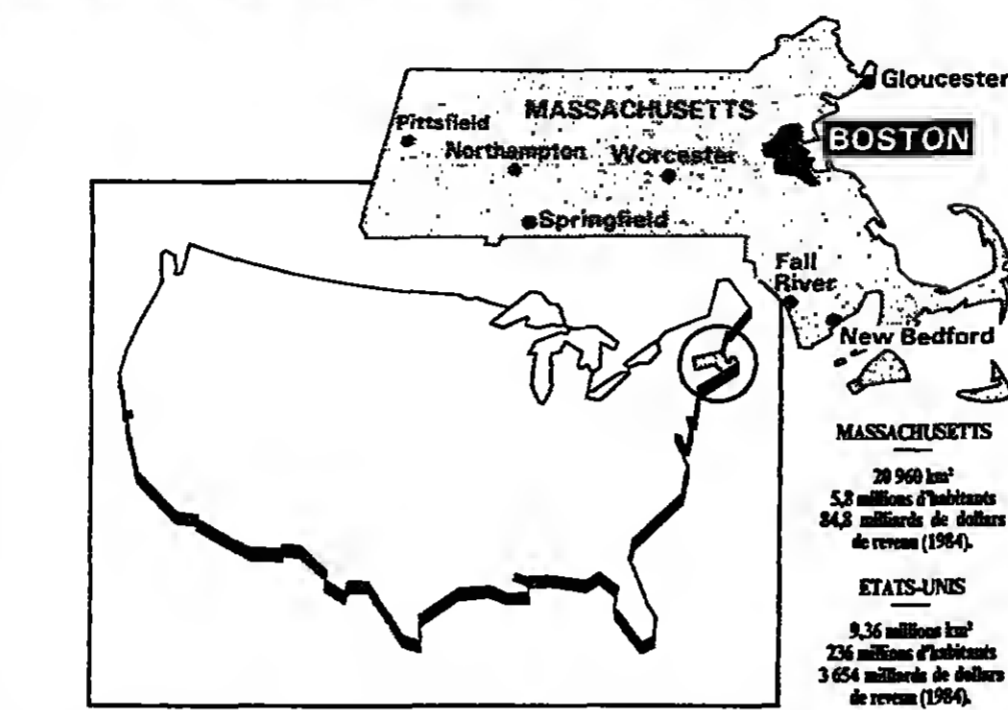
Cet intérêt asiatique préoccupe certains. Le Japon ne va-t-il pas renouveler dans la biotechnologie son tour de force des vidéos et tirer parti de l'effort de recherche-développement des autres pays pour mieux préparer une entrée en fanfare sur le marché international où ses dons de commercialisation font merveille ? Pour le moment, nul ne remet en cause les solides thèses libérales d'hommes politiques, de banquiers ou de chercheurs qui tous affirment : « Il suffit de continuer de prouver que nous sommes les meilleurs. »

Pour y parvenir, le Massachusetts sait pouvoir compter sur d'impressionnants contrats du département de la défense : 7,7 milliards de dollars en 1985 et, sans doute, quelque 12 % des 700 milliards de dollars prévus par l'administration Reagan pour les sept années à venir.

Centres d'excellence

Décidé à « ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier », comme le souligne l'un de ses collaborateurs, le gouverneur Dukakis a lancé, il y a un peu plus d'un an, cinq programmes de promotion de l'océanographie, de l'énergie photovoltaïque, de la biotechnologie, de la chimie des polymères et de la microélectronique. Cinq « centres d'excellence », destinés à élargir la gamme des secteurs de pointe où l'Etat estime avoir une sérieuse carte à jouer, en dehors de la recherche médicale ou de l'intelligence artificielle - « la meilleure équipe se trouve ici », estime un dirigeant français.

Les centres sont installés en dehors du Grand-Boston. Car, plus prosaïquement, il faudra bien trouver une solution à de sérieux problèmes d'infrastructure et de construction. Revers de la médaille d'une expansion rapide, la ville de Boston est engorgée. Les embouteillages deviennent un



cauchemar quotidien, la course à un bureau ou à un logement difficile et de plus en plus coûteuse. « En dix ans, le prix du mètre carré a doublé pour les locaux professionnels, atteignant pratiquement des niveaux new-yorkois. Le coût de l'habitat a flambé », soupire un consultant.

Trouver une solution qui préserve les deux cent soixante-six bâtiments classés, établir un plan d'urbanisme où les gratte-ciel n'écraseront pas les quartiers nostalgiques de petites maisons de brique, du siècle dernier, orgueil des Bostoniens, paraît tenir de la mission impossible. Mais « impos-

ible » n'entre pas dans le vocabulaire du responsable du « redéveloppement » de la ville, M. Steven Coyle, de retour au pays, après avoir acquis à New-York et en Californie une réputation de génie brouillon et bouillonnant. Aussi les habitants de Boston attendent-ils, mi-inquiets, mi-passionnés, de connaître le nouveau visage d'une

ville creusée de chantiers de construction. Sans débordements excessifs.

« Moins accueillants que les habitants du Middle-West, moins nonchalants que les Californiens, les Bostoniens ne sont pas des extravertis. Leur opulence même se fait discrète », constate un Européen. Pour mieux faire valoir la solidité des bases d'une prospérité assurée pour au moins cinq ans, si l'on en croit les économistes. Au-delà, qui oserait s'avancer ? M. Howell estime que beaucoup se jouera sur la capacité des entreprises à « prendre une meilleure mesure de la concurrence internationale, européenne ou asiatique ».

Prudent, le gouverneur Dukakis a, pour sa part, décidé de prévoir le pire. L'excédent budgétaire de 575 millions de dollars dont il dispose sera utilisé à la création de logements, au financement des cette année de 340 millions de dollars initialement prévus sur deux ans, mais aussi à la création d'un fonds de stabilisation. « Pour les jours pluvieux », précise son secrétaire aux finances, dans un large sourire. A nouveau confiant dans sa boogie étoile, le Massachusetts a « dormi trop longtemps pour se laisser à nouveau surprendre par la somnolence ». L'avis sonne comme une mise en garde.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Ces entreprises qui n'ont pas d'étoile

Pour l'amateur de suspense, le tableau de bord de la conjoncture américaine n'est guère excitant. Depuis la mi-1985, les indicateurs de demande et de production sont voisins de l'horizontalité, en faible croissance dans la meilleure des cas. La convergence des signaux est telle que la publication des comptes provisoires du premier trimestre de 1986, affichant un rythme annuel de croissance de 3,7 %, avait laissé les observateurs incrédules : une fois de plus, le mouvement des stocks était mis en accusation ! Le chiffre révisé est de 2,9 %.

Ce qui retient surtout l'attention du voyageur, c'est le contraste entre ce pays singulièrement calme et l'optimisme dont continuent à faire preuve les économistes des grandes entreprises pour les prochains mois. Tous vous expliquent que la baisse des taux d'intérêt, le niveau compétitif du dollar, les prix particulièrement bas des matières premières et les stocks encore faibles constituent autant d'indicateurs poussant à une prévision d'accélération de la croissance. Reste que, pour le moment, la réalité est nettement moins rose que les anticipations.

Faut-il vraiment s'étonner de cette démarche hésitante de l'économie américaine ? D'abord, il ne faut pas oublier que ce pays avait une bonne longueur d'avance sur nous. La reprise data de la fin 1982, avec un boom spectaculaire de l'investissement, programant inextinguible. Que les Américains soient maintenant entrés dans l'« après-reprise » n'a rien d'anormal. A cela s'ajoute, au plan mondial, une expansion plus faible que prévu.

La baisse des prix du pétrole a été un peu vite considérée comme la perle devant entraîner automatiquement une accélération de la croissance des pays industrialisés. En réalité, cela suppose que les pays « gagnants », qui accumulent les excédents, les recyclent, en activant leur demande interne, ce qui n'est visiblement pas fait - ou pas suffisamment - par les deux principaux « accumulateurs », le Japon et l'Allemagne fédérale. Pour ce dernier pays, les indicateurs les plus récents ne sont pas bons, et suggèrent, au mieux, une stabilisation de l'activité.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la croissance mon-

Les firmes américaines se modernisent, mais manquent de points de repère

par ALBERT MERLIN (\*)

diale reste en deçà des prévisions. Et quand nos interlocuteurs américains nous disent que l'état de leurs finances - internes et externes - leur interdit de jouer les locomotives, l'argument paraît difficilement contestable.

Au profit de la consommation

Est-ce à dire, pour autant, que rien ne bouge aux Etats-Unis ? C'est là que le contact direct avec les entreprises est irremplaçable : au-delà des statistiques globales, chères au conjoncturiste, il faut aller débusquer les tendances, le fait aller débusquer les tendances les plus significatives.

Il en est ainsi du rééquilibrage en faveur de la consommation, qui ne se dément guère depuis plusieurs mois, après trois années de modération ou plus de l'investissement. Au premier trimestre de cette année, la tendance s'est encore affirmée : Sears and Roebuck fait

état d'une progression notable de son chiffre d'affaires ; General Electric évoque l'expansion des biens durables liés à la construction de logements, stimulés d'ailleurs par la diffusion de produits nouveaux ; l'électronique domestique commence enfin à devenir une réalité.

En regard, l'investissement reste terne, atone, et les commandes actuelles ne suggèrent aucune amélioration à bref délai, au point que l'on remet parfois en question le credo des dernières années à la gloire de l'investissement : n'y a-t-il pas eu, nous disent les économistes de tous acabit, une certaine « indigestion » d'investissements ? Et d'évoquer les excès liés à l'existence de nombreux « abris fiscaux », ceux-là même que le projet de réforme récemment voté par la commission sénatoriale va s'efforcer de supprimer. L'équilibre global du projet ne va-t-il pas se traduire par un transfert net de la charge fiscale des particuliers vers les entreprises évalué à quelque 100 milliards de dollars ?

Ainsi, tout converge : amorcé spontanément, le rééquilibrage au profit de la consommation va se trouver renforcé par la réforme fiscale. Socialement agréable, cette petite révolution n'est évidemment pas envisageable chez nous, où il serait pour le moins prématuré de parler d'excès d'investissement ! Ici, c'est tout le contraire : les Américains en sont à la récolte, alors que nous avons à peine entamé les semailles.

Autre thème à la mode qui ne cesse de nourrir les conversations dans les milieux économiques américains : le « remodeling », qui veut dire à la fois réhabilitation et reconception des constructions anciennes. Si l'idée n'est pas nouvelle, sa traduction en termes de marchés a pris des dimensions tout à fait spectaculaires dans les trois dernières années. Il peut s'agir d'améliorations mineures dans une maison, mais cela peut aller jusqu'au remodelage complet d'un bloc d'habitations.

Visiblement, les Etats-Unis veulent réduire l'écart entre le haut niveau technique - et esthétique - des constructions neuves et l'état souvent pitoyable des bâtiments anciens. On fait toilette, et cela participe d'un effort qui est une autre manière de remettre au premier rang la souci du bien-être du consommateur. Cela représente des marchés immenses pour l'industrie de la construction et ses fournisseurs !

A ce grand mouvement de ravalement et de modernisation participe également le sursaut de la côte Est, autre surprise qui saute aux yeux du visiteur. L'image d'Epinal

(\*) Directeur des études économiques de Saint-Gobain.

nous présentait cette région comme étant en voie de sous-développement, alors que le mode poussait vers le Sud et l'Ouest. Aux dernières nouvelles, le Sud n'est plus aussi brillant - ont des raisons évidentes - et le Nord-Est, entre-temps, a réagi.

Les industries lourdes traditionnelles font place, de plus en plus, aux secteurs high tech, aux industries sans fumée et aux laboratoires qui ralentent peu à peu les hauts fourneaux, forges et laminoirs d'antan. Rien là de miraculeux, mais simplement le signe d'une adaptabilité infiniment supérieure à celle de l'industrie européenne. Pour des raisons humaines bien sûr, mais aussi, plus prosaïquement, pour des raisons financières. L'ampleur des marges d'exploitation des entreprises américaines optimales de l'outil, rapport coût/performance. Sa diffusion s'est faite à coup de baisses de prix spectaculaires dans le hardware. Mais aujourd'hui, c'est le soft qui pèse, et il n'a fait qu'augmenter... Voilà beaucoup de questions, et peu de réponses assurées. L'économiste d'IBM avait récemment sa perplexité devant ce défi, qui apparaît tout de même comme une surprise pour les experts les plus chevronnés.

Trop d'ordinateurs ?

Il est vrai que le fait d'être en tête en matière d'innovation n'est pas toujours tout bénéfique. L'industrie informatique américaine en sait quelque chose qui, pour s'être développée beaucoup plus vite que l'euro-informatic, connaît aujourd'hui une crise bien plus grave. Le sujet ne ravient-il pas dans tous les débats ? Rien à voir avec la mollesse actuelle de l'ensemble des investissements : le phénomène est beaucoup plus grave, il s'agit bel et bien d'une baisse des ventes d'ordinateurs, comme on en n'avait jamais vu.

Economistes et ingénieurs ont déjà passé des heures à faire l'inventaire de cette crise. Faut-il parler de saturation ? N'y a-t-il pas plutôt une difficulté des hommes à utiliser cet outil miracle - soudain multiplié par l'apparition des micro - à l'adapter à l'organisation de la firme ? Ne faut-il pas évoquer tout bêtement les problèmes budgétaires des utilisateurs ? Naguère considérée comme un gadget, l'informatique n'était guère surveillée ; maintenant qu'elle est devenue un investissement important, elle subit, comme les autres centres de frais, les tours de vis imposés par les directions générales.

On va parfois plus loin, jusqu'à se reposer le problème global de l'« économie » de l'informatique : utilité, coût optimal de l'outil, rapport coût/performance. Sa diffusion s'est faite à coup de baisses de prix spectaculaires dans le hardware. Mais aujourd'hui, c'est le soft qui pèse, et il n'a fait qu'augmenter... Voilà beaucoup de questions, et peu de réponses assurées. L'économiste d'IBM avait récemment sa perplexité devant ce défi, qui apparaît tout de même comme une surprise pour les experts les plus chevronnés.

Là encore, on peut faire confiance aux qualités d'adaptation des Américains. Ils trouveront la clé, dans l'informatique comme ailleurs. Comme dans toutes les entreprises qui se modernisent jour après jour, apparemment indifférentes aux fantaisies des indices. N'empêche : les optimistes les plus convaincus ont besoin, de temps à autre, de points de repère, de signes encourageants. Il n'est pas de cheminement sans étoile. Pour l'heure, on y croit, plus qu'on ne la voit.

## ALGERIE - الجزائر

### Ministère de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques

#### Entreprise nationale de forage « ENAFOR »

Avis d'appel d'offres international ouvert n° IN-86-03

L'entreprise nationale de forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international ouvert pour la fourniture d'appareils radio de télécommunication, puissance 1 à 125 watts, de types fixe et mobile.

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges sur présentation d'une demande officielle à ENAFOR, département achats, 1, place Bir-Hakeim-El-Biar, Alger, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en huit (8) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire, porteront uniquement la mention : « Appel d'offres international ouvert n° IN-86-03 - Confidentiel - A ne pas ouvrir - ENAFOR - Secrétaire de la commission d'ouverture des plis, 1, place Bir-Hakeim-El-Biar, Alger (Algérie). »

La date limite pour le dépôt des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

crep/objet

### orientations SERVICE

## Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

■■■■ POUR EN SAVOIR PLUS ■■■■

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. Mme Mlle

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Niveau d'études \_\_\_\_\_ Age \_\_\_\_\_

<input type="checkbox"/> Grande Ecole Commerce Gestion	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Ecole à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Administration
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
<input type="checkbox"/> Informatique	<input type="checkbox"/> Sciences de l'Art
<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Compétence	<input type="checkbox"/> Danse
<input type="checkbox"/> Expertise-Comptable	<input type="checkbox"/> Communication et Publicité
<input type="checkbox"/> Langues	<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle
<input type="checkbox"/> Tourisme	<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise
<input type="checkbox"/> ACULI	<input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commissariat
<input type="checkbox"/> Para-Médical	<input type="checkbox"/> Cours de Gestion
<input type="checkbox"/> Actuarial	<input type="checkbox"/> Chèques Préparateurs
<input type="checkbox"/> Transports	<input type="checkbox"/> Relations de Bancaires
	<input type="checkbox"/> Cours par correspondance

سكك الجزائر

# La pensée économique française existe...

(Suite de la page 33.)  
 Les premiers se sont dégoûtés du ponton du courant aujourd'hui principal de la pensée anglo-saxonne. Les seconds semblent plus innocents et plus marginaux à la fois. Quelques liens ténus existent entre ces deux écoles. On en veut pour preuve l'appréciation de Robert Boyer, chef de file de l'école de la régulation, sur les propositions de politique économique d'Edmond Malinvaud, « déséquilibré » principal : « Conformément à une idée avancée par Malinvaud, dans le contexte actuel, le réajustement du partage des revenus en faveur des profits devrait être complété par une politique active de la demande ».

## Le réalisme du déséquilibre

Les spécialistes français du déséquilibre n'ont pas encore tous les honneurs. L'économiste anglaise Sheila Dow, dans son ouvrage récent (4), ne les cite pas dans sa bibliographie, mais M. Blaug, auteur de l'ouvrage de référence : *La pensée économique : origines et développement* (5) en incorpore quelques-uns dans son *Who's who?* (Wheatsheaf Books, 1982) et quelques-uns publient directement en anglais. D'abord E. Malinvaud, directeur général de l'INSEE, avec ses ouvrages *The Theory of Unemployment Reconsidered* (Basil, Blackwell, 1977) ou *Profitability and Unemployment* (Cambridge University Press, 1980) ; Jean-Paul Fitoussi et E. Malinvaud dans *Unemployment in Western Countries* (MacMillan, 1980) ou Jean-Pascal Benassy, directeur du laboratoire d'économie politique de Normale sup, docteur de l'université de Berkeley dans *The Economics of Market Disequilibrium* (Academic Press, 1982) ou diverses revues de langue anglaise ; et J.-P. Fitoussi, directeur des études à l'Observatoire français des conjonctures économiques, avec son recueil *Modern Macro-Economic Theory* (Basil Blackwell, 1983).

Leur spécialité : le déséquilibre. Un thème attirant pour le citoyen cultivé en période de difficultés économiques, celui qui cherche à comprendre la gestion des déséquilibres de l'emploi, de la monnaie et des

relations extérieures... Disons tout de suite que beaucoup risquent d'être un peu surpris ou même déçus du voyage au ruyanaï de ces exposés pourtant modernes, bien construits, élégants, pédagogiques - au moins pour l'étudiant ou le chercheur avancé. Cette déception risque de se manifester pour des raisons d'ailleurs connues des auteurs eux-mêmes (6).

Pourtant, les nouvelles présentations, en termes de déséquilibres, apparaissent novatrices. Elles ne

encore d'équilibres non walrasiens, ou encore, plus savamment (et plus hermétiquement ?) de K-équilibres : constellations de niveaux de variables se trouvant au repos, c'est-à-dire stables sans qu'aucune tendance au changement (mots de chômage) ne se manifeste spontanément.

L'intérêt de la présentation réside dans le fait que les agents (entreprises, salariés, consommateurs, chômeurs...) peuvent être présentés

à être utiles à une totale compréhension du monde.

Sheila Dow indique que le schéma « déséquilibré » appartient au « courant principal » et est donc en dehors du courant post-keynésien. Elle a peut-être en partie tort, car certains auteurs s'attaquent véritablement au problème du chômage persistant (E. Malinvaud, par exemple). Mais pour l'irréversibilité du temps, les conflits entre groupes sociaux, l'information, son acquisition et son partage, pour le rôle des institutions (juridiques, politiques, monétaires, internationales), il est vrai que des chaînons manquent encore.

## Le renouveau de la régulation

La littérature anglo-saxonne, anglaise surtout, commence à englober les écrits, à accepter les manuscrits, et inclut de plus en plus des références aux chefs de file de l'école française de la régulation. Les présentations du *Journal of Post-Keynesian Economics* ou du *Cambridge Journal of Economics*, les réunissent ainsi avec les post-keynésiens (Shackle, Weintraub, Davidson, Minsky...), les cambridgistes (Robinson, Seldor, Pasinetti, Goodwin, Kregel, Harcourt, Wilkinson...) et les économistes radicaux américains (Marglin, Thurrow, Wickskopf, Bowles et Gintis...).

Ainsi R. Boyer, du CEPREMAP (Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquée à la planification), qui publie, dans le journal britannique une étude historique de la formation des salaires et qui y précise l'importance de l'antériorité de la relation salariale contemporaine (juin 1979), se trouve-t-il rattaché par Wilkinson à l'école historique et institutionnaliste, qui a influencé Marshall et qui reste vivante avec Galbraith. Il fournit, selon cet auteur, un exemple moderne notable de l'intégration des forces sociales dans une vision d'ensemble fondée sur la notion de « systèmes productifs », et où l'on peut fonder la typologie des « modes de régulation » (à l'ancienne, concurrencielle, et aujourd'hui plus administrative).

Ainsi Michel Aglietta fait-il l'objet d'une attention spéciale pour ses travaux sur la monnaie. Son ouvrage principal a été traduit en anglais, *A Theory of Capitalist Regulation* (New Left Books, 1979). M. de Vroey, de l'université catholique de Louvain, s'inspire de ses publications (7) pour proposer « une interprétation non monétariste de l'inflation ». Ainsi Alain Lipietz publie-t-il, dans la revue américaine de l'économie politique radicale, une analyse de la monnaie, du crédit et de l'inflation (printemps-été 1980), etc.

L'innovation majeure réside dans la formation des anticipations dites rationnelles ou raisonnées, le schéma, certes élégant, a de la peine

qui n'hésite pas à utiliser les matériaux les plus divers (historiques, socio-politiques, psychologiques, démographiques, etc.) et à proposer une vision synthétique de l'ensemble des difficultés actuelles. Cette vision, loin de rester ébrie, sert de point d'appui à des propositions de politique économique concrètes : ne pas compter sur une « sortie par le bas » de la crise (la déflation, le contrôle monétaire), ne pas provoquer de rupture (dérégulation étatique dans les domaines salariaux, sociaux ou monétaires...), faire preuve d'audace sous peine d'être l'une des pièces enlées du puzzle de la vieille Europe...

Cette audace passe par la création de nouvelles institutions, de nouveaux compromis sur les conditions de formation de l'offre compétitive, sur la gestion monétaire (accès au crédit, socialisation des échecs...), sur le partage social au niveau interne et international (des revenus et des richesses), ainsi que sur de nouvelles formes de solidarité et de vie en société. Même si les mots sont spécifiques, le style renvoie aux écrits les plus fougueux de Keynes, et la filiation post-keynésienne n'est pas très éloignée.

Ainsi R. Boyer peut-il affirmer : « Oui, J. M. Keynes soumettait d'importantes références essentielles aux débats contemporains » par « la mise en œuvre de la méthode essentiellement pragmatique qu'il développait avec brio, il y a bientôt un demi-siècle » (8).

En cette phase délicate du cycle politico-économique français (1986-1988 ?), saura-t-on utiliser l'appartenance « déséquilibrée » ou des « institutionnalistes », ou se contentera-t-on de faire appel à la pensée économique établie ? Dans ce cas,

## MAURICE BASILE

(4) *Macro-economic thought: a methodological approach*, B. Blackwell, 1985.

(5) Traduction française d'Alain Alouff, Economica, 1981.

(6) J.-P. Fitoussi, « Développements récents de la théorie macro-économique : un bilan critique », *Revue d'économie politique* n° 6, 1984.

(7) En particulier de M. Aglietta et André Orléan, *La Violence de la monnaie*, PUF, 1982.

(8) Communication au Colloque international : « Keynes aujourd'hui : théories et politiques », Paris, septembre 1983.

(9) C'est la position, par exemple, de Serge-Christophe Kolm, dans *Le Libéralisme moderne*, PUF, mai 1984.



postulent pas un équilibre parfaitement irréaliste sur chaque marché (pour les biens et services, la monnaie ou le crédit, les titres, l'emploi, etc.). Elles se contentent d'hypothèses moins fortes. Les différents marchés ne sont pas tous en équilibre : du chômage durable, des tensions persistantes sont représentés sans que les ajustements par les prix effectuent leur rôle habituel. L'équilibre ou le retour au « meilleur des mondes » de l'équilibre.

Le réalisme du modèle s'accroît dans les schémas à prix rigides, ou

comme ce qu'ils sont réellement : rationnels. Ils constatent que leurs demandes ou leurs offres, a priori celles du meilleur des mondes, sont irréalistes ; ils révisent leurs choix, et s'adaptent en conséquence aux dures lois du monde réel et reportent de marché en marché les contraintes qu'ils subissent : moins de revenus sur le marché du travail, moins de biens ou moins de crédit, etc., tout en continuant de penser au meilleur des mondes. Le chômeur n'est pas rayé de la carte du monde et il continue d'exprimer une offre de travail n priori.

Malheureusement, de telles présentations sont devenues très complexes. En outre, quelques limites de l'équilibre économique général subsistent. Tout d'abord, les agents ont encore un comportement frustre. Ils se contentent de maximiser (est-ce leur lot héréditaire ?) leur utilité ou leur profit en introduisant, en plus des contraintes habituelles, techniques ou de budget, la prise en compte des contraintes perçues sur les autres marchés. Même dans les présentations raffinées où les agents forment des anticipations dites rationnelles ou raisonnées, le schéma, certes élégant, a de la peine

Dans le cadre de sa collection

## « ANALYSES DE SECTEURS »

la société DAFSA KOMPASS vient de publier trois études sur les secteurs suivants :

### LA RESTAURATION

Après vingt années de forte expansion, le marché global de la restauration connaît depuis la fin des années 1970 un taux annuel de progression en volume inférieur à 1%.

Bien que ce ralentissement ait affecté les marchés de la restauration commerciale et de la restauration collective, il a été beaucoup plus durement ressenti par ce dernier pour des motifs économiques et en raison d'un transfert de clientèle vers la restauration commerciale, laquelle a su, au travers de certaines formules (cafés, fast-food), se rapprocher en termes de prix de la restauration collective et entrer ainsi en concurrence avec elle.

D'autres mouvements affectent enfin de façon interne chacun de ces deux marchés se traduisant par des taux de croissance différents selon les segments concernés.

Les principaux intervenants sur le marché de la restauration ont d'ailleurs déjà, pour la plupart, diversifié leurs formules, afin de conforter leurs positions sur un marché global soumis à d'importants mouvements internes. Ainsi les groupes de restauration collective, les uns après les autres, se diversifient-ils en restauration commerciale et développent-ils leurs activités à l'étranger.

Dans le cadre de cette étude, plus de 40 sociétés ont été étudiées, dont environ 2/3 en restauration commerciale et 1/3 en restauration collective.

### LES COMPAGNIES AERIENNES DANS LE MONDE

Après quelques signes d'essoufflement, le transport aérien est entré dans une crise sévère dès 1981. Au plan mondial, les compagnies aériennes ont perdu, entre 1980 et 1983, 4,2 milliards de dollars américains, et bon nombre d'entre elles auraient déposé leur bilan sans le soutien financier des Pouvoirs Publics.

L'horizon se dégage cependant dès la fin de 1983 : la reprise de la croissance du trafic, la compression des coûts d'exploitation et l'amélioration des coefficients de remplissage permettent le retour à une exploitation bénéficiaire en 1984 ; et les estimations faites à cette époque pour les années 1985 et 1986 font état de bénéfices en amélioration continue.

Or, fin 1985, la réalité a déjoué totalement les prévisions. En effet, une nouvelle dégradation du coefficient de remplissage, de la recette unitaire et des coûts, qui semblent ne plus pouvoir être compensés, ont tout juste permis un équilibre financier en 1985. Pour 1986, l'incertitude demeure, la faiblesse du prix du pétrole et celle du dollar sur le marché des changes étant susceptibles de contre-balancer (mais dans quelle mesure ?) ces facteurs défavorables.

La nouvelle détérioration signalée ci-dessus est d'autant plus préoccupante que les compagnies aériennes ne peuvent plus compter aujourd'hui sur un soutien financier des Etats et que des investissements de renouvellement de la flotte mondiale doivent être envisagés.

L'analyse des résultats (sur bases comparables) et de la stratégie d'une trentaine de compagnies aériennes internationales corrobore cette idée générale : si des prévisions relativement précises concernent l'évolution du trafic peuvent être établies à dix ans, toute prévision à un an ou deux ans de l'évolution de la situation financière des compagnies aériennes semble hasardeuse.

### L'INDUSTRIE DU VERRE DANS LE MONDE

L'industrie du verre regroupe en fait trois grandes catégories de produits qui diffèrent par leurs débouchés et leurs conditions d'exploitation : le verre plat, le verre creux et la fibre de verre. La fabrication du verre plat nécessite le recours à des installations de grande taille, les flots, qui se sont généralisés depuis le début des années 60. Du fait de l'investissement que représente un flot, le nombre des intervenants est limité, et seuls de grands groupes ont accès au marché.

En Europe, l'industrie du verre plat est confrontée depuis 1979 à une baisse de ses débouchés liée en particulier à la crise générale dans le bâtiment qui représente 80 % de son marché. Les effets de cette conjoncture basse ont été aggravés par l'entrée, sur un marché qui se partageait jusqu'alors trois groupes, de nouveaux concurrents d'origine extra-européenne.

L'industrie du verre creux se différencie par une segmentation plus marquée entre les marchés nationaux, une moindre concentration qui va de pair avec une intensité en capital plus faible et une taille plus réduite des unités de production.

L'industrie de la fibre de verre, dominée par un grand producteur, a connu sur la période récente de graves difficultés.

Aux Etats-Unis, l'industrie du verre dans son ensemble a subi la récession économique qui n'a trouvé son point le plus bas en 1982.

32 sociétés mondiales ont été analysées sur le plan économique et financier.

Pour recevoir gratuitement une présentation détaillée de ces études, téléphoner à DAFSA - 42-33-21-23 - Bureau de vente : 7, rue Bergère - 75008 Paris.

**CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS**

**Diplôme Professionnel Spécialisé**  
**JURISTE D'AFFAIRES : METHODES ET PRATIQUES**  
**POUR JURISTES DE HAUT NIVEAU**

**Responsable de formation :**  
**Le Professeur B. MERCADAL**

Ce diplôme est destiné à améliorer votre niveau :  
 - en vous formant aux méthodes propres à développer une meilleure efficacité des travaux de juriste ;  
 - en vous permettant de trouver la solution de diverses difficultés pratiques liées de la vie des affaires ;  
 - en améliorant la connaissance du droit des affaires qui joue un rôle déterminant dans les activités nationales et internationales des entreprises.

Les candidats professionnels ou étudiants doivent être titulaires d'une maîtrise en droit d'un D.E.S.S. ou d'un D.E.A.  
 Un stage sera proposé à tout participant étudiant.  
 Les dossiers de candidature sont à déposer avant le 30 septembre 1986 au secrétariat de la chaire de droit commercial.

**CHAIRE DE DROIT COMMERCIAL**  
**2, Rue Conté 75003 PARIS**  
**Tél. 42.71.24.14 poste 532**

# AVEC L'ESC LYON NOUS PARIONS SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

ARTHUR ANDERSEN ET CIE, BARCLAYS BANK, CEGID, CHASE MANHATTAN BANK, ELF AQUITAINE, GILLETTE FRANCE, GSI-ALCATEL (GÉNÉRAL DE SERVICE INFORMATIQUE), HEWLETT-PACKARD, INSTITUT MÉRIEUX, JOURNAL RHÔNE-ALPES, MAIRIE DE LYON, L'ORÉAL, PARIBAS, GROUPE PERNOD-RICARD, PEUGEOT S.A., RHÔNE-POULENC S.A., SEB S.A., SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE, SPIE BATTIGNOLLES, TOTAL FRANCE, YVES ROCHER,

MEMBRES 1986 DE L'ASSOCIATION ESC LYON INTERNATIONAL

En contribuant au financement de leur troisième année d'études à l'étranger, cette association, a permis, depuis 1979, à 120 étudiants, d'obtenir, parallèlement au diplôme de l'ESC Lyon, le MBA d'une université nord-américaine, japonaise ou européenne de haut niveau.

pèlerins

nt pas d'étoile

Des notes et des  
 de milieu des  
 sur les États  
 et de données

La chronique de Paul Fabra

L'anesthésie des taux « réels »

Plus que l'inflation ne dépend du « comportement » des cof-freurs et autres prestataires de services, que l'administration voulait maintenir pour une durée indéfinie sous le contrôle des prix, l'importance de l'effort d'investissement ne tient à l'humeur des chefs d'entreprise. Le reconnaît, comme l'a fait récemment Jacques Chirac, qui a qualifié d'« absurdes » les appels lancés à la bonne volonté de ces derniers, c'est implicitement admettre que les pouvoirs publics portent leur part de responsabilité. Elle est grande puisqu'il leur appartient, par une politique appropriée, de créer les conditions propices au développement économique.

La doctrine officielle est loin toutefois d'être clarifiée. Elle est encore couramment définie, elle comporte une insurmontable contradiction. Devant l'association des trésoriers d'entreprise, Michel Camdessus, gouverneur de la Banque de France, répertoriait la semaine dernière que la ligne directrice des autorités monétaires était que « les taux réels en France ne s'écartent pas de ceux de nos grands partenaires », parmi lesquels l'Allemagne, pour maintes raisons évidentes, occupe une place de choix.

En conclusion de son exposé, le gouverneur exhortait ses interlocuteurs à ne pas prendre de risques financiers excessifs : un conseil qu'on ne peut qu'approuver. Il ajoutait que leur devoir était d'envisager, pour les fonds qu'ils

sont amenés à gérer, des emplois plus directement liés à l'activité de leurs entreprises respectives, à savoir des dépenses d'équipement et d'investissement de toutes sortes. La question qui se pose est de savoir si cette dernière recommandation est, sans jeu de mots, réaliste, vu le rôle attribué, dans la conduite de la stratégie monétaire et financière de l'Etat, aux taux réels, c'est-à-dire, selon la terminologie admise, aux « taux nominaux diminués du taux d'inflation » (mesurés couramment par l'indice des prix à la consommation).

J'ai déjà abondamment critiqué dans ces colonnes, à tort ou à raison, la notion de taux d'intérêt réel, et surtout l'usage, selon moi, abusif qui en est fait. Mon propos est ici de laisser de côté tout aspect théorique de la discussion pour ne m'attacher qu'à ses enjeux pratiques qui pourraient être considérables. Je passerai rapidement, pour avoir déjà abordé cette question (voir notamment l'article « Une politique monétaire dangereuse » publié dans le Monde du 26 avril dernier) sur le point de savoir si le retard constaté dans la désinflation française (par rapport surtout à l'allemand) appelle le maintien dans notre pays de taux d'intérêt nominaux plus élevés destinés à

égaliser les taux d'intérêt réels avec nos principaux partenaires.

Sur douze mois, l'inflation est présentement d'environ 2,3 % chez nous alors qu'elle est négative de l'autre côté du Rhin. Cependant, toutes autres considérations (quelle que soit leur importance) mises à part, l'évolution de l'indice des prix à la consommation est-elle le seul facteur à prendre en compte ? Jacques Plassard, dont les analyses de conjoncture font justement autorité, estime que le plus probable est que les salaires, qui augmentent en France au rythme annuel de 3 %, devaient continuer à y progresser moins vite qu'en Allemagne.

DANS son essence, l'argumentation de l'administration consiste à soutenir que, si les taux d'intérêts « réels » sont sensiblement au même niveau dans les deux pays, les chefs d'entreprise français ne subissent aucun handicap sérieux par rapport à leurs concurrents allemands. C'est sur ce terrain qu'elle se révèle la plus fragile, comme l'attestent de récentes et cuisantes expériences. Quand l'inflation était en France largement au-dessus de 10 %, les industriels pouvaient avoir l'impression qu'emprunter à long terme au Crédit national au taux « superbonifié » de 13,5 % maximum

atteint pour cette catégorie d'opérations en 1981-1982) était quasiment une bonne affaire (les taux du marché obligataire dépassaient à l'époque les 17 % pour les émissions privées) et que, la hausse de leurs propres prix de vente aidant, ils ne contractaient pas de charges insupportables. C'était compter sans la vigueur et la soudaineté du mouvement de désinflation subséquent. Maints chefs d'entreprise se mordent aujourd'hui les doigts d'avoir raisonné en termes de taux réels, à l'instar des savants experts de l'INSEE ou de l'OCDE. Leurs comptes d'exploitation n'en sont trouvés dangereusement alourdis, et leur disponibilité pour investir à nouveau réduite d'autant, car ils traînent derrière eux le poids du service des dettes accumulées dans le passé. Ils ont ainsi appris à leurs dépens que, pour eux, la réalité est une notion plus terre à terre que pour les économètres ou les hauts fonctionnaires de la Banque de France : elle correspond à la charge d'intérêt qu'ils ont réellement à acquitter et qui résulte du taux nominal.

Il est juste de reconnaître que la situation est allée en s'améliorant mais pas autant que se l'imaginent nos technocrates qui, pour ajouter encore à l'inflationisme de leur position, calculent

en général leur « taux réel » sur la base du taux obligataire pour les emprunts d'Etat alors que les sociétés, sauf il est vrai pour la part de leurs emprunts contractés auprès du Crédit national, sont soumises à des taux très sensiblement plus élevés. A la fin de l'année dernière, lorsque le taux des emprunts de l'Etat français était encore d'environ 9,8 % et le taux d'inflation de 3,5 %, on évaluait le taux réel à 6,3 %, contre 4,6 % en Allemagne.

DEPUIS lors, les taux réels se sont beaucoup rapprochés. Ils étaient fin mai, selon les estimations de la Banque de France, de 4,8 % dans notre pays et de 4,9 % en RFA. Pour un peu, on se laisserait prendre à la presque innocente supercherie résultant des chiffres. Des Allemands qui empruntent aujourd'hui pour de vrai (taux nominal) à moins de 6 % et des débiteurs français qui doivent payer entre 8,75 % (taux bonifié du Crédit national) et 10 % environ, lesquels croyez-vous seraient (légèrement) désavantagés ? Les premiers, voyons.

Alors que la continuation du mouvement de désinflation semble, et de loin, l'hypothèse la plus probable, c'est endormir la vigilance des chefs d'entreprise français que de leur cacher les réalités de la concurrence — un taux nominal encore supérieur des trois quarts au taux nominal allemand — sous les illusions et les douteuses sophistication du taux « réel ».

A travers les revues étrangères

N'attendons pas de miracles

par DANIEL VITRY (\*)

QUE reste-t-il de l'économie de l'offre ? C'est la question que se pose Martin Feldstein dans son article de l'*American Economic Review* : « L'économie de l'offre : vieux mythe et nouvelles clameurs » (1). Le terme à la mode d'économie de l'offre est une réponse à celui d'économie de la demande issu de la pensée keynésienne, aux termes de laquelle le niveau du produit national et de l'emploi dépend de l'ampleur de l'offre. Au cours des années 60 et 70, on s'est bien rendu compte qu'il ne suffisait pas de stimuler la demande pour assurer la prospérité, mais qu'il fallait aussi s'intéresser à l'offre, c'est-à-dire à l'accumulation du capital, au progrès technique et à l'amélioration de la qualité du travail.

En 1981, le Congrès américain a pris une mesure très importante de stimulation qui a consisté à abaisser le taux marginal d'imposition. En particulier, l'épargne a été largement détaxée. Il en est résulté une incitation à l'épargne, à la prise de risque et au travail. Tout cela était bien classique : cependant, les « modernes » ont présenté la politique économique de façon extravagante, avec la courbe de Laffer, dont il résulte que la baisse du taux d'imposition augmente les rentrées fiscales au profit de l'Etat. On a dit aussi

que, même si le déficit budgétaire était augmenté, la réduction de l'impôt stimulerait tellement l'épargne que le déficit pourrait facilement être financé.

Lorsque les résultats n'ont pas été à la mesure des espérances, certains en ont conclu que les individus avaient préféré consommer des loisirs. Pourtant, il est classique qu'une réduction des taux d'imposition les plus élevés n'a que peu de conséquences sur l'offre de travail et que les effets incitatifs à l'épargne et à l'investissement ne se produisent pas très vite. Le côté très excessif de la présentation moderne de l'économie de l'offre ne doit pas jeter le discrédit sur cette approche. Il ne faut simplement pas attendre de miracles.

Normes

Depuis une dizaine d'années, on considère qu'il y a deux types de politique économique : l'une repose sur des règles ou des normes connues de tous, l'autre sur des mesures discrétionnaires. Robert Barro a cherché à faire le point sur « les développements théoriques récents de la politique de normes contre la politique discrétionnaire » (2). Les règles doivent être comprises comme une sorte d'engagement à faire quelque chose, éventuellement en fonction d'un événement quelconque. Les mesures discrétionnaires, au contraire, sont le résultat d'un engagement à faire ou à ne pas faire, en fonction des circonstances.

Prendre la politique monétaire pour illustrer le contenu d'une

L'économie de l'offre a été présentée de façon extravagante.

politique économique discrétionnaire. Dans une approche classique, on pose que la politique monétaire a un effet sur le niveau général des prix. Comme

annoncé par les autorités monétaires. L'inflation peut être d'un faible taux et rester constamment à ce niveau. Cela suppose qu'on résiste à la tentation de la

Un jeu de dés

L'AMERICAN Economic Review contient une série d'articles sur un domaine peu traité, l'économie de l'art. William B. Baumol traite du sujet : « Les valeurs non naturelles : l'investissement en œuvres d'art comme un jeu de dés » (1). L'idée de l'auteur est qu'il ne peut pas exister de prix d'équilibre pour les œuvres des peintres disparus. Le prix des tableaux peut fluctuer, d'autant plus que des professionnels considèrent la peinture comme un objet de placement.

L'offre est absolument inélastique. Cela n'empêche pas, comme sur le marché d'un titre, que le prix fluctue de façon aléatoire. Qu'en est-il ? Une difficulté provient du manque de données.

Le taux de rendement moyen du placement en œuvre d'art a été de l'ordre de 0,55 % par an, et le taux de rendement

médian égal à 0,85 %, c'est-à-dire que la moitié des œuvres d'art ont eu un rendement supérieur, mais la moitié un rendement inférieur. Par comparaison, un titre garanti par l'Etat a eu un rendement annuel moyen trois fois supérieur.

La faiblesse du rendement n'est pas la seule caractéristique de ce type de placement. Le rendement est aussi extrêmement dispersé. Baumol trouve en effet des taux de rendement annuel de 27 %, mais aussi des taux de - 19 % ! Dans plus de 40 % des cas, le rendement est négatif ; dans 60 % des cas, le rendement est inférieur à celui d'un titre garanti par l'Etat.

De plus, il apparaît que les gains et les pertes les plus fortes se produisent lorsque l'œuvre d'art a été ravendue plus de cinquante ans après avoir été achetée. Plus la période de détention s'allonge, plus le taux de rendement tend vers la valeur moyenne. Les tableaux de maîtres sont donc des valeurs artistiques, et ne sont pas des valeurs de portefeuille. D. V.

(1) William B. Baumol - « Unnatural Value or Art Investment as Flooding Crap Game », *American Economic Review*, mai 1986.

L'auteur examine trois relations entre la masse monétaire et le produit national brut. La première relation est celle définie par la vitesse de circulation de la monnaie. Cette vitesse est estimée par le rapport entre le produit national brut et la masse monétaire. Aux Etats-Unis, le taux de croissance annuel du produit national brut a été très régulièrement supérieur de 3,1 points à celui de la masse monétaire ; la vitesse de circulation de la monnaie a donc été stable au cours de cette période.

La définition de la masse monétaire est très controversée, mais on retrouve une vitesse à peu près stable, quelle que soit la définition de la masse monétaire retenue. Avec la fin des années 70, on constate cependant que la vitesse de circulation diminue sensiblement, s'écartant plus fortement de la tendance passée que la masse monétaire est prise dans un sens étroit.

Raisonnement circulaire

Sont examinées aussi les relations entre la masse monétaire et le produit national brut qui résultent de l'approche par la demande de monnaie. Les difficultés propres à cette approche proviennent du fait que les prévisions portant sur la masse monétaire dépendent des prévisions portant sur le produit national brut, les taux d'intérêt et l'inflation ; mais ces variables dépendent elles-mêmes de l'évolution de la masse monétaire. Il y a donc des risques de raisonnement circulaire, si l'on n'y prend pas garde. Comme dans les autres tests, après 1980, l'erreur de prévision augmente très sensiblement.

Pour tenter de retrouver une relation stable entre la masse monétaire et le produit national brut, l'auteur propose de retourner aux fondements de l'analyse de la monnaie d'où il résulte que la monnaie est une réserve de valeur. La monnaie doit alors être considérée comme l'un des composants du portefeuille d'actifs financiers détenus par les agents économiques. La part

du portefeuille détenue sous forme monétaire va alors dépendre des besoins pour assurer les échanges, du rendement comparé des différents actifs détenus, du coût de substitution d'un actif à un autre.

Ainsi, par exemple, on peut expliquer et tenir compte du fait que la part de la monnaie dans le total des actifs détenus a très sensiblement baissé depuis le début des années 60 aussi bien pour les ménages que pour les entreprises. Cette approche suggère que la baisse récente de la vitesse de circulation de la monnaie peut s'expliquer pour partie parce que la croissance du portefeuille d'actifs financiers détenus par les ménages et les entreprises est actuellement plus rapide que celle du produit national brut.

Cette chronique mensuelle s'interrompt ici, à son 54<sup>e</sup> numéro. Il n'est pas, en effet, dans la tradition du *Monde* de laisser ses colonnes ouvertes à un collaborateur occasionnel qui accède à des fonctions de conseiller technique dans un cabinet ministériel. Appelé auprès du ministre de la recherche et de enseignement supérieurs, je repose donc ma plume de chroniqueur.

Je remercie vivement Paul Fabra, puis Michel Boyer, de l'accueil qu'ils m'ont réservé et de l'entière liberté de choix des sujets, de présentation et de style dont j'ai bénéficié pendant ces cinq années de collaboration. Je remercie aussi vivement mes lecteurs et correspondants de leur assiduité et de leur confiance.

(1) Martin Feldstein : « Supply-Side Economics : Old Truths and New Claims », *American Economic Review*, mai 1986.

(2) Robert J. Barro : « Recent Developments in the Theory of Rules Versus Discretion », *The Economic Journal*, mars 1986.

(3) Richard W. Kopeck : « How Erratic is Money Growth ? », *England Economic Review*, mai-juin 1986.

**MBA University**

- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York (Septembre 86 - Août 87)
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY et Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university, 19 rue Capré 75015 Paris, Tél : 47.34.33.23

IFAM établissement international d'enseignement supérieur privé

PACE UNIVERSITY

seules les hausses de prix instantanées ont un effet positif sur le volume de l'activité économique, à la différence des hausses de prix prévues, les autorités monétaires vont mettre au point une politique d'inflation inattendue. Les agents économiques prévoient bien qu'une telle politique sera conduite ; mais ils ne savent pas à quel moment. Ils s'attendent donc à des taux d'inflation élevés et règlent leur comportement en conséquence. Dans ce cadre, l'inflation ne peut pas disparaître ; elle sera toujours plus ou moins élevée que l'inflation prévue, mais demeurera.

Si la politique économique répond à des normes, les autorités monétaires prennent des engagements sur le taux de croissance de la masse monétaire et sur l'inflation. Si les engagements sont crédibles, les agents économiques vont prendre comme prévision du taux d'inflation le taux

relance monétaire, qui pourrait être bénéfique dans l'immédiat mais ferait perdre leur crédibilité aux autorités monétaires.

La politique discrétionnaire engendre un taux d'inflation plus élevé que la politique normative. Paradoxalement, elle est cependant préférable parce que l'économie profitera au moins des effets de surprise qu'elle engendre.

Les études récentes sur la monnaie font toutes apparaître une rupture en 1980. En effet, on a mis au jour l'existence d'une liaison assez stable entre la masse monétaire et le produit national brut au cours des années 60 et 70. Mais, depuis la fin des années 70, la stabilité de cette relation a été remise en cause. Richard Kopeck, dans son article de la *New England Economic Review*, se pose la question : « Quelle est l'irrégularité de la croissance de la masse monétaire ? » (1).

**L'APRES-DOLLAR A COMMENCE**

Le yen ou l'ECU pourront bientôt arbitrer le jeu monétaire international.

SCIENCE & VIE

**ECONOMIE**

JUILLET/AOUT

سنة 1407 هـ



matique-Banques de d



## Les ingénieurs de Télésystèmes perçoivent ce que d'autres ne voient pas.

Ils ne sont pas venus d'un autre monde. Ils ont, au contraire, les pieds bien sur terre. Pourtant, ils sont dotés d'un sixième sens, celui d'une vision plus large et plus prospective. Eux, les ingénieurs de Télésystèmes, perçoivent ce que d'autres ne voient pas, parce qu'ils ont, au sein de Télésystèmes, un parcours que les autres n'ont pas. Un parcours qui aiguise l'esprit au contact des différents métiers de leur entreprise (télématique, banques de données, logiciels, ingénierie, centres informatiques) et sur des chantiers de pointe, en France et dans le monde.

Les ingénieurs de Télésystèmes ont donc acquis un ensemble de compétences qui leur permet chaque fois qu'il le faut, de dépasser le problème que vous leur posez, en l'intégrant dans un devenir. Devenir qu'ils maîtrisent d'autant mieux qu'ils sont au cœur d'une structure constamment au fait des possibilités de la télématique. Dans le monde, comme à l'intérieur de votre entreprise.

Les ingénieurs de Télésystèmes conçoivent et réalisent des applications qui sont à même de répondre à vos besoins immédiats comme à ceux qui seront les

vôtres demain, lorsque les nouveaux réseaux à valeur ajoutée vous offriront des possibilités nouvelles.

Un dernier mot : ne croyez surtout pas que ce sixième sens dont ces hommes sont dotés leur enlève celui de la mesure. Mesure de la qualité des rapports qu'ils ont avec vous. Et qu'ils entretiennent chaque jour avec passion.

Télésystèmes - 115, rue du Bac 75007 Paris -  
Tél. : (1) 45.44.38.98

 **Telesystemes**  
Gagnons ensemble.

Télématique - Banques de données - Logiciels - Ingénierie - Centres informatiques

Siège Social: Paris

L'APRES-MIDI  
A COMMENCÉ

LE  
ECONOMIE

miracles

ix « réels »

# SOCIÉTÉ

## LE DÉBAT SUR LES CONTROLES D'IDENTITÉ

### Quand M. Pandraud invoque M. Joxe...

M. Robert Pandraud invoquant M. Pierre Joxe : le panama sur-Pandraud de la place Beauvau est d'ordinaire pris pour cible par le gauche, au nom du refus d'une politique « sécuritaire ». La ministre délégué, RPR, chargé de la sécurité, s'est pourtant bien abîmé derrière l'ancien ministre, socialiste, de l'intérieur. C'était récemment, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, lors de la présentation de l'un des quatre projets de loi discutés en séance, à partir du mardi 24 juin, par les députés et pas du moins important des quatre, puisqu'il s'agit de celui qui vise les contrôles et vérifications d'identité, fort discutés dans l'opinion.

Que l'on ne se méprenne pas : M. Pandraud n'est pas venu sur les positions socialistes. Il a semblé, au contraire, estimer que M. Joxe n'était tardivement, discrètement et maladroitement, rapproché d'une politique que l'actuel gouvernement, lui, annonce clairement : une roublardise en quelque sorte qui n'est pas sans embarrasser les députés socialistes. Cette botte secrète, opportunément dévoilée par M. Pandraud, est une circulaire sur les contrôles et vérifications d'identité signée par l'ancien ministre de l'intérieur... le 17 mars, soit le lendemain des élections législatives et du changement de majorité.

Cette circulaire est un long commentaire, en forme de mode d'emploi, sur dix pages, des dispositions de la loi du 10 juin 1983 sur

les contrôles d'identité (art. 78-1 à 78-5 du code de procédure pénale). Celle-ci précise que l'identité de toute personne peut être contrôlée (...) dans des lieux déterminés, là où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée. Voulez-vous le principe de la libre circulation et les nécessités de la sécurité publique, la circulaire de M. Joxe confronte cette législation aux décisions de jurisprudence afin d'exposer aux policiers « les règles applicables ».

Or l'interprétation qu'elle en donne est quelque peu extensive. Si la circulaire estime logiquement que « les menaces et alarès à la bombe » entrent dans la définition prévue par la loi (menace « immédiate » dans un « lieu déterminé »), elle autorise les « interpellations » pour contrôle d'identité dans deux autres « circonstances particulières ». La première, ce sont « les manifestations et réunions publiques (...) qui justifient les contrôles d'identité prévus si des troubles à la sécurité sont à craindre ».

Le texte vise n'importe quelle manifestation ou réunion, l'appréhension des troubles éventuels étant laissée à la police et à elle seule. « Ou un rassemblement n'ait pas été interdit par l'autorité investie du pouvoir de police n'implique pas en effet qu'aucun désordre ne soit à redouter, explique la circulaire (...). Des contrôles d'identité aux abords immédiats des manifestations et des réunions publiques peuvent donc être pratiqués pour

prévenir d'éventuels troubles, lorsque la présence d'individus qui cherchent à les fomenter est signalée ».

#### « Impérativement nécessaire »

La seconde interprétation extensive concerne la localisation des contrôles, s'agissant de la délinquance ordinaire. « Des contrôles d'identité peuvent, le cas échéant, précise la circulaire de M. Joxe, être déclenchés dans les lieux (qu'il s'agisse d'une station de métro, d'une gare, d'une place, d'une rue, voire même d'un quartier) où la multiplication et la proximité dans le temps d'actes de délinquance sont autant de signes qui extériorisent un danger et, en ce sens, constituent une menace immédiate qui régit dans le lieu considéré ».

Restent les vérifications d'identité. La loi de 1983 précise que les prises d'empreintes et de photographies sont possibles si elles sont « impérativement nécessaires » à l'établissement de l'identité, si, d'autre part, la police agit dans le cours d'une enquête préliminaire, d'une commission rogatoire ou de l'exécution d'un ordre de recherche et, enfin, si le procureur de la République en donne l'autorisation. Ici, la circulaire de M. Joxe s'en tient à la lettre de la loi, de même qu'elle rappelle que le refus de se prêter aux opérations de vérification n'est pas sanctionné pénalement. Mais, sans doute

pour contourner cet obstacle et satisfaire l'attente des policiers, elle ajoute : la refus des vérifications ou l'obstacle apporté à leur déroulement « peuvent éventuellement faire l'objet d'une procédure judiciaire pour outrage, voies de fait ou rébellion, lorsque les éléments constitutifs de ces infractions sont réunis ».

Evidemment, le projet de loi élaboré par la nouvelle majorité va plus loin puisqu'il vise à « supprimer les conditions trop restrictives, de temps et de lieux, résultant de la loi de 1983 ». Il permet le contrôle d'identité, en toute circonstance, « pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens ». Il autorise les prises d'empreintes et de photographies en cas de refus si allus constituant l'unique moyen « d'établir son identité. Il sanctionne pénalement le refus de se prêter aux vérifications (dix jours à trois mois d'emprisonnement, amende de 500 à 15 000 francs).

Mais l'existence de cette circulaire de M. Joxe - surprenante par la discrétion qui a entouré son élaboration et par le date, ultime, de sa signature - est une arme opportune pour le gouvernement dans le débat parlementaire. « Un moyen de dire : nous on fait simple, là où la gauche faisait compliqué en tournant autour du pot », résume un journaliste...

EDWY PLENEL.

## EN BREF

Dans la Somme

### UN FORCENÉ TUE TROIS PERSONNES AVANT DE TENTER DE SE SUICIDER

Un homme âgé de soixante-deux ans, André Hermant, a tué, dans l'après-midi du dimanche 22 juin, à Saint-Vaast-en-Chaussée, près d'Amiens (Somme), trois personnes, à coups de fusil de chasse, avant de se barricader chez lui, armé, puis d'être neutralisé trois heures et demie plus tard par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN).

Lorsque les gendarmes ont pénétré dans la maison, André Hermant s'était tiré une balle de 22 long rifle dans la poitrine. Il a été transporté au Centre hospitalier d'Amiens, où ses jours ne sont pas en danger. André Hermant était sorti de chez lui, vers 18 heures, armé d'un fusil de chasse, alors que sa voisine, M<sup>me</sup> Gisèle Floare, soixante-six ans, la fille celle-ci, M<sup>me</sup> Jocelyne Leroy, trente-neuf ans, et son mari, M. Dominique Leroy, tous deux domiciliés à Amiens, revenaient de la fête foraine locale. André Hermant a tiré sur les trois personnes, tuant les deux premières et blessant grièvement M. Leroy.

Un voisin qui tentait de s'interposer, M. François Spicher, quarante-trois ans, a été mortellement blessé par un autre coup de feu du forcené.

● **Attentat contre le siège de la firme Rothmans à Paris.** - Une explosion d'origine criminelle a provoqué de légers dégâts au siège de la société des cigarettes Rothmans, à Paris, 10, rue Amelin, dans le seizième arrondissement, peu après minuit dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin. Quelques vitres des fenêtres du rez-de-chaussée ont été brisées. Il n'y a pas eu de revendication.

● **Un ressortissant turc extradé des Pays-Bas et écroué en France.** - Un ressortissant turc, Ahmet Gungormus, trente et un ans, vient d'être extradé des Pays-Bas et inculpé par M. Jean-Louis Brugnières, juge d'instruction, pour sa participation à deux attentats commis en juillet 1983 dans la région parisienne. Ahmet Gungormus a été écroué sous l'inculpation de « destruction et dégradation volontaire d'objets mobiliers et de biens mobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ».

Selon les résultats de l'enquête, Ahmet Gungormus aurait participé à deux attentats commis le 27 juillet 1983 contre des centres culturels arméniens situés 17, rue Bleue à Paris (9<sup>e</sup>), et 9, rue de Madrid à Alfortville (Val-de-Marne).

● **Assises de l'Isère : acquittement au bénéfice du doute.** - Les jurés des assises de l'Isère viennent d'acquiescer au bénéfice du doute, Philippe Gantois, vingt-deux ans, déserteur de la Légion étrangère, accusé du meurtre de la femme du notaire de Caderousse (Vaucluse).

L'avocat général avait requis une peine de quinze ans de réclusion criminelle identique à celle qu'avait prononcée, pour cette même affaire, les assises du Vaucluse en mars 1985. Ce verdict avait été cassé par la Cour de cassation, qui avait renvoyé le dossier aux assises de l'Isère. Les débats n'ont pas réussi à dissiper les incertitudes qui pesaient sur cette affaire dans laquelle il n'y avait aucune preuve irréfutable ni aucun aveu.

### Une expulsion de locataires à Paris

#### CRÉDULES MARABOUTS

Victimes d'une escroquerie, une douzaine de familles de marabouts africains viennent d'être expulsées de leur domicile, au 79 de la rue Pejel à Paris (18<sup>e</sup>), bien que les loyers en aient été payés.

Les escrocs au logement - au nombre de trois - avaient rencontré leurs proies en prenant rendez-vous pour une séance de spiritisme, au mois de septembre 1985. Se prétendant promoteurs immobiliers, les trois africains - qui n'avaient rien d'efficaces - leur vantaient alors les mérites des appartements de la rue Pejel, du studio au quatre-pièces : une visite organisée par le faux propriétaire, et le tour était joué. Le bail et les quittances évidemment falsifiés - mais « authentifiés » par des cachets de cabinets fantômes - étaient remis à l'acquéreur moyennant plusieurs milliers de francs, de la main à la main.

Le vrai propriétaire de l'immeuble a donc porté plainte contre ces « intrus », dont il n'a jamais reçu un seul centime, et un référé du tribunal de grande instance de Paris a condamné ces locataires « sans droit ni titre » à être expulsés dès le 16 juin.

Cette expulsion avait pris, dans la matinée du vendredi 20 juin, des allures de réunion autour de l'« arbre à palabres », tandis qu'une vingtaine de Sénégalais, de Maliens et de Guinéens entouraient l'huissier et le représentant de la société immobilière, dans une petite pièce au troisième étage de l'immeuble. Le « criot », qui s'expliquait au nom de ses corollionsnaires pendant que des maçons muraient les premières portes, aboutit enfin, au terme d'une interminable négociation, à un accord : l'huissier, lui, s'épongeait la front.

En fin de compte, les huit domiciles occupés par des célibataires devaient être libérés dans la journée ; quant aux familles, elles étaient tenues de « déguerpir » dans les trois jours... A la rue.

E. I.

● **Accident d'autocar en Haute-Garonne : deux morts.** - Un enfant âgé de neuf ans, Christophe Mulsant, et un commandant de l'armée de l'air, M. Jean-Christian Baubias, quarante-cinq ans, ont été tués lors d'un accident d'autocar survenu dans la soirée du dimanche 22 juin près de Villefranche-de-Lauragais (Haute-Garonne), le véhicule ayant percuté un platane. Une quinzaine d'autres passagers ont été blessés.

L'autocar transportait une trentaine de passagers qui venaient assister à une réunion sportive à Port-la-Nouvelle et rejoignaient Aigues-Vives ; peu après 21 heures, pour une raison encore inconnue, le véhicule s'est écrasé contre un platane, à la hauteur de la commune de Gardouch.

● **Malaise : une onzième vieille dame assassinée depuis le début de l'année.** - Le corps de M<sup>me</sup> Marthe Hervé, âgée de soixante-dix-neuf ans, a été découvert dans la matinée du dimanche 22 juin à son domicile, rue du Rocher à Paris (8<sup>e</sup>). Les poignets et les chevilles de M<sup>me</sup> Hervé avaient été ligotés.

M<sup>me</sup> Hervé est la onzième personne âgée assassinée depuis le début de l'année 1986.

● **Malaisie : peine de mort maintenue pour deux trafiquants de drogue australiens.** - Deux trafiquants de drogue australiens ont vu, samedi 21 juin, leur peine de mort maintenue en appel par la cour d'appel de Penang. Kevin Barlow et Brian Chambers, tous deux âgés de vingt-huit ans, ont été condamnés à la pendaison en juillet dernier. Ils avaient été arrêtés en novembre 1983 à l'aéroport de Penang, porteurs de 180 grammes d'héroïne. Ce jugement a déclenché une levée de bouillottes en Australie, où le gouvernement avait déclaré dans un communiqué, en décembre dernier, qu'il n'y avait aucune justification à la peine de mort, quelle que soit la gravité de l'offense. - (Reuter.)

● **M. Hu Yaobang favorable au dialogue avec le Vatican.** - M. Hu Yaobang, secrétaire général du PC chinois, a déclaré, samedi 21 juin à Rome, que la Chine était prête au dialogue avec le Vatican « maintenant que certaines difficultés ont été surmontées ». La Chine avait, ces dernières années, repoussé plusieurs offres du Vatican, lui reprochant notamment le maintien de relations diplomatiques avec Taïwan.

**Le Monde**  
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB  
Parution le 15 septembre 1986  
Renseignements publicités :  
45-55-91-82, poste 4196

## EN GRÈCE BONNES VACANCES ÇA SE DIT : RÉPUBLIQUE TOURS

1 semaine ou départ de Paris ou Lyon par vols spéciaux en pension complète, animation, sports et vin inclus au Club COSMOS :

# 3690F

### REPUBLIQUE TOURS

1, avenue de la République  
75011 Paris  
Tél. 43.55.39.30

## Cet été à Paris branchez vous en anglais

Un entretien personnel, sans engagement de votre part, permet d'analyser vos besoins. Les professeurs d'I.L.C., tous diplômés et de langue maternelle anglaise, vous proposeront la formule la mieux adaptée. En petit comité et à votre rythme. A partir de 200 F le semaine.

**I.L.C.**  
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20, Passage Dauphine  
75006 Paris  
Tél. 43.25.41.37

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

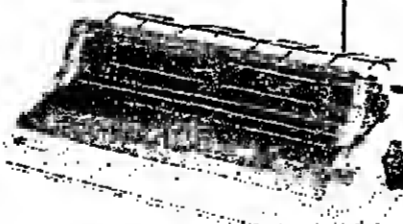
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

VENTE aux enchères publiques après liquidation de biens, à l'audience des criées du tribunal de grande instance de MARSEILLE, au palais de justice, place Mouton, le JEU 26 juin 1986, à 9 heures.

**UN IMMEUBLE à us. COMMERCIAL à MARSEILLE**  
283, BOULEVARD NATIONAL, quartier Saint-Lazare (3<sup>e</sup> arr.), élevé d'un étage sur rez-de-cha., cad. sect. B, n° 12 pour 8 a 41 ca.

**MISE A PRIX : 3 000 000 de francs**  
S'adresser pour tous renseignements, notamment sur conditions de la vente : M<sup>r</sup> Albert HINI, avocat, 27, rue Francis-Davos, MARSEILLE (13001), tél. 91-33-60-72 ou consulter au greffe du T.G.I. de MARSEILLE le cahier des charges. Tous les jours ouvrables sauf samedi, de 14 h 30 à 17 heures.

## La perfection dans tout le répertoire



NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

# NEC

Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

## YREL

Z.I. de Fourny - BP 40 - 78530 BUC

Tél. : (1) 39.56.81.42

Allègement



Handwritten text in a box: 5/25/86

# économie

AU FORUM DE LA PORTE DE VERSAILLES

## Allègement des charges et appui aux PME

Convoier les chefs d'entreprise, et d'abord les patrons des PME, tel était l'objectif recherché, le samedi 21 juin, par le forum « Décider pour une libre entreprise » organisé à la porte de Versailles par le RPR. Neuf ministres et secrétaires d'Etat réunis autour de M. Jacques Chirac se sont relayés pour expliquer en direct les conditions de leur action et annoncer des mesures sur certains dossiers.

Reconnaisant que la baisse des taux d'intérêt « profite plus aux grandes entreprises qu'aux petites », M. Balladur a promis de prendre des mesures spéciales pour les PME. « Le sérieux tempère la liberté », a résumé le ministre d'Etat à destination de ceux qui trouvent que le gouvernement ne va pas assez vite.

M. Alain Madelin a affirmé pour sa part qu'il fallait réorienter les aides publiques vers les PME, précisément. Par leur impôts et leurs taxes celles-ci « payent pour les grandes entre-

prises », a déclaré le ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme.

M<sup>me</sup> Nicole Catala (formation professionnelle), vivement applaudie, a déclaré vouloir « utiliser les retraités et les préretraités » pour dispenser un enseignement plus adapté aux jeunes et mettre fin au « gaspillage des ressources humaines ».

Quant à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, il s'est taillé un franc succès en rappelant que les exonérations de charges sociales pour l'emploi de jeunes ne feront l'objet que d'une « simple déclaration à l'embauche » et que l'employeur les « déduira lui-même ». Il en a également profité pour faire savoir que, « à titre de rattrapage », les exonérations de 50 % seraient doublées « pour le premier mois d'application » afin d'inciter les chefs d'entreprise à utiliser plus rapidement

le plan d'urgence en faveur des jeunes, victimes de « l'obstruction systématique » de l'opposition.

Rupture et durée : le message de conclusion du premier ministre a tenu en deux temps. « Le gouvernement a clairement décidé de rompre avec quelques décennies de contraintes administratives, avec cinq années d'interventionnisme brouillon et de stagnation », a dit M. Jacques Chirac. « Même si l'opinion n'en a pas encore conscience, beaucoup a déjà été fait ». La majorité étant unie pour cet objectif, « tout permet de penser que l'action [gouvernementale] dispose d'un délai suffisant pour qu'elle soit irréversible ». Rupture mais pas « revanche », a souligné M. Chirac, qui a consacré une grande partie de son discours à expliquer que, « si le gouvernement a une politique économique, il a aussi une politique sociale ».

### La négociation sur les seuils sociaux

### UNE DÉCISION QUI « VA DANS LE BON SENS » a estimé M. Edmond Maire

« Le gouvernement vient de faire un pas dans le bon sens », a estimé M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, le samedi 21 juin, en apprenant que M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, proposait aux partenaires sociaux de négocier sur la forme des « seuils sociaux » avant toute intervention gouvernementale. « La CFDT vient d'obtenir une première satisfaction sur une de ses demandes les plus pressantes », a souligné M. Maire dans un communiqué. La CFDT souhaitait « que les salariés des petites entreprises aient des possibilités de représentation collective (commissions paritaires professionnelles locales, délégués interentreprises) ». Le secrétaire général de la CFDT a demandé aux instances patronales d'adopter la même démarche que M. Séguin. Il a toutefois noté que si ce thème devait être abordé lors des prochaines négociations prévues pour le 9 juillet, il conviendrait que ces discussions se déroulent « thème par thème en commençant par le dossier le plus lourd, celui des garanties accordées aux salariés en cas de licenciement ».

Cette proposition a été fraîchement accueillie par le CNPF. « C'est son idée depuis le début », faisait-il observer sèchement dans l'organisation patronale, où l'on ne marquait aucune surprise. L'initiative du ministre des affaires sociales, visible, ne satisfaisait pas le CNPF.

### La taxe professionnelle au pilori

Les ministres déploient des trésors d'énergie et d'imagination pour trouver une multitude de mesures sociales, économiques, financières ou juridiques propres à relancer l'activité, favoriser l'embauche, alléger les contraintes des entreprises, alors qu'une disposition, une seule, serait de nature à faire exploser de joie les patrons : supprimer la taxe professionnelle. Ceux qui en douteraient encore ont pu s'en convaincre à l'occasion du forum organisé à Paris par le RPR sur le thème : « Décider pour une libre entreprise ». Un sondage réalisé auprès de trente mille chefs d'entreprise a révélé que, parmi leurs dix préoccupations primordiales, l'allègement des charges arrive largement en tête (24,5 %), suivi par la taxe professionnelle (19,7 %) qui est précisément une de ces charges les plus mal ressenties. La rigidité des banques ne recueille que 11,8 %, la suppression de l'autorisation préalable de licenciement 5,4 % et la question des seuils sociaux 2,6 %.

Le questionnaire aurait été commandité un an plus tôt par le Parti socialiste, que le résultat n'aurait guère été différent.

Devant M. Jacques Chirac, qui avait réuni autour de lui une sorte de conseil des ministres économique et social, quelques-uns des dix mille chefs d'entreprise présents ont interrogé les membres du gouvernement sur le plan logement, les transmissions et les créations d'entreprises, l'embauche des jeunes, la simplification des formalités administratives, les aides à l'exportation, la libéralisation des prix, la baisse des taux d'intérêt qui ne va pas assez vite ou la concurrence déloyale des grandes surfaces vis-à-vis du petit commerce. M. Georges Chauveaux,

ministre du commerce, de l'artisanat et des services, a exhorté les chefs d'entreprise à élaborer avec leur personnel des « plans de progrès » dans leurs usines pour y détecter tous les talents et les capacités cachés, et M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, a déclaré que défendre l'entreprise, c'était lutter contre la pauvreté.

Mais ce hit parade des applaudissements, ce sont les questions sur la taxe professionnelle (l'ancienne patente) qui ont battu tous les records. Un patron de Champagne-Ardenne l'a dénoncée comme une « taxe contre l'embauche et contre l'investissement. C'est une hérésie ». Et M. Michel Nair, ministre du commerce extérieur, un homme que, vis-à-vis de l'exportation, « la taxe professionnelle jouait comme une sorte de droit de douane à l'envers ».

Alors, faut-il l'abolir ? M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, n'avait pas la tâche facile. « Le sujet est explosif. C'est la croix de tous les ministres des finances successifs », a-t-il déclaré. Il est vrai que, d'un point de vue économique, c'est un impôt absurde. Sur les 80 milliards qu'il rapporte, 65 sont payés par les entreprises. Mais il faut savoir que cette taxe entre pour 50 % dans les recettes des collectivités locales.

Alors, par quoi et comment la remplacer pour ne pas pénaliser ni les entreprises, ni les collectivités locales, ni l'Etat ? Casse-tête...

Prudent et rigoureux, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, a annoncé que les Français pouvaient s'attendre à une réduction

de 20 milliards de francs d'impôts l'en prochain : 10 milliards profiteront aux ménages et 10 autres aux entreprises, essentiellement par un allègement de la taxe professionnelle. Il n'a été que très modérément applaudi...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

## Semaine décisive pour la construction navale et pour les 6 800 salariés de Normed

Semaine décisive pour la construction navale et surtout pour la société Normed (6 800 salariés), qui a des installations à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat. Le 24 juin, après l'assemblée générale annuelle, M. Jacques Dollois, président de l'entreprise, convoque le comité central d'entreprise, puis le conseil d'administration, après lequel il devrait solliciter un mandat pour aller, le jour même ou le lendemain, déclarer devant le tribunal de commerce l'état de cessation de paiement de l'entreprise, qui vit depuis trois ans en état de commandite publique.

Les syndicats vont organiser sur les sites menacés des opérations « portes ouvertes » pendant la réunion du comité d'entreprise, mais aucune opération d'ampleur nationale et intersyndicale n'était envisagée le 23 juin en fin de matinée. La CFDT, pour sa part, a proposé une grande réunion entre le patronat, les syndicats et les pouvoirs publics sur l'ensemble du secteur de la construction et réparation navale en France.

## Le verdict sans appel de l'inspection des finances

Il y a seulement un an, deux inspecteurs des finances, MM. Pierre Esteve et Ludovic de Montille, remettaient à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et à M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, un rapport sur la société Normed d'un extrême sévérité. Aujourd'hui, les

conclusions restent d'actualité et inspirent en profondeur l'attitude du gouvernement actuel - du moins du ministre de l'industrie - à l'égard de l'entreprise.

Les deux hauts fonctionnaires n'y vont pas par quatre chemins : « La fusion des trois chantiers fin 1982 ne pouvait réussir. Elle a été décidée par des administrations peu éclairées sur les situations réelles [des entreprises] et sans appui des actionnaires... ». Et de critiquer les décisions gouvernementales d'alors, « puisqu'il a été choisi de maintenir Normed en état de survie précaire au moyen d'une commandite publique - extrêmement coûteuse... - sans que cela mette un terme à la déterioration de la productivité ».

Les experts recommandaient alors sans ambages aux pouvoirs publics, en préalable à un processus d'assainissement, « de commencer par le dépôt de bilan de Normed, qui aurait dû d'ailleurs intervenir dès novembre 1983 ». Et ils détaillaient tous les avantages d'une telle procédure à la fois pour l'Etat et pour un repreneur éventuel. Bien sûr, l'opération « présente des risques sur le plan social », mais elle aurait l'intérêt de provoquer « un choc psychologique nécessaire au redressement de l'entreprise. Elle marquerait le retour de Normed dans la sphère des entreprises régies par les normes de la concurrence ».

Sur le sujet très chaud du choix des sites à sauver, les inspecteurs des finances, là aussi, avaient fait des

suggestions au gouvernement, estimant que La Ciotat présentait des avantages, (notamment de taille) sur les deux autres (La Seyne et Dunkerque, ce dernier ayant pourtant amélioré sa productivité récemment). La Ciotat deviendrait alors « un complément du chantier de Saint-Nazaire si un repreneur acceptait d'en prendre la responsabilité ».

M. Madelin a confirmé pour sa part, le 22 juin, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il n'était pas possible que les pouvoirs publics continuent à englober des sommes considérables en subventions exceptionnelles de reconstruction pour Normed. « Mais je ne ferai pas d'économies sur le dossier des chantiers navals », a-t-il précisé. Les sommes très importantes qui seront dégagées par l'Etat « serviront à créer des emplois utiles et durables, dans le cadre d'un dispositif spécial de zones d'entreprise, et à financer un plan social ambitieux ».

Déjà donc Alstom était discrètement désigné, voire approché, pour sauver ce qui pouvait encore l'être de Normed.

La conclusion de l'inspection des finances sonne comme un verdict sans appel : « La création de Normed, et, plus encore, sa mise en commandite publique apparaissent aujourd'hui comme de graves erreurs qui ont coûté au Trésor plus de 6 milliards de francs en deux ans et demi, tandis que l'outil de production n'a cessé de se détériorer et que le personnel a été entraîné dans de faux espoirs de survie de l'entreprise, malgré le tarissement des commandes et la baisse continue de productivité (...). La poursuite du soutien de Normed par l'Etat est sans espoir et sans justification économique (...). Dans ces perspectives, l'intérêt général commande de faire cesser d'urgence la commandite publique et de déposer le bilan de Normed ».

C'était il y a un an. Un an de perdu ?

F. Gr.

**Dom-Tom, la jeune France, c'est le moment d'investir.**



Chefs d'entreprise, la jeune France s'ouvre aux investisseurs. Le gouvernement vient de décider d'abaisser d'impôt les investissements productifs dans les DOM-TOM. Si vous souhaitez vous rendre sur place, vous pouvez bénéficier de billets d'avion à tarif préférentiel pendant le 2<sup>e</sup> semestre 1986. Particuliers, le gouvernement a souhaité également par des réductions d'impôt faciliter vos placements en actions et dans le logement. Pour tous renseignements, téléphonez à l'ANODOM : Tél. : 47.83.01.23.

MINISTÈRE DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

(Publicité)

**Pour la renaissance de la collection « Perspectives de l'Economie »**

Emus par l'annonce de la décision de la maison Calmann-Lévy de mettre fin à la publication de la collection « Perspectives de l'Economie », qui avait été créée par Christian Schmidt, et dans laquelle ils avaient choisi de publier certains de leurs ouvrages, les économistes français et étrangers dont les noms suivent tentent à témoigner de la qualité de cette collection, de son ouverture d'esprit et de la cohérence de ses choix.

Elle a permis notamment, au cours des dix-huit dernières années, de mettre à la disposition du public des grands textes de l'économie politique classique, de faire connaître par leur traduction des textes étrangers fondamentaux inaccessibles en français et de révéler d'importantes contributions à l'analyse économique émanant de jeunes chercheurs français. Sans aucun dogmatisme et avec une double exigence de rigueur scientifique et de liberté, le travail pérenne accompli par le directeur de collection au cours de cette période a contribué à la constitution d'une véritable bibliothèque de réflexion économique, constituant un instrument de travail pour toutes les personnes qui, à un titre ou à un autre, sont aujourd'hui concernées par cette discipline.

C'est pourquoi sa disparition actuelle nous apparaît comme une perte dommageable pour la communauté des économistes dans leur ensemble. Nous espérons très vivement que cette entreprise pourra être bientôt reprise et poursuivie ailleurs par son animateur.

MM. M. Aglietta, W. Andreff, J. Barreau, S. Bobe, H. Bourguinat, A. Brendler, Y. Bresson, A. Carranis, M. Chatelet, J.-M. Chevillard, F. David, M. Delapierre, C. Goux, H. Guillon, C.P. Kindleberger, A. Lapidus, P. Llau, E. Malinvaud, G. Megret, C.A. Michalet, J. Miasral, T. de Montbrion, A. Moulins, J.-M. Oury, A. Revel, X. Richey, G. Sokoloff, B. Walliser.

**CONCOURS** du 23 septembre 1986

**DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

(X, HEC, ESSEC, ESCP, IEP, etc...)

Recrutement d' **INSPECTEURS** de la **SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

Hauts âgés de + de 20 ans et de moins de 25 ans au 1-1-1986 (+ temps éventuel des O.M.)

Renseignements et inscriptions [clôture des inscriptions le 6 Septembre 1986] : Ecrire avec curriculum vitae détaillé sous référence concouru de l'inspection au SERVICE DU RECRUTEMENT, 7, rue Caumartin - 75009 PARIS ou téléphoner : 42.66.55.55







# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CHAMPAGNE TAITTINGER

L'assemblée générale ordinaire annuelle, qui s'est tenue à Reims, le 16 juin 1986, sous la présidence de M. Claude Taittinger, a approuvé à l'unanimité les comptes et le bilan de l'exercice 1985, qui se traduisent par un bénéfice net comptable de 19 011 414 F, ainsi que les comptes consolidés du groupe dont le résultat net s'élève à 174 418 000 F. Ce résultat net consolidé tient compte d'un profit net exceptionnel de 84 510 000 F, qui résulte de la cession par la société Cofidev, filiale du groupe du Louvre, d'une partie de ses titres de la société Deville lors de l'introduction au 2<sup>e</sup> marché de la Bourse de Paris des actions de cette dernière société.

L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Jean Taittinger et de la société G. H. Mumm.

L'assemblée a nommé M. Pierre-Christian Taittinger comme administrateur.

Le conseil d'administration a également réélu M. Jean Taittinger vice-président, directeur général, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Au cours de son allocution, le président a informé les actionnaires des activités commerciales de la société pendant les cinq premiers mois de l'exercice qui se traduisent par une augmentation du chiffre d'affaires de 10 %.

Par ailleurs, la récolte 1986 se présente, pour le moment, dans des conditions favorables.

Le président a rappelé aux actionnaires qu'une assemblée générale extraordinaire sera tenue le 2 juillet prochain à Reims. Il sera demandé, à cette occasion, aux actionnaires d'autoriser le conseil d'administration à procéder, dans certaines conditions et dans le cadre de la loi de 1963, à l'augmentation du capital social par émission de certificats d'investissement.

Le conseil d'administration de la société estime en effet qu'il est nécessaire d'accroître les fonds propres du Champagne Taittinger pour faire face aux possibilités existantes d'expansion et de diversification.



## IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

L'assemblée générale d'ICC, Société de location du Groupe ISM-Bail Investissement, s'est réunie le 19 juin sous la présidence de M. Michel Henmar pour approuver les comptes de l'exercice 1985 et affecter le résultat.

Près de 92 % du bénéfice net de 26 648 958,12 F seront mis en distribution par attribution d'un dividende de 17,30 F à chacune des actions anciennes et d'un dividende de 6,48 F à chacune des actions nouvelles. Les mises en paiement auront lieu à partir du 11 juillet.

Au cours de son allocution, M. Henmar a d'abord rappelé que la totalité des fonds sociaux, et en particulier les quelque 310 millions de francs provenant de l'augmentation de capital de l'été 1985, avait été affectée à l'acquisition d'immeubles de bonne qualité et de rentabilité satisfaisante. Le financement de ces nouvelles opérations se poursuit actuellement, et de nouvelles recettes de loyers bénéficieront à la société.

Le président a informé également les actionnaires que le grand magasin Samaritaine de Valley était désormais exploité par le groupe Auchan. A titre exceptionnel, il a été consenti à ce nouveau locataire un contrat de crédit-bail qui donne à chacune des parties des avantages particulièrement attrayants.

M. Henmar a attiré enfin l'attention des actionnaires sur le fait que seules les actions nouvelles sont sciemment cotées au second marché de la Bourse de Paris. Dès le détachement des dividendes, actions nouvelles et actions anciennes seront assimilées et les 268 000 actions composant le capital social seront négociables en Bourse.



Le 13 juillet 1986, la valeur liquidative de la SICAF « VALEURS DE FRANCE », société d'investissement à capital fixe gérée par le BREF, était de 335,73 F (331,27 F le 6 juin 1986).

A la même date, l'action de VALEURS DE FRANCE cotait 332 F ex-droit, et le droit de souscription 3,50 F.

## PRIMAGAZ

Le bénéfice de Primagaz en 1985 s'est élevé à 23 918 432 F (+ 33,77 %) et la hausse des profits nets consolidés a été de 42,14 %.

Au cours des cinq premiers mois de 1986, les consommateurs ont vu leur prix d'achat s'abaisser de 850 F HT à la tonne et les ventes en volume ont progressé pour la deuxième année consécutive, particulièrement en gaz carburant. Une augmentation du bénéfice net de l'ordre de 15 à 20 % est considérée comme possible par le président.

L'assemblée a approuvé, à l'unanimité, la distribution d'un coupon global de 16,50 F (+ 5,77 %).

L'assemblée générale extraordinaire qui a suivi a renouvelé la faculté donnée au conseil d'augmenter, en cas de besoin, le capital social avec possibilité d'émission d'obligations convertibles ou assorties de bons de souscription d'actions.

### CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

## EMPRUNT JUIN 1986

1,7 milliard de F

# 8,40 %

Emission de 340 000 obligations de 5 000 F  
Prix d'émission : 4 981 F

Jouissance, règlement : 7 juillet 1986  
Durée de l'emprunt : 15 ans  
Amortissement : en trois tranches égales à partir de la treizième année

Taux actuariel brut : **8,45 %**

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisses d'Épargne, Agent de Change et Comptables du Trésor. Une fiche d'information (vsa C.O.B. n° 86-220 ou 17-06-86) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

**SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.**



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES D'HACHETTE S. A.

### Message du président

Ce qui a été dit a été fait ! 1985 a été pour le groupe Hachette une année de développement intense en France et à l'étranger. Nous sommes le premier groupe de communication français, un des tout premiers du monde, multimédia et international.

Nous avons voulu d'abord confirmer notre leadership sur nos marchés traditionnels : le livre et la presse. Dans un contexte difficile, nous l'avons fait en réalisant de très bons performances. Mais on ne reste pas premier sans investissements permanents, internes et externes, 1985 a marqué un accroissement très important dans ces deux domaines. Nous avons poursuivi la modernisation de nos imprimeries, de nos systèmes de distribution, nous avons créé et préparé de nouvelles collections, de nouveaux produits ; nos éditeurs de livre et de presse ont continué de miser sur de nouveaux talents et de prospecter partout, à tout moment, les sensibilités nouvelles.

Dans le même temps, nous avons acquis des participations déterminantes dans des groupes qui élargissent nos domaines d'activités : Harlequin (groupe canadien) en France, Dupuis en Belgique et en Europe, Teleprograma en Espagne. L'axe international de notre développement apparaît ainsi clairement. Très caractéristique de cette volonté : les lancements de Elle aux Etats-Unis et en Angleterre en association 50/50 avec le groupe Murdoch. Il s'agit là d'investissements lourds, dont on sait déjà qu'ils seront rentables dans un proche avenir. Comme je l'avais annoncé au cours de l'assemblée générale du 20 juin 1985, la mobilisation de sommes importantes a inévitablement pesé sur les résultats immédiats. C'est ainsi que le bénéfice net consolidé a marqué un recul par rapport à 1984. On ne peut investir et récolter en même temps. Cependant, dès 1986, nous reprendrons une progression très sensible des résultats. Progression pour les résultats d'exploitation et progression plus forte encore pour les résultats après plus et moins-values.

Bien évidemment, notre stratégie de développement ne sera pas ralentie. Elle restera centrée sur le livre, la presse et leur environnement direct (notamment la distribution) en France et plus encore à l'étranger. Mais le pôle de développement le plus stratégique deviendra l'audiovisuel.

Ce média dominera certainement les années qui viennent grâce aux capacités accrues de la technologie, grâce à une ouverture irréversible des échanges internationaux, particulièrement européens, grâce enfin à l'évaluation elle aussi irréversible qui conduit les pouvoirs politiques, quelle que soit leur tendance,

à élargir la place des sociétés privées dans les activités de télévision.

Je reste ferme sur l'engagement que je vous avais exprimé l'an dernier : Hachette n'investira dans ce domaine, vital pour son avenir, que si les conditions réunies présentent des chances raisonnables de réussite. Le premier groupe de communication et de culture en France n'a pas le droit d'échouer dans le média complémentaire de ce qu'il s'est affirmé le premier. Certes, on ne peut concevoir qu'Hachette, vecteur de la culture écrite dans notre pays, soit absent de la télévision, qui est le nouveau champ de bataille culturel en Europe et dans le monde. Mais nous ne nous hasarderons pas dans une entreprise incertaine ou mal définie et nous l'avons déjà prouvé.

Notre dessein est légitime et noble à la fois. Nos objectifs se mesurent en termes de croissance mais aussi en termes qualitatifs. Hachette est dépositaire d'un héritage de cent soixante ans, un héritage tout à fait exceptionnel, auquel nous ne faillirons jamais. Nous savons aussi que la permanence de la langue française et la diffusion de ses œuvres passent par l'existence, en France, de grands groupes multimédias comme c'est déjà le cas aux Etats-Unis, en Allemagne et au Japon.

Nous avons beaucoup travaillé dans ce sens, rassemblant nos forces, augmentant nos compétences, dynamisant nos structures. Et nous avons fait un pas important en prenant le contrôle d'Europe 1 Communication, la plus grande radio française d'information, qui nous apporte également des compétences dans le domaine de la télévision. Cette stratégie d'opérateur responsable nous a conduits, très logiquement, à céder nos participations minoritaires dans la CLT et Pathé Cinéma. Bien que disposant de ressources financières qu'aucun autre groupe de communication ne peut approcher, nous allons les accroître encore en proposant à une assemblée générale extraordinaire d'autoriser le conseil d'administration à augmenter nos capitaux permanents pour un montant d'environ un milliard de francs.

C'est dire que Hachette est parfaitement prêt à assumer des responsabilités majeures, en ligne avec sa vocation et ses moyens. Dans son histoire déjà si longue, le moment agit que nous vivons représente un tournant décisif. Nous devons bien le négocier, sans rien lâcher, et sans oublier que notre position internationale pour l'avenir en dépend.

JEAN-LUC LAGARDÈRE

L'assemblée générale ordinaire a décidé la mise en distribution d'un dividende de 21 F au titre de l'exercice 1985.

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.



## Compagnie Générale d'Electricité

FF 1.000.000.000  
Obligations 7 7/8 % 1986 - 1993  
Prix d'émission des Obligations : 100%

Crédit Commercial de France

- Kredietbank International Group • Société Générale
- Union Bank of Switzerland (Securities) Limited • Electro Banque
- Generale Bank • Shearson Lehman Brothers International
- S.G. Warburg & Co. Ltd.
- Algemene Bank Nederland NV • Bankers Trust International Limited
- Banque Bruxelles Lambert S.A. • Banque Française du Commerce Extérieur
- Banque Internationale à Luxembourg S.A. • Banque Nationale de Paris
- Baring Brothers & Co. Limited • Caisse des Dépôts et Consignations
- Chemical Bank International Group • CIBC Limited
- Compagnie Monégasque de Banque County Bank Limited
- Crédit Agricole • Crédit Lyonnais
- Credit Suisse First Boston Limited • Dresdner Bank Aktiengesellschaft
- Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna
- Istituto Bancario San Paolo di Torino • Lazard Frères et Cie
- ITCB International Limited • Merrill Lynch Capital Markets
- Morgan Grenfell & Co. Limited • Morgan Guaranty Ltd
- Morgan Stanley International • The Nikko Securities Co. (Europe) Ltd.
- Privatbanken A/S • Salomon Brothers International Limited
- Swiss Bank Corporation International Limited • Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 28 mai 1986

## Le Monde

### PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

20 JUIN Cours relevés à 17 h 42

Main market table with columns for Valeurs, Réglement mensuel, and various stock indices. Includes sub-sections for 'Étrangers' and 'Hors-cote'.

Comptant (sélection)

Table of 'Comptant' (spot) transactions, including 'Obligations' and 'Actions'.

Second marché (sélection)

Table of 'Second marché' (second market) transactions, including 'Étrangers' and 'Hors-cote'.

SICAV (sélection) 20/6

Table of SICAV (investment funds) data, including 'Étrangers' and 'Hors-cote'.

Actions

Detailed table of 'Actions' (stocks) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Droits et bons

Table of 'Droits et bons' (rights and bonds) with columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Cote des changes

Table of 'Cote des changes' (exchange rates) with columns for MARCHÉ OFFICIEL and COURS DES BILLETTS.

Marché libre de l'or

Table of 'Marché libre de l'or' (gold market) with columns for MONNAIES ET DEVISES and COURS.

Legend for symbols: o : coupon détaché, o : offert, o : droit détaché, o : prix préférentiel.

# Le Monde

## LA RÉPRESSION DES MUTINERIES DU SENTIER LUMINEUX

### Le gouvernement péruvien ordonne une enquête sur les « excès » des militaires

Lima (AFP, AP, REUTERS, UPI). - Le gouvernement péruvien a ordonné, samedi 21 juin, l'ouverture d'une enquête sur les excès possibles commis par les forces armées lors de l'écrasement d'une mutinerie des trois pénitenciers de Lima, qui ont fait 124 victimes dans les rangs des détenus selon des sources officielles, et au moins 350 selon d'autres sources. La plupart de ces victimes étaient membres du Sentier lumineux, le mouvement péruvien de guérilla maoïste.

Le communiqué de la présidence de la République indique que le grand nombre de détenus tués à la prison de Lurigancho - laisse penser que des excès ont été commis par les forces de l'ordre dans l'exécution des ordres gouvernementaux. Le gouvernement a demandé au commandement conjoint des Forces armées, responsable de la répression, que les tribunaux militaires entament immédiatement des enquêtes pour déterminer l'importance et la gravité des événements. Les autorités politiques ont ajouté qu'elles avaient également demandé au Congrès et au procureur général de mener leur propre enquête.

La présidence a publié ce communiqué peu après les accusations formulées par l'un des dirigeants de la Gauche unie, M. Javier Diez Canseco. Au cours d'une conférence de presse M. Canseco a affirmé que les prisonniers du Sentier lumineux avaient été abattus après avoir été conduits, les mains sur la tête, hors de la prison de Lurigancho. Selon l'information dont nous disposons ces personnes ont été éliminées, on leur a tiré des balles dans la bouche et dans la tête, a-t-il déclaré en refusant de révéler ses sources. La Gauche unie a d'autre part publié un communiqué qualifiant les combats dans les pénitenciers de Lima, Lurigancho et El Fronton, de « massacres » et demandant à la Croix-Rouge internationale d'intervenir.

Le vice-président de la République et président du Sénat, M. Luis Alberto Sánchez, s'est exprimé devant la presse, pour condamner les militaires qui auraient pu commettre des abus. M. Sánchez a rappelé la destitution en 1985 du président du commandement conjoint des forces armées et du commandant de la II<sup>e</sup> région militaire, les généraux

Enrica Cesar Praeli et Sinesio Jarama, après la découverte d'une fosse commune dans les Andes, témoignage de la pratique d'exécutions sommaires.

Le vice-président a cependant violemment rejeté les accusations de « massacre prémédité » en réaction à un éditorial du *New York Times* qui a employé ce terme dans son numéro de samedi. « C'est une campagne préméditée parce que le Pérou n'a pas payé ses dettes », a-t-il déclaré.

L'Internationale socialiste, réunie depuis vendredi à Lima, a de son côté recommandé aux autorités péruviennes d'ouvrir à des observateurs étrangers la commission d'enquête. Dans une interview, paraissant ce lundi dans le journal ouest-allemand *Express*, l'ex-chancelier Willy Brandt, président de l'IS, a indiqué que lui-même et d'autres responsables de l'organisation avaient eu de longs entretiens avec le président péruvien. Le congrès de l'IS, se félicitant de la création d'une commission d'enquête, a d'ores et déjà décidé de créer une commission, composée de

deux vice-présidents et chargée d'étudier la situation créée par les mutineries. Selon le communiqué publié : « Les droits de l'homme doivent être respectés en toutes circonstances par tout gouvernement », mais « on ne peut permettre au terrorisme de détruire l'Etat démocratique », qui a « l'obligation et le droit » de se défendre avec les moyens appropriés.

Deux mille trois cent quarante-cinq suppressions d'emploi prévues à l'Aérospatiale. - Deux mille trois cent quarante-cinq emplois seront supprimés à l'Aérospatiale, qui compte trente-quatre mille cinq cents salariés, d'ici à la fin 1987.

M. Henri Martre, président de la première société française d'aéronautique, a annoncé, le 20 juin, cette mesure visant à « améliorer la productivité de l'entreprise » et qui s'effectuera par la biais de prétraitements FNE et de contrats de formation-reconversion.

L'annonce de cette compression de personnel risque d'être d'autant plus mal ressentie que l'Aérospatiale enregistre de bons résultats.

## Sur le vif

### Allez la France !

Je râlais contre le foot. Maintenant, terminé ! J'ai compris. J'étais égaré, la langue pendante, les doigts de pied en éventail devant mon écran, samedi. Bats, ah ! Bats ! Platini, oh ! Platini... A peine se sont-ils sautés dans les bras que j'ai dégringolé mes cinq étages pour aller klaxonner, hurler : on a gagné ! on a gagné ! avec toute la France en folie, ivre de fierté retrouvée. Vive la patrie ! C'est qu'il ne s'agit plus de rigoler. Mercredi, contre l'Allemagne, ça va seigner. On e une double revanche à prendre. Séville et...

Et attendez, après mercredi, c'est dimanche, c'est la finale. Imaginez qu'on y soit. Imaginez qu'on remporte la victoire. En chantant. Rassurez-vous, je tape ces mots d'une main, de l'autre je touche le bois de mon bureau. Ou'est-ce qui va se passer ? Ça va être complètement dingue. Et d'abord, qui va aller à Mexico ? Mon Mimi ou mon Jacquot ?

Jusqu'ici, ils se sont contentés de téléphoner à tour de rôle : Brava ! Super ! Continuiz ! Girese nous raconte ça, ce matin, à la radio. Meia lù, pas de problème, faut se déplacer. Perini, l'ancien président de la

République italienne, s'était bien précipité au dernier Mondial.

Ce doit donner en ce moment, entre l'Elysée et Matignon. C'est que La Haye, Moscou, c'est rien à côté. New-York, la statue de la Liberté, n'en parlons même pas. Zéro. Vous me direz, Chirac, ça y est, on y a déjà eu droit. Il nous a assez cassé les pieds en venant accueillir ces sacrés étages à Orly. A-t-on idée de les faire débarquer en plein dans la match ? Il pouvaient pas patienter un peu, non ? Ils se plaignaient de rien. Ils se tapaient des œufs au plat pour leur petit déjeuner. Les hebdomadaires auraient pu se les garder encore quelque temps. Parce que, après le foot, il y a Wimbledon, et après Wimbledon il y a le Tour de France.

Cas maes ampriaannée, menacés depuis des mois par des fous de Dieu, des fous dangereux, qu'ils reviennent, bon, à la rigueur. Mais discrètement. Sans tambour ni trompette. Les croix bleues, quand ils débarqueront, alors là, oui, ce sera la fête. Une fête nationale.

CLAUDE SARRAUTE.

## Bourse du matin

EN HAUSSE : + 1,08 %

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note ferme, l'indicateur de tendance gagnant 1,08 % à la séance de mardi. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient UCB (+ 6 %), nouvellement cotée au marché continu, Valeo (+ 4 %), Louis Vuitton (+ 2,4 %), autre nouvel arrivant à la bourse continue. Deux titres seules perdaient du terrain : Sythelabo (- 1,4 %) et Navigatin mixte (- 0,5 %).

## A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 23 JUNE

Indicateur de séance (%) : + 1 64

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	374	374	374
Agropar Hennes	1720	1720	1720
Air Liquide B1	740	740	750
Alcatel	405 50	417	415
Banque Ciel	1018	1018	1018
Banque Paribas	1905	1915	1915
Bouygues	1110	1125	1125
B.S.M.	3528	3540	3550
Carrefour	2798	2800	2800
Chrysos S.A.	1010	1030	1030
Châtelain	498 30	500	501
Danier	1210	1220	1220
E.F. Aquitaine	286	287	291
Esso	2530	2535	2535
Labège-Copie	1230	1225	1245
L. Vuitton S.A.	1079	...	...
Mécatel	2385	2380	2390
Mécatel	5260	5220	5290
Mont-Henry	1920	1905	1925
Norcy, Maas	960	965	956
Oréal L.L.	3245	3250	3260
Perreux-Henry	1083	1095	1108
Pugnot S.A.	868	868	875
Sancé	869	869	872
Sourire	56	57	57
Télécom	2930	2930	2930
Thomson-C.S.F.	1165	1190	1190
Traut-C.F.P.	370	372	375
V.I.L.	2560	2560	2590
Valeo	498	510	520

## La CISL fait état de « sérieuses violations des droits syndicaux » dans le monde

« De sérieuses violations des droits syndicaux se sont poursuivies dans le monde », affirme un rapport que vient de publier la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), qui affirme représenter quatre-vingt-deux millions de travailleurs dans quatre-vingt-neuf pays des cinq continents. Selon le document, « les violations des droits syndicaux vont des restrictions bureaucratiques légères des pratiques syndicales jusqu'à la prison, la torture et l'assassinat. Quelle que soit la forme qu'elles prennent, elles visent toutes à empêcher les syndicats de faire leur travail : défendre les intérêts des travailleurs et des familles des travailleurs et jouer un rôle constructif dans le développement économique et social ».

En Europe, et plus généralement dans les pays de l'Est, la Pologne avec Solidarité - dont cinq cents militants étaient toujours détenus à la fin de 1985 - et l'URSS avec le « syndicat libre » SMOT - dont treize militants sont actuellement emprisonnés - sont deux exemples particulièrement marquants de cas d'emprisonnement et de brutalités.

En Afrique, les dispositions restrictives légales, notamment sur le droit de grève, et la maladresse du pouvoir politique sont fréquemment la règle. L'Afrique du Sud, par ses « exactions », et la Tunisie, par la volonté de son gouvernement de démanteler la centrale syndicale UGTT, prennent une place particulière dans le rapport. Dans le monde arabe - à l'exception de l'Arabie saoudite où le mouvement syndical n'a pas d'existence légale - le syndicat unique est dans l'ensemble prédominant.

En Asie, les syndicats officiels des pays communistes sont de véritables « instruments du Parti communiste », affirme la CISL. Selon le rapport, les violations des droits syndicaux n'épargnent pas davantage la Corée du Sud et la Turquie. En Amérique latine, la situation n'est pas homogène. Une amélioration est sensible dans les pays « revenus à la démocratie » mais la situation reste préoccupante pour les autres, comme le Salvador, le Paraguay et surtout le Chili et le Guatemala. La CISL faisant état dans ces deux derniers pays de loursures, d'enlèvements et d'assassinats de syndicalistes. Selon le rapport, les autorités du Nicaragua barrent la centrale syndicale affiliée à la CISL.

En Asie, les syndicats officiels des pays communistes sont de véritables « instruments du Parti communiste », affirme la CISL. Selon le rapport, les violations des droits syndicaux n'épargnent pas davantage la Corée du Sud et la Turquie. En Amérique latine, la situation n'est pas homogène. Une amélioration est sensible dans les pays « revenus à la démocratie » mais la situation reste préoccupante pour les autres, comme le Salvador, le Paraguay et surtout le Chili et le Guatemala. La CISL faisant état dans ces deux derniers pays de loursures, d'enlèvements et d'assassinats de syndicalistes. Selon le rapport, les autorités du Nicaragua barrent la centrale syndicale affiliée à la CISL.

En Europe, et plus généralement dans les pays de l'Est, la Pologne avec Solidarité - dont cinq cents militants étaient toujours détenus à la fin de 1985 - et l'URSS avec le « syndicat libre » SMOT - dont treize militants sont actuellement emprisonnés - sont deux exemples particulièrement marquants de cas d'emprisonnement et de brutalités.

## LA BATAILLE DES SATELLITES DE TÉLÉVISION

### Astra menace TDF 1

Le ciel s'assombrit au-dessus de l'Europe. Les satellites de télévision s'y livrent une bataille commerciale et technologique dont l'enjeu n'est autre que l'audience de 117 millions de foyers. Il y a sept ans, la France et l'Allemagne semblaient prendre un avantage décisif dans cette compétition en lançant le grand projet industriel du satellite de télévision directe. TDF 1 et son homologue allemand TV Sat devaient remplacer avantageusement les satellites européens de télécommunications (ECS) détournés de leur fonction originelle pour transmettre les premières chaînes de télévision sans frontières (Music Box, TV 5, Sky Channel, etc.). Mais, de pannes technologiques ou incertitudes politiques, le programme franco-allemand a pris beaucoup de retard et se trouve aujourd'hui face à une redoutable concurrence.

La première alerte date de 1984. Un homme d'affaires américain propose au Grand-Duché de Luxembourg le projet Coroot, un satellite de moyenne puissance capable de rivaliser avec TDF 1. Sous la pression des gouvernements et des industriels européens qui y voient le cheval de Troie de l'industrie et de la

television américaine, le Luxembourg renonce. Deux ans plus tard, Astra remplace Coroot : le satellite est toujours américain, le projet a l'appui politique et la caution financière du Grand-Duché, mais les actionnaires de l'opération sont européens.

Difficile cette fois d'éliminer la concurrence. D'autant qu'Astra a de nombreux atouts. Pour le téléspectateur, il suffira de s'équiper d'une antenne parabolique de 85 centimètres de diamètre (60 centimètres pour TDF 1) pour capter seize chaînes, puis, deux ans après, trente-deux chaînes de télévision (contre cinq au maximum pour TDF 1). Fabriqués par des petites entreprises britanniques, allemandes ou scandinaves, les équipements de réception coûteront entre 4 000 F et 5 000 F, soit un peu moins cher que ceux que proposent Thomson et Philips pour TDF 1. Pour les opérateurs, Astra offre aussi de sérieux avantages : chaque canal est loué 37 millions de francs par an contre une centaine de millions de francs pour TDF 1. L'utilisation de la norme MAC permet de doubler les programmes en six langues et de gérer à distance des décodeurs pour faire de la télévision payante.

Surtout, Astra est le premier satellite européen entièrement privé. « Nous n'avons ni intérêts politiques ni intérêts industriels à défendre », souligne habilement M. Mareus Bicknell, son directeur commercial. Une petite phrase qui fait mouche si l'on songe aux revers de fortune qu'ont connus tous les candidats à un canal sur TDF 1. Ces arguments, M. Bicknell les répète, depuis plusieurs semaines, de Madrid à Rome, de Genève à Londres. Un tour d'Europe au pas de charge pour boucler un carnet de commandes avant le lancement prévu pour l'été 1987, si Ariane veut bien fonctionner. L'ambition d'Astra est clairement avouée : devenir le *habird*, le satellite vedette vers lequel se tournent toutes les antennes, dans plus de trente millions de foyers, au cours des trois prochaines années.


point d'émission à 36 000 kilomètres d'altitude.

Hier Eutelsat s'opposait au projet luxembourgeois, traité de « satellite de papier ». Aujourd'hui, l'heure est aux négociations. L'organisation européenne sait qu'elle ne peut rien opposer de crédible à Astra avant au moins trois ans. L'essentiel pour elle est de contenir les ambitions de l'engin luxembourgeois dans le strict domaine de la télévision et d'éviter des débordements vers les télécommunications privées.

Si Astra passe ce dernier obstacle, quel sera l'avenir de TDF 1 ? C'est la question que l'on se pose aujourd'hui à Télédiffusion de France, à l'hôtel Matignon comme au ministère de la culture et de la communication. Certains membres du gouvernement estiment le projet complètement dépassé, souhaitant limiter TDF 1 à un rôle expérimental et abandonner TDF 2. Mais les conseillers du premier ministre doutent du succès commercial d'Astra et font remarquer que le gouvernement allemand n'a rien abandonné du projet TV Sat.

Le dossier a été remis à plat le 20 juin lors d'une première réunion interministérielle. Le projet de loi annule les autorisations accordées au consortium de MM. Silvio Berlusconi, Jérôme Seydoux, Robert Maxwell et Léa Kirsch. Le ministère des finances refuse de soutenir l'opération sur fonds publics et de brader le prix de location des canaux comme l'avait fait le précédent gouvernement. Il faut trouver de nouveaux clients, d'autres financements. Le retard de quatre à six mois d'Ariane laisse quelque répit mais le temps ne joue pas en faveur de TDF 1.

**BAUME & MERCIER**  
GENEVE 1830



avant-garde  
manière pour Homme,  
inaltérable, quartz,  
étanche à 30 mètres.  
En trois dimensions  
avec dateur.  
FF 16.190.-

**Aldebert**  
PARIS - 16 place Vendôme - 1 bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES - 19, La Croisette

**STAGE LECTURE RAPIDE**  
1<sup>er</sup>-2-3 juillet 1986  
possibilités de stages en entreprises  
**GEICA-FORMATION/42-96-41-12**  
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

**COMPRENDRE POUR AGIR** Chaque mois,  
SCIENCE & VIE ECONOMIE vous explique  
toute l'économie. Clairement. Utilement.

SCIENCE & VIE  
**ECONOMIE** JUILLET/AOUT

**GIANFRANCO FERRE**  
Liquidation exceptionnelle  
22-24, rue Cambon, Paris (1<sup>er</sup>)

Le numéro du « Monde »  
daté 22-23 juin 1986  
a été tiré à 481 049 exemplaires

**SOLDES FRENETIQUES POUR LES FEMMES FANATIQUES DU BEAU**



**RODIN**  
LE BAZAR A TISSUS  
LE PLUS CHIC  
LE PLUS GRAND  
LE PLUS ETONNANT  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

EN VENTE PROMOTIONNELLE, LES « INTROUVABLES » DES EDITIONS DU CNRS  
26 juin de 14 h à 21 h  
27 et 28 juin de 10 h à 19 h  
Librairie du CNRS  
285, rue Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel  
36-15-91-77 + ISLM

سكس (م) لاصح